

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

---

# DES OBLIGATIONS

IMPOSÉES PAR LA LOI DU 3 MAI 1844

*Au propriétaire ou concessionnaire du droit de chasse*

POUR L'EXERCICE DE CE DROIT

---

## THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA GRANDE SALLE DE LA FACULTÉ DE DROIT

*Le vendredi 29 mars 1901, à 3 heures 1/2 de l'après-midi*

PAR

André VIEL

Avocat

---

CAEN

Imprimerie Charles VALIN

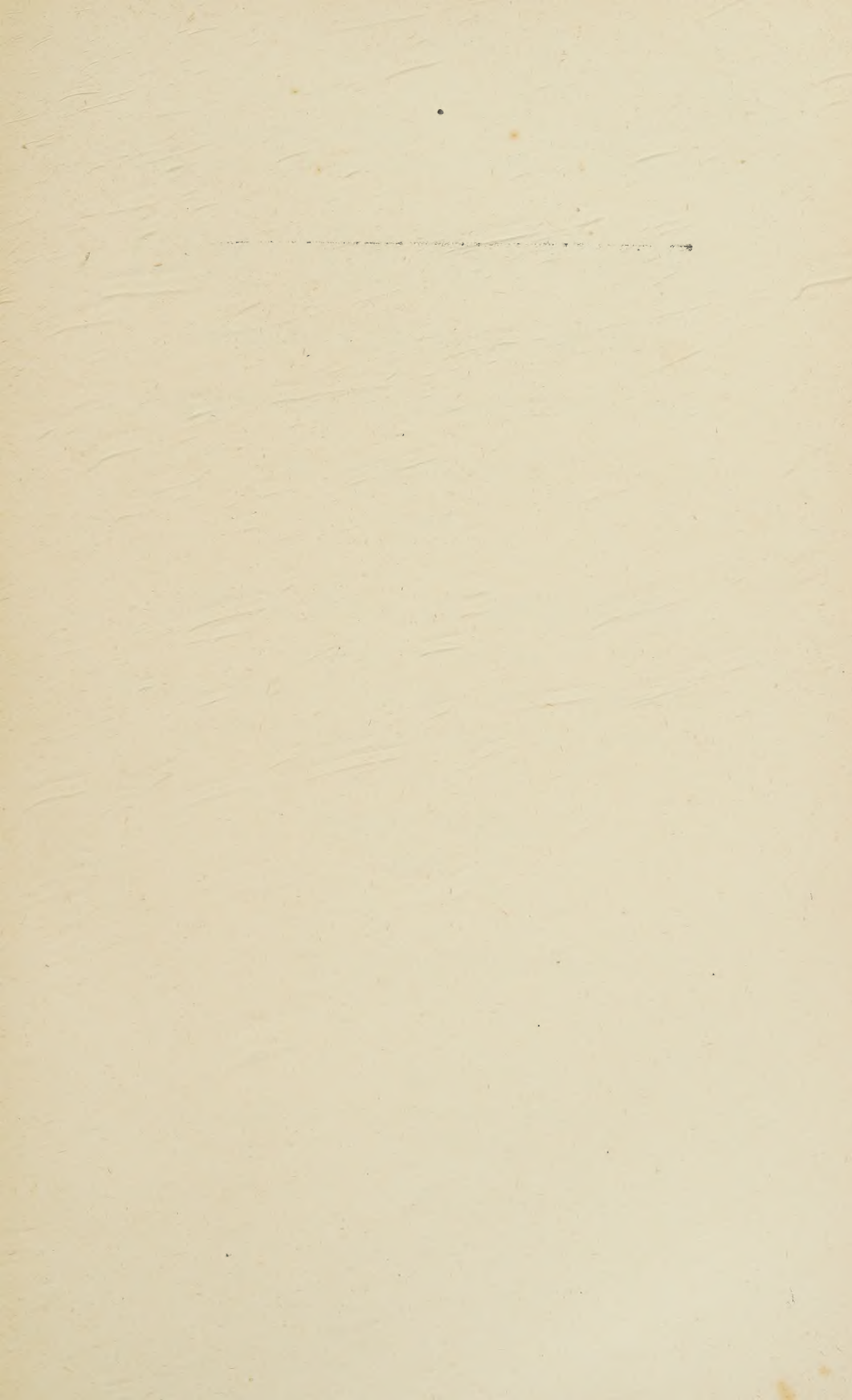
7 et 9, rue au Canu, 7 et 9

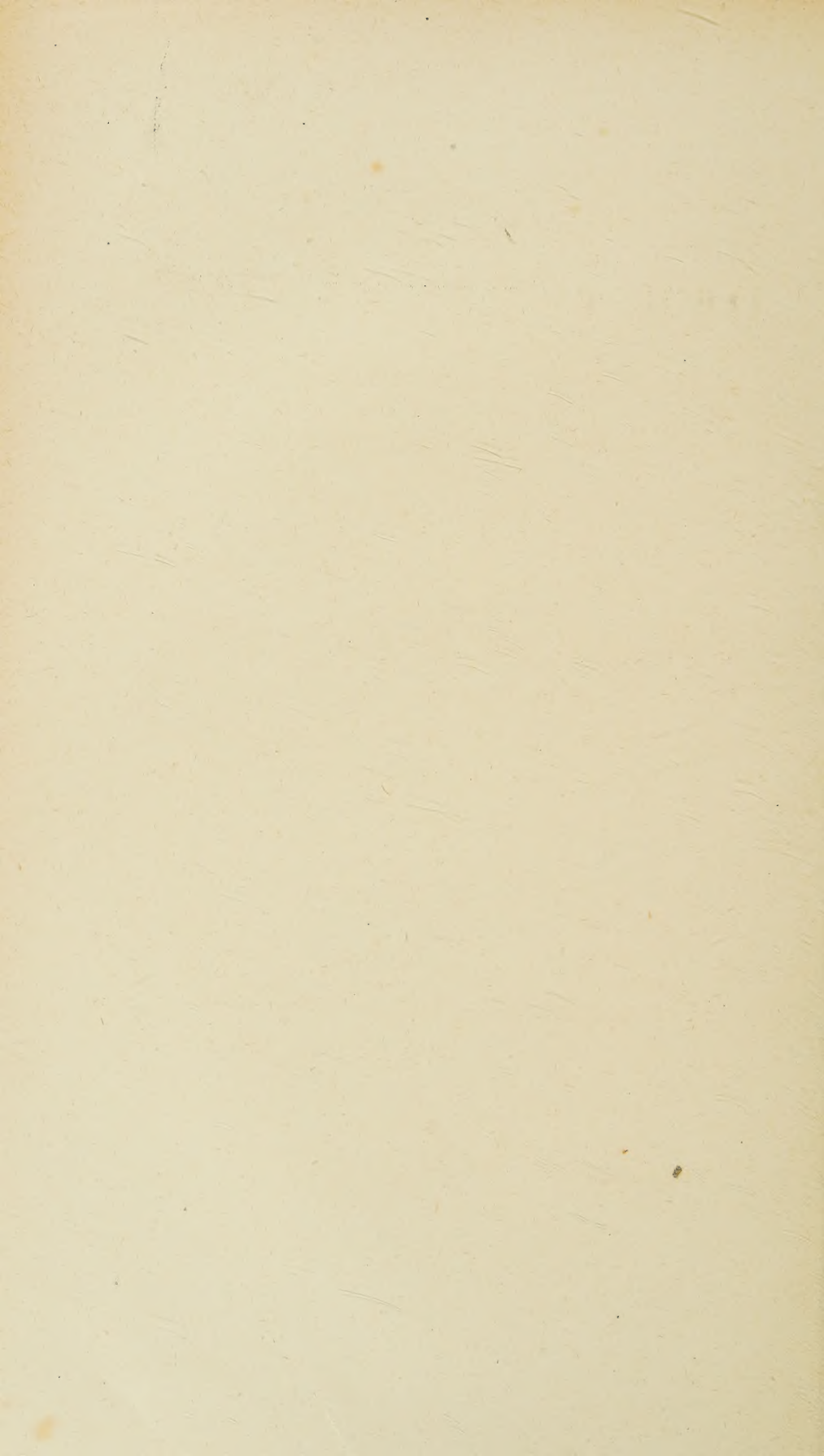
---

1901











UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

---

# DES OBLIGATIONS

IMPOSÉES PAR LA LOI DU 3 MAI 1844

*Au propriétaire ou concessionnaire du droit de chasse*

POUR L'EXERCICE DE CE DROIT

---

## THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA GRANDE SALLE DE LA FACULTÉ DE DROIT

*Le vendredi 29 mars 1901, à 3 heures 1/2 de l'après-midi*

PAR

André VIEL

Avocat

---

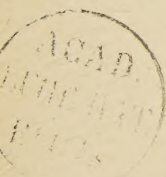
CAEN

Imprimerie Charles VALIN

7 et 9, rue au Canu, 7 et 9

---

1901





Digitized by the Internet Archive  
in 2026



# UNIVERSITÉ DE CAEN

---

## FACULTÉ DE DROIT

---

**Année scolaire 1900-1901**

---

### DOYEN :

M. Edmond VILLEY (✱, I. ✱), correspondant de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

### PROFESSEUR HONORAIRE :

M. TOUTAIN (✱ I. ✱), ancien professeur de *Droit administratif*.

### PROFESSEURS :

MM. DANJON (I. ✱), assesseur du Doyen, professeur de *Droit commercial*, chargé des cours de *Droit maritime* et de *Droit civil approfondi et comparé*.

Edmond VILLEY (✱, I. ✱), professeur d'*Économie politique*, chargé des cours de *Droit constitutionnel comparé* et de *Législation financière*.

LAISNÉ DES HAYES (✱, A. ✱), professeur de *Droit romain*, chargé d'un cours de *Droit civil*.

GUILLOUARD (✱, I. ✱, C. ✱, G. O. ✱, C. I. C. ✱, O. ✱, L. ✱), professeur de *Droit civil*.

— IV —

MM. LEBRET (I. ☉), professeur de *Droit civil* (député du Calvados), ancien Ministre de la Justice.

CABOUAT (I. ☉), professeur de *Droit international public et privé*, et de *Législation industrielle*.

Ambroise COLIN (I. ☉), professeur de *Droit civil*, agrégé à la Faculté de Droit de Paris.

BIVILLE (A. ☉), professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours de *Droit administratif*.

DEBRAY, professeur de *Droit romain* et chargé du cours d'*Histoire du Droit français*.

AGRÉGÉS :

MM. René WORMS (I. ☉, ☿, C. ✠), chargé des cours d'*Economie politique* et d'*Histoire des doctrines économiques*.

LE FUR, chargé des cours de *Droit administratif* et d'*Éléments du Droit constitutionnel*.

ASTOUL, chargé d'un cours de *Droit Romain*, du cours de *Pandectes* et du cours sur la *Coutume de Normandie*.

DEGOIS, chargé du cours de *Droit criminel*.

CHARGÉS DE COURS :

MM. ARON, chargé des cours d'*Histoire générale du Droit français* et d'*Histoire du Droit public français*.

PILON, chargé d'un cours de *Droit civil*.

SECRÉTAIRE

M. GILLET (I. ☉), secrétaire de l'Université de Caen.

---



## JURY D'EXAMEN

---

MM. BIVILLE, *professeur*, PRÉSIDENT DE LA THÈSE.

LAISNÉ DES HAYES, *professeur*.

PILON, *chargé de cours*.





## BIBLIOGRAPHIE

---

- BÈQUET. — *Répertoire de droit administratif*, v<sup>o</sup> Chasse.
- BERRIAT-SAINT-PRIX. — *Législation de la chasse et de la louveterie commentée*, 1845.
- BLOCK. — *Dictionnaire d'administration française*, v<sup>o</sup> Chasse.
- BOULEN. — *Le droit de chasse et la propriété du gibier en France*, 1887.
- CAMUSAT-BUSSEROLLES et FRANCK-CARRÉ. — *Code de la police de la chasse*, 1844.
- CHAMPIONNIÈRE. — *Manuel du chasseur*, 1844.
- CHARDON. — *Le droit de chasse français*, 1846.
- CHENU. — *Chasse et procès. Étude pratique de la loi sur la chasse*, 1890.
- DALLOZ — *Répertoire*. v<sup>o</sup> Chasse.  
— *Supplément au répertoire*, v<sup>o</sup> Chasse.
- DUVERGIER. — *Code de la chasse commentée*, 1844.
- FRÉMY. — *Droit de destruction des animaux malfaisants ou nuisibles*.
- GILLON et VILLEPIN. — *Nouveau Code des chasses*, 1850.
- GIRAUDEAU, LELIÈVRE et SOUDÉE -- *La chasse, suivie de la louveterie, le droit sur le gibier, la responsabilité des chasseurs*, 2<sup>e</sup> édition, 1882.

GISLAIN. — *Conflits entre chasseurs, fermiers et propriétaires*, 1865.

HOUEL. — *Le nouveau Code de la chasse*, 1844.

JULLEMIER. — *Des procès de chasse*, 1872.

JULLIEN. — *La chasse, son histoire, sa législation*, 1868.

LAIJOYE. — *Petit dictionnaire de jurisprudence à l'usage des chasseurs*, 1889.

LAVALLÉE et BERTRAND. — *Vade-mecum du chasseur, loi sur la police de la chasse*, 2<sup>e</sup> édition, 1884.

LEBLOND. — *Code de la chasse et de la louveterie*, 2 volumes, 1878.

MENCHE DE LOISNE. — *Essai sur le droit de chasse*, 1878.

MOYAT. — *Étude historique, critique et comparée sur le droit de chasser en général* (thèse), 1900 (1<sup>re</sup> partie de l'ouvrage)

DE NEYREMAND. — *Questions sur la chasse*, 2<sup>e</sup> édition, 1866.

*Pandectes françaises, Répertoire, v<sup>o</sup> Chasse.*

PERRÈVE. — *Traité des délits et des peines de chasse*, 1845.

PETIT. — *Traité complet du droit de chasse*, 2 volumes, 1853.

PUTON. — *La louveterie et la destruction des animaux nuisibles. Quelques leçons à l'École forestière de Nancy*, 1872.

*Répertoire de législation et de jurisprudence des eaux et forêts.*

ROGRON. — *Code de la chasse expliqué.*

SOREL. — *Du droit de suite et de la propriété du gibier tué, blessé ou poursuivi*, 1878.

VERHÆGEN. — *Recherches historiques sur le droit de chasse et sur la législation sur la chasse*, 1873.

VIEL. — *La loi sur la chasse expliquée aux chasseurs, aux gardes champêtres et aux agriculteurs*, 1863.

VILLEQUEZ. — *Du droit du chasseur sur le gibier dans toutes les phases des chasses à tir et à courre*, 2<sup>e</sup> édition, 1884.

---





## INTRODUCTION

---

La chasse, comme l'a fort bien dit un auteur, « comprend tant de modes divers, elle embrasse, « suivant les goûts de chacun, tant d'actes différents, qu'il n'est pas facile de les faire rentrer tous dans le cadre étroit d'une définition. » (Chenu, *Chasse et Procès*, p. 5.) Nous croyons cependant pouvoir la définir d'une façon complète en disant que c'est l'action de rechercher, de poursuivre ou d'atteindre le gibier, avec la volonté et la possibilité de l'appréhender vif ou mort.

Plaisir universel et séculaire, la chasse a une origine aussi reculée que possible : elle fut une des premières occupations de l'homme dès son apparition sur la terre, et ce n'est pas sans fondement qu'on a pu prétendre que les premières discordes qui s'élevèrent entre les hommes furent des querelles de chasseurs.

C'est qu'elle a son origine dans les instincts les plus impérieux de l'homme primitif, qui trouvait en elle, outre la sauvegarde de sa propre existence et de celle de sa famille, le moyen

de pourvoir aux diverses exigences de la vie. Dans la chair de la plupart des animaux sauvages, il trouva une nourriture fortifiante et à son goût, et les peaux et les os de quelques-uns lui servirent à se confectionner des vêtements, des armes, des outils et nombre d'objets de première utilité pour lui.

Plus tard, lorsque à la vie nomade eut succédé la vie sédentaire, et que la chasse eut cessé d'être la seule ressource de l'homme, elle ne lui demeura pas moins utile pour son alimentation et la protection de ses troupeaux et de ses récoltes. L'attrait des courses aventureuses, le désir de faire preuve de force, de courage et d'adresse dans des luttes pleines de danger contre les bêtes fauves, surtout à une époque où l'on ne connaissait guère d'autre genre de distinction que la supériorité physique, lui firent d'ailleurs rechercher dans la chasse un exercice salubre, un amusement plein d'attrait, auquel il se livrait dans ses instants de loisir.

Aussi, rien d'étonnant à ce qu'elle ait toujours été en grand honneur chez les peuples de l'antiquité. Thésée, Castor, Pollux, Hercule, pour ne citer que les plus fameux, ont immortalisé à jamais leurs noms par leurs exploits cynégétiques, et, d'autre part, les livres saints nous ont conservé les noms de Nemrod, Lamech, Ésaü et bien d'autres, qui tous furent de grands



chasseurs devant l'Éternel (Genèse, ch. x, vers. 9 ; ch. xxv, vers. 27.) Les Assyriens, les Égyptiens, les Perses, furent des peuples passionnés pour la chasse ; les Grecs et les Romains montrèrent la même ardeur pour cet exercice, qu'ils considéraient comme excellent pour fortifier le corps, tremper les caractères et préparer aux fatigues et aux souffrances de la guerre. A Sparte, Lycurgue prescrivait l'exercice de la chasse aux jeunes gens et aux hommes faits, et il n'en dispensait que ceux revêtus de fonctions publiques. Les mêmes goûts se rencontraient chez les Germains ; et, quant aux Gaulois, nos ancêtres, ils furent, au dire de Gratien, les meilleurs chasseurs de l'antiquité : c'est à eux, en tout cas, que revient l'honneur d'avoir créé la chasse à courre, celle qui consiste à forcer à la course l'animal de chasse avec des chiens, mais sans l'emploi d'aucune arme.

Les chevaux et surtout les chiens des Francs étaient réputés pour leurs qualités de chasse. Excellents et intrépides chasseurs, nos pères attaquaient volontiers les plus grosses bêtes, et, à l'aide de leurs seuls chiens, ils s'en rendaient maîtres. D'après les *Chroniques de Saint-Denis*, ce serait même aux goûts cynégétiques de ses soldats que Clovis aurait dû de remporter l'importante victoire de Vouillé, près de Poitiers. « La Vienne, dit Jullien qui rapporte ce trait,

« grossie par d'abondantes pluies, sembla un  
« moment devoir l'arrêter. Vainement, chefs et  
« guerriers cherchaient un gué. Le roi passe  
« alors la nuit en prières ; il implore le secours  
« de Dieu afin de vaincre les ennemis de sa foi.  
« Le lendemain, au point du jour, tandis que  
« l'armée lève le camp, une biche apparaît ;  
« aussitôt, de nombreux Francs poursuivent  
« l'animal, et celui-ci, voyant toute issue fermée,  
« bondit dans la rivière, indiquant à ses agres-  
« seurs l'endroit qui leur permettra de gagner  
« sans danger la rive opposée. C'est ainsi que  
« Clovis arriva aux champs de Vouillé, où, après  
« avoir tué Alaric, il tailla en pièces l'armée  
« des Visigoths. » (Jullien, *La Chasse, son his-  
toire et sa législation*, p. 72.)

La nation française a hérité tout naturelle-  
ment du goût de ses ancêtres pour la chasse ;  
elle a suivi leurs traditions, et l'amour de ce  
noble sport, de plus en plus répandu de nos  
jours et mis autant que possible à la portée de  
tous, n'est pas près de s'éteindre dans notre  
pays. On ne saurait d'ailleurs s'en plaindre, car  
la chasse est un exercice parfois encore utile  
aujourd'hui, lorsqu'on s'attaque aux animaux  
malfaisants, et toujours salubre ; c'est l'une  
des meilleures façons d'occuper ses loisirs.

Sa disparition serait fâcheuse également à  
un autre point de vue. C'est qu'en effet la chasse

• joue un rôle important dans l'économie financière de notre pays. Chaque année, près de 400.000 permis sont délivrés en France, qui rapportent à l'État et aux communes une somme d'environ 11 millions, et il résulte des statistiques qu'il se vend chez nous, bon an, mal an, pour 30 millions de gibier indigène. Le produit de la vente monopolisée de la poudre, l'impôt sur les chevaux et celui sur les chiens, le prix des locations de chasses au profit de l'État et des communes ne sont pas non plus des quantités négligeables, et l'on comprend dès lors aisément l'importance des plaisirs cynégétiques au point de vue économique et fiscal.

Intéressante par conséquent pour l'économiste en même temps que pour l'historien, l'étude de la chasse ne l'est pas moins pour le jurisconsulte. Que d'intérêts divers ne met-elle pas en jeu ? Que de procès ne suscite-t-elle pas, tant devant les tribunaux civils que devant les tribunaux correctionnels et criminels ? Chenu n'hésite pas, et il a raison, à décerner à la chasse le titre de *mère des procès*, donné généralement, mais à tort, à l'indivision ; et cette dénomination, hâtons-nous de le dire, ne fera que devenir de plus en plus méritée. Car le nombre des procès auxquels elle donne lieu tend à augmenter et augmentera certainement d'une façon sensible, le morcellement de plus en plus grand

de la propriété ayant pour effet de multiplier les difficultés, et le nombre croissant des chasseurs, concordant avec une diminution marquée du gibier, ne faisant qu'accroître l'affection jalouse et processive du propriétaire pour *sés* perdreaux, *ses* faisans et *ses* lapins, malgré l'impertinence des lois qui déclarent que le gibier n'est à personne.

Ces diverses considérations suffisent à établir l'intérêt qu'aurait une étude complète de nos lois sur la chasse. Mais le cadre forcément restreint d'une thèse ne nous permet pas d'entrer dans des développements aussi considérables que ceux auxquels nous entraînerait un tel sujet. Nous avons donc été contraint de nous spécialiser davantage, et notre choix s'est porté sur l'étude des obligations ou conditions imposées au chasseur par nos lois cynégétiques.

De nos jours, le droit de chasse est un attribut du droit de propriété, et chacun peut chasser sur son terrain ou sur le terrain de celui qui l'y autorise. Mais l'expérience des siècles précédents prouve surabondamment qu'une trop grande liberté laissée à l'exercice du droit de chasse ne tarde pas à dégénérer en licence, et à engendrer des abus, des désordres, des violences de toutes sortes. Des raisons d'intérêt général ont donc fait soumettre cet exercice à certaines



règles ou conditions auxquelles le chasseur, propriétaire ou concessionnaire du droit de chasse, est obligé de se conformer. Ces règles sont au nombre de quatre : la loi du 3 mai 1844, qui nous régit actuellement, exige tout d'abord l'obtention d'un permis ; puis elle ne permet la chasse qu'à une certaine époque de l'année, jamais la nuit, et elle en suspend encore l'exercice en temps de neige ; elle interdit aussi certains procédés de chasse ; enfin, voulant assurer d'une façon absolue le respect du droit de propriété et aussi du droit de chasse qui, pour employer les termes mêmes d'un arrêt, « inhérent à la propriété, mérite le même respect et « la même protection que le principe d'où il « dérive » (Orléans, 10 mars 1846, D. 46, 2, 71), la loi défend de franchir en chassant, sous quelque prétexte que ce soit, les limites de l'héritage d'autrui. Ce sont les quatre obligations qui résultent pour le chasseur de ces dispositions de la loi que nous nous proposons d'étudier. Disons ici que leur violation constitue un délit qui, constaté par les agents de la police judiciaire, est poursuivi devant les tribunaux correctionnels au moyen de l'action publique, et puni de peines variant selon le degré de culpabilité du délinquant : amende, confiscation des armes et instruments de chasse, privation de permis, emprisonnement. Mais nous ne nous

occuperons pas de cette partie répressive et pénale, ayant devant nous, tout en la laissant de côté, un champ d'études suffisamment vaste pour le modeste travail que nous allons entreprendre.

Soumis primitivement aux règles du droit naturel, l'exercice du droit de chasse est devenu dans la suite, en France, l'objet d'une réglementation toujours minutieusement ordonnancée, et qui a subi de fréquentes variations, réfléchissant fidèlement celles de notre organisation politique. Aucune matière n'a été l'objet d'aussi nombreuses dispositions législatives, et il nous a paru intéressant d'examiner, en tête de notre étude, les conditions qui ont successivement régi l'exercice du droit de chasse avant la législation actuelle, aux diverses époques de l'histoire de notre pays.

Notre plan sera donc le suivant : après un historique des conditions d'exercice du droit de chasse, nous aborderons celles imposées au chasseur par nos lois actuelles ; et, le supposant propriétaire ou tout au moins concessionnaire, soit à titre onéreux, soit à titre gratuit, du droit de chasse sur le terrain où il veut chasser, nous passerons en revue les différentes obligations auxquelles il est astreint :

1° Obtention d'un permis ;

2° Obligation de suspendre l'exercice du droit

de chasse en temps de fermeture, la nuit et par temps de neige ;

3° Obligation de n'employer que les modes et moyens de chasse autorisés par la loi ;

4° Obligation de respecter les limites de l'héritage d'autrui.

Mais la loi a apporté certaines modifications aux règles qui gouvernent la chasse ordinaire en faveur de quelques chasses spéciales, pour l'exercice desquelles elle a relevé le chasseur de telle ou telle des obligations qui lui incombent ordinairement. Nous aurons donc à examiner, dans une deuxième partie de cette étude, les conditions particulières d'exercice de ces chasses spéciales.

Enfin, nous terminerons par quelques lignes d'examen critique de la réglementation actuelle de l'exercice du droit de chasse et un aperçu rapide des principales réformes proposées.







# APERÇU HISTORIQUE

## *des diverses réglementations de l'Exercice du Droit de chasse*

### § I<sup>er</sup>

#### DES ORIGINES A LA FIN DU RÈGNE DE CHARLEMAGNE

A l'origine, l'exercice du droit de chasse était libre : l'humanité primitive ne connaissait d'autres règles que celles du droit naturel, et le droit de défendre sa propre existence, celui de pourvoir à sa subsistance et à son vêtement faisaient de la chasse une faculté inhérente à chacun.

Libre quant aux personnes, l'exercice du droit de chasse ne l'était pas moins à tous autres égards, soit quant à la façon de le pratiquer, soit quant au temps et au lieu choisis pour s'y livrer ; et « l'on ne voit pas précisément, dit « Merlin, en quel temps cette liberté com-  
« mença d'être restreinte à certaines personnes  
« et à certaines formes ». (Merlin, *Répertoire de jurisprudence*, v<sup>o</sup> Chasse.) Il est à présumer

cependant que la ruine de cette liberté advint  
« lorsque la chasse, cessant d'être un besoin  
« impérieux, devint une nécessité de second  
« ordre, et que ce temps peut être placé à l'époque  
« où, la propriété commençant à être importante,  
« l'homme trouva dans l'agriculture et l'élevage  
« des bestiaux les ressources premières de la  
« vie, et ne s'adonna plus à la chasse que dans  
« le but de purger le pays des animaux sau-  
« vages qui l'infestaient, » ou, ajoutons-le, de  
se livrer à un exercice favori. Ainsi pense  
Verhægen, et nous partageons son avis. (*Recher-  
ches historiques sur le Droit de chasse*, p. 25.)

Quoi qu'il en soit, notre pays connut évidem-  
ment cette liberté illimitée de la chasse, et ce  
n'est qu'à une époque relativement récente que le  
législateur s'est occupé chez nous de soumettre  
le droit de chasse à des règles positives. Les pre-  
mières marques de cette ingérence de la loi pa-  
raissent s'être manifestées sous les premiers rois  
francs. On trouve en effet, dans les lois salique,  
ripuaire, Gombette, dans celle des Visigoths  
et celle des Allemands, quelques dispositions  
ayant trait à la chasse. Mais il est à remarquer  
qu'aucune d'elles n'en restreint l'exercice ; bien  
au contraire, elles semblent avoir eu pour but  
de le protéger, édictant des peines sévères contre  
ceux qui s'empareraient du gibier élevé ou pour-  
suivi par un chasseur, ou qui déroberaient des

chiens, oiseaux ou autres animaux servant à la chasse. (*Lex salica*, titre xxxiii, *De venationibus furatis*, La Loi salique, annotée par Pardessus, p. 18 ; *Lex Ripuariorum*, tit. xlii, *De venationibus*, § 1<sup>er</sup>, Baluze, *Capitularia Regum francorum*, t. 1<sup>er</sup>, p. 38 ; *Lex Burgundorum*, *additamentum* 1, tit. x, Cinciani, *Barbarorum leges antiquæ*, t. iii, p. 88 ; *addit.* 1, tit. xi, Cinciani, t. iii, p. 38, etc.)

Il ne nous est parvenu, de cette époque, aucune disposition écrite restreignant le droit de chasse et son exercice d'une façon expresse. Cependant, il ne nous paraît pas téméraire de penser que la chasse ne pouvait déjà plus alors être pratiquée sans entraves : la liberté de l'exercer devait fatalement se briser contre les barrières de la propriété privée. Déjà même antérieurement, à une époque où les règles concernant celle-ci étaient dépourvues de certitude, il est évident que chacun devait interdire l'accès des terres qu'il s'était attribuées, dans l'intérêt de ses récoltes, et employer au besoin la force pour rendre cette interdiction effective. Puis il est probable qu'à la force brutale se substitua peu à peu le règne du droit, au fur et à mesure des progrès de la propriété privée ; et, comme le dit fort bien Camusat-Busserolles (*Code de la police de la chasse*, p. 2), « aussitôt « que cette dernière eut été clairement com-

« prise et définie, et que les premières barrières  
« s'élevèrent dans les champs partagés, » la  
chasse devint un attribut du droit de propriété.

La preuve de l'accomplissement de cette évolution à l'époque où nous nous plaçons se trouve dans les lois barbares. elles-mêmes que nous citons à l'instant. D'après la loi salique, celui qui rompt la clôture d'autrui est condamné à payer 600 deniers, qui font 15 sous :

« *Si quis clausuram alienam ruperit D C*  
« *denariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judi-*  
« *cetur.* »

*Lex salica emendata*, tit. XXIX, n. 26.

*Manuscrit de la Bibliothèque nationale*, fonds  
latin, n° 4626.

La loi des Burgundes contient une disposition du même genre, aux termes de laquelle celui qui aura troué une haie, et fait entrer volontairement ses chevaux ou autres animaux dans un pré ou un champ de blé, devra payer au propriétaire du terrain 1 sou par chaque animal, s'il est ingénu :

« *Si quis sepem alienam aperuerit et caballos*  
« *suos aut animalia in messem aut in pratum*  
« *voluntarius miserit, si ingenuus est, per singula*  
« *animalia inferat pro messis vel prati damno*  
« *domino singulos solidos.* »

*Lex Burgundorum*, tit. XXVII, n. 4.

Pertz, *Leges*, t. III, p. 545.

Comment, en présence de telles dispositions, la chasse, qui ne se faisait qu'à force de chevaux, chiens et oiseaux, eût-elle été possible sur le terrain d'autrui sans son autorisation, alors que la simple introduction de chevaux ou autres animaux dans un pré était si sévèrement réprimée ?

La défense de chasser sur le terrain d'autrui ne se trouve-t-elle d'ailleurs pas implicitement exprimée dans ce texte de la *Lex Allemanorum* : « *Nullus alienam terram sine auctoritate praesumat invadere ?* » (Georgisch, *Corpus juris Germanici antiqui*, p. 247.)

Voici un autre texte, extrait de la loi des Ripuaires, et plus significatif encore :

« *Si quis Ripuarius, in silva communi, seu regis, vel alicujus, locatum materiamentum vel ligna fissa abstulerit, quindecim solidos culpabilis judicetur. Sic de venationibus et piscationibus.....* »

*Lex Ripuariorum*, tit. LXXVI.

Baluze, *Capitul. Regum francorum*, t. I, p. 50.

Ainsi, selon que la forêt appartenait à une communauté, à un roi ou à un particulier, la chasse était également à une communauté, à un roi ou à un particulier. Et la sanction n'atteste-t-elle pas éloquemment la faculté exclusive du propriétaire de chasser ?



Nous pouvons donc conclure qu'au VI<sup>e</sup> siècle le libre exercice du droit de chasse trouvait déjà un obstacle dans les barrières de la propriété privée, et qu'il était, à cette époque, définitivement considéré comme un attribut du droit de propriété. Aucun texte des lois franques ne le dit expressément, nous en convenons; mais du moins beaucoup le laissent supposer, et il est d'ailleurs fort possible que les coutumes nationales des Francs, non écrites, mais soigneusement transmises oralement de génération en génération, suppléassent à ce silence <sup>1</sup>.

Des restrictions plus graves ne tardèrent pas à être apportées à la liberté de chasser. La première, qui fut pendant plusieurs siècles la plus importante, résulta de la création des *forêts* d'abord, des *garennnes* ensuite.

Les forêts ont leur origine dans la conquête de la Gaule par les Francs. A la suite de cette conquête, leurs chefs, barbares dédaignant encore l'agriculture et ne s'occupant guère que de combats et de chasses, ne trouvèrent rien de mieux, pour satisfaire leur passion favorite, que

1. Pour bien des matières il en était ainsi. Citons, à titre d'exemple, les compositions désignées par les termes *scptem septennas* et *recapitulatio solidorum*, qui se réfèrent à des délits dont on ne trouve aucune trace dans la *Lex antiqua*. De même on lit dans une foule de pièces : *consuetudo regni*, ou bien *patria lex*, mots qui désignent des dispositions qu'on chercherait vainement dans le texte de la loi écrite. (Voir *Loi salique annotée par Pardessus*, p. 384 et 416.)

de se réserver de vastes et nombreux domaines qu'ils peuplaient d'animaux de toutes espèces, et notamment de gros animaux, défendant de les repousser ou de les détruire, et s'attribuant sur ces terrains un droit de chasse exclusif sanctionné par les peines les plus graves. Ces immenses réserves reçurent le nom de forêts (de *fera*, *ubi fera est*) ; on cite une forêt, en Normandie, qui comprenait à elle seule trente paroisses. Voir leurs cultures dévastées par les animaux sauvages sans pouvoir détruire ceux-ci, ou ravagées par les chasseurs sans pouvoir réclamer aucune indemnité pour le préjudice causé, telle était, comme on l'a fait justement remarquer, la douloureuse alternative où se trouvaient les habitants des terrains mis en forêt.

S'il est probable que les premières forêts datent du début de la conquête de la Gaule, il paraît toutefois certain qu'elles n'existèrent à l'état de droit qu'à partir du VI<sup>e</sup> siècle ; car aucune mention n'en est faite dans la Loi salique rédigée par ordre de Clovis.

A partir de cette époque, nous voyons les rois agrandir leurs forêts et s'en créer de nouvelles. Leur exemple est rapidement suivi par les grands vassaux de la couronne, et l'institution fait des progrès rapides. Les Carlovingiens continuent à accroître les leurs ; ils les impo-

sent aux habitants, et protègent ces nouvelles créations par de nombreuses dispositions législatives; ils créent aussi de nombreux officiers généraux, appelés *forestarii* et chargés de faire respecter leurs prohibitions. Le nombre des forêts était tel sous Charlemagne, que, dans ses Capitulaires, le grand empereur défendit d'en créer à l'avenir; mais il maintint celles existantes, consacrant ainsi législativement les droits, la plupart du temps usurpés, de leurs titulaires.

A part la restriction apportée par le droit de forêt à la liberté de chasser, nous ne trouvons, à la fin du règne de ce prince, que quelques défenses isolées de chasser relatives aux dimanches, et pour les nobles aux jours de plaids, et une interdiction générale s'adressant aux gens d'Église. On lit en effet, dans les Capitulaires : « *Statuimus ut opera servilia diebus dominicis non agantur..... nec venationes exerceant* » ; et encore : « *Ut comites non in venationem vadant illa die, quando placitum debent custodire.* » (Capit. de 789, art. 1<sup>er</sup>, Isambert, t. I, p. 42.) Et en ce qui concerne les ecclésiastiques, la chasse leur est en premier lieu défendue par les Conciles. Dès l'an 600, on trouve mentionnée cette interdiction dans le canon LV du Concile d'Agde, sous la forme et avec la sanction suivante : « *Episcopis, presbyteris, atque diaconibus canes*

« *ad venandum et accipitres habere non liceat.*  
« *Quod si quis talium personarum in hac volun-*  
« *tate detectus fuerit, si episcopus est tribus men-*  
« *sibus se a communione suspendat, presbyter*  
« *duobus mensibus se abstineat, diaconus uno ab*  
« *omni officio vel communione cessabit.* » (*Sacro-*  
*rum Conciliorum collectio*, t. VIII, p. 334.) Deux  
ans plus tard le Concile d'Épernon, puis en 717  
celui d'Epaonne, en 813 celui de Tours, repro-  
duisent cette disposition. De leur côté, les  
Capitulaires des princes interdisent la chasse  
aux ecclésiastiques, comme incompatible avec  
l'austérité de leur caractère. Ainsi prononcent  
Carloman dans un capitulaire de 742, Pépin, en  
744 (Pertz, *Leges*, t. I, p. 17 et 21), et Charle-  
magne, dans ses capitulaires de 769, art. 3, de  
789, art. 15, et de 802, art. 19 (Isambert. *An-*  
*ciennes lois françaises*, t. I, p. 38, 43 et 47).

Telles sont les principales règles de fait et  
de droit auxquelles est soumis l'exercice du  
droit de chasse à la fin du règne de Charle-  
magne, c'est-à-dire à l'aurore du IX<sup>e</sup> siècle ;  
mais, en dehors de ces restrictions encore bé-  
nignes, chacun, le plus pauvre comme le plus  
riche, le plus humble comme le plus puissant,  
conserve la liberté la plus absolue de chasser  
sur ses propres terres ou celles sur lesquelles il  
est autorisé à le faire par le propriétaire, et cela  
à toute heure du jour et de la nuit, par tous les

modes et avec tous les engins qu'il lui plaît d'employer.

## § II

### DE LA MORT DE CHARLEMAGNE (814) A L'AVÈNEMENT DE CHARLES VI (1380)

Après Charlemagne, la liberté de la chasse ne tarde pas à recevoir les plus graves atteintes. C'est que, le grand empereur mort, le pouvoir royal faiblit; il s'émiette et passe en partie aux mains des seigneurs; ceux-ci en profitent pour accroître le nombre et l'étendue de leurs droits, et ils n'ont garde d'oublier le droit de chasse. Les forêts, qui avaient acquis déjà une extension considérable au siècle précédent, se développent à nouveau d'une manière sensible, et à côté d'elles apparaissent les garennes, réserves de chasse analogues, qui, peu à peu, se substituent à elles.

Les grands vassaux avaient jadis suivi l'exemple des rois, et s'étaient créés des forêts; les petits seigneurs imitent à leur tour les grands vassaux; ils se réservent eux aussi des terrains, plus restreints bien entendu, qu'ils tiennent abondamment peuplés d'animaux sauvages de toutes sortes. Ce sont là de véritables petites forêts, qui ne tardent pas à prendre dans toute



la France la place de leurs aînées, et sont baptisées du nom de garennes, *garennæ*, *warennæ*, du mot germain *waren*, qui exprime la défense de chasser.

Parmi ces garennes, les unes eurent un fondement légitime, puisant leur origine dans l'organisation même de la féodalité naissante, laquelle consistait dans la réunion des pauvres et des faibles autour d'un puissant à qui, moyennant aide et protection, ils faisaient abandon de leurs biens, qu'ils continuaient cependant à cultiver ; pour celles-là, le droit de chasse du seigneur découlait légitimement et tout naturellement de son caractère de grand propriétaire foncier. Mais beaucoup naquirent d'un abus de puissance : que de seigneurs, en effet, ne se bornèrent pas à défendre à leurs vassaux, comme c'était d'ailleurs leur droit, de chasser sur les domaines de leur seigneurie, mais étendirent la prohibition et y englobèrent les terres de leurs sujets, en appuyant au besoin ces usurpations par des menaces qui imposaient silence aux malheureux propriétaires dépouillés de leur droit !

Cependant, le temps, qui efface tout, fit oublier ces origines blâmables : les populations durent s'incliner devant les « deffens » des seigneurs, puis elles finirent par s'y habituer. La prescription vint transformer la possession en

propriété ; bientôt apparut un élément juridique : « *Jus ex facto oritur...* » (Hervé, *Matières féodales*, t. 1<sup>er</sup>, p. 17), et les chartes du XII<sup>e</sup> siècle nous montrent les garennes devenant l'objet de contrats d'inféodation.

Louis VII le Jeune, en 1152, reconnut le premier implicitement l'existence légale du droit de garenne en défendant le braconnage dans celles des seigneurs, et ses successeurs suivirent cette voie. Dès lors, objet de nombreuses cessions, on le voit parfois recueilli de la main des seigneurs par le roi, mais beaucoup plus fréquemment cédé par celui-ci à quelque *amé et féal sujet*, à titre de récompense de *bons et agréables services* rendus.

Mais, en l'absence de législation certaine, les seigneurs édictaient, selon leur bon plaisir, telles sanctions qu'ils imaginaient pour assurer la prospérité de leurs giboyeuses réserves, et rien n'était plus arbitraire que les pénalités, souvent barbares, qui sanctionnaient les droits de forêt et de garenne. On en trouve dans le dictionnaire de du Cange, au mot *Foresta*, des exemples qui font frémir : « *Si quilibet in fraude venationis*  
« *deprehensi fuissent, eruebantur oculi eorum,*  
« *abscidebantur virilia, manus vel pedes trunca-*  
« *bantur.* » Souvent, le meurtre d'un cerf ou d'un simple lapin dans une de ces réserves valut à son auteur la confiscation des biens, la perte

de la vue ou même la mort. (Belforest, *Histoire de Philippe*, t. 1<sup>er</sup>, p. 443.) C'est que la forêt, la garenne, étaient avant tout un endroit réservé à la multiplication du gibier. et tout le reste, hommes et récoltes, y était quantité négligeable.

Des révoltes nombreuses furent le résultat de pareilles rigueurs : celle des paysans normands, au X<sup>e</sup> siècle, est surtout restée célèbre. C'est pour mettre fin à un tel état de choses que Louis IX, tout en sanctionnant le droit de garenne à l'égal des autres droits seigneuriaux, établit des peines fixes pour le délit de chasse en la garenne du seigneur : les délinquants furent désormais punis d'amende ou même, dans certains cas, de la perte de leur fief, s'ils en possédaient. (*Établissements de saint Louis*, Isambert, t. II, p. 543.)

Ce même prince et ses successeurs, notamment Louis le Hutin et Philippe V, voulurent aussi mettre un terme au développement des garennes en ordonnant la destruction de celles de création récente et en défendant d'en créer de nouvelles sans l'agrément des vassaux et l'autorisation du roi ou du baron. Mais cet essai de réaction ne donna pas de résultat appréciable : le mal avait déjà jeté des racines trop profondes. Les droits de forêt et de garenne formaient avec ceux qui s'y rattachent, dit Verhægen, « un

« vaste réseau qui enveloppait tout le pays ; tout « domaine avait sa garenne, toute contrée était « une suite de domaines : le pays n'était plus « qu'une vaste garenne. » (*Recherches historiques sur le droit de chasse*, p. 62.) En dépit des louables efforts tentés par quelques rois, les garennes continuèrent d'être un véritable fléau.

De leur fait, la liberté de l'exercice du droit de chasse subissait, on le conçoit, de graves restrictions ; mais la chasse continuait en principe à appartenir à tout le monde, sans distinction de rang et de qualité, et une ordonnance de Philippe le Long, de 1318, reconnaît formellement à chacun le droit de chasser sur ses terres « à chiens, à oiseaux et à bâtons ». Il convient de noter que la même ordonnance réservait aux gentilshommes l'emploi des furets et des filets.

Les lois de l'Église continuaient bien d'interdire la chasse aux ecclésiastiques ; les conciles de Paris en 1212, de Montpellier en 1214, de Latran en 1215, de Nantes en 1254 et de Pont-Audemer en 1276 leur en faisaient défense ; mais il semble que le pouvoir civil n'intervient plus, comme au temps de Charlemagne, pour renforcer les prescriptions de l'autorité ecclésiastique sur ce point.

Le droit de chasse demeure donc libre en principe quant aux personnes, au temps, aux

modes et aux engins de chasse, et les garennes constituent à peu près l'unique restriction qui y soit apportée. Chacun a droit à son exercice, quelle que soit sa condition ; et si, pour les roturiers, cette liberté n'était guère que théorique parce que la plupart du temps ils étaient censitaires, et que la chasse appartenait au propriétaire seul, hâtons-nous de dire que les écrits de l'époque nous apprennent que, même en ce cas, ils chassaient souvent, soit par pure tolérance, soit munis d'une autorisation.

Les abus auxquels donnaient lieu les droits de garenne, la désolation qui marquait les terrains englobés dans les réserves seigneuriales, où les cultures étaient sans cesse ravagées librement par les bêtes sauvages, que le pauvre manant n'avait même pas le droit « d'offenser », tout faisait prévoir une réaction prochaine contre cette exagération de la puissance féodale. Elle se produisit, en effet, dès le début du XIV<sup>e</sup> siècle.

Des troubles, des soulèvements commençaient à se produire dans les campagnes. La royauté comprit qu'il était de son devoir de prendre des mesures énergiques pour enrayer le mouvement de révoltes qui se dessinait. Pour cela, il n'y avait qu'un moyen : saper le mal par sa base, supprimer les garennes. Du reste, par jalousie de leur pouvoir toujours croissant,



elle venait de déclarer la guerre aux seigneurs, et cherchait par tous les moyens à briser leur puissance et restreindre leurs droits. Les légistes l'aidèrent dans sa lutte contre le droit de garenne : proclamant que le droit de chasse dérive du droit naturel, ils ne craignirent pas de s'élever contre la légitimité des défenses faites par les seigneurs, et allèrent jusqu'à leur contester le droit de chasser seuls sur leurs propres terres. A leur suite, la jurisprudence du Parlement se montra d'une grande exigence : elle continua, il est vrai, à reconnaître au roi le droit d'autoriser de nouvelles garennes ; mais pour celles existantes, elle n'en accorda le maintien que sur la justification d'une possession immémoriale, et refusa de reconnaître l'existence légale de celles de création relativement récente. Bref, le droit de garenne fut battu en brèche par tout le monde. Le clergé lui-même lui était manifestement hostile. Dès 1255, le cardinal d'Ostie lui-même avait osé dire publiquement que ce n'était que par suite d'un abus de pouvoir que les seigneurs interdisaient à leurs vassaux la chasse dans l'étendue de leurs garennes.

Après avoir d'abord interdit l'établissement de nouvelles garennes, puis fait disparaître un grand nombre d'autres insuffisamment consacrées par le temps, les rois finirent par obtenir

des seigneurs propriétaires de celles qui restaient la renonciation à leurs droits ou leur rachat ; si bien que, vers la fin du XIV<sup>e</sup> siècle, la disparition des garennes était un fait accompli : seules subsistaient la garenne du roi, plus connue sous le nom de « plaisirs du Roi » et celle du comte d'Artois.

Le droit de chasse était donc restitué aux habitants des campagnes, et la liberté de son exercice triomphait.

### § III

#### DE L'AVÈNEMENT DE CHARLES VI A LA RÉVOLUTION DE 1789

Le triomphe de la liberté de la chasse devait être de courte durée. D'une part, les garennes seigneuriales réapparurent rapidement sous la forme, atténuée il est vrai, de buissons à conils ; les rois, de leur côté, accrurent leurs garennes, désormais plus connues sous le nom de Capitaineries, et en fondèrent de nouvelles aux dépens de leurs vassaux. D'autre part, voyant dans la chasse une utile diversion pour la noblesse trop disposée à s'insurger contre elle, la royauté ne tarda pas à en faire l'apanage exclusif de l'aristocratie, retirant de plus en plus le

droit de s'y livrer aux bourgeois et aux roturiers, à mesure qu'elle eut moins besoin de leur appui pour combattre les seigneurs. Une idée nouvelle se fait jour sous les Valois, d'après laquelle la France est le domaine du roi, et on en tire cette conséquence que le droit de chasse, droit essentiellement domanial, est un des attributs de la royauté, qui s'en réserve ou en concède l'exercice comme et à qui bon lui semble. Cette idée fit chaque jour des progrès ; en 1669, elle a atteint son apogée : c'en est fait désormais de la liberté de l'exercice de la chasse, dont le roi est le maître tout-puissant. Nous verrons aussi que, parallèlement à cette évolution continue, des restrictions de plus en plus nombreuses sont édictées relativement aux modes et engins en usage, aux époques et aux heures pendant lesquelles il est permis de chasser.

Et d'abord, les seigneurs, dépouillés de leurs garennes, tentèrent de les faire revivre sous une nouvelle forme. Ils voulurent se réserver, dans l'étendue de leurs seigneuries et principalement aux environs de leurs demeures, des parcs entourés de murs et même des bois ouverts qu'ils peuplèrent de menu gibier et surtout de *connils* (lapins), d'où leur nom de *buissons à connils*. Le nom de garenne fut aussi donné à ces réserves de chasse ; mais on voit que ce terme

était loin d'avoir son ancienne signification. Ces buissons à connils n'eurent pas une très longue existence ; ils furent entravés dans leur création par la royauté. Dès la fin du XIV<sup>e</sup>, siècle il était de règle qu'on ne pouvait en établir qu'avec l'autorisation du roi ; puis ils furent proscrits par presque toutes les coutumes des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, et ils disparurent ou devinrent insignifiants.

Les garennes royales ou capitaineries portèrent un coup plus rude à la liberté de la chasse. Tout d'abord limitées aux domaines royaux, elles ne tardèrent pas à s'étendre au delà de ces bornes, lorsque les rois eurent définitivement triomphé des seigneurs. Le premier, semble-t-il, François I<sup>er</sup>, qui, par une ordonnance de février 1554, créa en titre d'office les Capitaines des chasses royales, engloba dans les capitaineries des terres appartenant à ses sujets, confisquant à son profit leur droit de chasse sur ces terres ; dès lors, le nombre des capitaineries s'accrut notablement. Elles engendrèrent de tels abus et causèrent de tels ravages, rappelant assez bien le fléau qu'avaient été les garennes féodales, que, sous Louis XIII, le Parlement, résistant obstinément au roi, refusa de confirmer les condamnations prononcées pour faits de braconnage dans leur étendue. La connaissance des appels des jugements rendus

par les officiers des capitaineries lui fut alors enlevée et déférée au grand Conseil. Mais celui-ci, frappé de la dévastation des récoltes causée par le gibier et de la misère qui en résultait pour les habitants, ne se montra pas moins récalcitrant; si bien que Louis XIV, dans une déclaration du 9 mai 1656, ordonna que désormais les appels de ces jugements seraient portés devant son Conseil privé. Sans doute, le Grand Roi ne tarda pas à reconnaître lui-même les abus résultant de l'organisation des capitaineries; car, après avoir ordonné la révision des titres des capitaines et la suppression de ceux qui ne pourraient en apporter la justification (Ordonnance d'août 1669, tit. xxx, art. 30, Isambert, t. xviii, p. 299), il crut insuffisants les résultats de cette mesure, et supprima soixante-seize capitaineries. Parmi celles qui subsistaient à la fin de l'ancien régime, les principales étaient la garenne ou varenne du Louvre, celle des Tuileries, les capitaineries du bois de Boulogne, de Versailles, de Fontainebleau et de Chambord.

Nous ne pouvions passer sous silence les obstacles apportés à la liberté de chasser par les buissons à connils et les capitaineries, dont la garde était fort sévère; mais ces restrictions étaient peu de chose à côté de celles qui résultèrent de la tendance progressive et continue de



la royauté à faire du droit de chasse une prérogative royale, et de son exercice le privilège d'une caste, l'apanage de la noblesse.

Déjà, un germe de cette tendance nous est apparu dans une ordonnance de Philippe le Long, datée de 1318, qui réservait aux gentils-hommes seuls, nous l'avons vu, l'emploi des furets et des filets pour la chasse. Mais c'est à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle qu'apparaît la première restriction notable relative aux personnes pouvant se livrer à l'exercice du droit de chasse. Par une ordonnance rendue le 10 janvier 1396, et qui constate dans son préambule que, pour se livrer à la chasse, les « laboureurs et autres  
« personnes non nobles délaissent à faire leurs  
« labourages et marchandises »; qu'ils mènent, par suite, une vie oisive et « en ce faisant, de-  
« viennent larrons, murtriers, espieurs de  
« chemins, et mainnent mauvaise vie..., et finnent  
« souvent leurs vies par mort dure et honteuse  
« au grant détriment de la chose publique du  
« royaume et au grant dommage du roi et de  
« ses subgiez, » Charles VI, « voulant à ce estre  
« remédié, » porte ladite ordonnance, fait défense absolue « que d'oresnavant aucune per-  
« sonne non noble de nostre dit royaume, se il  
« n'est à ce privilégié, ou se il n'a adveu ou  
« expresse commission à ce de par personne  
« qui la lui puist ou doïe donner, ou s'il n'est

« personne d'église à qui toutesvoies par raison  
« de lignage ou autrement deuement se doïe  
« competter, ou s'il n'est bourgeois vivant de  
« ses possessions et rentes, ne se enhardisse  
« de chassier ne tendre à bestes grosses ou me-  
« nues ne à oyseaux, en garenne ne dehors,  
« ne de avoir et tenir pour ce faire chiens,  
« fuirons, cordes, laz, fillés ne autres harnois. »  
(Isambert, t. VI, p. 773 et 774.)

Un instant abrogées par l'ordonnance du 25 mai 1413, dite Cabochienne, rendue par le même prince, sous la pression de l'émeute, ces dispositions furent remises en vigueur par un lit de justice qu'il tint le 5 septembre suivant, et son successeur, Charles VII, les reproduisit dans son ordonnance du 18 août 1452. C'en était fait désormais des droits de chasse des roturiers et des artisans.

Louis XI alla plus loin encore : regardant le sol de France comme domaine de la royauté, il attribua au Roi seul la propriété du droit de chasse dans toute l'étendue du royaume ; d'où cette conséquence que nul n'en a l'exercice sans une concession du roi, qui en dispose à son gré, en accorde la jouissance à qui bon lui semble, et peut en restreindre ou même en prohiber complètement l'exercice, si cela lui plaît.

Et, appliquant ces principes, ce prince, grand

chasseur et plus grand ennemi encore de la noblesse, dont il jalousait et redoutait la puissance, enleva le droit personnel de chasser à tous ses sujets, même aux nobles. Pour faire respecter ses prohibitions, il ne craignit d'ailleurs pas de recourir à toutes sortes de moyens tyranniques. Thomas Basin nous apprend que les demeures des grands seigneurs eux-mêmes étaient souvent l'objet des investigations des commissaires royaux, qui y recherchaient les pièges, lacs, filets et engins de chasse de toutes sortes, pour les livrer aux flammes ; ainsi fut-il fait notamment, dit-il, à l'égard de Jean de Montmorency et du baron d'Offemont. Et d'autres historiens de l'époque racontent avec force détails les saisies de chiens et de gibier qui eurent lieu au profit des « plaisirs du Roi ».

Naturellement, de tels procédés soulevèrent de toutes parts des réclamations. Ces réclamations se firent si pressantes, que Louis XI dut quelquefois céder à ses sujets ; de plus, il fit quelques concessions à titre bienveillant. C'est ainsi qu'il fit exception en faveur des nobles du Dauphiné, en reconnaissance du bon accueil qu'ils lui avaient fait au temps de ses démêlés avec son père. (*Lettres du 11 juin 1463*, de Laurière, *Recueil des Ordonnances des Rois de France*, t. xiv, p. 1.). C'est ainsi encore qu'une ordonnance de 1461 permit aux habitants de

Buset de prendre des lapins, chacun sur son propre terrain, et qu'une autre, de 1463, accorda aux habitants d'Avignonet (près de Villefranche, dans le haut Languedoc) l'exercice du droit de chasse et du droit de pêche. (De Laurière, *op. cit.*, t. xv, p. 422 et 661, n° 26.) Mais ces rares permissions ne faisaient que confirmer la règle d'après laquelle la chasse était défendue à tous les habitants du royaume, « sous peine de la confiscation de corps et de « biens ».

A la mort de Louis XI, la noblesse releva la tête ; aux États généraux de Tours, en 1483, elle présenta d'énergiques revendications quant à l'exercice du droit de chasse, et Charles VIII lui accorda tout ce qu'elle demandait. (*Recueil des états tenus en France sous les rois Charles VI et Charles VII*, etc., Paris 1651, in-4°, p. 82 et p. 135. — Isambert, *loc. cit.*, t. xi, p. 89.)

Louis XII, *le père du peuple*, maintint les concessions faites par son prédécesseur ; mais François I<sup>er</sup> rétablit les prohibitions de Louis XI par les ordonnances de 1501 et 1515, admettant cet axiome que le droit de chasse est un attribut de la royauté, et concédant son exercice aux nobles, ou plus exactement aux possesseurs de fief, mais à eux seuls. Le sentiment public fut ému par ces ordonnances ; le mécontentement fut général, et le roi rencontra partout de la résis-

tance. Il dut contraindre les Parlements à enregistrer ses volontés. En fait, on respecta peu la nouvelle législation ; mais François I<sup>er</sup>, au lieu de céder, publia une déclaration datée de Toulouse, 6 août 1533, par laquelle il défendait la chasse, non pas seulement aux gens de métier et de labour, mais à tous gens de quelque état, qualité ou condition qu'ils fussent, les nobles exceptés toutefois, « ceux-ci, après avoir exposé leurs personnes, tant au fait des guerres qu'ailleurs, à ses côtés, n'ayant d'autre récréation et exercice approchant de celui des armes, sinon ès dites chasses » ; et, de plus, il annulait tous pactes et conventions passés par les princes, seigneurs et nobles en baillant les terres en fief et emphytéose aux roturiers. (Fontanon, *Ordonnances des Rois de France*, t. II, p. 278.)

Les mêmes principes se retrouvent dans les ordonnances de ses successeurs, leurs déclarations et leurs édits ; citons notamment : les ordonnances du 5 février 1549 et de janvier 1560, rendues sous Henri II et Charles IX, la déclaration d'Henri III du 10 décembre 1581 ; les ordonnances des 12 janvier 1596, mai 1597, 18 janvier 1600, l'édit de juin 1601, la déclaration du 14 août 1603 et l'édit de 1607, successivement publiés sous Henri IV.

Le roi est le maître absolu de la chasse en France ; il en dispose comme bon lui semble,



défend de chasser à toutes personnes non nobles ; et, s'il accorde à la noblesse l'exercice du droit de chasse, c'est une pure *tolérance*, une *gratification*. C'est ainsi qu'on lit dans la déclaration de Paris du 10 décembre 1581 (art. 1<sup>er</sup> final) : « N'entendons toutefois défendre l'honneste « plaisir et exercice de nostre noblesse, ès cas « et ainsi qu'il lui est *toléré* et *permis* par nos « dites ordonnances » (Fontanon, *op. cit.*, t. II, « p. 332) ; et dans la déclaration du 14 août 1603 : « En faisant par nous un règlement général sur le faict des chasses, *pour gratifier* « *nostre noblesse. . . .* ». *Permettons. . . .*, *con-*  
*cédons. . . .*, *défendons. . . .* sont des termes que l'on rencontre à chaque instant dans les textes.

Enfin, Louis XIV, dans le titre xxx de son ordonnance générale d'août 1669, sur les eaux et forêts, codifia les lois et instructions rendues par ses prédécesseurs relativement au droit de chasse. Les « bourgeois vivants de leurs possessions et rentes » sont définitivement exclus du droit à l'exercice de la chasse : le triomphe de la noblesse est complet ; seule avec le roi, elle peut chasser, tel est désormais le principe qui régit notre matière. Et cependant, si dénaturé soit-il par la féodalité et la monarchie, qui en ont fait un droit honorifique et un privilège pour la noblesse, le droit de chasse a gardé

certaines de ses anciens caractères, derniers vestiges de son origine ; et, s'il peut être considéré comme faculté personnelle accordée à certaines personnes et refusée à d'autres, il n'en reste pas moins, selon la juste remarque de Duvergier, un droit réel attaché à tel ou tel domaine, à telle ou telle seigneurie ; si bien que, d'après l'ordonnance de 1669 elle-même, les bourgeois et roturiers possédant fief, seigneurie ou haute justice peuvent y chasser. (T. xxx, art. 28 de l'Ord. d'août 1669, Isambert, *Anciennes lois françaises*, t. xviii, p. 299.) C'est alors à la qualité de possesseur de fief qu'est attachée la faveur d'exercer le droit de chasse, attribut de la souveraineté.

Sous l'empire de cette ordonnance, le seigneur haut justicier jouit d'un droit de chasse très étendu : il peut chasser en tous lieux de sa haute justice (a. 26, Isambert, *loc. cit.*, p. 299), c'est-à-dire : 1° sur ses propres terres ; 2° sur les rotures relevant de son fief de haute justice, et dont il est en même temps seigneur féodal et seigneur haut justicier ; 3° sur les fiefs situés dans le territoire de la haute justice, qu'ils soient mouvants de lui ou non ; 4° sur les francs-alleux, nobles ou roturiers. En cas de démembrement de la haute justice, le droit de chasse dans toute l'étendue de la justice appartient à celui qui en a la principale portion ; si les por-

tions sont égales, il revient à celle qui procède du partage de l'ainé (a. 27, Isambert, t. XVIII, p. 299). Ajoutons que le droit du seigneur haut justicier est essentiellement personnel; il lui est accordé par honneur, et ne préjudicie en rien à celui du seigneur féodal.

Le seigneur propriétaire de fief, mais non haut justicier, peut chasser sur son fief, car « qui a fief a droit de chasse », dit Loysel; et, aux termes de l'article 26 de l'ordonnance de 1669, le seigneur haut justicier ne peut « empêcher le propriétaire du fief de la paroisse de chasser aussi dans l'étendue de son fief ».

Quant au seigneur dominant ou suzerain de qui le propriétaire tient le fief, s'il n'était pas haut justicier, il ne pouvait pas, théoriquement, chasser sur le fief servant; car il était censé avoir concédé le droit de chasse à son vassal à cause de l'honorabilité de la tenure. « C'est une chose « qui rebute, écrit De Launay (*Code des chasses*, « t. 1<sup>er</sup>, p. 460, notes), que de dire que le sei-  
« gneur à qui un ressort de mouvance appar-  
« tient, puisse aller chasser dans tout ce res-  
« sort, lequel comprend quelquefois des terres  
« éloignées de lui de vingt et trente lieues. »  
Cependant, Pothier nous dit, dans son *Traité de la propriété*, § 34, que la jurisprudence lui accordait ce droit pourvu qu'il en usât en personne et modérément, c'est-à-dire « rarement et seu-

« lement autant qu'il était nécessaire pour faire  
« reconnaître le domaine de supériorité qu'il  
« avait sur le fief. » On cite, sur ce point, notamment deux arrêts du Parlement, l'un du 21 février 1682, l'autre du 13 mars 1702.

A l'égard des gentilshommes non seigneurs, il faut distinguer plusieurs hypothèses. S'ils sont propriétaires d'un alleu noble, cet alleu étant celui « auquel il y a justice, censive, ou fief mouvant de lui » (art. 68, *Coutume de Paris*), ils ont le droit de chasse ; car leur terre est alors une véritable seigneurie.

Sont-ils propriétaires seulement d'un alleu roturier, ils ont encore le droit de chasser ; du moins, c'était l'avis de la majorité des auteurs, et la jurisprudence le leur accorda jusqu'en 1761, après quoi elle le leur méconnut. (Guyot, *Répertoire raisonné de jurisprudence*, v<sup>o</sup> Chasse.)

On discutait vivement la question de savoir s'ils avaient le droit de chasser au cas où ils étaient propriétaires d'une terre qu'ils tenaient en censive. L'opinion qui semblait prévaloir et qui était suivie par la jurisprudence, si l'on en croit Denisart (*Dictionnaire*, v<sup>o</sup> Chasse), qui rapporte deux arrêts en ce sens, était qu'ils ne pouvaient chasser, le censitaire ne jouissant que des droits utiles, et non des droits honorifiques, sur les terres qui lui ont été baillées à cens.

Quant aux roturiers, il résulte de l'article 28 de l'Ordonnance de 1669 qu'ils ne peuvent, comme d'ailleurs les marchands, artisans, bourgeois, paysans, etc..., exercer le droit de chasse que s'ils sont propriétaires d'un fief ou d'un franc-allevu noble, « *s'ils possèdent fiefs, seigneuries et haute justice* ». L'interdiction de chasser dans tout autre cas dont les frappe ce texte est absolue, et c'est précisément ce qui les différencie profondément des gentilshommes « non possédans fiefs, seigneurie et haute justice » ; la prohibition ne s'appliquant pas à ceux-ci, ils peuvent, bien que n'ayant aucun droit de chasse, chasser avec l'autorisation du seigneur du fief, ce qui est impossible pour les roturiers.

Tel était, dans ses grandes lignes, le régime établi par l'ordonnance de 1669, toute en faveur des nobles, comme on le voit, au point de vue qui nous occupe. Notons cependant que, si privilégiés que fussent les nobles, il ne leur était pas laissé une liberté absolue. C'est ainsi qu'ils ne pouvaient chasser en quelque lieu que ce fût les cerfs et les biches, qui étaient un gibier exclusivement réservé au roi depuis l'ordonnance de 1601. (Art. 15, ord. d'août 1669.) De même, les articles 14, 15, 16 et 17 leur fixaient un certain rayon autour des plaisirs du roi, qu'ils ne devaient pas franchir dans leurs chasses, et déterminaient même le mode de



chasse qu'ils devraient employer dans certain rayon aux alentours :

ART. 14. — « Permettons néanmoins à tous  
« seigneurs, gentilshommes et nobles, de chasser  
« noblement à force de chiens et oiseaux dans  
« leurs forêts, buissons, garennes et plaines,  
« pourvu qu'ils soient éloignés d'une lieue de  
« nos plaisirs, même aux chevreuils et bêtes  
« noires dans la distance de trois lieues.

ART. 15. — « Leur permettons aussi de tirer  
« de l'arquebuse sur toute sorte d'oiseaux de  
« passage et gibier, hors le cerf et la biche, à  
« une lieue de nos plaisirs, tant sur leurs terres  
« que sur nos étangs, marais et rivières.

ART. 16. — « Interdisons la chasse aux  
« chiens couchants en tous lieux, et l'usage de  
« tirer en volant à trois lieues près de nos  
« plaisirs....

ART. 17. — « La liberté de tirer en volant  
« à trois lieues de nos plaisirs ne sera que pour  
« les seigneurs, gentilshommes, nobles ou sei-  
« gneurs de paroisses. »

De même encore, aux termes de l'article 20, il était défendu « à toutes personnes, *de quelques*  
« *qualité et condition qu'elles soient* ».... « *même*  
« *aux seigneurs hauts justiciers et tous autres* », de chasser à l'arquebuse ou avec chiens dans l'étendue des capitaineries des maisons royales de Saint-Germain-en-Laye, Fontainebleau,

Chambord, Vincennes, Livry, Compiègne, bois de Boulogne et varennes du Louvre, sauf permission future et spéciale du roi. (Isambert, *loc. cit.*, t. xviii, p. 298.)

Il nous faut signaler aussi qu'il continue à être interdit aux gens d'église de se livrer à la chasse, non seulement par les conciles, ceux par exemple de Reims, en 1583, et d'Aix, en 1585, mais encore par l'autorité royale, qui sanctionne cette défense. (*Sic*, notamment: Ord. de 1515, art. 18, De Launay, *Code des chasses*, t. 1<sup>er</sup>, p. 139; ord. de janvier 1600, art. 21, id. t. 1<sup>er</sup>, p. 204; ord. de 1669, art. 35, Isambert, *op. cit.*, t. xviii, p. 300.) Mais, malgré ces prohibitions de l'autorité religieuse et de l'autorité civile, le droit de chasse dont les ecclésiastiques pouvaient être titulaires n'était pas illusoire; car on leur accordait, du moins dans la pratique, l'autorisation de faire chasser leurs gens à leur place. On leur reconnaissait, dit Guyot (*Répertoire raisonné de jurisprudence*, v<sup>o</sup> Chasse, p. 295), la liberté de commettre un chasseur, à condition que la commission fût enregistrée au greffe de la maîtrise dont la terre dépendait.

Les restrictions que nous venons de passer en revue ne sont pas les seules qui diminuaient la liberté de l'exercice du droit de chasse pendant cette troisième période, que nous avons fixée depuis l'avènement de Charles VI jusqu'à la

Révolution ; à d'autres points de vue encore, la liberté de la chasse se trouvait limitée. La royauté ne se contenta pas, en effet, de réserver la chasse à une certaine catégorie de personnes exclusivement, elle rendit en outre des ordonnances pour en réglementer l'exercice. C'était pour elle d'ailleurs, nous devons en convenir, non seulement un droit, mais un devoir.

On ne voit guère apparaître de dispositions législatives de ce genre avant le XIV<sup>e</sup> siècle ; mais, à la fin de ce siècle, précisément à cause de la disparition des garennes, et à cause des franchises largement accordées aux roturiers, la chasse, devenue en quelque sorte de droit commun, était dégénérée en un grand braconnage. De là des abus de toutes sortes, et la nécessité se fit sentir pour la royauté d'intervenir et de réglementer la chasse, afin d'assurer à la fois la sécurité publique, la protection de l'agriculture et la conservation du gibier, triple intérêt qui domine aujourd'hui encore l'ensemble de nos lois cynégétiques.

C'est ainsi que, dans un intérêt de sécurité publique, le danger qu'il y a à chasser dans l'obscurité fit proscrire la chasse de nuit par Charles VI dans ses instructions « sur le faict des chasses, garennes et desduits des forêts du royaume ». Cette défense fut plus tard abrogée, puis rétablie, et nous la retrouvons dans l'or-

donnance de 1669. (T. xxx, art. 4.) De même, le port d'armes à feu fut longtemps interdit d'une façon absolue, sans qu'il soit fait exception pour la chasse, à cause des rixes qui ensanglantaient le royaume. Il faut croire que cette prohibition, bien des fois répétée, n'était guère observée en fait, et que la chasse servait souvent à couvrir des meurtres et des guets-apens ; car nous voyons Henri IV la renouveler par une déclaration du 14 août 1603, dans laquelle il défend à toutes personnes « de chasser d'oresé-  
« navant, ni faire chasser, à quelque sorte de  
« chasse que ce puisse être, avec l'arquebuse,  
« ni tirer, ni la porter, ni même une pistole ou  
« pistolet, » et la sanctionner des peines les plus graves. La première infraction à cette défense pour tous autres que les nobles, la seconde pour ceux-ci entraînera, y est-il dit, la peine de mort. (Isambert, *op. cit.*, t. XV, p. 287 et note 1.) Pressé par les nobles, Henri IV dut cependant rapporter cette ordonnance dès l'année suivante, dans une déclaration en date du 3 mai, et, dès lors, l'emploi des armes à feu pour la chasse demeura toujours autorisé.

Dans un second ordre d'idées, celui de la conservation du gibier, de nombreuses ordonnances royales interdirent l'usage de certains modes de chasse, l'emploi de certains engins, considérés comme trop meurtriers. Les pré-

occupations de la royauté à cet égard se manifestent même de très bonne heure.

Dès 1299, une ordonnance de Philippe le Bel interdit de détenir des « pannians à connils ou à lièvres ». (Isambert, *op. cit.*, t. II, p. 724.) C'est là une mesure ayant pour but évidemment la protection des garennes alors existantes ; puis une autre, rendue sous Philippe V en 1318, réserve aux nobles seuls la chasse au furet et avec des filets, sous peine pour les contrevenants d'une amende de 60 livres parisis. Les instructions « sur le fait des chasses » de Charles VI prohibent ensuite, exception faite pour les gentilshommes, tout autre mode de chasse que « celui avec chiens, oiseaux et bâtons », et elles soumettent à des autorisations spéciales certaines chasses, telles que celles du faucon, de l'autilour, du lasnier ou grefefaultx. (Menche de Loisne, *Essai sur le droit de chasse*, p. 91 et 92.) Un peu plus tard, ce sont les ordonnances de 1601, art. 9, et de 1669, art. 12, qui défendent « d'avoir et s'aider de ti-  
« rasses, tonnelles, traisneaux, bricolles, de  
« cordes et de fil d'archal, de pièces et pants de  
« rets, collets... » (Isambert, *op. cit.*, t. XV, p. 249 et t. XVIII, p. 297), et celles de 1601, art. 10, de 1607, art. 6, de 1669 enfin, t. XXX, art. 16, qui interdisent la chasse au chien couchant, dite *chasse cuisinière*, « qui fait, porte l'ordon-

« nance de juillet 1607, qu'il ne se trouve pres-  
« que plus de perdrix et de cailles ». (Isambert,  
*id.*, t. xv, p. 249 et 332, t. xviii, p. 297.)

Les plus grands destructeurs de gibier, ce  
sont certains animaux carnassiers et les bra-  
conniers : ces redoutables rivaux des chasseurs  
ne furent pas oubliés dans les ordonnances.  
Nous voyons, par exemple, Henri IV ordonner  
aux seigneurs d'organiser des battues dans leurs  
domaines, tous les trois mois, ou même plus sou-  
vent s'il en est besoin, et aux sergents louvetiers  
de tendre des pièges dans les forêts et capitai-  
neries royales, pour détruire « les loups, re-  
« gnards, bléreaux, loutres et autres bestes nui-  
« sibles ». (Ord. de janvier 1600. art. 6 ; ord. de  
juin 1601, art. 6 et 7, — Isambert, t. xv, p. 248 et  
249.) D'autre part, les articles 9 et 14 de l'or-  
donnance de 1515, dont les dispositions ont été  
maintenues par l'article 1<sup>er</sup> de celle de 1669,  
frappent de peines sévères, prison et supplice  
des verges, les braconniers et « leurs récepta-  
« teurs qui achètent d'eux à cachette lesdites  
« bestes et gibiers pour les revendre en leurs  
« tavernes, hostelleries, rostisseries et bouti-  
« ques », et sans lesquels ils « ne sçauraient  
« durer longuement sans être découverts ». (Isambert, *op. cit.*, t. xii, p. 52 et 53 ; t. xviii,  
p. 295.)

Un autre facteur notable de la diminution



du gibier, c'est la destruction des œufs et couvées ; aussi Louis XIV défend-il de prendre, sur quelque terrain que ce soit, les œufs de cailles, perdrix et faisans (a. 8 du t. xxx de l'Ord. de 1669, Isambert, id., t. xviii, p. 296).

Enfin, à côté des soucis de la sécurité publique et de la conservation du gibier, il y a un intérêt non moins respectable : celui de l'agriculture. Pendant tout le moyen âge, il comptait pour peu de chose lorsqu'il s'agissait de chasse. Celle-ci était permise en tout temps de l'année, et l'on se figure aisément quels dommages en résultaient pour les récoltes. « Le laboureur  
« semait, dit Michelet ; la semence levée, le  
« lièvre, le lapin de garenne venaient lever dîme  
« et censive. S'il réchappait quelques maigres  
« épis, le manant voyait, chapeau bas, se pro-  
« mener le cerf féodal. Un matin, pour chasser  
« le cerf, à grand renfort de cors et de cris,  
« fondait sur la contrée une tempête de chas-  
« seurs, de chevaux et de chiens : la terre était  
« rasée. » (*Histoire de France*, t. v, p. 78.) Ce n'est que vers la fin du XVI<sup>e</sup> siècle que les rois songèrent à remédier à ce mal. Charles IX, en 1560, défendit le premier de chasser « sur les  
« terres ensemencées, depuis que le bled est  
« en tuyau, et aux vignes depuis le premier jour  
« de mars jusques à la dépouille. » L'ordonnance maintient, il est vrai, les gentilshommes

« en leurs droits de chasses à grosses bestes, « ès terres où ils ont droit, » mais à la condition « que ce soit sans le dommage d'autrui, « même du laboureur ». (Ord. générale de janvier 1560, art. 108, Isambert, *op. cit.*, t. xiv, p. 90.) Les ordonnances de 1579 (art. 285), de 1596 et de 1601 (a. 4), réitérèrent cette prohibition, et celle de 1669 (a. 18 du t. xxx), tout en n'interdisant plus la chasse dans les vignes qu'à partir du 1<sup>er</sup> mai, augmenta sensiblement la sanction de l'infraction à ces dispositions en ajoutant aux dommages-intérêts dus au propriétaire lésé une amende de 500 livres et la privation du droit de chasse. (Isambert, *id.*, t. xviii, p. 298.)

Telle était, avant 1789, la législation relative à l'exercice du droit de chasse dans notre pays. Pour en finir complètement avec notre ancien droit, il nous reste à dire quelques mots de la question du droit de suite, droit pour le chasseur de suivre avec ses chiens, sur les terres d'autrui, le gibier qu'il a fait lever sur un terrain où il a le droit de chasse.

Ce droit n'était consacré par aucune ordonnance ; de là quelque division parmi les auteurs et des incertitudes aussi dans la jurisprudence.

Un seul texte en parlait, qui, d'ailleurs, l'admettait : c'était la coutume du comté de Bourgogne, dont l'article 1<sup>er</sup> du titre xix était ainsi

conçu : « La bête meute de chasse d'aucun  
« ayant droit et pouvoir de faire chasser, se peut  
« poursuivre en autre justice et seigneurie, et  
« si elle y est prise et abattue, elle doit être  
« rendue au premier de qui la chasse est meute,  
« si elle est poursuivie par les chasseurs ou par  
« les chiens, dedans vingt-quatre heures après  
« qu'elle sera abattue..... »

La grande majorité des auteurs reconnaissent ce droit aux chasseurs. De ce nombre, il faut citer Charondas, Pithou (*Code des chasses*, p. 71), Bouteiller (*Somme rurale*, édit. 1603, l. 1, t. III, p. 251), le président Bouhier, Guy Coquille et Pothier. Bouhier, dans son *Commentaire de la Coutume du duché de Bourgogne*, nous apprend que tous les commentateurs des coutumes, bien qu'elles soient muettes sur la question, « sont  
« unanimement d'accord que ce droit de pour-  
« suite appartient aux seigneurs ». D'autre part, un écrivain cynégétique alors en renom, Salnove, nous dit que rompre ses chiens est « un respect  
« dû seulement aux rois ; encore ce ne doit  
« être que dans quelques-unes de leurs terres  
« qu'ils réservent pour leur plaisir particulier ». (*Vénérerie royale*, édit. 1765, 2<sup>e</sup> partie, chap. 5, p. 200.) « L'usage, écrit de son côté Pothier, a  
« introduit une exception au droit qu'a le pro-  
« priétaire d'un fief d'empêcher que les autres  
« n'y chassent, qui est que, si mon voisin a levé

« sur son fief un gibier, je ne puis, tant que ses  
« chiens sont à la poursuite, l'empêcher de le  
poursuivre sur mon fief. » (*Traité de la Propriété*, n° 48.) Au dire de Coquille, « la raison  
« de civilité y est » (*Sur la Coutume de Niver-*  
*nois*, chap. 17, § 16); il faut ajouter que, la chasse  
ayant lieu le plus souvent, à cette époque, à l'aide  
de chiens courants et d'oiseaux, il eût été extrê-  
mement difficile de s'y livrer, si le droit de suite  
n'avait pas été admis.

Au contraire, Boutaric (*Traité des droits seigneuriaux et des matières féodales*), Laisné et quelques autres jurisconsultes professaient l'avis opposé. « J'ay veu en tels cas », dit Laisné (*Nouvelle jurisprudence sur le fait des chasses*, édit. 1685, t. 1<sup>er</sup>, p. 188 et suiv.), « qu'étant  
« à la chasse et passant d'une seigneurie à  
« l'autre suivant ses chiens, que l'on ne peut  
« souvent rompre ou qui sont déjà bien avant  
« dans l'autre seigneurie, ou qui y ont pris  
« quelquefois le gibier avant que l'on soit ar-  
« rivé à eux; j'ay veu, dis-je, que l'on envoyait  
« un veneur à la maison ou au château du sei-  
« gneur luy dire ce qui se passait, et que l'on  
« n'avait pas pu empêcher les chiens. . . . ; et  
« cecy s'appelle un droit de bienséance, parce  
« que l'on n'entreprend telle chasse sur autrui  
« que dans l'esprit d'en vouloir souffrir autant.  
« Mais quand des voisins ne sont pas bien en-

« semble, comme il arrive souvent pour la chasse  
« seulement, pour lors cela ne se doit plus faire,  
« et il faut renvoyer quérir ses chiens. » Ceux-  
là même du reste qui admettent le droit de suite  
semblent moins le considérer comme un véri-  
table droit que comme un usage ancien, conso-  
lidé par le temps, et sans lequel, vu le morcel-  
lement des fiefs, l'exercice du droit de chasse  
aurait été trop souvent impossible.

Quant à la jurisprudence, elle se montrait  
hésitante. Guyot relate, en faveur du droit de  
suite, trois arrêts du Parlement de Paris de 1290,  
1566 et 1573, et un arrêt de la Table de marbre  
de Toulouse, du 2 juin 1608. (Répert. déjà cité,  
v° *Chasse*, p. 297.)

Mais, de son côté, Laisné cite, à l'encontre  
du droit de suite, deux jugements de la Table  
de marbre de Paris des 13 décembre 1673 et  
14 juillet 1674, faisant défense au défendeur de  
suivre à l'avenir son gibier sur les terres du  
demandeur et le condamnant pour ce fait, et un  
arrêt du Conseil du 17 juin 1681 rendu dans le  
même sens. Telle est encore la solution admise  
par un jugement de la Table de marbre de  
Toulouse, en date du 12 avril 1690 et rapporté  
tout au long par Boulen. (*Le droit de chasse  
et la propriété du gibier en France depuis l'ori-  
gine de la Monarchie jusqu'à nos jours*, 1887,  
p. 234.)

Cette incertitude de la doctrine et de la jurisprudence ne concernait d'ailleurs que la chasse à bruit, à cor et à cri. Quant à la chasse à tir, même au chien courant, « pour ces petits  
« chasseurs qui, avec leur fusil, mènent un  
« chien ou deux, et, ayant fait lever sur leur ter-  
« ritoire un lièvre. . . . , le veulent poursuivre  
« partout, disans qu'il vient de dessus leurs  
« terres. . . . , » ainsi que s'exprime Laisné, on s'accordait unanimement à ne pas reconnaître l'existence du droit de suite.

La conclusion qu'on peut tirer de ce qui précède, c'est que le droit de suite, bien que discuté, était reconnu comme nécessaire par la grande majorité des auteurs en ce qui concerne la chasse à courre, et la jurisprudence l'admettait aussi, semble-t-il. En effet, « à l'égard des  
« jugemens contraires qu'on dit avoir été ren-  
« dus à la Table de marbre de Paris, remarque  
« Bouhier, il faut croire qu'ils sont intervenus  
« sur quelques circonstances particulières. De  
« plus, on ne voit pas qu'ils aient été confirmés  
« par aucuns arrêts. Loin de cela, on en cite  
« plusieurs qui ont maintenu les seigneurs dans  
« le droit de poursuite. » Et il cite les trois arrêts du Parlement de Paris que nous avons mentionnés, dont l'un, celui du 17 mars 1573, fut, dit-il, « solennellement prononcé en robes rouges, » ajoutant que la même chose fut jugée au



Parlement de Toulouse par arrêt du 2 juin 1608, et qu'il ne croit pas qu'il y en ait un seul contraire. (*Commentaire de la Coutume du duché de Bourgogne*, édit. 1788, t. II, p. 724.)

#### § IV

##### DE LA RÉVOLUTION DE 1789 JUSQU'A NOS JOURS

La législation que nous venons d'étudier, définitivement fixée par l'ordonnance de 1669, demeura debout jusqu'en 1789.

Elle ne dura pas si longtemps toutefois sans exciter de graves mécontentements, parfois mal contenus, parmi les habitants des campagnes, qui en subissaient les conséquences particulièrement désastreuses pour les récoltes : témoin le fait suivant que rapporte le duc de Luynes dans ses mémoires. Sous la date du 8 mars 1754, il écrit : « Il y eut, il y a dix ou douze jours, « une espèce d'émeute dans quelques paroisses « entre Meulan et Mantes, auprès d'une terre « que M. le duc de Bouillon a achetée dans ces « cantons.... Ce canton est de la capitainerie de « Saint-Germain, et M. de Bouillon, qui a, je « crois, une charge de lieutenant de cette capi- « tainerie ou même des pouvoirs particuliers de « M. le duc d'Agen pour la conservation du

« gibier dans ce canton, y a mis des gardes et  
« y a fait observer, avec la plus grande exacti-  
« tude, les règlements pour la chasse. Les habi-  
« tants se sont plaints de la grande quantité de  
« gibier, qui fait beaucoup de tort à leurs ré-  
« coltes ; excités ou encouragés par deux curés  
« du canton, au moins cela passe pour cons-  
« tant, ils se sont rassemblés au nombre de 800,  
« armés seulement de bâtons, et marchaient  
« très serrés ; ils tuèrent tout ce qu'ils pouvoient  
« attraper de lièvres et perdrix ; ils en ont fait  
« une grande destruction... » Les gardes, dit-il,  
s'opposèrent inutilement à cette sédition ; il  
fallut faire marcher la maréchaussée et vingt-  
sept arrestations furent opérées. Et un peu plus  
loin, à la date du 3 mai, le duc indique com-  
ment finit cette affaire :

« J'ai parlé ci-dessus des chasseurs d'auprès  
« de Mantes, et j'ai dit que, de 37 qu'on avoit  
« arrêtés, il n'en étoit resté que 5 en prison.  
« J'appris, il y a quelques jours, que ces 5 ont  
« été mis en liberté, et que l'on a trouvé  
« justes les représentations sur l'immense quan-  
« tité de gibier, et que les officiers de la capitai-  
« nerie ont fait faire des battues pour détruire  
« les lièvres. » (*Mémoires du duc de Luynes*.  
Paris, Firmin-Didot, 1863, t. XIII, p. 185 et 247.)

Ce simple récit montre assez quel étoit l'état  
d'esprit des populations sous une telle législa-

tion. Les principes erronés sur lesquels elle reposait, les privilèges qu'elle établissait, et la répression, sévère à l'excès, qui lui servait de sanction, contribuèrent pour une large part à rendre odieux le régime existant, et furent certainement une des principales causes de la Révolution.

La preuve en est dans les doléances unanimes qu'on voit figurer dans les Cahiers de 1789, et dans cet enthousiasme délirant avec lequel l'Assemblée nationale vota, dans la nuit à jamais mémorable du 4 août 1789, le principe de la liberté absolue de la chasse. Nous ne saurions mieux faire que d'emprunter au *Moniteur* des 4 et 5 août 1789, le récit de cette scène sublime.

« M. l'Évêque de Chartres, présentant le  
« droit exclusif de chasse comme un fléau pour  
« les campagnes, ruinées depuis plus d'un an  
« par les éléments, demande l'abolition de ce  
« droit, et il en fait l'abandon pour lui. Heureux,  
« dit-il, de pouvoir donner aux autres proprié-  
« taires du royaume cette leçon d'humanité et  
« de justice.

« A ce mot, une multitude de voix s'élèvent;  
« elles partent de MM. de la noblesse et se  
« réunissent pour consommer cette renoncia-  
« tion à l'heure même, sous l'unique réserve de  
« ne permettre l'usage de la chasse qu'aux seuls

« propriétaires, avec des mesures de prudence,  
« pour ne pas compromettre la sûreté pu-  
« blique.

« Tout le clergé se lève pour adhérer à la  
« proposition ; il se forme un tel ensemble d'ap-  
« plaudissements et d'expressions de bienveil-  
« lance, que la délibération reste suspendue  
« pendant quelque temps. »

Le 7 août, l'Assemblée abolit le droit exclu-  
sif de chasse et de garenne ouverte ; elle sup-  
prima aussi les capitaineries royales. Cette  
dernière motion souffrit quelques difficultés :  
les uns voulaient qu'on laissât au roi l'honneur  
d'un pareil sacrifice, les autres que l'on ne  
touchât point aux plaisirs du roi. Mais elle fut  
adoptée après un magistral discours du comte  
de Mirabeau, dont la conclusion était que : « Tout  
« homme a le droit de chasse sur son champ ;  
« nul n'a le droit de chasse sur le champ d'au-  
« trui : ce principe est sacré pour le monarque  
« comme pour tout autre ! » (*Moniteur* des 6 et  
7 août 1789.)

Ces votes furent consacrés dans le décret du  
11 août 1789, qui porta le dernier coup au régime  
féodal, et dont l'article 3 est ainsi conçu : « Le  
« droit exclusif de la chasse et des garennes  
« ouvertes est pareillement aboli ; et tout pro-  
« priétaire a le droit de détruire et faire détruire,  
« seulement sur ses possessions, toute espèce

« de gibier, sauf à se conformer aux lois de  
« police qui pourront être faites relativement à  
« la sûreté publique. Toutes capitaineries, même  
« royales, et toutes réserves de chasse, sous  
« quelque dénomination que ce soit, sont pareil-  
« lement abolies ; et il sera pourvu, par des  
« moyens compatibles avec le respect dû aux  
« propriétés et à la liberté, à la conservation  
« des plaisirs personnels du roi... »

Heureux d'avoir reconquis le droit de chasse, les propriétaires en usèrent et abusèrent. « Les  
« campagnes furent inondées par des chasseurs  
« qui s'empressaient d'exercer des droits si  
« nouveaux pour eux. Ils se répandirent dans  
« les champs, naguère réservés aux plaisirs de  
« leurs seuls oppresseurs, et commirent d'af-  
« freuses dévastations. » (Thiers, *Histoire de la Révolution française*, t. 1<sup>er</sup>, ch. 3).

L'Assemblée nationale dut voter d'urgence, pour sauvegarder les récoltes menacées, la loi du 30 avril 1790, « par provision et en attendant, « porte son préambule, que l'ordre de ses travaux  
« lui permit de plus grands développements sur  
« la matière. »

Aux termes de cette loi, il était défendu, sous peine d'une amende de 20 livres et de dommages-intérêts envers le propriétaire, de chasser sur le terrain d'autrui sans son consentement. Chaque département était en outre appelé à fixer

une période de l'année pendant laquelle la chasse serait interdite, même aux propriétaires sur leurs propres terres, exception faite toutefois pour les propriétés closes, et aussi pour les bois et forêts, sauf à ne pas se servir de chiens courants, et pour les lacs et étangs. La destruction du gibier restait permise en tout temps aussi dans les récoltes non closes, pour les propriétaires, possesseurs et fermiers, à l'aide de filets et engins ne pouvant nuire aux fruits de la terre. (Art. 1, 13, 14 et 15, loi du 30 avril 1790, — Dalloz, *Rép.*, v° *Chasse*, p. 86, note 2.)

C'était une véritable loi de destruction du gibier, suspect à cette époque. La chasse de nuit, celle au lévrier, étaient licites; aucun engin n'était prohibé; la destruction du gibier était autorisée toute l'année dans les récoltes, et le législateur n'avait pas prévu la destruction des nids et des couvées. Aussi cette période fut-elle l'âge d'or des braconniers. Quelques décrets relatifs à la police de la chasse furent rendus, qui n'apportèrent guère d'amélioration à cet état de choses. Deux seulement méritent d'être notés: ce sont deux décrets impériaux des 11 juillet 1810 et 4 mai 1812, qui mirent les premiers une entrave à la liberté de chasser. L'un chargeait l'administration de fournir, au prix de 30 francs, des permis de port d'armes de chasse; l'autre sanctionna cette institution, malgré la désap-



probation qu'elle avait reçue du Conseil d'Etat, subordonnant expressément l'exercice du droit de chasse à l'acquisition préalable d'un permis sous peine d'amende, et même d'emprisonnement au cas de récidive. (Voir le texte dans Dalloz, *Rép.*, v° *Chasse*, p. 89, notes 1 et 2.)

Cependant, le braconnage et l'oisiveté prirent, en un demi-siècle à peine, des proportions inquiétantes même pour la sûreté des personnes. La chasse la nuit, à la lanterne, à l'affût, en bande, à main armée, était une source d'accidents; elle secondait aussi et, bien souvent, déguisait avec succès des desseins criminels; en outre, le gibier, si abondant en 1790, se trouvait menacé d'une destruction complète et prochaine. Une réforme était devenue nécessaire; elle était d'ailleurs vivement réclamée par les Conseils généraux, qui faisaient valoir les plaintes des propriétaires fonciers, des fermiers et des chasseurs, et la magistrature la sollicitait non moins énergiquement, en s'appuyant sur le grand intérêt de la morale publique et de la sécurité des campagnes. Elle fut l'œuvre de la loi du 3 mai 1844, dont le projet, considérablement modifié dans la discussion, fut présenté au nom du gouvernement, le 17 avril 1843, à la Chambre des Pairs par M. Martin, alors ministre de la justice.

C'est cette loi qui, légèrement modifiée et

complétée par quelques décrets et quelques lois, notamment celle du 22 janvier 1874, modifiant les articles 3 et 9, et celle du 16 février 1898 complétant l'article 3, règle encore de nos jours les conditions dans lesquelles le propriétaire ou concessionnaire du droit de chasse peut se livrer à l'exercice de son droit.



## DROIT ACTUEL

---

La Révolution de 1789 avait restitué au droit de chasse son véritable caractère d'attribut du droit de propriété, et depuis il n'a pas cessé d'être considéré comme tel. En vain, Robespierre voulut-il protester contre ces principes : « Je m'élève, dit-il, contre le principe qui restreint le droit de chasse aux propriétaires seulement ; je soutiens que la chasse n'est point une faculté qui dérive de la propriété. Aussitôt après la dépouille de la superficie de la terre, la chasse doit être libre à tout citoyen indistinctement. Dans tous les cas, les bêtes fauves appartiennent au premier occupant. Je réclame donc la liberté illimitée de la chasse, en prenant toutefois les mesures pour la conservation des récoltes et pour la sûreté publique. » (Paroles prononcées à l'Assemblée nationale, séance du mardi 20 avril 1790, au soir. *Moniteur universel* du 22 avril.) Une seconde fois, il voulut, sans plus de succès,

renouveler ses paradoxes. « M. Robespierre « demande la parole, » lisons-nous dans le *Moniteur* du 22 avril encore, au compte rendu de la séance du 21, « il parle... on lui observe à « plusieurs reprises qu'il se livre à la discus- « sion, tandis qu'il doit se borner à présenter « des amendements. Il insiste; on renouvelle la « même observation. Il quitte la tribune. » Malgré ses efforts, l'œuvre des décrets d'août 1789 subsista, et la loi du 30 avril 1790 reconnut, nous l'avons vu, le droit pour tout propriétaire de chasser sur ses terres, et punit le fait de chasse sur le terrain d'autrui sans son consentement.

C'est bien aussi comme attribut du droit de propriété que le droit de chasse a été envisagé par le législateur de 1844 : pour s'en convaincre, il suffit de lire quelques-uns des rapports ou des discours qui ont accompagné la discussion de la loi.

C'est ainsi que, dans son rapport présenté le 16 mai 1843 à la Chambre des pairs, M. Franck-Carré disait : « Le droit de chasse est une dépen- « dance du droit de propriété : le gouvernement « peut et doit en réglementer l'exercice ; mais il « ne concède pas une faculté qui préexiste à son « permis. » (*Moniteur universel* du 5 juillet 1843.)

Cette idée est d'ailleurs parfaitement conforme à la notion de la propriété, telle qu'elle

nous est donnée par l'art. 544 C. civil. Ne pas voir dans le droit de chasse un attribut du droit de propriété, ce serait méconnaître le texte et l'esprit de la loi, et ressusciter d'anciens préjugés justement condamnés par le temps et la raison.

De ce que le droit de chasse est un attribut du droit de propriété résulte cette conséquence que la chasse, qui n'est dès lors, en somme, qu'une manière de jouir du fonds, doit nécessairement être réservée au propriétaire seul.

C'est donc à celui-ci qu'en thèse générale appartient l'exercice du droit de chasse ; remarquons seulement qu'il peut arriver que la propriété soit démembrée, et que, dans ce cas, il soit attaché à la possession ou à la jouissance foncière : c'est ainsi qu'il revient à l'usufruitier et à l'emphytéote, pour ne parler que de ceux-là. De plus, le propriétaire a, non seulement le droit de jouir de sa chose, mais encore celui d'en disposer d'une façon complète ; il peut donc disposer, comme bon lui semble, des avantages que celle-ci peut lui procurer, et concéder à un tiers, par conséquent, son droit de chasse, soit à titre onéreux, soit à titre gratuit.

Nous pouvons donc dire d'une façon générale que, de nos jours, chacun peut chasser sur son terrain ou sur le terrain de celui qui l'y autorise. Rigoureusement, il devrait pouvoir le

faire en toute liberté ; mais les faits regrettables qui se sont passés en 1789 ont prouvé qu'une trop grande liberté laissée à l'exercice de la chasse conduit trop souvent à des abus, des violences et des désordres.

Aussi des motifs d'intérêt public ont-ils fait soumettre cet exercice à des conditions auxquelles le chasseur, propriétaire ou concessionnaire du droit de chasse, est obligé de se soumettre. La loi de 1790 était déjà entrée dans cette voie, mais d'une façon incomplète. Le législateur de 1844, mieux inspiré, a compris toute l'étendue de son devoir et fait tous ses efforts pour combler les lacunes de la législation antérieure. « Messieurs, » disait le rapporteur du projet de loi devant la Chambre des Pairs, « les particuliers ont la libre disposition des « biens qui leur appartiennent, sous les modifications établies par les lois. Tel est le principe en vertu duquel le gouvernement peut « et doit régler l'exercice du droit de chasse. « La loi qui a pour but ce règlement touche à « trois grands intérêts : la sécurité publique et « la conservation des récoltes et du gibier. Il « est évident que les intérêts généraux dominent en cette matière les intérêts privés, et « commandent des interdictions et des entraves « applicables aux propriétaires eux-mêmes. « Les lois de 1789 et 1790, conçues dans un



« esprit de réaction, d'ailleurs légitime, contre les  
« législations antérieures qui avaient confisqué  
« le droit de chasse, n'ont eu en vue que de  
« faire rentrer ce droit dans la propriété, dont il  
« est en effet une dépendance et un démembre-  
« ment. A ce point de vue presque exclusif,  
« elles n'ont pas assez compris qu'il ne suffisait  
« pas de restituer le droit, qu'il fallait, pour l'in-  
« térêt public, en organiser la police; pour le  
« droit lui-même, en assurer la jouissance. »  
(Rapport de M. Franck-Carré à la Chambre des  
Pairs, Addition à la séance du 16 mai 1843.  
*Moniteur* du 5 juillet 1843.)

Préserver le gibier d'une destruction com-  
plète imminente, protéger la propriété et l'agri-  
culture, qui n'ont pas de plus grands fléaux que  
les abus dont le législateur a voulu tarir la  
source, assurer en même temps la sécurité pu-  
blique, et accessoirement, ajoutons-le, favoriser  
l'intérêt du Trésor et des communes, telles sont  
les raisons d'utilité publique qui dominent les  
dispositions de la loi du 3 mai 1844, et ont dicté  
à ses auteurs les obligations aujourd'hui impo-  
sées aux chasseurs, à l'étude desquelles nous  
arrivons maintenant.





## PREMIÈRE PARTIE

---

### *Chasse ordinaire*

---

Comme nous l'avons dit au début de ce travail, les obligations imposées par la loi du 3 mai 1844 à toute personne qui veut se livrer à l'exercice de la chasse ordinaire sont au nombre de quatre. Elles consistent dans l'obtention préalable d'un permis de chasse, l'observance du temps où la chasse est défendue, l'emploi des seuls procédés de chasse autorisés par la loi, et enfin le respect, lorsqu'on est en action de chasse, des limites de l'héritage d'autrui. Nous allons aborder, sans plus tarder, l'examen détaillé de ces obligations, à l'étude de chacune desquelles nous consacrerons un chapitre.

---



## CHAPITRE I<sup>er</sup>

### Obligation du permis de chasse

#### § I<sup>er</sup>

#### EXIGENCE D'UN PERMIS DE CHASSE. — MOTIFS DE CETTE EXIGENCE ET SA GÉNÉRALITÉ

La chasse n'est plus aujourd'hui, comme autrefois, le privilège d'une classe de la société; c'est l'exercice d'un droit, un des attributs de la propriété, et, depuis le chef de l'État jusqu'au dernier des citoyens, chacun peut en principe donner satisfaction à ses goûts cynégétiques.

Mais, aux termes de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 3 mai 1844, nul ne peut chasser « s'il ne lui a pas été délivré un permis de chasse par l'autorité compétente ». Et l'article 11 sanctionne cette disposition en punissant d'une amende de 16 à 100 francs le fait de chasse sans permis.

Se faire délivrer un permis de chasse, telle est donc la première obligation imposée à qui veut chasser. Cette exigence se justifie aisément; car, si la chasse doit être permise à tous, un

intérêt social de premier ordre, celui de la sécurité publique, exige que la liberté de son exercice, quant aux personnes, soit entourée de quelques précautions.

Entre les mains de certains individus, un fou, un enfant, un familier de la police correctionnelle par exemple, les armes de chasse, si perfectionnées de nos jours, pourraient constituer un véritable danger pour la société. Aussi est-il incontestable, dit M. Moyat, « que le  
« pouvoir exécutif a le droit et même le devoir  
« d'examiner l'intelligence et la moralité des  
« individus qui se proposent d'employer des  
« armes pour la chasse, et de n'accorder le  
« permis nécessaire qu'à ceux qui présentent  
« des garanties suffisantes. S'il pouvait chasser  
« librement, un fou risquerait de se blesser lui-  
« même ou de blesser peut-être mortellement  
« les autres ; et un vagabond sans aveu pour-  
« rait, sous prétexte d'aller à la chasse, devenir  
« un rôdeur de grands chemins ; de même un  
« braconnier de profession pourrait, en toute  
« liberté, s'attaquer à toute espèce de gibier et  
« n'avoir aucun respect pour les propriétés.  
« Il serait alors très difficile de surveiller  
« ces individus, tandis qu'en leur refusant  
« le permis de chasse, on évite ce danger  
« ou, tout au moins, on en diminue les ris-  
« ques. »



Et si ces raisons de sécurité n'existent plus lorsqu'il s'agit de la chasse à courre ou de celle au piège, au filet, qui se font sans armes, là encore il est facile de se rendre compte de la légitimité de l'exigence d'un permis. C'est qu'il y a, comme le remarque M. Leroy-Beaulieu dans son *Traité de la science des finances*, « des  
« raisons de police pour que la chasse soit sou-  
« mise à un certain contrôle : il n'y a pas,  
« en effet, d'industrie qui prépare plus au crime  
« que celle du braconnage, et la chasse con-  
« duit aussi au maraudage, c'est-à-dire à la  
« violation des droits de propriété. » De plus, une taxe de 28 francs est perçue à l'occasion de la délivrance de chaque permis de chasse, à laquelle vient s'ajouter le prix des feuilles de papier timbré qui servent à faire les demandes. Il résulte des statistiques que les communes reçoivent de ce chef, bon an, mal an, une somme de 3,362,270 fr. et l'État environ 6,253,822 fr. ; il y a donc un intérêt fiscal à ce qu'un permis soit nécessaire pour ces chasseurs comme pour ceux qui emploient le fusil ; et c'est là un véritable impôt, d'autant mieux justifié que le chasseur au piège ou au filet chasse dans un but de lucre abondant, et que la chasse à courre est un plaisir que peuvent seuls se permettre les citoyens appartenant aux classes les plus riches de la société.

Le permis de chasse a remplacé le permis de port d'armes de chasse institué par le décret du 11 juillet 1810. Mais, tandis que ce dernier n'était nécessaire que pour la chasse avec armes, c'est-à-dire, en fait, pour la seule chasse à tir, le permis de chasse institué par la loi de 1844 est obligatoire pour tout genre quelconque de chasse, avec ou sans armes. L'exigence de l'obtention préalable d'un permis a donc une portée absolument générale : tout acte de chasse, tout mode de chasse, est soumis à cette obligation. L'exposé des motifs de la loi, les termes généraux de celle-ci, que nous avons reproduits au début de ce chapitre, les travaux préparatoires, les circulaires enfin des Ministres de la Justice et de l'Intérieur des 9 et 20 mai 1844, ne laissent aucun doute à cet égard.

On peut lire ce qui suit dans l'exposé des motifs : « Les décrets de 1810 et 1812 n'exigeaient  
« le permis que pour la chasse au fusil ; ce projet l'exige pour toute espèce de chasse : voilà  
« pourquoi nous avons substitué aux mots *permis de port d'armes de chasse*, employés d'une  
« manière restrictive dans les décrets de 1810 et  
« 1812, les expressions plus générales *permis de chasse*. Ces expressions seules peuvent  
« rendre l'intention du projet, qui a été de ne  
« pas borner au cas de la chasse au fusil  
« l'obligation d'obtenir un permis. »

« Au cours de la séance du 26 mai 1843, M. Martin du Nord disait : « Vous approu-  
« verez sans doute la proposition de supprimer  
« le *permis de port d'armes de chasse* exigé par  
« les décrets du 11 juillet 1810 et du 4 mai-1812,  
« qui n'était applicable qu'à la chasse au fusil,  
« pour le remplacer par le *permis de chasse*,  
« applicable à tous les modes de chasse. »

Et, si nous consultons les circulaires ministérielles, dans celle du Ministre de la justice en date du 9 mai 1844, nous lisons :

« L'article 1<sup>er</sup> modifie l'ancienne législation  
« en ce qu'il exige, pour tous les procédés et  
« moyens de chasse, le permis de l'autorité, qui  
« n'était exigé par le décret du 4 mai 1812 que  
« pour la chasse au fusil ; et, afin de qualifier  
« ce permis d'une manière qui en indique la  
« portée, il lui donne le nom de permis de chasse,  
« au lieu du nom de permis de port d'armes de  
« chasse, sous lequel le décret de 1812 le dési-  
« gnait. Pour être fidèle à la pensée de la loi, il  
« faut entendre le mot chasse dans le sens le  
« plus général, et l'appliquer sans distinction à  
« la recherche, à la poursuite de tout animal  
« sauvage ou de tout oiseau. C'est ainsi, au  
« surplus, que ce mot a été entendu par la Cour  
« de cassation, même sous l'empire de la légis-  
« lation de 1790 et de 1812. Il en résulte que,  
« quel que soit l'animal sauvage ou l'oiseau que

« l'on chasse, et s'il s'agit d'oiseaux de passage,  
« quels que soient le moyen et le procédé de  
« chasse dont on soit autorisé à se servir, un  
« permis de chasse est nécessaire. » Et celle du  
Ministre de l'intérieur du 20 mai de la même  
année porte : « Vous aurez remarqué sans  
« doute, Monsieur le Préfet, la différence qui  
« existe entre la législation ancienne et la loi  
« nouvelle, quant à l'intitulé du titre délivré par  
« l'autorité pour rendre licite l'exercice de la  
« chasse. De l'ancien nom *permis de port d'ar-*  
« *mes de chasse*, on pouvait, jusqu'à un certain  
« point, conclure qu'il était loisible de chasser  
« *sans permis* de toute autre manière qu'avec  
« un fusil. C'est pour éviter toute équivoque  
« que, dans la loi du 3 de ce mois, on a em-  
« ployé les mots *permis de chasse*, qui, dans leur  
« généralité, embrassent toute espèce de chasse,  
« soit à tir, soit à courre, soit même la chasse  
« des oiseaux de passage, que vous aurez à  
« régler en vertu de l'article 9. »

Disons donc que l'obligation du permis  
existe à l'égard de tout individu qui veut chas-  
ser, quel que soit le gibier qu'il veuille recher-  
cher, quel que soit aussi le procédé qu'il  
emploie pour l'appréhender, soit vivant, soit  
mort, quel que soit le lieu qu'il choisisse pour  
ses exploits. Elle s'étend à la chasse à tir aussi  
bien qu'à celle à courre, au piège, aux bourses

et filets ; à la chasse au gibier indigène aussi bien qu'à celle du gibier de passage.

La Cour de cassation a donc fait une juste application des principes de la matière en décidant qu'il faut un permis pour se livrer à la chasse des oiseaux de passage, et spécialement à celle des alouettes avec des lacets garnis de crins (Cass., 18 avril 1845, D, 45, 1, 266), et qu'il en faut un également pour la chasse aux petits oiseaux à l'aide de la glu (Cass., 24 septembre 1847, D. 47, 4, 70).

Mais, bien entendu, il ne saurait en être exigé pour des faits qui ne constitueraient pas des actes de chasse. C'est ainsi qu'il a été jugé qu'un individu employé par le propriétaire d'un parc pour faire rentrer les faisans chez lui ou pour les empêcher d'en sortir, n'avait pas besoin d'être muni d'un permis. (Trib. correct. de Compiègne, 24 février 1885, R. F., t. XI, n° 115.)

Il ne faudrait d'ailleurs pas généraliser outre mesure la règle que nous venons de définir : il est bien évident que, si l'État a le droit et même le devoir d'exercer un certain contrôle sur l'exercice de la chasse, ce droit de contrôle ne doit exister qu'autant qu'il est utile et qu'il a quelque raison d'être, sans quoi il pourrait devenir vexatoire, et léser des droits éminemment respectables. Aussi notre loi dispense-t-elle de l'obligation du permis, dans certains cas excep-

tionnels que nous aurons à étudier au cours de ce travail : celui de chasse dans un enclos attenant à une habitation et ceux de destruction des animaux malfaisants ou nuisibles, et des bêtes fauves, dont s'occupent les articles 2 et 9. Ajoutons que certains auxiliaires de chasse sont également dispensés de permis dans l'état actuel de la jurisprudence; mais il n'y a pas là, à proprement parler, une exception à notre règle. Nous examinerons ce cas quand nous traiterons du caractère et des effets du permis de chasse, et nous verrons alors que cette faveur leur vient de ce que leur rôle effacé et purement accessoire ne permet pas de les considérer comme se livrant personnellement à la chasse, et amène à les regarder comme ne faisant qu'une seule et même personne avec le chasseur qu'ils accompagnent, en sorte que le permis de celui-ci les couvre.

## § II

### DEMANDE ET DÉLIVRANCE DES PERMIS DE CHASSE

Aux termes de l'article 5 de la loi de 1844 :  
« Les permis de chasse seront délivrés, sur  
« l'avis du maire et du sous-préfet, par le pré-  
« fet du département dans lequel celui qui en



« fera la demande aura sa résidence ou son  
« domicile. — La délivrance des permis de  
« chasse donnera lieu au paiement d'un droit  
« de quinze francs au profit de l'État, et de dix  
« francs au profit de la commune dont le maire  
« aura donné l'avis énoncé au paragraphe pré-  
« cédent. »

Toute personne qui veut obtenir un permis doit donc en faire la demande. Écrite sur papier timbré, conformément aux exigences de la loi du 13 brumaire an VII (a. 12-1°, § 8), rappelées par l'instruction ministérielle du 20 mai 1844, cette demande doit être adressée à l'autorité administrative : rien de plus juste; car le permis, trouvant sa justification dans le devoir de surveillance qui incombe à l'État en matière de chasse, doit tout naturellement être délivré par un représentant de l'État.

Remarquons que, d'après le texte, les préfets seuls ont qualité pour ce faire; cependant, les sous-préfets peuvent également, de nos jours, accorder ou refuser les permis. En effet, le nombre des chasseurs augmentant d'année en année, une circulaire du 12 juillet 1860 les autorisa, dans un but de célérité, à délivrer des permis aux habitants de leur arrondissement, réservant toutefois aux préfets l'appréciation des cas où le permis peut être refusé. Puis, quelques mois plus tard, un décret du 13 avril 1861, sur

la décentralisation administrative, est venu leur donner les mêmes pouvoirs qu'aux préfets, même pour les cas de refus facultatif du permis. Aujourd'hui donc, la demande doit être faite soit au préfet, si l'on habite l'arrondissement du chef-lieu du département, soit au sous-préfet, si l'on habite un autre arrondissement.

Elle doit être formulée par l'impétrant lui-même; car, ainsi que nous le verrons, le permis de chasse est personnel: il doit donc être demandé personnellement. S'il s'agit d'un mineur toutefois, elle sera libellée par son père ou son tuteur, qui le représentent légalement.

Mais, l'obtention du permis étant pour tous les citoyens le droit commun, et l'incapacité de chasser l'exception, l'impétrant n'a pas à justifier qu'il n'est sous le coup d'aucune incapacité pouvant mettre obstacle au succès de sa demande. Celle-ci doit seulement être précédée du paiement des droits perçus à l'occasion de la délivrance du permis. Ces droits s'élèvent actuellement à la somme de 28 francs, à savoir: 10 francs au profit de la commune dont le maire donne l'avis voulu par la loi, et 15 francs augmentés d'un droit de double décime, ce qui fait 18 francs, au profit de l'État. Le montant de cette taxe a plusieurs fois varié: la loi de 1844 le fixait à 25 francs, dont 15 francs pour l'État et 10 francs pour la commune où la demande était

faite ; une loi du 23 août 1871 le porta à 40 francs en doublant la partie du droit dévolue à l'État, et c'est la loi de finances du 20 décembre 1872 qui a depuis ramené le prix du permis à un chiffre moins exagéré, celui de 25 francs, auquel vient s'ajouter de nos jours, en vertu de la loi du 2 juin 1875, un droit de double décime s'élevant à 3 francs. Pour justifier de ce versement, il faut joindre à sa demande la quittance du percepteur, et celle-ci n'est valable pour l'obtention du permis qu'autant qu'elle est produite dans le mois de sa date. (Circ. minist. Int., 30 juillet 1849, Bull. off. min. Int.. 1849, page 297.)

Pour certaines personnes cependant, il y a d'autres formalités à remplir : nous voulons parler des mineurs et des femmes mariées.

Les mineurs de seize à vingt et un ans, les seuls qui puissent chasser, doivent avoir l'autorisation de leur représentant légal, et, comme preuve de cette autorisation, la loi exige que le permis « soit demandé pour eux par leur père, « mère, tuteur ou curateur, porté au rôle des « contributions. » (Art. 7-2°, loi 3 mai 1844.) Quant à la femme mariée, si elle est mineure, l'autorisation maritale lui étant nécessaire, son mari devra tout au moins viser la demande ; si elle est majeure, elle doit, selon les uns, obtenir le consentement de son mari ; selon d'autres, elle peut s'en passer. La majorité des auteurs

se prononcent dans ce dernier sens : il nous semble cependant que l'obéissance due par la femme au mari et le principe de l'autorité maritale, fondamental en matière de mariage, sont incompatibles avec cette solution. Aussi estimons-nous nécessaire l'autorisation du mari. (En ce sens : Lavallée et Bertrand, p. 77 ; Leblond, t. 1, n° 109 ; Chenu, p. 29 ; Gillon et Villepin, p. 153. — *Contra* : Dalloz, *Répertoire*, v° *Chasse*, n° 150 ; *Supplément au répertoire*, n° 292 ; Berriat-Saint-Prix, page 70 ; Championnière, page 51 ; Jullemier, page 46 ; Girardeau, Lelièvre et Soudée, n° 43 ; Rogron, p. 97.) Nous ne nous arrêterons pas aux détails de cette controverse, d'intérêt pratique très restreint : en fait, l'administration exige l'autorisation maritale.

Ajoutons enfin que, le permis de chasse devant porter le signalement de son titulaire, il est bon de l'insérer soi-même dans sa demande ou de joindre à celle-ci son ancien permis.

Libellée comme nous venons de l'indiquer, la demande ne pourrait pas être rejetée, pensons-nous, par le préfet ou sous-préfet à qui elle serait adressée directement ; ce dernier devrait alors se procurer l'avis du maire de la commune du domicile ou de la résidence indiquée dans la demande. Mais, dans la pratique, ce n'est pas ainsi que l'on procède : on remet la

demande au maire, dont l'avis est requis par la loi.

On s'est demandé quelle était exactement la portée des mots *domicile* et *résidence* employés par la loi. Tout le monde s'accorde à leur reconnaître leur sens légal ordinaire : le domicile est donc le lieu du principal établissement ; la résidence, une sorte de domicile provisoire, passager. En ce qui concerne le domicile, pas de difficulté ; mais la question est controversée de savoir quelle résidence est exigée par notre texte. Il est hors de doute que l'on doit regarder comme une résidence suffisante la campagne que l'on habite chaque année pendant plusieurs mois ou même plusieurs semaines seulement ; mais en est-il de même si l'on ne fait que demeurer quelques jours dans un endroit où l'on ne vient qu'en passant ? Nous ne le croyons pas.

Quelques auteurs admettent cependant que la résidence suffit, quelque temporaire qu'elle soit (Championnière, page 41) ; mais nous nous rangeons à l'opinion de la majorité, non pas que nous attachions beaucoup d'importance, comme semblent le faire MM. Giraudeau, Lelièvre et Soudée (n° 487 et suivants), à ce fait que l'impétrant, en quittant momentanément son domicile, ou peut-être une résidence de certaine durée, a frustré sa commune de la part du prix du permis qui lui serait revenue, mais parce

que la loi a voulu exiger un établissement assez notable et ayant duré un temps assez long pour que l'autorité administrative puisse connaître suffisamment les antécédents et les habitudes de l'impétrant, et accorder ou refuser, suivant le cas, le permis demandé. (Comp.: Dalloz, J. G., v° *Chasse*, n° 115; Berriat-Saint-Prix, page 48; Camusat-Busserolles, page 69; Rogron, page 82; Gillon et Villepin, n° 118; Jullemier, page 36.) Il paraît n'avoir été rendu sur cette question qu'une seule décision judiciaire; elle émane du Tribunal de Besançon, qui a jugé, dans notre sens, qu'on ne pouvait considérer comme résidence suffisante la commune sur le territoire de laquelle l'impétrant allait, plusieurs fois chaque année, seulement passer la journée pour y chasser. (Trib. de Besançon, 10 juillet 1877, D. 80, 3, 55.)

Le bon sens indique que, si l'on adresse sa demande de permis au sous-préfet de l'arrondissement de son domicile, on ne peut la remettre au maire de sa résidence, mais bien au maire de ce domicile, et réciproquement, lorsque le domicile et la résidence se trouvent dans deux arrondissements différents. L'avis du maire doit porter sur la question de savoir s'il y a lieu ou non d'accorder le permis; il ne peut se refuser à le donner, sous peine de dommages-intérêts, et, dans ce cas, le préfet ou le



sous-préfet ferait lui-même procéder à l'enquête voulue ; ainsi dispose la circulaire ministérielle du 22 juillet 1851, § 2. Celle du 20 mai 1844 oblige le maire à motiver son avis, favorable ou non.

Un préfet ne saurait accorder de permis sans avoir pris cet avis préalable ; mais il n'est pas lié par lui. Cela a été reconnu dans la discussion à la Chambre des Pairs : « Un avis demandé, a dit le Garde des sceaux, n'oblige jamais ; ainsi celui du maire et du sous-préfet, contraire ou favorable, ne liera pas le préfet. »

Si le permis est accordé, il est envoyé au maire de la commune avec recommandation expresse de le faire parvenir au destinataire dans le plus bref délai (circ. min. Int. 30 juillet 1849) ; et le maire qui retiendrait le permis ou omettrait de le remettre pourrait être poursuivi, chaque jour de retard apporté à la remise causant un véritable préjudice à l'impétrant. En pratique, on retire souvent soi-même son permis à la préfecture ou à la sous-préfecture, lorsqu'on habite au chef-lieu de département ou d'arrondissement.

Le permis est-il au contraire refusé, ce refus est notifié dans les mêmes conditions au maire, et en même temps au trésorier payeur général (ou au receveur particulier), qui donne

au percepteur l'ordre de rembourser les droits acquittés. (Même circ. 30 juillet 1849.)

L'impétrant à qui un sous-préfet aurait refusé de délivrer un permis pourrait en appeler au préfet. (Décr. du 13 avril 1861, a. 7.) Il pourrait évidemment recourir, par simple lettre, au ministre de l'Intérieur, contre les décisions préfectorales : ce recours est de droit commun, et c'est même uniquement pour cela qu'il a été rayé du projet de loi où il figurait, sur l'observation qui fut faite par le ministre de la Justice qu'il serait même dangereux de l'y maintenir, parce que, pour toutes les lois où il ne figurerait pas, on pourrait croire qu'il n'existe pas. (Séance du 16 février 1844, *Moniteur* du 17 février, p. 342.) Enfin, un pourvoi serait également possible devant le Conseil d'État, d'après la jurisprudence même de cette juridiction, si l'on attaquait le refus de délivrance de permis au contentieux pour cause d'excès de pouvoirs, prétendant ne pas se trouver dans la catégorie des personnes auxquelles le préfet peut ou doit ne pas délivrer ce permis. (Arrêt du Cons. d'État, 13 mars 1867, D. 67, 3, 98.) C'est aussi l'opinion de nombreux auteurs, tels que Giraudeau (n° 542) et Leblond (n° 101). Quant à nous, cette jurisprudence nous paraît fort critiquable ; car, outre qu'il s'agit là d'un recours exceptionnel qui ne saurait être admis, croyons-nous, que si la loi de 1844

l'avait autorisé, il ne faut pas oublier que le pouvoir attribué aux préfets et aux sous-préfets d'accorder ou de refuser des permis ressort de la police de la sûreté publique, et les actes de cette sorte accomplis par l'administration ne sont pas, à raison de leur nature, soumis au Conseil d'État.

On peut évidemment regretter que cette voie de recours ne soit pas ouverte aux impétrants, victimes peut-être d'un excès de pouvoir du préfet; mais nous ne saurions souscrire aux conclusions de l'éminent commissaire du gouvernement en cette affaire, M. Aucoc, qui, faisant valoir que, si un tel recours n'était pas possible devant le Conseil d'État, il ne le serait pas évidemment devant les tribunaux de l'ordre judiciaire, que, par conséquent, il n'y aurait pas de recours devant un juge, invite le Conseil d'État « à combler, dit-il, la lacune qui existe « dans la loi de 1844 ». C'est par trop oublier que les tribunaux, à quelque ordre qu'ils appartiennent, sont institués pour appliquer la loi et non pour la faire !

Dans le département de la Seine, le mode d'obtention des permis de chasse est un peu différent. C'est le préfet de police qui les délivre, sur l'avis des commissaires de police à Paris et, dans les communes rurales, sur l'avis des maires. En pratique toutefois, fait observer

Chenu, à Paris, c'est toujours à la préfecture de police que se présente directement celui qui veut avoir ou renouveler un permis.

Signalons ici une légère lacune de la loi que comblerait le vote d'un projet déposé par M. Morillot, le 12 juin 1894, à la Chambre des députés. (Annexe au procès-verbal, séance du 12 juin 1894.) Dans l'état actuel de la législation, il se peut qu'un préfet ou sous-préfet, soit par négligence, soit par mauvais vouloir, attende un certain temps avant de donner suite à la demande de permis : pour remédier à l'éventualité de ces retards fâcheux, M. Morillot proposait l'institution d'un délai de huit jours, à l'expiration duquel toute demande de permis de chasse devrait être répondue. Il est à désirer que cette proposition fort sage soit reprise et votée par les Chambres.

### § III

#### PERSONNES QUI PEUVENT OBTENIR UN PERMIS ET PERSONNES QUI EN SONT PRIVÉES.

Nous venons de voir quelles formalités sont à remplir pour l'obtention d'un permis de chasse et comment a lieu sa délivrance. Tout individu peut-il ainsi se faire délivrer un permis? En principe, oui ; l'obtention d'un permis

est, pour tous les citoyens, le droit commun. — Cependant, des raisons d'ordre public, nous l'avons vu, exigeaient que cette règle ne fût pas absolue, et le législateur y a apporté un certain nombre de restrictions.

Le projet primitif de la loi ne désignait comme incapables d'obtenir un permis que deux catégories de personnes : 1<sup>o</sup> celles privées du droit de port d'armes par suite d'une condamnation ; 2<sup>o</sup> celles qui n'auraient pas exécuté les condamnations pour délits de chasse dont elles auraient été l'objet. Reconnaisant toutefois qu'il existe un grand nombre de circonstances où il serait dangereux d'accorder un permis de chasse, soit pour des motifs personnels à celui qui le demande, soit pour toute autre cause, le gouvernement proposait d'investir les préfets d'un pouvoir discrétionnaire et de leur laisser le soin de décider eux-mêmes, suivant le cas, s'ils devaient délivrer ou refuser le permis demandé. Avec un tel système, ou bien les préfets auraient craint d'exercer un droit aussi étendu, ou bien c'eût été le règne de l'arbitraire absolu. Les Chambres le comprirent, et restreignirent les pouvoirs de l'administration à cet égard, ne lui laissant toute latitude d'appréciation que pour un certain nombre de cas très limités et fixant ceux où elle aura à refuser obligatoirement le permis.

Les articles 7, 8 et 18 de la loi de 1844 donnent la liste des personnes dont la demande devra être rejetée; l'article 6 énumère celles dont le cas est soumis à l'appréciation discrétionnaire des préfets et sous-préfets.

**A. — A qui le permis doit être refusé**

Ce refus de permis a pour fondement soit l'incapacité de l'impétrant, soit l'incompatibilité de ses fonctions avec l'exercice du droit de chasse, soit enfin une sorte d'indignité provenant de certaines condamnations.

(a) *Incapacité de l'impétrant.* — La loi interdit d'une façon absolue la délivrance du permis :

« 1° Aux mineurs qui n'ont pas seize ans  
« accomplis ;

« 2° Aux mineurs de seize à vingt et un ans,  
« à moins que le permis ne soit demandé pour  
« eux par leur père, mère, tuteur ou curateur,  
« porté au rôle des contributions ;

« 3° Aux interdits. » (Art. 7 de la loi de 1844, §§ 1, 2 et 3.)

Les mineurs de seize ans et les interdits ne pourront donc jamais obtenir de permis. Pour les uns comme pour les autres, cette prohibition s'explique aisément : on conçoit combien il eût été dangereux de confier des armes à des per-



sonnes dépourvues d'un discernement suffisant. Aucune exception ne saurait être faite à cette disposition de la loi.

Les mineurs âgés de 16 à 21 ans ne sont pas frappés de la même incapacité ; il pourra leur être délivré des permis de chasse sur la demande de leur père, mère, tuteur ou curateur, porté au rôle des contributions. Cette distinction entre les mineurs qui n'ont pas atteint leur seizième année et ceux qui l'ont dépassée est très équitable. Comme le fait remarquer Leblond (Code de la chasse, t. 1<sup>er</sup>, n° 108) : « Pour les mineurs  
« de 16 ans, il convenait de protéger les père,  
« mère, etc., contre leur propre faiblesse ; pour  
« les autres, au contraire..., leur âge étant un  
« peu plus avancé, ils peuvent être moins légers,  
« moins imprudents ; et quand, en sollicitant  
« ce permis pour eux, le père de famille vient  
« attester leur maturité et témoigner de leur  
« prudence, les hésitations et les craintes du  
« législateur doivent tomber en présence de ce  
« témoignage. » Il est maintenant reconnu que le permis devrait être accordé, quand bien même la personne qui a fait la demande ne serait pas portée au rôle des contributions, dès lors que le mineur y serait lui-même inscrit. Cette solution, qui paraît en contradiction avec le texte de l'article 7, est évidemment conforme à son esprit.

Le § 3 de notre texte, qui frappe d'incapacité les interdits, vise certainement à la fois les interdits judiciaires et les personnes légalement interdites et privées, à titre de peine, de l'exercice des droits civils.

Une lacune regrettable existe dans la loi : nous sommes ici, il ne faut pas l'oublier, en matière d'exception ; le droit commun, c'est que tout le monde peut obtenir un permis et chasser. Quelques prohibitions ont bien été établies dans un but d'ordre public ; mais les prohibitions sont de droit étroit, et on ne saurait les étendre à d'autres cas, quelque similaires qu'ils soient, que ceux qu'elles visent expressément : c'est là un principe incontestable dont nous allons avoir à faire plusieurs applications dans la suite. Or, la loi refuse le permis de chasse aux interdits ; mais, quant aux individus qui ne sont pas sains d'esprit, fussent-ils notoirement connus pour leur imbécillité, leur démence même, s'ils demandent un permis, l'administration est obligée de le leur accorder. Le préfet trouverait, il est vrai, un remède au danger occasionné pour la sécurité publique dans le pouvoir qu'il a, aux termes de l'article 18 de la loi du 30 juin 1838, de faire enfermer dans un établissement d'aliénés ceux dont l'état mental compromet l'ordre public ou la sécurité des personnes ; mais qui sait si un accident n'aura pas quelquefois pré-

cédé cette mesure ? Et puis, n'est-il pas bien rigoureux, pour un motif aussi futile qu'une question de permis de chasse, d'enlever ce malheureux à sa famille, alors que, par ailleurs, rien ne serait à craindre de lui, et qu'il eût été si facile de prévenir cette situation regrettable, rare, je le veux bien, dans la pratique, mais enfin qui peut se présenter, en ajoutant à la liste de l'article 7 cette catégorie de gens que des motifs identiques auraient dû faire assimiler aux interdits ? Le projet Morillot de 1894, que nous avons déjà signalé, proposait cette adjonction.

Notre article n'est évidemment pas applicable non plus aux personnes pourvues d'un conseil judiciaire ; mais cette différence du moins est fondée, les motifs qui provoquent la nomination de ce conseil étant la plupart du temps bien différents et toujours bien moins graves que ceux d'une interdiction.

Que penser, en cette matière, de la capacité des femmes ? La loi de 1844 n'en parle pas : le droit commun leur est donc applicable, et, par suite, on ne saurait leur refuser un permis à raison de leur sexe.

Si la femme est mineure et non mariée, la demande sera faite par ses père, mère, tuteur ou curateur, selon le cas ; si elle est mineure et mariée, l'autorisation maritale lui étant nécessaire, la demande devra être visée tout au moins

par son mari. Si au contraire elle est majeure et célibataire ou veuve, elle a qualité pour demander elle-même un permis.

Enfin, nous avons admis que, s'il s'agit d'une femme majeure et mariée, elle devra obtenir le consentement de son mari.

Autrefois, nous l'avons vu, les ecclésiastiques ne pouvaient pas chasser: défense leur en était faite, non seulement par de nombreux conciles, mais aussi par les ordonnances royales, et ils pouvaient seulement désigner quelqu'un qui exerçât leur droit pour eux sur leurs terres. Aucune disposition législative ne reproduisant pour eux, de nos jours, cette interdiction, le préfet ne pourrait leur refuser un permis. Leur situation serait un peu différente au point de vue canonique. (Canon 15 du 4<sup>e</sup> concile de Latran.)

Pour la même raison, les étrangers peuvent obtenir un permis de chasse. On s'accorde cependant à reconnaître que, pour qu'ils puissent se le faire délivrer, il est nécessaire qu'ils aient une résidence fixe en France, de telle sorte qu'ils soient suffisamment connus pour que le maire puisse donner à leur sujet l'avis voulu par la loi. Rien de plus juste : il faut évidemment que toutes les exigences de la loi soient remplies, et, en vérité, que serait l'avis d'un maire nullement renseigné sur la situation de l'impé-

trant ? Cette opinion est corroborée par les instructions émanant tant du Garde des sceaux que du ministre des Affaires étrangères. Le permis devrait également leur être refusé si, ayant ou non une résidence fixe en France, ils étaient placés sous la surveillance de la police par suite de circonstances politiques : ainsi le prescrit la circulaire du ministre de l'Intérieur du 22 juillet 1851, § 23.

(b) *Incompatibilité de la fonction de l'impétrant avec l'exercice du droit de chasse.* — Jusqu'ici, nous n'avons encore rencontré que les mineurs de seize ans et les interdits qui soient privés par la loi d'une façon absolue du droit d'obtenir un permis de chasse. La loi de 1844 leur assimile sous ce point de vue « les gardes  
« champêtres ou forestiers des communes et  
« établissements publics, ainsi que les gardes  
« forestiers de l'État et les gardes-pêche. » (A. 7, § 4.) On a pensé que « les devoirs des gardes,  
« la surveillance de tous les instants qui leur  
« est imposée, ne pouvaient se concilier avec  
« l'exercice du droit de chasse. Leur position  
« leur donne, d'ailleurs, trop de facilité pour  
« détruire le gibier, et l'on a craint qu'ils ne  
« cédassent trop souvent à la tentation d'en  
« abuser, si la chasse leur était permise. » Tel est le motif par lequel le Garde des sceaux appuyait cette disposition du projet, dans la

séance du 4 mars 1844, à la Chambre des pairs. Les prohibitions étant de droit étroit, on ne saurait étendre cette disposition aux titulaires de fonctions analogues pour lesquelles des motifs identiques sembleraient commander une incapacité semblable. Ainsi, s'il paraît certain que, bien qu'ils ne soient pas nominativement visés, les gardes messiers et les gardes-vignes ne peuvent obtenir de permis, parce que ce sont de véritables gardes champêtres et qu'ils sont compris dans cette dénomination, on ne saurait du moins étendre cette incapacité ni aux préposés des douanes, que les Chambres ont refusé d'ajouter à la liste de l'article 7, ni aux gardes particuliers, ni aux gendarmes, etc. Il résulte de même clairement des travaux préparatoires que l'article 7 ne concerne que les simples gardes non gradés, et ne s'applique pas aux brigadiers forestiers, gardes généraux, etc. (*Moniteur* du 17 février 1844, p. 343.)

Notons toutefois qu'en ce qui concerne les gardes particuliers, les préfets sont invités à leur demander justification de l'autorisation des propriétaires (Circ. min. de l'Int. du 20 mai 1844); d'autre part, des instructions ministérielles défendent aux gendarmes de chasser sans une autorisation spéciale: l'intérêt du service que les uns et les autres ont à remplir exigeait ces mesures. De même l'administration



supérieure des douanes interdit la chasse à tous ses préposés, et l'administration forestière la défend à tous ses agents, dans les bois de leur circonscription soumis au régime forestier.

L'incapacité édictée par l'article 7 § 4 est absolue, en ce sens que les personnes qu'elle atteint ne peuvent chasser en aucun cas, même sur le terrain étranger à leur surveillance ; sans quoi, il eût été à craindre qu'elles ne négligeassent leurs fonctions. Mais elle est relative en ce qu'inhérente à la fonction, elle prend naissance et disparaît avec elle.

(c) *Indignité de l'impétrant provenant de certaines condamnations dont il a été l'objet.* — A côté des divers cas d'incapacité ou d'incompatibilité que nous venons de rencontrer, le législateur a vu, dans certaines situations résultant de condamnations, une troisième cause de refus de permis obligatoire pour les préfets et sous-préfets, et, là encore, elle a eu soin d'énumérer ces situations. Aux termes de l'article 8 de notre loi sur la chasse,

« Le permis de chasse ne sera pas accordé :

« 1° A ceux qui, par suite de condamnations,  
« sont privés du droit de port d'armes ;

« 2° A ceux qui n'auront pas exécuté les  
« condamnations prononcées contre eux pour  
« l'un des délits prévus par la présente loi ;

« 3° A tout condamné placé sous la surveillance de la haute police. »

C'est ainsi que le permis doit être refusé aux individus condamnés à la dégradation civique, puisque cette peine consiste dans différentes incapacités, parmi lesquelles la privation du droit de port d'armes (art. 34 C. pénal), et à ceux qui ont été privés de ce droit en vertu de l'article 42 du Code pénal.

La surveillance de la haute police, visée par le § 3 de notre texte, étant supprimée et remplacée par l'interdiction de séjour depuis la loi du 27 mai 1885 (art. 19), les individus frappés de cette interdiction de séjour ne pourraient obtenir un permis.

A cette catégorie d'individus incapables d'obtenir un permis de chasse, il faut ajouter ceux à qui application aura été faite de l'article 18 de la loi de 1844, aux termes duquel : « En cas de « condamnation pour délits prévus par la présente loi, les tribunaux pourront priver le « délinquant du droit d'obtenir un permis de « chasse, pour un temps qui n'excédera pas « cinq ans. » C'est aux tribunaux à distinguer « entre les fautes accidentelles et celles qui tiennent aux habitudes du braconnage; car c'est contre ce fléau que cette disposition a été tout particulièrement édictée. Elle est fort sage; malheureusement, les tribunaux semblent

oublier trop souvent son existence. Appliquée avec discernement, elle serait appelée à produire les plus heureux effets.

Dans toutes les hypothèses prévues par ces deux articles 8 et 18, l'expiration du délai pour lequel le condamné s'était vu enlever le droit de port d'armes ou priver de l'obtention d'un permis, ou encore pour lequel il lui avait été interdit certains séjours, l'exécution totale de la condamnation, font cesser immédiatement l'incapacité. Certains événements peuvent produire le même effet : ce sont l'amnistie et la remise totale de peine par la voie de la grâce. La première efface le délit et la condamnation qui en a été le châtiment; la seconde équivaut, cela va de soi, à l'exécution terminée de la peine, comme la circulaire du 20 mai 1844 en fait la remarque aux préfets, relativement au § 2 de l'article 8. Quant à la prescription de la peine, nous croyons qu'elle n'équivaldrait pas à l'exécution. Les partisans de l'opinion contraire objectent cette situation bizarre dans laquelle se trouvera alors le condamné à qui on refusera un permis, tant qu'il n'aura pas subi sa peine, alors que, par l'effet de la prescription, il ne pourra plus la subir, lors même qu'il le voudrait (Giraudeau, n° 597); mais à cela nous répondrons que cet individu n'a qu'à s'en prendre à lui-même quant à cette situation, qu'il

s'est créée volontairement en se soustrayant à l'exécution de sa peine.

Dans toutes ces hypothèses également, comme d'ailleurs dans toutes celles où le permis doit être refusé, c'est à l'administration qu'incombe la preuve de l'incapacité de l'impétrant. Nous ne saurions mieux faire que de reproduire ici les termes dans lesquels le ministre de l'Intérieur l'indiquait aux préfets dans sa circulaire du 20 mai 1844, comme commentaire de l'article 6, commentaire qui s'applique aussi bien aux articles 8 et 18, et, d'une façon générale, à tous les cas d'incapacité.

« Vous n'entendrez sans doute pas, leur  
« disait-il, astreindre ceux qui demandent le  
« permis à justifier qu'ils ne se trouvent dans  
« aucune de ces positions. Non seulement ce  
« serait placer tous les citoyens sous une espèce  
« de prévention blessante pour eux, mais en-  
« core ce serait exiger une justification souvent  
« impossible, puisqu'il ne leur suffirait pas de  
« s'adresser à l'autorité judiciaire de leur rési-  
« dence pour en obtenir un certificat de non-  
« condamnation. L'obtention du permis de  
« chasse est, pour tous les citoyens, de droit  
« commun; des exceptions sont faites à ce  
« droit dans un intérêt public; c'est donc à  
« l'autorité qui veut appliquer l'exception à  
« prouver le cas exceptionnel. »

Cette preuve, l'administration la fera à l'aide du casier judiciaire.

Mais, en revanche, l'impétrant qui répond à cette preuve par l'allégation d'un fait lui ayant rendu sa capacité, amnistie, grâce, exécution accomplie de la condamnation, doit prouver ce fait. Il le peut faire d'ailleurs par tous les moyens à sa disposition : certificat de libération pour la peine d'emprisonnement, quittance du percepteur pour celle d'amende, etc...

**B. — A qui le permis peut être refusé**

Les cas dans lesquels le législateur a voulu laisser l'autorité administrative libre d'apprécier elle-même s'il convient ou non d'accorder le permis de chasse, sont déterminés par l'article 6.

Les préfets et sous-préfets peuvent, en premier lieu, refuser le permis : « 1° à tout individu « majeur qui ne sera point personnellement « inscrit, ou dont le père ou la mère ne serait « pas inscrit au rôle des contributions. »

On a pensé que ces gens étaient sujets à caution ; que, se trouvant dans une situation des plus précaires, leur insolvabilité pouvant leur assurer une sorte d'impunité, ils ne manqueraient sans doute pas de faire du braconnage

leur gagne-pain et l'emploi de tout leur temps. Or, la loi de 1844 n'avait-elle pas pour but, tout spécialement, la répression des désordres engendrés par le braconnage devenu une industrie sous l'empire de la loi de 1790 ? Le but de cette disposition a été en somme de faire rentrer dans la voie du travail et de l'honnêteté toute une catégorie d'individus que des habitudes d'oisiveté et de braconnage pourraient conduire à des délits de tout genre, souvent même à des crimes ; elle est donc parfaitement justifiée.

La loi ne distinguant pas, il suffit de l'inscription au rôle pour une contribution quelconque, pour que l'article 6 ne soit plus applicable, et il ressort du texte de cet article, comme d'ailleurs de la discussion qui en a précédé le vote, que le paiement effectif de la contribution n'est même pas nécessaire : l'inscription au rôle seule est exigée.

L'administration peut aussi refuser le permis :

« 2° A tout individu qui, par une condamnation judiciaire, a été privé de l'un ou de plusieurs des droits énumérés dans l'article 42 du Code pénal, autres que le droit de port d'armes. »

Nous avons vu que tout individu privé, par suite de condamnation, du droit de port d'armes,



devra nécessairement se voir refuser un permis ; celui qui aura été privé, par une condamnation judiciaire, d'un ou de plusieurs des droits autres que celui-là, énumérés dans l'article 42 du Code pénal, verra sa demande soumise à l'appréciation du préfet ou sous-préfet à qui elle aura été présentée. Ces droits sont : ceux de vote et d'élection, d'éligibilité, d'être appelé ou nommé aux fonctions de juré ou autres fonctions publiques, ou aux emplois de l'administration, ou d'exercer ces fonctions ou emplois ; ceux de vote et de suffrage dans les délibérations de famille, d'être curateur ou tuteur, si ce n'est de ses enfants et sur l'avis seulement de la famille, d'être expert ou témoin dans les actes, enfin de témoigner en justice autrement que pour y faire de simples déclarations.

Le ministre de l'Intérieur et le Conseil d'État ont décidé à bon droit qu'il n'est pas nécessaire que la décision judiciaire prononce expressément la privation de l'un de ces droits ; il suffit évidemment que celle-ci en découle de plein droit. (Décision du ministre de l'Intérieur, 25 juin 1866 ; arrêt Conseil d'État, 13 mars 1867, S. 68, 2, 91.) Il s'agissait, dans l'espèce, d'un sieur Bizet, qui avait été condamné, par arrêt de la Cour de Rouen du 21 décembre 1865, à trois mois de prison pour délit de chasse et outrage envers un fonctionnaire public, et se trouvait

par suite privé du droit de vote, l'article 16 du décret du 2 février 1852, relatif aux élections pour les députés au Corps législatif, ordonnant la radiation de la liste électorale, pour une période de cinq ans à partir de l'expiration de leur peine, des condamnés à un emprisonnement de plus d'un mois pour outrage envers un fonctionnaire public. Contrairement aux prétentions du sieur Bizet, le Conseil d'État a décidé qu'en refusant de délivrer à celui-ci un permis de chasse, le préfet du département de la Seine-Inférieure n'avait pas excédé la limite de ses pouvoirs, mais fait une juste application de la loi de 1844.

Dans trois autres hypothèses encore, l'administration jouit d'un pouvoir discrétionnaire. Elle est libre d'accorder ou non le permis :

« 3° A tout condamné à un emprisonnement  
« de plus de six mois pour rébellion ou violence  
« envers les agents de l'autorité publique ;

« 4° A tout condamné pour délit d'associa-  
« tion illicite; de fabrication, débit, distribution  
« de poudre, armes, ou autres munitions de  
« guerre; de menaces écrites ou de menaces  
« verbales, avec ordre ou sous condition; d'en-  
« traves à la circulation des grains; de dévas-  
« tation d'arbres ou de récoltes sur pied, de  
« plants venus naturellement ou faits de main  
« d'homme ;

« 5° A ceux qui auront été condamnés pour « vagabondage, mendicité, vol, escroquerie ou « abus de confiance. »

Et la loi ajoute : « La faculté de refuser le « permis de chasse aux condamnés dont il est « question dans les paragraphes 3, 4 et 5, ces- « sera cinq ans après l'expiration de la peine. »

C'est seulement lorsque les condamnations ci-dessus sont devenues définitives que notre article s'applique, et la faculté pour l'administration de refuser le permis, si bon lui semble, est, on le voit, limitée à un délai de cinq ans à partir de l'expiration de la peine, pour les condamnés visés par les paragraphes 3, 4 et 5.

La plupart des auteurs discutent à ce sujet la question de savoir ce qu'il faut entendre par ces mots « l'expiration de la peine ». Tous sont d'accord en ce qui concerne les peines de prison. Le délai de 5 ans part, dans ce cas, du jour de la mise en liberté du condamné, et il n'y a pas lieu de distinguer si celui-ci a été libéré à la suite de l'accomplissement du temps voulu ou par une mesure gracieuse. Mais, au sujet des amendes, des divergences d'opinion apparaissent. Dans un premier système, qui réunit la grande majorité des auteurs, on prétend que le délai court à partir du jour où la condamnation est devenue définitive. (*Sic*: Giraudeau, n° 561; Jullemier, 1, page 45; Petit, 1, page 457; Rogron,

page 94 ; Béquet, n° 94.) Quelques autres auteurs en fixent le point de départ au jour du paiement de l'amende, s'il a lieu à une époque voisine du jugement, et, au cas contraire, au jour où la condamnation est devenue définitive. C'est ce qu'enseigne Berriat-Saint-Prix (page 65), et c'est aussi l'opinion de Dalloz (*Répert.*, v° *Chasse*, n° 143).

Il ne nous paraît pas que la jurisprudence ait jamais été appelée à statuer sur cette question : nous le regrettons vivement, et nous ne doutons pas qu'à la première occasion elle ne fasse bonne justice de ces deux systèmes, aussi arbitraires qu'injustifiables, et n'en fasse triompher un troisième, qui est celui de Chenu notamment (page 38), et auquel nous n'hésitons pas à donner notre adhésion, d'après lequel le délai de 5 ans court, dans tous les cas, du jour du paiement de l'amende. Nous ne comprenons même guère que la controverse ait pu naître. L'article 6 dispose que la faculté de refuser le permis « cessera 5 ans après l'expiration de la peine » : ces mots ne sont-ils pas synonymes de ceux-ci : « après que la peine aura été exécutée » ?

N'est-ce pas là l'interprétation la plus simple et la plus conforme à l'esprit, sinon au texte rigoureux de la loi ?

Pourquoi aller chercher si loin que le font

les partisans des deux premiers systèmes l'explication d'un texte si peu obscur? De même que c'est au jour de la libération du condamné que finit d'être subie la peine de prison; de même, c'est à partir du paiement qu'on peut dire que la condamnation à l'amende a été exécutée. Telle est la solution que nous adoptons sur cette question. Où a-t-on pu prendre que « l'expiration de la peine » signifiât la date à laquelle la condamnation est devenue définitive, comme le prétend le premier système? C'est vraiment prêter au législateur une trop grande ignorance du sens des mots de notre langue. Et, quant à faire varier le point de départ du délai de 5 ans suivant l'époque du paiement, c'est encore plus inadmissible: cette théorie ne repose sur rien; c'est l'arbitraire absolu et injustifiable.

L'amnistie et la réhabilitation effacent le délai de 5 ans, puisqu'elles font disparaître rétroactivement la condamnation. La grâce hâte seulement l'expiration de ce délai, la peine expirant au jour où le condamné a été gracié.

Que décider des condamnés visés par le § 2 de l'article 6? Le délai de cinq ans s'applique-t-il à leur cas? Évidemment non, puisque le dernier alinéa de cet article ne l'établit que pour les condamnés des §§ 3, 4 et 5; et, selon nous, la rédaction de la loi ne permet pas de douter que la faculté de refuser le permis soit de

durée illimitée en ce qui concerne les individus privés de l'exercice des droits civiques et de famille que nous avons vus.

Dans ces divers cas soumis à la libre décision de l'administration, la preuve de l'incapacité incombe à celle-ci. Dans sa circulaire du 20 mai 1844, M. le ministre de l'Intérieur adopte cette règle dans les termes que nous avons rapportés plus haut; et cependant, il ne l'admet plus pour la preuve de la non-inscription au rôle des contributions. Tout en prescrivant aux préfets de n'exiger que dans les cas qui leur paraissent douteux la production par les impétrants d'un certificat ou extrait de rôle constatant leur inscription, il affirme que c'est à ces derniers de faire la preuve. Pourquoi cette différence? Elle n'est nullement fondée: ici, comme pour la justification des condamnations, n'est-ce pas, pour nous servir des termes mêmes de ladite circulaire, placer le citoyen sous une espèce de prévention blessante pour lui que de l'astreindre à prouver son inscription? Voilà pour le fait, et maintenant, en droit, la situation est la même: le droit commun, c'est la possibilité d'obtenir un permis, c'est aussi l'inscription au rôle; à l'administration qui veut appliquer l'exception à prouver le cas exceptionnel. L'impétrant n'a donc pas à justifier qu'il est inscrit au rôle des contributions, ou qu'il n'a jamais été l'objet des



condamnations visées par l'article 6. Seulement, la preuve de l'existence des condamnations des §§ 3, 4 et 5 étant faite par l'administration, ce sera à l'impétrant d'apporter celle qu'un délai de 5 ans s'est écoulé depuis l'expiration de sa peine, et que, par suite, il a recouvré la capacité de droit commun. Il lui sera aisé pour cela de produire un certificat de libération de la peine de prison ou la quittance de paiement de l'amende et des frais.

Que penser de cette liberté d'appréciation laissée par la loi à l'autorité administrative ? Elle a fait, lors de la préparation de la loi, l'objet des plus vives discussions, et elle continue à diviser les auteurs. Hélas ! nous ne le savons que trop, les hommes ne sont pas parfaits, même les préfets ; un député l'a dit au cours de la discussion de la loi, « on ne cesse pas d'être homme et sujet aux faiblesses humaines parce qu'on devient préfet. » Il peut s'en trouver qui cèdent trop facilement aux emportements du caprice et des passions politiques, et il est à craindre que ce pouvoir discrétionnaire ne laisse trop souvent la porte ouverte aux petites animosités ou rancunes de clocher. Il faut donc, autant que possible, restreindre son champ d'application, et il est une catégorie d'individus, ceux condamnés pour délit d'association non autorisée, que nous serions tout

spécialement désireux de voir effacer de la liste de l'article 8.

« Les associations de cette nature, écrivait M. Chenu en 1890, sont innombrables et le plus souvent fort inoffensives. Il suffira que, pour un motif peut-être futile, on ait pour suivi une de ces associations, qu'on en ait fait condamner les membres à une amende minime, pour que l'administration soit investie du droit de leur refuser le permis, comme aux vagabonds ou aux escrocs. La loi appelle sur ce point une indispensable réforme ! » (*Chasse et Procès*, page 37.) Nous partageons l'avis de l'éminent auteur : les événements ne lui ont, depuis, que trop donné raison.

Nous serions tenté d'exprimer un désir analogue, en ce qui concerne les condamnés pour rébellion ou violences envers les agents de l'autorité publique : ils peuvent n'avoir cédé qu'à un mouvement de colère, d'emportement, ne justifiant pas cette incapacité. Nous reconnaissons toutefois que l'exigence d'une peine supérieure à six mois de prison donne déjà quelque garantie.

D'autres cas encore visés par l'article 6 pourraient faire l'objet de critiques; mais il est certain qu'il y a des catégories de gens auxquels il serait inique de refuser dans tous les cas un permis, alors qu'il serait dangereux de

toujours le leur accorder ; voilà pourquoi nous croyons, dans une large mesure, au bien fondé de la liberté d'appréciation laissée aux préfets et sous-préfets par notre article. C'est à ceux-ci à recueillir soigneusement et scrupuleusement, dans ces hypothèses, des renseignements sur la moralité de l'impétrant, et à justifier, par la sagesse et l'impartialité de leurs décisions, la confiance que le législateur a cru pouvoir placer en eux.

#### § IV

##### CARACTÈRES ET EFFETS DU PERMIS DE CHASSE

Le permis de chasse est personnel (art. 5 de la loi de 1844) ; aussi ne peut-on se servir du permis d'un ami, pas plus qu'une femme ne saurait user du permis de son mari (Trib. corr. de Cambrai, *Gazette des Tribunaux* du 21 novembre 1859), ou encore une mère de celui de son fils (Toulouse, 8 janvier 1846, D. 47, 4, 71).

L'usage d'un permis délivré sous un autre nom est un délit de droit commun puni de trois mois à un an de prison, en vertu de l'article 154 Code pénal ; et celui qui le prêterait pourrait se voir poursuivi comme complice. De même encore, celui qui aurait fabriqué ou falsifié un

permis, ou qui aurait fait usage d'un permis fabriqué ou falsifié, serait passible de six mois à trois ans de la même peine. (Art. 153 C. pénal, modifié par la loi du 13 mai 1863.)

La Cour de cassation a eu récemment à faire l'application de ce texte dans une espèce intéressante. Par arrêt du 13 décembre 1894 (D. 99, 1, 457), elle a décidé que le fait par un individu inculpé d'un délit de chasse, de présenter aux gendarmes un permis de chasse falsifié, afin de justifier des faits de chasse, constitue le délit d'usage d'un permis de chasse falsifié. Au nom de l'inculpé, on soutenait notamment cette thèse, vraiment par trop subtile, que la représentation par lui du permis falsifié était insuffisante pour constituer le délit *d'usage* d'un permis falsifié. Et la Cour suprême de répondre, après un résumé serré des faits, à l'argumentation présentée sur ce point :

« Attendu que c'est à bon droit que l'arrêt  
« attaqué a vu dans ces faits l'usage d'un per-  
« mis de chasse falsifié ; qu'en effet, le deman-  
« deur, inculpé d'un délit de chasse, a exhibé  
« à un agent de la police judiciaire, qui avait  
« qualité pour constater ce délit, un permis  
« reconnu falsifié pour justifier le fait de chasse  
« qui lui était imputé ; qu'en employant ainsi  
« ce permis à l'objet auquel il était destiné, le  
« demandeur en a fait usage. » On peut sou-

tenir, à la vérité, que l'art. 153 Code pénal ne punit que l'altération et l'usage et non la simple possession. (Chauveau et Hélie, *Théorie du Code pénal*, 6<sup>e</sup> édition, t. II, n<sup>o</sup> 743, p. 500 ; Garraud, *Traité théorique et pratique du droit pénal français*, t. III, 1<sup>re</sup> édition, n<sup>o</sup> 204, page 278 ; Blanche, t. III, n<sup>o</sup> 271) ; mais, comme le dit Garraud, l'usage du permis consiste précisément dans son exhibition, et cette exhibition avait eu lieu dans l'espèce.

Le permis ne saurait donc couvrir les faits de chasse accomplis par d'autres que son titulaire, et cependant une exception considérable à cette règle est unanimement admise en doctrine comme en jurisprudence. Il existe un certain nombre de chasses qui, à raison de leur nature, de la multiplicité des actes qu'elles comportent, nécessitent pour le chasseur l'aide et le concours de plusieurs personnes. Ces personnes, dont le nom et le mode d'assistance varient suivant les différentes chasses, sont désignées sous la dénomination générale d'auxiliaires de chasse. Or, il est reconnu que ces gens, lorsqu'ils ne sont que des auxiliaires, *et ne peuvent être considérés comme se livrant personnellement à la chasse*, n'ont pas besoin d'être munis d'un permis dès lors que le chasseur qui les accompagne en a un. Comme chasses nécessitant l'emploi d'auxiliaires, nous pouvons

citer les tendues aux petits oiseaux avec emploi de pièges, raquettes et sauterelles, dont la confection, la pose et la visite au moins quotidienne requièrent un certain nombre d'individus, la tendue aux alouettes, leur chasse bien connue à l'aide d'un miroir, les traques et battues, accompagnement fréquent des chasses à tir et à courre, le furetage des lapins, etc..... Une jurisprudence formée par d'innombrables arrêts consacre cette exception. (Voir notamment : Cass., 8 mars 1845, D. 45, 1, 172 ; 29 novembre 1845, D. 46, 1, 21 ; 2 janvier 1880, en note dans Dalloz, *Supplément au Répertoire*, v° *Chasse*, page 334 ; 12 janvier 1880, *France judiciaire* 1879-80, page 83 ; Nancy, 7 novembre 1844, D. 45, 4, 75 ; Paris, 26 avril 1845, D. 45, 2, 153 ; Pau, 6 mai 1858, R. F., t. 1<sup>er</sup>, n° 187 ; Dijon, 27 décembre 1876, et Angers, 12 février 1878, D. 78, 5, 94 ; Rouen, 26 février 1880, R. F., t. ix, n° 45 ; Chambéry, 17 novembre 1881, D. 82, 5, 76 ; Limoges, 11 février 1886, P. fr. pér. 86, 2, 245 ; — Giraudeau, Lelièvre et Soudée, nos 511 et suivants ; Jullemier, t. 1<sup>er</sup>, page 38 ; Leblond, t. 1<sup>er</sup>, n° 91 ; Berriat, page 88 ; Petit, t. 1<sup>er</sup>, page 469 ; Chenu, page 33 ; Viel, page 10 ; Block, n° 14.)

Mais, pour que la dispense de permis en faveur des auxiliaires de chasse existe, la jurisprudence exige avec raison la réunion de trois conditions, savoir :



1° Que le chasseur soit réellement l'agent qui dirige, et que l'auxiliaire ne joue qu'un rôle accessoire ; 2° que le chasseur auquel il apporte son concours, soit lui-même muni d'un permis ; 3° que son rôle soit concomitant à l'action principale du chasseur.

En premier lieu, il importe, disons-nous, que le chasseur soit réellement l'agent qui dirige, et que le rôle de l'auxiliaire ne soit qu'un rôle accessoire. Il faut que ce dernier ne puisse être considéré comme *se livrant personnellement à la chasse* ; et d'ailleurs la circulaire du 22 juillet 1851, § 1<sup>er</sup>, dit que les auxiliaires doivent se conformer rigoureusement aux conditions de leur concours. Donc deux classes d'auxiliaires : les *auxiliaires accessoires*, dispensés du permis, qui ne prennent qu'une part indirecte à la chasse, et les *auxiliaires principaux*, astreints ceux-là à l'obtention d'un permis, qui, sous les ordres de leur maître, dirigent la chasse et y prennent une part active, commandant même souvent à des auxiliaires accessoires. C'est en conformité de cette distinction nécessaire qu'il a été jugé que, si les piqueurs doivent avoir un permis, fussent-ils sans armes et munis seulement d'un fouet, parce qu'ils font acte de chasse, les valets de chiens, au contraire, dont le rôle est beaucoup plus effacé, en sont dispensés. Nous ne pouvons nous empêcher de citer ici un

jugement du Tribunal correctionnel de Romorantin du 29 mai 1885, confirmé par arrêt de la Cour d'Orléans en date du 11 août de la même année (S., 86. 2. 19), qui, statuant précisément sur le cas respectif des piqueurs et des valets de chiens, a admirablement mis en lumière la distinction à faire entre les auxiliaires principaux et les auxiliaires accessoires. Deux valets de chiens, Rethac et Milliers, étaient poursuivis en vertu de deux procès-verbaux dressés par les gendarmes pour chasse sans permis, alors que l'équipage, appartenant à MM. de la Roche, de Louan, de Coursays et de Paraize, et composé d'une meute de 80 chiens, avait à sa tête des maîtres de chasse et des piqueurs munis tous de permis. Il résultait des procès-verbaux que Rethac et Milliers, sur l'ordre donné par les piqueurs, avaient lancé les chiens qu'ils tenaient, et semblaient même appuyer ceux-ci et contribuer à la prise du sanglier de chasse au moment où procès-verbal leur fut dressé. Et le tribunal de dire : « Attendu que, dans l'es-  
« pèce, il ne s'agit pas de savoir si les prévenus  
« ont fait acte de chasse, ce qui est constant,  
« puisque l'acte de chasse consiste dans le fait  
« de poursuivre un animal en vue de l'appré-  
« hender, mais bien s'ils étaient tenus d'avoir  
« un permis ;

« Attendu, en effet, que le traqueur fait un

« acte de chasse, et qu'il n'est cependant pas  
« obligé d'avoir un permis si le chasseur en a  
« un; qu'il est de jurisprudence constante que  
« l'auxiliaire d'un chasseur muni d'un permis  
« est dispensé de l'obligation du permis lors-  
« qu'il remplit un rôle accessoire; . . . .

. . . . .  
« Attendu, il est vrai, qu'il est de jurisp-  
« dence que le piqueur doit être tenu d'avoir un  
« permis de chasse, bien qu'il ne soit qu'un  
« auxiliaire, contrairement à ce qui est décidé  
« pour le traqueur; mais que cette anomalie,  
« qui n'est qu'apparente dans la jurisprudence,  
« résulte de la nature même des choses; que le  
« maître de chasse, en effet, bien que présent  
« à la chasse, y assiste généralement plutôt  
« comme amateur que comme acteur; qu'il se  
« décharge sur ses piqueurs du soin de diriger  
« la chasse, de faire rompre les chiens, et de les  
« lancer plutôt sur une piste que sur une autre;  
« d'où la nécessité pour ces derniers d'être mu-  
« nis d'un permis de chasse;

« Attendu que, dans l'espèce, pour décider  
« si les valets de chiens doivent avoir un per-  
« mis de chasse, il est nécessaire d'établir quel  
« est, dans la chasse à courre, le rôle qui in-  
« combe aux piqueurs et celui qui appartient  
« aux valets de chiens;

« Attendu que le piqueur est l'âme de la

« chasse à courre ; qu'il y joue un rôle prépon-  
« dérant ; que c'est lui qui prépare le pied, vi-  
« site le bois, dirige la chasse, ordonne de  
« lâcher les chiens, de les faire rompre et de les  
« lancer sur une autre bête ;

« Attendu que le valet de chiens remplit des  
« fonctions plus subjectives ;

« Qu'il doit d'abord avoir eu en mains la  
« meute ou la partie de la meute qui lui est  
« confiée ; qu'il ne doit lâcher ses chiens que  
« sur un ordre du maître de chasse ou du pi-  
« queur ; qu'il est tenu de réunir et de retrou-  
« ver, de rompre ou de lancer les chiens sui-  
« vant les ordres qu'il reçoit ;

« Attendu, en un mot, que les piqueurs  
« commandent aux valets de chiens, qui sont  
« tenus de leur obéir, et que ces derniers ne  
« sont, pour ainsi dire, que les auxiliaires ac-  
« cessoires des auxiliaires principaux ;

« Attendu qu'il appert de ce qui est dit ci-  
« dessus que les valets de chiens ne sont que  
« des aides ou des auxiliaires d'un ordre tout à  
« fait inférieur dans la chasse à courre, et que,  
« partant, ils ne sont pas soumis à l'obligation  
« d'être munis d'un permis de chasse....»

Les motifs de ce jugement nous paraissent  
fort exacts ; mais nous ne saurions donner la  
même approbation à une décision du tribunal  
correctionnel de Libourne, en date du 14 février

1899 (P. F. 99, 2, 255), et portant condamnation pour chasse sans permis d'un sieur Jabouina, qui, occupé à tailler sa vigne, avait quitté son ouvrage afin de mettre les chiens de chasseurs munis de permis sur la piste d'un lièvre passé à côté de lui, et dont les chiens avaient perdu la trace, alors que ces chasseurs lui avaient crié de bien vouloir le faire. Le tribunal a jugé que l'acte du sieur Jabouina n'était pas couvert par le permis des chasseurs ; qu'en effet, il n'y avait pas là le fait d'un simple traqueur ni d'un simple auxiliaire, mais un acte personnel de chasse nécessitant la possession d'un permis, « attendu que l'inculpé avait, » dit le tribunal, « dirigé lui-même les chiens sur la piste d'un « lièvre pour aider des chasseurs à suivre et à « tuer du gibier », et ce sur un espace de terrain d'environ 400 mètres. Le cas était délicat, mais la solution adoptée par le tribunal de Libourne nous paraît beaucoup trop rigoureuse : il nous semble exister précisément une grande analogie entre le rôle joué, dans l'espèce, par le sieur Jabouina et celui d'un valet de chiens ; et, bien qu'il ne remplît pas d'ordinaire cette fonction auprès des chasseurs en question, cette circonstance qu'il ne leur avait apporté son aide qu'après qu'ils lui eurent crié de le faire, nous paraît suffisamment établir qu'il avait eu là un rôle très effacé, ne permettant pas de dire qu'il

eût fait acte personnel de chasse, qu'il se fût livré *personnellement* à la chasse.

Les auxiliaires *accessoires* sont donc seuls dispensés de permis, mais leur liste est nombreuse : valets de chiens, traqueurs, rabatteurs, porte-carniers, voir même porte-fusils, aides de toutes sortes, et nous avons cité plus haut nombre de décisions en leur faveur.

La seconde condition de dispense de permis pour les auxiliaires, c'est que le chasseur qu'ils assistent en possède un. Cela va de soi ; nous venons de voir reconnaître par le tribunal de Romorantin que, le plus souvent, les auxiliaires font acte de chasse ; dès lors, si le chasseur dont ils sont les aides n'a pas de permis, leurs actes de chasse ne seront couverts par rien, et ils pourront être poursuivis, soit comme auteurs, soit comme complices de délit de chasse, selon le rôle qu'ils auront joué. (Lyon, 28 mars 1865, aff. Lafay, D. 66, 2, 34 ; Rennes, 11 avril 1866, aff. Rabin, R. F., t. iv, n° 588 ; Cass. 2 janvier 1880, S. 80, 1, 390, rapporté en note dans Dalloz, *Suppl. au Rép.*, v° *Chasse*, p. 334.) La jurisprudence décide, d'ailleurs, que c'est à l'auxiliaire à prouver l'existence d'un permis entre les mains du chasseur. (Voir l'arrêt de Cass., 2 janvier 1880, précité.)

Enfin, le rôle de l'auxiliaire, avons-nous dit, doit être concomitant à l'action principale



du chasseur. Si le prétendu auxiliaire cesse d'agir sous la surveillance et la direction de ce dernier, son rôle change ; il devient évidemment acteur principal et rentre dans le droit commun ; il lui faut un permis : « Attendu », dit fort bien un arrêt de la Cour de Bordeaux du 20 décembre 1865 (D. 66, 2, 52), « que sans doute il  
« est certaines espèces de chasses qui rendent  
« indispensable le concours d'un auxiliaire,  
« parce qu'une personne seule ne pourrait pas  
« suffire à l'accomplissement des actes qu'elles  
« exigent, et qu'alors le permis du chasseur  
« couvre les actes accessoires de ceux qui  
« l'assistent de leur aide ; mais qu'en accordant  
« toute latitude à ces exceptions, on ne peut  
« aller jusqu'à reconnaître que le propriétaire  
« de la chasse, titulaire du permis, soit en droit  
« de se faire remplacer, même en son absence,  
« par des tiers qui se livreraient, en ce cas,  
« aux actes pour lesquels il est seul autorisé... »  
Et la Cour infirme, par ces motifs, un jugement du tribunal de Bazas qui avait acquitté deux individus se prétendant couverts par le permis de leur maître, et qui avaient été surpris chassant à l'affût au fusil, avec des palombes en guise d'appaux, dans la cabane de ce dernier et en son absence. (*Sic* : Nancy, 25 novembre 1844, D. 45, 4, 76 ; Toulouse, 8 janvier 1846, D. 47, 4, 71 ; Chambéry, 3 février, 1883, D. 83, 5, 60-61.)

Cette exception en faveur des auxiliaires accessoires de chasse, importante en fait, il est vrai, est la seule apportée à la règle de la personnalité du permis.

Après nous avoir indiqué ce caractère des permis de chasse, l'art. 5 de la loi de 1844 ajoute qu' « ils sont valables pour tout le royaume, et pour un an seulement ».

Ces termes étant on ne peut plus généraux, nous croyons que leur validité s'étend généralement à la France et à ses colonies, en un mot à toute terre française. C'est d'ailleurs l'opinion généralement admise par les auteurs ; et, en tout cas, cette solution ne saurait faire de doute ni pour la Corse, qui est soumise au même régime politique et administratif que la France, ni pour l'Algérie depuis le décret du 22 novembre 1850, qui y a rendu exécutoire la loi de 1844, sauf quelques légères modifications.

Quant à la durée de validité, elle est donc d'un an. Mais à ce sujet se sont élevées plusieurs difficultés que nous devons passer en revue rapidement.

Et d'abord, on s'était demandé quel est exactement le point de départ de ce délai d'un an : les uns voulaient que ce fût le jour du paiement de la taxe afférente au permis ; d'autres se prononçaient pour le jour de la remise du permis à son titulaire ; d'autres enfin prétendaient que

ce devait être la date de la signature du permis inscrite sur celui-ci. Depuis la circulaire du 30 juillet 1849, qui a exigé, nous l'avons vu, l'acquit préalable des droits de permis, toute controverse a cessé sur ce point, et il est hors de doute que le délai part du jour dont le permis porte la date.

Mais le permis couvre-t-il les actes de chasse accomplis postérieurement à sa signature, mais antérieurement à sa délivrance ? Il se peut que le permis soit signé à 8 heures du matin par le préfet et délivré à l'impétrant à 3 heures de l'après-midi, ou le lendemain seulement : celui-ci pourra-t-il être condamné, s'il a chassé dans l'intervalle qui a séparé la signature par le préfet de la délivrance à lui faite de son permis ? On peut relever, dans le sens de la négative, un jugement du tribunal d'Issoudun du 13 novembre 1861 (*Gazette des Tribunaux* du 1<sup>er</sup> mars 1862) ; mais il est resté isolé, et la jurisprudence décide, avec la grande majorité des auteurs, que le permis ne produit son effet que lorsqu'il a été délivré, sauf bien entendu le droit pour l'impétrant de réclamer des dommages-intérêts au maire négligent qui apporterait du retard à le lui faire parvenir. Cette solution est en effet la plus conforme à la loi, puisque, aux termes de l'article 1<sup>er</sup> de la loi de 1844, nul ne pourra chasser « s'il ne lui a pas été

*délivré* un permis de chasse. » Et qu'on ne vienne pas dire que c'est là une interprétation judaïque et sans fondement du texte ; car, ainsi que le fait valoir de Neyremand (p. 392, n° 2), rien n'est plus juste que cette exigence. C'est seulement à partir de la délivrance que le chasseur est en règle ; car l'administration n'accorde définitivement le permis qu'en le délivrant : jusque-là, elle peut revenir sur sa décision, même après la signature, et le refuser pour des motifs légitimes qui viendraient à lui être révélés. Mais la présomption est que tous les actes de chasse accomplis le jour de la délivrance sont postérieurs à celle-ci et couverts par le permis ; de sorte que c'est au ministère public à apporter la preuve formelle que le permis n'a pas été délivré avant l'heure à laquelle a été accompli le fait de chasse. (V. en ce sens : Giraudeau, n°s 178 et 188 ; Berriat, page 127 ; Perrève, page 30 ; Chenu, page 34 ; Leblond, n° 97 ; — Nancy, 17 novembre 1868, D. 69, 2, 118 ; — Caen, 22 novembre 1880, D. 82, 5, 75 ; — Trib. corr. de Gray, 23 décembre 1881, D. 82, 5, 74-75 ; — Rennes, 21 février 1883, D. 83, 5, 64 ; — Trib. corr. Saint-Mihiel, 6 mai 1884, *Journal de droit criminel*, 1884, page 313.)

Écho lointain du tribunal correctionnel d'Issoudun, celui de Blaye a voulu faire triompher l'opinion condamnée d'après laquelle le permis

produirait effet aussitôt après sa signature, et il l'a proclamée par le raisonnement suivant : tout en admettant la règle qu'on ne saurait se prévaloir que d'un permis délivré, il a décidé que la délivrance consistait dans l'apposition de la signature du préfet ou sous-préfet au bas du permis. (Trib. corr. Blaye, 20 novembre 1891, *Journal arr. de Bordeaux* 1892, 2, 15.) Cette nouvelle tentative n'a pas été plus heureuse que la première, et il n'est pas intervenu, à notre connaissance, d'autres décisions en ce sens. Il est bien évident que la loi a voulu que le chasseur ait en main son permis, preuve de son droit, et que la délivrance consiste dans la mise à sa disposition de ce permis, soit par remise directe entre ses mains, soit par remise à un tiers pour lui, soit à la poste.

Reste la question de savoir quel jour expire le délai d'un an fixé pour la validité du permis. Auteurs et jurisprudence sont divisés sur ce point. Certains voudraient que le permis n'ait plus d'effet le jour anniversaire de sa délivrance; car, disent-ils, on reconnaît généralement qu'il est valable le jour où il est délivré; dès lors, admettre qu'il l'est encore le jour anniversaire de cette délivrance, c'est lui donner une validité de plus d'un an. A cela, nous répondons, avec les partisans de l'opinion contraire, que le permis doit être considéré comme

valable durant tout ce jour anniversaire, sans quoi, la jurisprudence admettant comme point de départ du délai de validité du permis, non le jour, mais l'heure à laquelle il a été délivré, il ne vaudrait pas pour une année entière ; et puis, n'est-il pas de règle, lorsqu'il s'agit de supputer des délais, que le jour d'origine ne compte pas ? *Dies a quo non computatur in termino*, dit un vieil adage ; nous admettons donc la validité du permis durant tout le jour anniversaire de sa date. (*Sic* : Chenu, page 34 ; Giraudeau, Le-lièvre et Soudée, n° 532 ; Berriat, p. 49 ; Leblond, n° 95 ; Jullemier, t. 1<sup>er</sup>, page 41 ; de Neyremand, page 411 ; Dalloz, *Rép.*, n° 127. — Cass., 22 mars 1850, affaire Pasquet (D. 50, 5, 60) ; Orléans, 14 novembre 1844, affaire Hautefeuille, rapportée dans Dalloz, *Rép.*, n° 127 ; Pau, 15 décembre 1859 (D. 61, 5, 67) ; Toulouse, 21 janvier 1864 (D. 64, 5, 42) ; Paris, 12 octobre 1876 (D. 78, 5, 90). — *Contra* : Petit, t. 1<sup>er</sup>, page 472 ; Rogron, page 89 ; Championnière, page 45 ; Lavallée et Bertrand, page 73 ; Tribunal correctionnel Soissons, 28 septembre 1880 (D. 82, 5, 74).

## § V

### REPRÉSENTATION DU PERMIS DE CHASSE

Tout individu rencontré en exercice de chasse par un agent de la force publique, doit



exhiber son permis, si celui-ci l'en requiert. Est-il donc nécessaire d'être toujours porteur de son permis lorsque l'on chasse ?

Non, certainement; car il ne faut pas confondre la permission de chasser accordée par l'autorité administrative avec la feuille de papier qui prouve simplement que cette permission a été donnée. « Le permis, disait le garde des Sceaux, lors de la discussion de la loi, n'est que le signe de l'aptitude au droit de chasser »; il est bon que le chasseur l'ait sur lui lorsqu'il se livre à l'exercice de ce droit, afin de pouvoir justifier à la première réquisition qu'il en a obtenu un, mais cela n'est pas indispensable. La loi punit d'une amende de 16 à 100 francs ceux qui chassent sans s'être fait délivrer préalablement un permis (art. 1 et 11-1°, loi 3 mai 1844); mais, nulle part, elle ne dit que le chasseur doit constamment être porteur d'un permis. « Sous ce rapport, dit « M. Camusat (page 35), la loi actuelle diffère « essentiellement du décret du 4<sup>er</sup> mai 1812, aujourd'hui abrogé, dont la première disposition « frappait d'amende quiconque était trouvé « chassant et ne justifiant point d'un permis de « port d'armes. Sans doute, il est dans le vœu « de la loi nouvelle que le chasseur justifie du « permis de chasse à toutes les réquisitions des « agents de l'autorité publique, et, par consé-

« quent, qu'il porte ce permis avec lui ; mais les  
« termes de la loi n'exigent impérativement que  
« la délivrance préalable d'un permis par l'au-  
« torité compétente. » Auteurs et arrêts ap-  
prouvent et renforcent cette doctrine, et il est  
unaniment admis que la non-production du  
permis, sur la réquisition des agents de l'auto-  
rité publique, ne saurait constituer le chasseur  
en délit de chasse sans permis, fût-elle le ré-  
sultat de la mauvaise volonté du chasseur, et  
celui-ci eût-il même déclaré mensongèrement  
n'avoir pas de permis. Dans ce cas, une citation  
en police correctionnelle, qui sera la consé-  
quence du refus, aura raison de l'obstination  
du chasseur, et si, devant le tribunal, il justifie  
qu'il avait un permis, il ne pourra pas être  
condamné. Peu importe même qu'un arrêté pré-  
fectoral en ait décidé autrement : un tel arrêté  
serait entaché d'excès de pouvoir. (Caen, 8 mai  
1845, D. 45, 4, 73-74 ; Montpellier, 12 octobre  
1846, D. 47, 4, 73 ; Cass., 15 décembre 1855, D.  
56, 1, 95 ; Trib. correct. Lyon, 22 octobre 1885,  
R. F., t. XII, n° 25.)

La seule question discutable est celle de  
savoir si les frais de justice occasionnés par le  
retard apporté à la production du permis, par  
suite d'oubli, de négligence ou de mauvais vou-  
loir du chasseur, pourront être mis à la charge  
de celui-ci.

En principe, nous croyons que non, car la condamnation aux dépens doit être prononcée en police correctionnelle contre la partie qui succombe (a. 162 C. i. cr.) ; et, d'autre part, si l'acquitté peut être parfois condamné à des dommages-intérêts (a. 366 C. i. cr.), il nous semble impossible que les frais causés par le ministère public puissent ici être considérés comme tels. Le ministère public aurait pu s'assurer préalablement si le permis avait été demandé et obtenu ; la chose lui était facile, et, s'il avait agi moins légèrement, les frais auraient été évités ; ils doivent donc rester à sa charge. (*Sic* : Giraudeau, n<sup>os</sup> 181 et suivants ; Jullemier, p. 42 ; Leblond, n<sup>o</sup> 98 ; Championnière, p. 88. — Cass., 6 mars 1846, D. 46, 1, 168 ; Montpellier, 12 octobre 1846 précité ; Lyon, 21 janvier 1868, S. 68, 2, 166 ; Trib. corr. Lyon, 22 octobre 1885 précité. — *Contra* : Berriat, pages 127 et 128 ; de Neyremand, p. 394 et suivantes ; Lavallée et Bertrand, p. 37 ; — Caen, 8 mai 1845 précité ; Alger, 27 décembre 1876, S. 77, 2, 206.) Nous admettrions toutefois une exception, avec l'arrêt ci-dessus de la Cour d'Alger, pour le cas où le chasseur qui s'est fait délivrer un permis déclarerait faussement aux agents de l'autorité qu'il n'en a pas, voulant malignement se donner le plaisir d'un procès-verbal qu'il mettra à néant au jour de l'audience par la

production de son permis. En effet, l'équité appelle en ce cas une solution contraire : il y a dans cette façon d'agir quelque chose de moqueur, d'injurieux pour les représentants de l'autorité, et, en tout cas, on ne peut plus imputer au ministère public la faute d'une poursuite hâtive et téméraire. Il était tout naturel qu'il eût foi dans l'aveu du chasseur qu'il n'avait pas de permis, et cette déclaration met sa responsabilité dans la poursuite à l'abri : les frais ne sont plus imputables à sa légèreté, mais à la déclaration maligne et mensongère, à la faute du chasseur, ce qui permet de les faire supporter par ce dernier à titre de dommages-intérêts : *lex non indulgetur malitiis*, dit un vieil adage que c'est ici le lieu d'appliquer.

Le tribunal correctionnel de Bagnères-de-Bigorre était appelé à statuer tout récemment (en décembre 1900) sur une intéressante affaire ayant trait à la représentation du permis de chasse, à propos de laquelle il a rendu un jugement qui mérite d'être signalé. Ce jugement n'a encore été rapporté, à notre connaissance, dans aucun recueil de jurisprudence. Voici quels étaient les faits :

Dans la journée du 20 septembre 1900, deux nemrods pyrénéens, Léon D... et un de ses amis, chassaient de compagnie sur le territoire de la commune d'Avezac-Prat, lorsque deux gen-

darmes apparurent à peu de distance. A leur vue, les deux chasseurs s'empressèrent de déguerpir; lesdits gendarmes, précisément en tournée de répression de délits de chasse, flairant une bonne prise, s'élancèrent résolument à la poursuite des fuyards. Ces derniers prirent alors deux directions opposées. L'un dut paraître trop agile aux gendarmes, car ils se mirent tous deux aux trousses de l'autre, et, après une poursuite d'environ 700 mètres, ils réussirent à le rejoindre. Après avoir soufflé quelques secondes, d'un air légèrement goguenard, ils sommèrent leur prisonnier d'avoir à leur exhiber son permis de chasse; mais, ô surprise! l'individu leur en présenta un parfaitement en règle. Le visage des représentants de l'autorité se rembrunit aussitôt, on le conçoit, et sans doute ils allaient se retirer... bredouilles, lorsque l'un d'eux eut une idée lumineuse. « Puisque vous aviez un permis, dit-il au chasseur, pourquoi avez-vous ainsi pris la fuite? » — Et comme celui-ci, l'air un peu goguenard à son tour, lui répondait qu'il était bien libre de courir comme bon lui semblait, il reprit : « La chose serait toute naturelle si vous n'aviez pas eu de permis; mais, en ayant un, vous êtes sans excuse. Si vous avez fui à notre approche, c'est soit pour tirer d'affaire votre camarade, qui, sans doute, n'a pas de permis, soit pour vous moquer de nous; donc,

nous vous dressons procès-verbal pour outrages par gestes. » Ainsi fut dit, ainsi fut fait, et le tribunal de Bagnères, saisi de l'affaire, a donné raison aux braves gendarmes par l'extraordinaire jugement que voici : « Le Tribunal, attendu  
« qu'il résulte d'un procès-verbal régulier, des  
« débats et des aveux mêmes du prévenu, que,  
« le 20 septembre dernier, ledit prévenu se trou-  
« vait, en compagnie d'un individu, en action  
« de chasse sur le territoire de la commune  
« d'Avezac-Prat; que les gendarmes Caritan-  
« Estève et Germa, de la brigade de Hèches,  
« faisant une tournée pour la répression des  
« délits de chasse, étant survenus, le prévenu  
« et son compagnon se mirent à fuir à leur  
« aspect et dans deux directions opposées ; que  
« le prévenu, rejoint par les gendarmes, leur  
« exhiba, sur leur réquisition, le permis de  
« chasse dont il était muni; que, sur la remarque  
« que lui firent alors les gendarmes que, s'il  
« avait fui à leur aspect étant muni d'un permis  
« de chasse régulier, c'était, ou pour se moquer  
« d'eux, ou pour faciliter la fuite de son cama-  
« rade, qui, lui, ne devait pas avoir de permis,  
« le prévenu leur répondit d'un air moqueur,  
« qu'il était libre de courir à la vue des gen-  
« darmes si cela lui plaisait ; que ces faits cons-  
« tituent le délit d'outrages par gestes à des  
« agents dépositaires de la force publique dans



« l'exercice de leurs fonctions ; qu'il y a lieu de  
« déclarer le prévenu atteint et convaincu du  
« délit d'outrages qui lui est reproché, et de lui  
« faire application de l'article 224 du Code pénal ;

« Mais attendu que, vu les bons antécédents  
« du prévenu, il y a lieu de le faire bénéficier,  
« non seulement des dispositions de l'article 463  
« du Code pénal, mais encore de celles de la loi  
« du 26 mars 1891 ;

« Par ces motifs,

« Déclare Jean-Léon D... atteint et convaincu  
« d'avoir, à Avezac-Prat, le 20 novembre 1900,  
« outragé par gestes les gendarmes Caritan-  
« Estève et Germa dans l'exercice ou à l'occa-  
« sion de l'exercice de leurs fonctions ;

« Et, lui faisant application des articles 224  
« et 463 du Code pénal, le condamne à 5 fr.  
« d'amende. »

Ainsi, le fait par un chasseur, même muni d'un permis, de s'éloigner en courant à la vue des gendarmes constitue, d'après le tribunal de Bagnères, le délit d'outrages par gestes de l'article 224 du Code pénal, et, par analogie, ce tribunal déciderait évidemment, à la première occasion, que le fait par un chasseur, également muni d'un permis, de déclarer mensongèrement aux représentants de l'autorité qu'il n'en a pas, constitue de même le délit d'outrage, soit par gestes, soit par paroles, prévu par ledit art. 224.

Cette jurisprudence nous rappelle, par son côté hardi, celle maintenant fameuse du tribunal de Château-Thierry. En droit, elle consacre une interprétation trop extensive de l'outrage visé par le Code pénal ; en fait, elle prête à la critique. Il semble bien que, dans le système admis par le tribunal, le délit d'outrage résulte de ce que le chasseur a voulu, par sa fuite, faire courir inutilement les gendarmes, c'est-à-dire que l'outrage n'existe qu'autant qu'après la course donnée au fuyard, les gendarmes ne peuvent rédiger un procès-verbal de contravention à la loi sur la chasse. Le geste, puisque geste il y a, n'est donc délictueux que pour le chasseur qui est en règle ; pour les gens en faute, chasseurs sans permis et braconniers, il est parfaitement licite, et ceux-ci peuvent se donner le malin plaisir de faire prendre le pas de course aux braves agents de l'autorité, et de les promener ainsi à travers monts et vaux pendant tout le temps qu'il leur plaira, s'ils ont bon pied ! Qu'ils ne craignent rien, les juges de Bagnères trouveront qu'il n'y a dans ce procédé rien que de très naturel !

Ajoutons une considération spéciale à l'espèce que nous venons de rapporter. Il nous semble que les juges de l'affaire avaient à résoudre une question à laquelle ils n'ont pas jugé bon de s'arrêter, bien qu'elle se trouvât

indiquée dans le procès-verbal dressé contre le prévenu, et de la solution de laquelle pourtant dépendait, à notre sens, la situation de l'inculpé vis-à-vis de l'article 224. Le point capital, en effet, n'était-il pas de savoir si Léon D..... s'était sauvé pour se moquer des gendarmes ou pour se faire poursuivre par eux afin de protéger la fuite de son compagnon de chasse, peut-être dépourvu de permis ? Cette dernière hypothèse était sans doute la réalité ; et, s'il en était ainsi, il va de soi que notre nemrod se serait rendu complice de son camarade, mais n'aurait nullement agi dans une intention injurieuse pour les agents dépositaires de la force publique. Or, c'est seulement l'intention délictueuse qui constitue le délit, et il ne saurait y avoir d'outrage sans intention d'outrager ; le tribunal de Bagnères aurait donc dû élucider d'abord ce point. Comme on le voit, sa décision est critiquable à tous égards.

## § VI

CAS OU LE PERMIS DE CHASSE ACCORDÉ NE PAR-  
VIENT PAS A SON DESTINATAIRE ET CAS DE SA  
PERTE, DE SA DESTRUCTION OU DE SA MISE  
HORS D'USAGE.

De ce que nous venons de dire, il résulte qu'il n'est pas nécessaire d'avoir toujours sur

soi son permis, mais il est essentiel d'en posséder un. Ni un certificat attestant qu'une demande de permis a été faite, ni la quittance constatant le paiement des droits, ni même, comme le dit à bon droit une circulaire du ministre de l'Intérieur portant la date du 10 décembre 1844, l'avis de la délivrance du permis adressé au maire de la commune, ne sauraient suppléer le permis de chasse.

Or, il peut arriver que le permis ne soit jamais parvenu à son destinataire, qu'il se trouve hors d'usage, ou encore qu'il ait été égaré, perdu par le titulaire, détruit même par un événement de force majeure ; ce sont là des hypothèses plus fréquentes, en fait, qu'on ne pourrait le croire. Le chasseur devra alors régulariser sa situation avant de se mettre en campagne, s'il veut être à l'abri d'un procès-verbal. Mais comment ? Dans trois de ces cas, ceux de force majeure, de mise hors d'usage et de non-réception, il est unanimement admis que le préfet ou sous-préfet peut délivrer un nouveau permis, et cela sans qu'il y ait lieu à perception de nouveaux droits. C'est d'ailleurs la solution indiquée par le ministre de l'Intérieur, au moins pour les permis hors d'usage ou non parvenus à leur destinataire, dans sa circulaire du 22 juillet 1851, § 1. (R. F, t. iv, n° 608.) Reste l'hypothèse où le permis a été perdu, égaré par son titulaire.

Nous ne pouvons souscrire à l'opinion de certains auteurs qui invoquent cette même circulaire, dans laquelle il est expressément recommandé aux préfets de ne jamais délivrer soit un duplicata, soit un certificat, et d'après lesquels il faudrait, en ce cas, se faire délivrer un autre permis en acquittant à nouveau les droits ; il serait fait seulement grâce de la formalité préalable de l'avis du maire. C'est là un système erroné ; il a évidemment pour lui, et c'est une force, une circulaire ministérielle ; mais, après tout, ces circulaires ne sont que l'expression d'une interprétation personnelle de la loi, sujette à erreur, et celle qu'on invoque ne saurait nous arrêter. D'ailleurs, elle ne défend pas aux préfets de délivrer un duplicata ou un certificat de permis ; elle leur recommande seulement, ce qui est bien différent, de ne *jamais* le faire..., et elle apporte elle-même des exceptions à cette recommandation pour les cas de détérioration et de non-réception. Et cependant, dans l'hypothèse de non-réception, n'est-il pas autant à craindre qu'en cas de perte par le titulaire, que le permis ne soit tombé entre les mains d'une autre personne qui peut en profiter pour chasser sans acquitter les droits, d'où lésion du Trésor ? C'est pourtant là le gros argument des partisans de l'opinion que nous combattons : nous les mettons au défi de

justifier ces solutions différentes. La délivrance du permis a fait naître, au profit du chasseur, un droit qui résulte, non pas de la feuille de papier qui lui a été remise, mais de l'autorisation constatée par cette feuille, et qui ne saurait lui être enlevé par un cas fortuit tel que la destruction ou la perte de cette feuille. Ajoutons que la crainte de voir le permis perdu utilisé par un autre individu n'est guère fondée : cette usurpation serait d'autant plus difficile, que le signalement du titulaire y est porté en détail. Elle tomberait, d'ailleurs, comme nous l'avons vu, sous le coup de l'article 154, § 2 du Code pénal, et rendrait son auteur passible d'un emprisonnement de trois mois à un an. Toutes ces considérations nous amènent à penser que l'administration serait mal fondée à refuser un duplicata ou un certificat de permis au cas de perte de celui-ci.

## § VII

CAS DU PERMIS DÉLIVRÉ A TORT OU DONT LE  
TITULAIRE DEVIENT, DANS LE COURANT DE  
L'ANNÉE, INCAPABLE OU INDIGNE.

Il nous reste, pour terminer l'étude du permis de chasse, à examiner le cas où le permis a été délivré par erreur à une personne incapable ou



indigne, et celui où le chasseur qui l'a régulièrement obtenu devient, par la suite, incapable ou indigne.

Et d'abord, que penser du permis délivré par erreur à un incapable ?

Il se peut qu'un interdit ou un individu ne remplissant pas la condition d'inscription au rôle des contributions voulue par la loi, par exemple, réussisse à déjouer l'enquête sommaire de l'administration, et obtienne un permis : ce permis sera-t-il valable ? aura-t-il les mêmes caractères et produira-t-il les mêmes effets que celui régulièrement obtenu ?

C'est bien à tort que la négative a été soutenue, et qu'on a prétendu que le titulaire devait être poursuivi et condamné pour fait de chasse. Où donc est le texte autorisant une telle poursuite ? La loi ne punit que l'individu qui chasse sans permis (a. 11); elle n'édicte aucune peine contre ceux qui en ont obtenu un au mépris de ses dispositions, fût-ce en fraude, et, aucune pénalité n'étant possible sans texte, on ne saurait rendre le permis sans valeur. C'est en ce sens que se prononce la Cour de cassation. (Cass. 28 janvier 1858, D., 58, 1, 232 ; 30 mai 1873, S., 73, 1, 344.) Ilâtons-nous d'ajouter qu'en ce qui concerne les permis délivrés à des personnes à qui la loi défend d'en accorder, l'erreur de l'administration trouve un correctif dans le droit,

généralement reconnu aux préfets et sous-préfets prévenus de la véritable situation de l'individu, de retirer le permis surpris à leur religion. (Circulaire min. Intér. 20 mai 1844.) Faute d'obéir à l'ordre de restituer son permis, le titulaire sera signalé aux agents préposés à la répression des délits de chasse, et pourra être poursuivi pour chasse sans permis à partir de la signification du retrait qui lui aura été faite. Mais ce correctif ne saurait être étendu, selon nous, aux permis que l'administration avait la simple faculté de refuser : la délivrance du permis, même par erreur, a fait disparaître cette faculté, et il faudrait un texte pour qu'il pût être procédé au retrait.

Il se peut aussi qu'une personne ayant obtenu un permis dans des conditions régulières vienne à être frappée de l'une des incapacités prévues par la loi : le permis tombera-t-il *ipso facto*, ou continuera-t-il d'être valable ? C'est-là encore une question controversée.

D'après quelques auteurs, parmi lesquels Camusat-Busserolles, de Neyremand et Leblond, la survenance de cette incapacité entraîne la privation du droit de chasse lui-même, et, *ipso facto*, enlève tout effet au permis, qui devient immédiatement radicalement nul. D'autres, au nombre desquels Gillon et Villepin, Championnière, Giraudeau, Lelièvre et Soudée, combat-

tent ce système, qui, disent-ils, méconnaît tous les principes et jusqu'à la nature même du droit de chasse, qui dérive du droit de propriété, et qu'il ne dépend d'aucune autorité de créer ou détruire : on ne peut pas priver quelqu'un du droit de chasse, on peut seulement lui en retirer l'exercice, et il n'appartient qu'à l'autorité administrative d'effectuer ce retrait ; jusqu'à ce qu'il soit opéré, le permis de chasse délivré antérieurement reste valable.

Pour nous, cette question présente beaucoup d'analogie avec celle que nous avons examinée auparavant : la solution de la première doit commander la solution à donner à celle-ci, et nous n'hésitons pas à adopter le second système. Il nous semble plus logique de décider que, de même que l'incapable qui, au mépris de la loi, a obtenu un permis de chasse, ne peut être poursuivi pour chasse sans permis tant qu'il ne lui a pas été retiré par l'autorité administrative, de même l'individu devenu incapable postérieurement à la délivrance d'un permis par lui régulièrement obtenu pourra continuer de chasser pendant le temps normal de validité de son permis, sauf à l'administration à le lui retirer. Et ici, nous reconnaissons à l'autorité le droit d'exercer le retrait quand bien même le titulaire se trouverait frappé d'une des incapacités simplement facultatives de l'ar-

ticle 6 de la loi de 1844 ; car on ne peut pas objecter, comme au cas de permis délivré par erreur, que ce droit se trouve prescrit.

La Cour de cassation a cependant décidé, par un arrêt du 4 janvier 1895 (D. 99, 1, 390), le seul qu'elle ait été appelée à rendre sur cette question, que la privation du droit d'obtenir un permis, résultant d'une condamnation, entraîne celle du droit de se prévaloir du permis antérieurement obtenu. Elle a ainsi consacré la solution qu'avaient généralement admise les tribunaux et les Cours d'appel. (V. notamment : Nancy, 29 février 1864, D. 64, 2, 219 ; Amiens, 21 mai 1874, D. 74, 2, 196 ; Rouen, 4 décembre 1880, D. 82, 5, 75 ; Trib. corr. Compiègne, 25 octobre 1887, « *Loi* » du 12 février 1888 ; Douai, 12 juin 1894, D. 99, 1, 390.) En général, pour les Cours d'appel, ces décisions fort contestables étaient du moins logiques, la plupart d'entre elles n'accordant non plus aucune valeur au permis délivré à tort. Mais la Cour de cassation, nous l'avons vu, reconnaît ce dernier comme valable tant qu'il n'est pas retiré par l'administration : « attendu, » dit-elle à bon droit dans son arrêt du 30 mai 1873 (S. 73, 1, 344), « que les articles 1<sup>er</sup> et 11 de la loi du 3 mai 1844 » reconnaissent le droit de chasse à ceux qui « sont porteurs d'un permis de chasse délivré » par l'autorité compétente ; — que l'article 7 de

« la même loi, qui prohibe la délivrance du  
« permis de chasse à celui qui n'a pas payé les  
« condamnations prononcées pour délit de  
« chasse, n'édicte aucune peine contre la per-  
« sonne qui, placée dans cette situation, est  
« parvenue, à l'aide de manœuvres, à obtenir  
« un permis de chasse de l'autorité adminis-  
« trative ; *que cet article ne saurait dès lors*  
« *rendre sans valeur, au point de vue de la ré-*  
« *pression judiciaire, les permis ainsi accordés.* »  
Et s'agit-il, au contraire, d'un permis délivré  
antérieurement à la survenance de l'incapacité,  
elle vient dire : « Attendu, en droit, que la  
« condamnation qui frappe un délinquant de  
« l'incapacité d'obtenir un permis de chasse  
« pendant un temps déterminé, *porte nécessaire-*  
« *ment atteinte à la valeur du permis qui peut lui*  
« *avoir été antérieurement délivré,* en même  
« temps qu'elle interdit la délivrance d'un per-  
« mis nouveau à son profit pendant la période  
« de temps fixée ; qu'en effet, ainsi que l'a dit  
« le garde des Sceaux lors de la discussion de  
« la loi, le permis n'est que le signe de l'apti-  
« tude au droit de chasse, et que, si l'aptitude ou  
« le droit est enlevé, le permis n'a plus de  
« valeur ; qu'une condamnation qui prive un  
« délinquant du droit d'obtenir un permis lui  
« enlève manifestement l'aptitude dont il s'agit,  
« et qu'ainsi le permis dont il peut être déjà en

« possession se trouve vicié dans son élément  
« essentiel, et n'est plus qu'une lettre morte  
« entre ses mains. » (Arrêt précité du 4 janvier  
1895.)

N'y a-t-il pas entre les motifs de ces deux arrêts une contradiction flagrante, à laquelle sans doute les éminents magistrats qui ont rendu l'arrêt de 1895 n'avaient pas songé ? Sous peine de manque de logique, de contradiction formelle, on ne peut reconnaître effet au permis obtenu au mépris de la loi, et déclarer « lettre morte » celui dont la délivrance a été suivie de la survenance d'une incapacité du titulaire : il faut déclarer le permis valable ou nul dans les deux cas. Cette inconséquence bizarre de sa jurisprudence ne manquera pas évidemment d'être signalée à la Cour de cassation, lorsque la question lui sera à nouveau soumise, et tout nous porte à croire que, désavouant ce premier arrêt, elle lui préférera la solution plus juste qu'elle a toujours donnée au cas d'incapacité antérieure à l'obtention du permis.

L'arrêt de 1895 a pour lui, nous devons le reconnaître, les paroles prononcées par le garde des Sceaux lors de la discussion de la loi, qu'il ne manque d'ailleurs pas d'invoquer. Mais ces paroles ne sont, en somme, que l'expression d'une opinion personnelle; et, si respectable soit-elle, on ne saurait lui donner une valeur exa-



gérée, et surtout l'autorité d'un texte de loi. Notre loi sur la chasse ne dit rien de semblable; elle garde le silence, et l'on doit par conséquent recourir aux principes généraux. Or, il est constant que, selon les termes mêmes de l'arrêt de la Cour de cassation de 1873, « les articles 1<sup>er</sup> et 11 de la loi du 3 mai 1844 reconnaissent le droit de chasse à ceux qui sont porteurs d'un permis de chasse délivré par l'autorité compétente », et que, d'autre part, à l'autorité administrative seule ressortit tout ce qui concerne la délivrance des permis. Donc elle seule a qualité pour les accorder. Elle seule aussi peut en faire cesser l'effet protecteur en les retirant; et, pour le cas spécial d'une incapacité provenant d'une condamnation, selon la juste remarque du rédacteur des *Pandectes françaises*, « il s'agit là d'actes administratifs, et l'autorité judiciaire commettrait un véritable excès de pouvoir en annulant, sans un texte de loi formel, des actes qu'elle n'a même pas le droit d'interpréter ». (P. fr., v<sup>o</sup> *Chasse*, n<sup>o</sup> 1262.)

Un jugement du tribunal correctionnel de Nogent-sur-Seine, du 3 novembre 1865, avait admis notre système. La Cour de Paris semble en avoir enfin compris le bien fondé; et, par un arrêt assez récent, du 2 février 1891 (P. F., 92, 2, 265), elle a condamné sa jurisprudence antérieure, et décidé que le permis reste valable

jusqu'à ce que l'administration en ait opéré le retrait. Formons des vœux pour que les autres Cours d'appel et la Cour suprême imitent cet exemple : nous le souhaitons d'autant plus vivement que le cas dont nous nous occupons se présente souvent dans la pratique.

---

## CHAPITRE II

### Obligation de suspendre l'exercice du droit de chasse en temps de fermeture, la nuit et par temps de neige.

Pouvoir chasser d'un bout à l'autre de l'année et à toute heure leur convenant, voilà quel serait l'idéal pour les fervents disciples de saint Hubert ; malheureusement la réalisation d'un tel souhait ne serait pas possible sans compromettre de graves et respectables intérêts. L'expérience a montré, en effet, au début de ce siècle, que, si la chasse était possible en tout temps, il ne resterait bientôt plus ni gibier ni chasseurs. L'intérêt donc de la conservation du gibier, qui est celui des chasseurs eux-mêmes, et à côté de lui, comme nous le verrons, celui de la protection des récoltes et celui de la sécurité publique, ont amené le législateur à interdire la chasse pendant un certain temps de l'année, à certaines heures et à certains instants. C'est ainsi qu'on ne peut chasser ni pendant le moment de la reproduction du gibier et celui où la terre est couverte de ses produits, moment dont la fixation est abandonnée

aux préfets, ni pendant la nuit; c'est ainsi encore que les préfets ont reçu le pouvoir de prendre des arrêtés pour défendre la chasse en temps de neige, ce que tous ou presque tous ont soin de faire. Nous allons étudier, dans trois sections séparées, cette triple restriction apportée à l'exercice du droit de chasse.

## SECTION I<sup>re</sup>

### *Ouverture et clôture de la chasse*

Le double intérêt de la conservation des récoltes et du gibier a toujours fait admettre la nécessité d'interdire la chasse pendant une partie de l'année. C'est l'article 1<sup>er</sup> de notre loi qui pose ce principe du temps prohibé, en décidant que « nul ne pourra chasser si la chasse n'est pas ouverte ». Mais il est évident que ce temps ne peut recevoir une fixation unique pour tout le territoire français : son point de départ et son terme doivent varier suivant le climat et les genres de cultures. Il est à désirer également que les dates en soient revisées et modifiées, s'il y a lieu, chaque année, en tenant compte tant de l'état de maturité des récoltes que du degré de croissance des couvées, plus

ou moins rapide suivant les circonstances, et que les intempéries de certaines années retardent grandement. Aussi le législateur a-t-il sagement fait de se contenter de poser la règle, et d'en abandonner l'application aux autorités locales ; ce sont les préfets qui, aux termes de l'article 3 de notre loi, sont chargés de fixer chaque année, par des arrêtés spéciaux, la saison pendant laquelle il est permis de chasser.

### § I<sup>er</sup>

#### QUI FIXE LES DATES DE L'OUVERTURE ET DE LA FERMETURE DE LA CHASSE ?

Seuls, d'après la loi, les préfets sont compétents pour fixer l'ouverture et la clôture de la chasse ; cependant, dans le département de la Seine, le préfet de police exerce des pouvoirs de police générale, qu'il possède aussi, en vertu de l'arrêté du 3 brumaire an IX, dans les communes de Saint-Cloud, Sèvres et Meudon, du département de la Seine-et-Oise. Dans la Seine et dans ces communes, c'est donc le préfet de police qui a qualité pour ouvrir et fermer la chasse.

Les instructions et circulaires ministérielles invitent les préfets à s'entourer, avant d'arrêter

les dates d'ouverture et de fermeture, de tous renseignements propres à les éclairer ; elles leur recommandent de prendre l'avis des sous-préfets et des maires, et d'écouter les vœux des conseils généraux. Mais nous devons dire qu'en fait, la liberté de décision conférée par la loi aux préfets se trouve singulièrement restreinte par les prescriptions ministérielles, assez peu conformes peut-être à l'esprit de la loi de 1844, mais consacrées par l'usage, et contre l'illégalité desquelles personne ne s'élève à cause des bons résultats qu'elles semblent avoir dans la pratique.

La plus importante de ces prescriptions est formulée dans la circulaire du ministre de l'Intérieur du 4 juillet 1863 (D., 63, 3, p. 55-56), qui, portant atteinte au droit pour les préfets de fixer, si bon leur semble, des dates d'ouverture différentes pour les divers arrondissements, voire même les communes de leur département, a divisé la France en trois zones (nord, centre et midi) d'après les genres de cultures et le climat, et a décidé que l'ouverture de la chasse aurait une date unique pour tous les départements de la même zone ; si bien que c'est en réalité, de nos jours, une décision ministérielle qui fixe les dates d'ouverture, rendue sur les rapports des préfets. La légalité de cette circulaire est plus que douteuse ; mais elle a pour résultat



une protection plus efficace du gibier et des propriétés privées, les ouvertures successives ayant le don d'attirer, sur une étendue de terrain restreinte, une foule d'étrangers peu soucieux de ménager les récoltes et le gibier, et causant ainsi une grande destruction de gibier et des dommages aux propriétés.

Citons aussi une circulaire du 24 juillet 1863 (D., 63, 3, page 56, note 1), qui a décidé que la composition des trois zones peut être modifiée chaque année, et érigé en principe le choix d'un samedi ou d'un dimanche comme jour d'ouverture. Actuellement, l'ouverture et la fermeture ont toujours lieu un dimanche, afin de permettre à chacun de prendre sa part des plaisirs de la chasse en ces jours solennels. Enfin, des réclamations de plus en plus pressantes ont fait admettre par une circulaire du 4 janvier 1864, dans un intérêt de répression du braconnage, le principe d'une date uniforme de fermeture pour toute la France, en ce qui concerne la chasse ordinaire.

Avant 1844, les préfets déléguaient souvent aux maires le droit de fixer l'ouverture et la clôture de la chasse : il est certain que maintenant il ne saurait en être ainsi.

## § II

DIFFÉRENTES MESURES QUI PEUVENT ÊTRE PRISES  
PAR LES PRÉFETS DANS LEURS ARRÊTÉS D'OUVER-  
TURE ET DE CLÔTURE DE LA CHASSE.

L'article 3 de la loi du 3 mai 1844 était ainsi conçu :

« Les préfets déterminent, par des arrêtés pu-  
bliés au moins dix jours à l'avance, l'époque  
de l'ouverture et celle de la clôture de la chasse  
dans chaque département. »

Ce texte donna lieu à plusieurs controverses. On se demandait notamment si les préfets pouvaient fixer pour l'ouverture et la clôture de la chasse des époques différentes pour les divers arrondissements de leurs départements, au cas où des différences de sol, de culture ou de température l'exigeraient, ou si le législateur n'avait pas voulu dire que la chasse devrait être ouverte à une date unique dans toute l'étendue de chaque département. Sur ce point, on admettait généralement la possibilité pour les préfets de fixer plusieurs dates.

On discutait aussi la question de savoir si les préfets pouvaient, tout en ouvrant la chasse,

défendre à certaines époques l'emploi d'un ou de plusieurs procédés de chasse admis par la loi, l'emploi d'armes à feu, par exemple. Nombre de préfets s'étaient crus en droit de le faire, et c'est ainsi qu'ils prolongeaient, après la clôture de la chasse à tir, l'exercice des autres modes de chasse ; dans les adjudications de chasse des forêts domaniales, on tenait toujours compte de cette faculté. Mais la Cour de cassation refusa de leur reconnaître ce pouvoir, et décida qu'ils ne pouvaient pas défendre la chasse à tir lorsque la chasse à courre était autorisée. (Cass., 16 mars 1872, D. 72, 1, 148.)

Cette jurisprudence souleva des récriminations générales dans le monde des chasseurs à courre, très nombreux dans certains de nos départements. Ceux-ci se plaignirent de ce que, la chasse au bois ne commençant en réalité qu'à la chute des feuilles, ils n'avaient pas assez de temps pour chasser, et que la durée de la chasse à courre n'était plus en rapport avec les dépenses qu'elle nécessitait. Leurs réclamations eurent pour résultat une modification du texte de l'article 3 ; la loi du 22 janvier 1874 le transforma de la façon suivante : « Les préfets déter-  
« mineront, par des arrêtés publiés au moins dix  
« jours à l'avance, *les époques des ouvertures et*  
« *celles des clôtures des chasses, soit à tir, soit à*

*« courre, à cor et à cri, dans chaque départe-  
« ment ».*

Aujourd'hui, grâce à cette modification, des ouvertures et fermetures différentes peuvent être incontestablement fixées, pour un même genre de chasse, dans l'étendue d'un département, et celles de la chasse à courre peuvent avoir lieu à d'autres dates que celles de la chasse à tir. Contrairement à l'opinion de M. Leblond, qui se lamente au sujet de cette « création au profit d'une minorité, d'un privilège « qui ressuscite un passé oublié », nous approuvons pleinement cette dernière faculté laissée aux préfets; car, tandis que le petit gibier mérite, à tous les points de vue, d'être l'objet de mesures protectrices, il n'en est pas de même des gros animaux, le plus souvent très dommageables aux cultures. Pourquoi donc priverait-on les amateurs de chasse à courre, sous prétexte qu'ils sont le petit nombre aujourd'hui, de la prolongation d'un plaisir qui ne saurait faire de tort à personne, et qui a souvent pour résultat, au contraire, de débarrasser les campagnes d'animaux dévastateurs?

L'arrêté d'ouverture indique évidemment le jour d'ouverture; nous croyons que le préfet pourrait également en fixer l'heure. La question est vivement discutée en doctrine: il s'agit de savoir quel sens donner au mot *époque*. « Eh

« bien, nous le demandons, écrit Leblond, dans  
« le langage ordinaire et surtout dans le lan-  
« gage légal, depuis quand le mot « époque »  
« peut-il signifier l'heure ? Pour entendre ainsi  
« cette expression, ne faut-il pas vraiment for-  
« cer le sens grammatical du mot; et la nou-  
« veauté même de cette singulière interprétation  
« du texte, n'indique-t-elle pas que tel n'est pas  
« son sens vrai et naturel ? » Pour nous, il ne  
nous semble pas que ce soit forcer le sens du  
mot « époque » que de lui faire signifier *heure*,  
alors qu'on lui fait signifier *jour* aussi bien que  
*mois*, et nous ne voyons pas d'inconvénient à  
reconnaître aux préfets le droit de fixer l'heure de  
l'ouverture en même temps que le jour. On nous  
objecte qu'avec notre système, on ne sait pas où  
s'arrêter : qui pourrait, par exemple, dit-on,  
empêcher un préfet malicieux de fixer à quatre  
heures du soir l'ouverture de la chasse ? Il est  
certain que la loi ne s'y oppose pas, mais l'ob-  
jection n'en est pas moins vaine ; car il ne faut  
pas oublier que les instructions ministérielles  
prescrivent aux préfets de communiquer leurs  
arrêtés d'ouverture et de clôture au ministre, et  
il est bien certain que celui-ci n'autoriserait pas  
une pareille mesure, à moins de circonstances  
exceptionnelles qui pourraient la légitimer : tel  
le cas où des manœuvres de troupes ayant lieu  
dans le pays devraient prendre fin ce jour-là et

à cette heure-là. (En ce sens : Amiens, 11 octobre 1875, D. 78, 5, 88 ; Trib. correct. Corbeil, 10 nov. 1876, D. 78, 5, 89 ; Circ. minist., 20 mai et 22 juillet 1851 ; — Giraudeau, n° 360 ; Chenu, p. 49 ; Meaume, *Revue for.*, 1878-79, p. 367. — *Contra* : Trib. correct. de Château-Thierry, 6 sept. 1875, réformé par Amiens, précité ; — Leblond, n° 53 ; R. Lajoye, *Quelques questions de chasse*, 4<sup>e</sup> série, p. 78.) De même, les préfets auraient le droit de désigner l'heure de la fermeture.

On s'est demandé s'ils pourraient, en ouvrant la chasse, apporter certaines restrictions à l'exercice du droit quant aux terres sur lesquelles il sera effectué : par exemple, défendre la chasse sur certains terrains couverts encore de récoltes ou dans les vignes. A la presque unanimité, les auteurs se prononcent pour la négative, et, après quelques hésitations, la jurisprudence s'est rangée à leur avis. Une pareille prescription ne pourrait valoir que comme mesure de police dans l'intérêt de la conservation des récoltes. (A. 99, l. 5 avril 1884.) Elle exposerait le contrevenant à une poursuite, non pour délit de chasse, mais pour simple contravention. C'est qu'en effet, nulle part, notre loi sur la chasse n'accorde ce droit aux préfets, et la tendance générale de la doctrine, comme de la jurisprudence, est à bon droit de restreindre les



pouvoirs de ces derniers en cette matière à ceux-là seuls qui leur ont été expressément donnés par le législateur. La même remarque doit être faite relativement aux arrêtés de clôture de la chasse.

Jusqu'à ces dernières années, on décidait de même que les préfets ne pouvaient pas arrêter des époques différentes d'ouverture et de clôture à raison de la nature du gibier. Ils pouvaient, par exception, il est vrai, en vertu de l'article 9 de la loi de 1844, déterminer des époques particulières pour la chasse des oiseaux de passage autres que la caille et la chasse du gibier d'eau dans les marais, sur les étangs, fleuves et rivières ; mais ils n'auraient pu distinguer, par exemple, entre le gros et le menu gibier (circ. min. 22 juillet 1851, § 26, R. F., t. iv, n° 608), entre le lièvre et la perdrix ou encore entre le gibier ordinaire et le faisan. L'élevage du faisan ayant pris, en ces dernières années, des proportions considérables en France, et sa chasse devenant un sport de plus en plus répandu, une campagne a été menée par diverses feuilles cynégétiques dans le but d'obtenir sur ce point une réforme extensive des pouvoirs des préfets. Cette campagne, couronnée d'un plein succès, a abouti à la loi du 16 février 1898, aux termes de laquelle les préfets peuvent désormais, « sur l'avis du

« Conseil général, retarder la date de l'ouverture et avancer la date de la clôture de la chasse à l'égard d'une espèce de gibier déterminée ».

C'est en exécution de cette loi récente que nous avons vu, en 1900, fixer au 30 septembre seulement l'ouverture de la chasse aux faisans dans le Cher, l'Indre et le Loiret, sur l'avis des conseils généraux de ces départements.

Quant aux modes, moyens et procédés de chasse, les préfets n'ont pas qualité pour en autoriser certains et en prohiber quelques autres : ils ne pourraient pas, par exemple, permettre de chasser le lièvre seulement au chien d'arrêt et non au chien courant. La circulaire ministérielle du 22 juillet 1851 § 26 le reconnaît d'ailleurs, et une application intéressante de cette règle a été faite par la Cour de cassation dans un arrêt du 16 mars 1872. (D. 72, 1, 149.) Le préfet de la Marne, ayant ouvert la chasse le 30 août 1871 dans ce département, avait jugé bon d'interdire en même temps dans son arrêté d'ouverture l'usage des armes à feu, en raison de l'occupation allemande. Sur pourvoi de divers chasseurs condamnés pour délit de chasse, la Cour relaxa en déclarant l'arrêté nul et sans sanction légale, le préfet n'ayant aucun droit de réglementer les modes, moyens et procédés de chasse.

Giraudeau cite un arrêté du préfet d'Alger du 7 juillet 1881 défendant par son article 4, jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre, *l'emploi des bourres combustibles* : il va de soi qu'une telle défense ne vaudrait que comme mesure de sûreté générale. Toutefois, nous avons vu que, depuis la loi du 22 janvier 1874, les préfets peuvent incontestablement arrêter des époques différentes d'ouverture et de fermeture pour la chasse à tir et pour la chasse à courre. La circulaire du 30 janvier 1874 (Bull. off. min. Int. 1874, p. 34) leur recommande de consulter à ce sujet le conseil général, et ils doivent informer le ministre de leur décision.

L'arrêté d'ouverture et celui de clôture doivent être distincts ; le texte et les travaux préparatoires de la loi ne laissent aucun doute à cet égard ; un premier projet portant « un arrêté » a été abandonné. Les auteurs enseignent généralement que le jour indiqué dans l'arrêté comme jour d'ouverture ou de clôture, sans fixation d'heure, est compris dans l'époque d'ouverture ou de clôture ; c'est ce que décide aussi la jurisprudence, et la Cour de Caen notamment, dans un arrêt du 27 mai 1852 (Rec. arr. Caen et Rouen 1852, 1, 255), a jugé qu'un arrêté préfectoral s'exprimant ainsi : « La chasse sera close le 15 février », doit être interprété en ce sens que le jour du 15 on ne pourra chasser

sans commettre le délit de chasse en temps prohibé.

### § III

#### DE LA PUBLICATION DES ARRÊTÉS D'OUVERTURE ET DE CLÔTURE DE LA CHASSE.

L'article 3, dont nous avons ci-dessus reproduit le texte, dit que les arrêtés d'ouverture et de clôture de la chasse doivent être publiés au moins dix jours à l'avance.

Rien de plus juste ; car, d'une part, les chasseurs sont intéressés à connaître un peu à l'avance les dates fixées, et, d'autre part, les cultivateurs seront ainsi avertis, et pourront enlever à temps les récoltes exposées à subir des dommages de la part de certains chasseurs peu scrupuleux sous ce rapport.

La loi n'ayant pas indiqué le mode de publicité, c'est aux tribunaux à apprécier si celui qui a été employé est suffisant. La connaissance personnelle acquise par le chasseur ne suffirait pas à le constituer en délit. (Arrêt de Caen précité, 27 mai 1852.) De même, la Cour de cassation déclare à bon droit insuffisante l'insertion de l'arrêté au Bulletin administratif (Cass. 5 juillet 1845, D. 45, 1, 377; 28 nov. 1845, D. 46, 4, 62), malgré deux arrêts en sens contraire des

Cours d'Amiens et de Besançon. Nous croyons, à l'encontre de la plupart des auteurs, notamment Berriat-Saint-Prix, Giraudeau, Lelièvre et Soudée, que la notification individuelle, n'étant pas à proprement parler une publication, ne remplirait pas le vœu de la loi : elle exposerait à de trop nombreux oublis. Les formes de publicité à employer sont celles habituellement suivies dans chaque localité : publication à son de tambour ou de trompe, par voie d'affiches, etc...

Des instructions ministérielles ont d'ailleurs suppléé au silence des textes, et elles sont le plus souvent suivies. Les arrêtés d'ouverture et de fermeture sont insérés au recueil des actes administratifs de la préfecture ; ils sont de plus transmis aux maires, et ceux-ci en donnent lecture et les font afficher dans un lieu habituel de réunion de la commune, tel que la porte de la mairie. (Circ. min. Int., 22 juillet 1851, § 32, R. F., t. iv, n° 608.)

La loi ne dit pas non plus si le délai de dix jours qu'elle prescrit doit être franc ; mais les règles ordinaires en matière de supputation de délais nous portent à admettre l'affirmative.

Le défaut de publication a pour conséquence de priver l'arrêté préfectoral de toute force obligatoire. Les chasseurs n'auraient donc à tenir aucun compte d'un arrêté de clôture non publié

depuis dix jours. Mais ce délai, il ne faut pas l'oublier, a été édicté dans leur intérêt ; aussi ne pourraient-ils être poursuivis pour chasse en temps prohibé, s'ils avaient chassé le jour fixé pour l'ouverture par un arrêté publié moins de dix jours auparavant : notons d'ailleurs que c'est là une hypothèse qui n'a encore jamais été soumise aux tribunaux.

C'est à la partie poursuivante à apporter la preuve de la publication de l'arrêté de clôture, sans laquelle le chasseur continue à pouvoir exercer son droit, et ne saurait être déclaré en délit.

Les arrêtés pris par les préfets, dans la limite des droits que leur confèrent nos lois sur la chasse, sont exécutoires tant qu'ils n'ont pas été rapportés ou réformés.

Voici un cas qui s'est souvent présenté, et sur lequel on est loin de s'entendre. On a vu fréquemment des préfets, après avoir fixé l'ouverture, la renvoyer par un second arrêté à une date ultérieure, à la suite de réclamations diverses ; la question s'est alors posée de savoir si ce second arrêté est valable. On s'est accordé à en reconnaître la légalité à condition qu'il intervienne avant l'exécution du premier, c'est-à-dire pendant que la chasse est encore fermée ; car la loi n'autorise pas les préfets à ouvrir et fermer la chasse à différentes reprises :



il ne doit y avoir qu'une ouverture et une clôture de la chasse, et le préfet ne saurait clore la chasse et la rouvrir ensuite. Telle est l'opinion de la presque unanimité des auteurs ; tel est aussi le système de la jurisprudence. Mais l'accord cesse lorsqu'il s'agit de savoir si ce second arrêté est soumis aux délais prescrits par l'article 3 de la loi de 1844 pour devenir exécutoire. Il doit nécessairement être publié, et cela avant que le premier arrêté ait reçu son exécution, personne ne le conteste ; mais à partir de quel moment devient-il exécutoire ?

Un premier système, qui est celui de la Cour de cassation, admet que le second arrêté devient exécutoire dès qu'il a été régulièrement publié. Pour le soutenir, on se fonde sur ce que l'exigence du délai de dix jours contenue dans l'article 3 est exceptionnelle et doit, en conséquence, être appliquée aux seuls arrêtés d'ouverture et de clôture de la chasse, dans la catégorie desquels ne rentre pas, prétend-on, l'arrêté objet du débat, et on applique dès lors à celui-ci la disposition générale de la loi des 19-22 juillet 1791 (tit. 1<sup>er</sup>, art. 46), qui n'exige que la publication. On dit encore que « les seconds  
« arrêtés, intervenant toujours d'urgence et par  
« suite de motifs graves, doivent être assimilés  
« aux arrêtés pris en temps de neige et sus-  
« pendre immédiatement, à dater de leur

« publication. l'effet des premiers » (Giraudau, Lelièvre et Soudée, n° 364). — (V. en ce sens : Camusat-Busserolles, p. 52 ; Rogron, p. 53 ; Viel, p. 15 ; Duvergier, p. 106 ; Chenu, p. 50 et 51 ; — Cass., 14 déc. 1860, aff. Vallet de Villeneuve, D. 61, 1, 402 ; Orléans, sur renvoi, 4 févr. 1861, S. 61, 1, 471, note 1 ; Nancy, 19 déc. 1894, et sur pourvoi Cass. crim. rej., 10 avril 1895, D. 1900, 1, 443.)

Cette théorie est combattue par quelques auteurs, suivant lesquels le second arrêté, retardant l'ouverture de la chasse, ne devient exécutoire que passé dix jours après sa publication. C'est cette seconde opinion que nous adoptons sans hésiter. Nous ne saurions admettre, en effet, la distinction trop subtile et trop arbitraire que la Cour suprême a voulu faire entre les arrêtés d'ouverture de la chasse ordinaire proprement dits et les arrêtés modificatifs de celle-ci. Les uns et les autres tombent sous l'application de l'article 3 de notre loi, qui vise bien certainement tous les arrêtés concernant l'ouverture et la fermeture de la chasse ordinaire. Les arrêts dont nous combattons les décisions n'ébranlent pas notre opinion ; il est permis de se demander du reste si ce ne sont pas plutôt des arrêts d'espèce que des arrêts de principe. Ceux de la Cour de cassation du 14 décembre 1860 et de la Cour

d'Orléans mettent en relief ce fait que la mesure prise par le préfet était « provoquée par « les réclamations et l'intérêt de l'agriculture », et « commandée par une impérieuse nécessité ». Nous lisons textuellement ces lignes dans les motifs invoqués par le premier arrêt de la Cour de cassation : « *Attendu qu'il doit en être ainsi* « *dans l'espèce*, parce que ledit arrêté du 26 août, « provoqué par les réclamations et l'intérêt de « l'agriculture, n'aurait pas atteint son but, si, « jusqu'au 8 septembre, il avait laissé aux chas- « seurs la faculté de se prévaloir de celui du 9 « du même mois.... ». La Cour de Nancy n'a pas manqué non plus de faire ressortir le caractère d'urgence et de force majeure des circonstances qui avaient motivé l'arrêt. Et quant à l'arrêt de la Cour suprême rendu le 10 avril 1895, il est curieux d'en rapprocher les termes de ceux de l'arrêt du 14 décembre 1860. On y trouve notamment ce motif, absolument identique : « *Attendu qu'il doit en être ainsi dans l'espèce*, « parce que l'arrêt du 22 août, provoqué par « les réclamations des cultivateurs et basé sur « un intérêt aussi majeur qu'urgent, n'aurait « pas atteint son but, si, jusqu'au 2 septembre, « il avait laissé aux chasseurs la faculté de se « prévaloir de celui du 31 juillet.... » Est-ce à dire que ce motif d'impérieuse nécessité ou d'urgence, qui est celui invoqué par Giraudeau,

justifie les décisions de la Cour régulatrice ? Nous ne le croyons pas : c'est au préfet à s'en-tourer, avant la fixation d'aucune date, de tous les renseignements voulus, afin d'éviter que l'arrêté d'ouverture ne soulève des réclamations de ce genre.

Le système que nous combattons peut parfois répondre à des besoins et avoir certains avantages ; mais il peut présenter aussi de grands inconvénients et conduire à des abus graves. Si on l'admettait, il se présenterait, comme le dit Berriat (p. 26), des cas où le second arrêté ne pourrait physiquement arriver à la connaissance des intéressés. « Supposons en « effet, dit cet auteur, que le préfet, ne se « croyant pas astreint à l'observation du délai « de dix jours, prenne et publie son arrêté de « révocation la veille du jour indiqué pour l'ou- « verture de la chasse : pourra-t-on bien ad- « mettre que les chasseurs qui chasseront le « jour primitivement fixé, et à une extrémité du « département, commettront un délit de chasse ? « Cela me semble impossible. Et si l'on recule « devant cette conséquence logique, il faudra « bien, en l'absence de toute autre règle, revenir « à l'observation du délai de dix jours. »

Ajoutons, pour en finir avec cette contro-verse, que la théorie adverse fournirait aux préfets un moyen bien simple de ne pas obéir à

l'injonction de la loi qui les oblige à publier dix jours à l'avance les arrêtés de fermeture : ils n'auraient pour cela qu'à rapporter la veille leur arrêté d'ouverture ! Cette simple remarque n'est-elle pas la condamnation même du système ? (V., en notre sens : Jullemier, t. 1, p. 50 ; Berriat-Saint-Prix, p. 26 ; Leblond, n° 58 ; — Bourges, 15 novembre 1860, cassé par l'arrêt précité du 14 décembre 1860, D. 61, 1, 402.)

#### § IV

##### MODIFICATIONS QUI PEUVENT ÊTRE APPORTÉES À L'EXÉCUTION DES ARRÊTÉS PRÉFECTORAUX

Nous avons dit que les préfets ne pourraient pas déléguer aux maires leurs pouvoirs quant à la fixation de l'ouverture et de la clôture de la chasse ; à plus forte raison ceux-ci ne pourraient pas prendre de leur propre initiative des arrêtés de chasse, modifiant les décisions préfectorales. Toutefois, en vertu des pouvoirs de police qui leur sont dévolus, ils sont en droit de prendre des arrêtés qui peuvent restreindre indirectement l'exercice du droit de chasse. C'est ainsi que la jurisprudence leur a reconnu le droit d'interdire, dans un intérêt de sûreté publique, de chasser à une certaine distance des vignes

jusqu'à la fin du ban de vendange ou grappillage (Cass., 14 février 1874, D. 74, 1, 280), ou bien de chasser à tir sur les chemins traversant les propriétés rurales (Cass. 12 juillet 1855, aff. Duval, D. 58, 5, 58). Il est vrai que contrevenir à ces arrêtés municipaux ne constitue pas un délit, et n'expose qu'à une simple poursuite pour contravention de police.

A côté de ces modifications qui peuvent être apportées par les maires à l'exécution des arrêtés préfectoraux, quelques autres sont possibles, résultant du droit reconnu au gouvernement de suspendre l'exercice du droit de chasse dans certaines circonstances exceptionnelles.

Au nombre de ces actes d'intervention gouvernementale, il convient de placer principalement le décret du 13 septembre 1870 (D. 70, 4, 89), rendu pendant la néfaste guerre franco-allemande, et qui a suspendu, dans le délai de dix jours à compter de sa publication, l'exercice du droit de chasse en France, édictant en outre, par ses articles 2 et 3, en plus des peines portées par la loi de 1844, une amende exceptionnelle de 100 à 500 fr. au profit des soldats blessés et de leurs familles contre tout délinquant poursuivi, pendant le temps de suspension, pour faits de chasse, colportage, vente ou mise en vente de gibier.



La légalité de ce décret fut contestée pour cause d'excès de pouvoir commis par le gouvernement ; mais celui-ci résista, et la Cour de cassation d'abord, par un arrêt du 8 juin 1871 (D., 71, 1, 79-80), l'Assemblée nationale ensuite, en votant une loi pour abroger ce décret le 9 août 1871 (D., 71, 4, 143), lui ont donné raison. D'ailleurs, des doutes auraient-ils existé, que les circonstances pénibles traversées par le pays et les motifs du décret, fort bien mis en lumière par l'exposé des motifs de la loi du 9 août (économie de poudre, concentration des armes de chasse entre les mains de l'autorité pour armer les gardes nationales, etc.), auraient suffi à les dissiper ; mais une telle décision n'était pas seulement juste, elle était légale.

Une autre restriction assez voisine de celle-là a pour cause les grandes manœuvres militaires, que les particuliers, en vertu de deux lois des 24 juillet 1873 (a. 28) et 3 juillet 1877 (a. 54), sont tenus de supporter comme une véritable servitude, ne pouvant réclamer d'indemnité que pour les dommages matériels causés à leurs propriétés. Mais n'oublions pas que nous sommes là en matière absolument exceptionnelle ; aussi, en l'absence de textes semblables pour tous autres exercices militaires que les grandes manœuvres, nous ne saurions trop approuver un arrêté du Conseil d'État du 25 juillet 1884

(D., 86, 3, 4) qui a condamné l'État à payer à un sieur Rabourdin une somme de 250 francs, à titre d'indemnité du trouble apporté à sa jouissance du droit de chasse par les manœuvres militaires d'un régiment qui l'avaient empêché de chasser.

## SECTION II

### *Interdiction de chasser la nuit*

« Dans le temps où la chasse est ouverte, le  
« permis donne à celui qui l'a obtenu le droit  
« de chasser de jour, soit à tir, soit à courre, à  
« cor et à cri..... », ainsi s'exprime l'art. 9,  
alin. 1<sup>er</sup> de la loi de 1844. C'est dire, implicitement mais clairement, que la chasse de nuit est défendue. Cette prohibition n'existait pas dans la loi de 1790, et de graves inconvénients s'en étaient suivis.

La chasse de nuit favorise le braconnage et facilite la destruction du gibier; elle peut être l'occasion d'accidents et couvrir même des crimes; elle compromet, outre la conservation du gibier et la sécurité des personnes, le respect dû à la propriété privée, les ténèbres assurant d'autant plus l'impunité qu'elles rendent presque impossible toute surveillance utile.

L'ordre public était donc fortement intéressé à ce qu'elle fût interdite, et nous devons savoir gré au législateur de 1844 de ne pas s'être arrêté aux dispositions sur ce point du projet de loi présenté par le gouvernement, qui laissaient aux règlements d'administration publique le soin de déterminer dans quels cas et sous quelles conditions la chasse serait permise pendant la nuit, restriction qui n'aurait pas été suffisante, et aurait laissé subsister bien des abus.

La chasse est donc permise le jour seulement; elle est défendue la nuit, et l'article 12 de notre loi sanctionne cette prohibition. Mais, le texte ne disant pas ce qu'il faut entendre par le temps de « nuit », une vive controverse s'est élevée sur le point de savoir quelle est exactement ici la signification de ce mot. La doctrine et la jurisprudence ont cherché un criterium, et quatre systèmes différents ont été proposés.

Dans un premier système qui, il faut bien le dire, ne compte guère d'adhérents, on se fonde sur l'article 781 C. pr. civ. relatif à la contrainte par corps, et aux termes duquel le débiteur ne peut être arrêté « avant le lever et après le coucher du soleil », pour dire que la nuit est l'espace de temps compris entre le coucher et le lever du soleil déterminés par l'annuaire du bureau des longitudes. (De Ney-

remand, p. 381 ; Gillon et Villepin, n° 173. — Colmar, 20 janvier 1857, cité par de Neyremand.)

Pour M. Gournay (*Formulaire des procès-verbaux en matière de délits de chasse*, p. 7), la question est fort simple à résoudre ; car le législateur a pris soin de délimiter lui-même le temps de « nuit ». C'est ainsi tout d'abord que de l'article 1037 du Code de procédure civile il résulte que la nuit dure, depuis le 1<sup>er</sup> avril jusqu'au 30 septembre, de 9 heures du soir à 4 heures du matin, et, depuis le 1<sup>er</sup> octobre jusqu'au 31 mars, de 6 heures du soir à 6 heures du matin ; car, aux termes de cet article, aucune signification ni exécution ne peuvent avoir lieu pendant cet espace de temps. Mais il y a des textes beaucoup plus positifs que celui-là, et en présence desquels le doute n'est plus possible ; ce sont : la loi du 28 germinal an VI, article 131 ; le décret du 4 août 1806, article 184 ; deux ordonnances des 29 octobre et 29 novembre 1820, remplacées depuis par un décret du 1<sup>er</sup> mars 1854 ayant trait au service de la gendarmerie. Le décret du 1<sup>er</sup> mars 1854, article 291, dit formellement : « Le temps de nuit est ainsi réglé : du 1<sup>er</sup> octobre au 31 mars, depuis 6 heures du soir jusqu'à 6 heures du matin ; du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre, depuis 9 heures du soir jusqu'à 4 heures du matin. » (D. 54, 4, 53.) Pourquoi, en présence de textes

aussi précis, chercher une autre définition de la nuit ?

Ces deux opinions ont été successivement rejetées. Leur argumentation porte à faux en ce qui concerne les articles 781 et 1037 du Code de procédure civile : les dispositions de ces articles ont été faites pour les matières civiles seulement ; or, nous sommes en matière criminelle. De plus, de ce qu'ils prohibent d'arrêter un débiteur ou de faire une signification ou une exécution pendant certaines heures de ténèbres, il n'en résulte pas qu'ils aient entendu définir la nuit. Leur but a été seulement de tracer des règles de procédure dans lesquelles on ne saurait trouver les éléments d'une définition, étant donnée la différence qui existe entre leurs dispositions. Et quant aux textes relatifs au service de la gendarmerie, qui défendent aux gendarmes en service de pénétrer dans le domicile des citoyens pendant la nuit et règlent minutieusement la durée de celle-ci, ils sont faits pour une matière tellement spéciale et différente de la nôtre, que rien n'autorise à penser que nos législateurs de 1844 aient entendu s'y référer.

D'après un troisième système consacré par quelques décisions judiciaires, il faudrait attribuer au mot nuit « le sens que lui donnent le langage usuel et la nature elle-même », et ne faire commencer la nuit qu'après le crépuscule

pour la faire finir à l'aube. (Paris, 27 novembre 1856, *Journal des chasseurs*, 31 décembre 1856 ; Lyon, 24 janvier 1861, D. 61, 2, 214 ; Paris, 13 octobre 1864, *Droit* du 14 octobre.) Et l'on doit considérer pour cette détermination, non pas le crépuscule civil, « dont on place la fin au moment où s'arrêtent les travaux en plein air », mais *le crépuscule vrai ou astronomique*, « espace « de temps pendant lequel le soleil, placé à « moins de 18 degrés au-dessous de l'horizon, « l'éclaire encore plus ou moins de ses rayons « réfractés ; crépuscule qui dure jusqu'à la nuit « noire » ; car les derniers rayons du jour ne s'éteignent complètement qu'à la fin de ce crépuscule vrai. (Arrêt de la Cour de Lyon, 24 janvier 1861, précité.)

Cette opinion est claire, elle ne manque pas de logique et de précision ; aussi ne nous étonnons-nous pas qu'elle ait prévalu pendant un certain temps ; à l'époque à laquelle de Neyre-mand écrivait ses *Questions sur la chasse*, elle était, nous dit-il, la plus suivie. (2<sup>e</sup> édit. p. 383, n° 5.) Elle n'a cependant pas tardé à être l'objet de critiques. D'abord, comme le dit fort humoristiquement Chenu (p. 60), « pour savoir si le « soleil est à 18 degrés au moins au-dessous de « l'horizon, il faut un chronomètre et l'annuaire « du bureau des longitudes ; les gardes cham-  
« pêtres et les témoins ne possèdent d'ordinaire



« ni l'un ni l'autre : on ne saura qui entendre ». Et puis, voici qui est plus grave : c'est que l'application d'un pareil système conduit à des résultats évidemment contraires à l'esprit de la loi. Ainsi, l'arrêt de la Cour de Lyon a acquitté un individu poursuivi pour avoir chassé le 2 décembre, à 5 heures du soir, étant donné que, si le soleil se couche à cette date à 4 heures 4, le crépuscule astronomique ne se termine qu'à 5 heures 39. Or, tout le monde sait que, le 2 décembre, à 5 heures 1/2 du soir, il fait le plus souvent nuit noire. Limiter ainsi à l'obscurité complète la défense de chasser la nuit, ce serait aller à l'encontre des raisons d'ordre public qui l'ont fait édicter.

Voilà pourquoi nous préférons nous rallier à un quatrième système, d'ailleurs à peu près universellement admis de nos jours tant en doctrine qu'en jurisprudence, qui laisse aux juges du fait le soin d'apprécier si l'obscurité était ou non suffisante, au moment où l'acte de chasse a été commis, pour être constitutive du temps de nuit. Les partisans de la troisième opinion objectent, il est vrai, que « s'agissant « d'un fait purement physique qui est ou n'est « pas, et qu'aucune volonté humaine ne peut « modifier, la question ne saurait être laissée au « libre arbitre du juge. » (Arrêt de la Cour de Lyon, 24 janvier 1861, précité.) Mais, dans une

note insérée dans les Pandectes françaises (92. 2, 41), M. Bouilly, juge honoraire au Tribunal de la Seine, répond victorieusement que cette argumentation serait irrésistible si l'effet du crépuscule se produisait sur notre globe d'une façon toujours mathématiquement exacte, mais qu'à chaque instant, il en est autrement par suite de circonstances purement atmosphériques, et, disons-le à notre tour, qu'aucune volonté humaine ne peut empêcher. Or, ne l'oublions pas, dit-il, le fait physique à constater par le juge est de savoir « s'il faisait encore jour au moment « où s'est produit le fait de chasse incriminé », et c'est surtout par des témoignages qu'il peut être établi.

Donc, faisait-il jour ? Faisait-il nuit ? Les témoins le diront, et le tribunal appréciera. Cette solution est la plus sage, et elle nous semble découler tout naturellement des travaux préparatoires de la loi, où nous la voyons plusieurs fois nettement indiquée. Les rapports de M. Franck-Carré à la Chambre des pairs (séance du 16 mai 1843, D. *Rép.*, v° *Chasse*, p. 95, note, n° 41) et de M. Lenoble à la Chambre des députés (séance du 7 juin 1843, D. *Rép.*, v° *Chasse*, p. 99, n° 77 de la note) sont formels sur ce point :

« Quoique la loi n'ait pas défini le temps de « jour, disait M. Lenoble, il est certain qu'elle « s'est servie de ce mot dans sa signification la

« plus large, en laissant aux tribunaux le soin  
« de déclarer, suivant les cas et les circonstances,  
« si le fait avait eu lieu la nuit ou le jour. » Et,  
plus tard, lors de la discussion, M. Franck-  
Carré répondit à M. de Boissy que la loi enten-  
dait laisser aux tribunaux les appréciations de  
fait.

Les décisions judiciaires consacrant ce sys-  
tème sont nombreuses. C'est par appréciation  
des circonstances que la Cour de Douai a pu  
considérer comme n'ayant pas eu lieu la nuit un  
fait de chasse accompli le 15 décembre, à  
5 heures et quelques minutes du soir, alors qu'il  
était établi qu'à ce moment des ouvriers travail-  
laient encore dans les champs, et que les gen-  
darmes auteurs du procès-verbal avaient pu  
lire le permis de chasse du prévenu. (Douai,  
19 février 1866. aff. Pecqueriaux, R. F., t. III,  
n° 476.) La même solution a été donnée à l'occa-  
sion d'un acte de chasse qui avait eu lieu le  
27 décembre, vers 7 heures 1/2 ou 7 heures 3/4  
du matin, les prévenus ayant pu, à cette heure  
et malgré le brouillard, être reconnus à une  
certaine distance, cent mètres dans l'espèce.  
(Trib. correct. de Mortain, 13 mars 1875, D. 78,  
5, 88. — Voir encore : Douai, 9 nov. 1847, D. 47,  
4, 70; Paris, 13 octobre 1864, R. F. t. II, n° 362;  
Trib. correct. Orange, 19 décembre 1873, *Journal*  
*du Min. public* 1874, p. 12; Trib. correct. Abbe-

ville, 19 septembre 1885, *Droit* du 17 novembre 1885; Trib. correct. de Clermont, 22 novembre 1894, S. 95, 2, 150; Trib. correct. Gien, 30 novembre 1898, P. F. 99, 2, 120; — Berriat-Saint-Prix, p. 87; Jullemier, t. II, p. 85; Duvergier, p. 43; Championnière, p. 55; Chardon, p. 83; Giraudeau, n° 624; Perrève, p. 301; Petit, 2<sup>e</sup> édit., t. I, p. 34; Lavallée et Bertrand, p. 85; Menche de Loisne, p. 256; Rogron, p. 103.)

Au cas où, par extraordinaire, les renseignements nécessaires aux juges pour une saine appréciation des circonstances de fait feraient défaut, nous pensons qu'il serait sage pour ceux-ci de chercher des éléments de décision dans les règles posées par la science astronomique et proposées par le troisième système. C'est d'ailleurs ce que nous paraît avoir voulu dire le tribunal correctionnel d'Étampes dans un jugement, malheureusement trop laconique quant à l'absence de renseignements, du 4 mars 1891. (P. Fr. 1892. 2. 41.)

### SECTION III

#### *Interdiction de chasser en temps de neige*

Outre la nuit et le temps de fermeture, il est un autre moment durant lequel la chasse est en fait défendue en France : c'est le temps de

neige. La loi de 1844 ne contient pas de texte prohibitif à cet égard ; mais, par son article 9-3°, elle permet aux préfets de prendre des arrêtés « pour interdire la chasse pendant les temps de « neige », et, comme nous l'avons déjà dit, ceux-ci usent tous, ou à peu près tous, de ce droit ; de telle sorte que, bien que licite en principe, la chasse en temps de neige se trouve en fait prohibée. Ce zèle des préfets à user de la faculté que leur confère l'article 9 de notre loi est fort heureux ; car il est de toute nécessité, dans l'intérêt de la conservation du gibier, que la chasse soit interdite en temps de neige. Elle aboutirait en effet promptement, pour peu que ce temps durât, à une destruction complète du gibier. Les empreintes que son passage laisse sur la neige décèlent sa présence dans le voisinage, et il est aperçu bien plus aisément par ses ennemis sur le blanc manteau qui recouvre la terre, alors qu'en temps ordinaire, la couleur généralement sombre de sa robe ou de son plumage, le rend la plupart du temps invisible à de très courtes distances, le confondant avec la nuance grisâtre du sol. Assiégées et engourdies par le froid et la faim, ne trouvant plus l'abri qui leur convient, les pauvres bêtes sont une proie trop facile et trop tentante, et il importe de les protéger dans la mesure du possible contre la convoitise des braconniers.

Aussi serait-il à désirer que la défense de chasser en temps de neige fût écrite dans la loi elle-même. Car, si elle est en fait édictée à peu près dans toute la France, il n'en est pas moins vrai qu'elle n'est pas obligatoire pour les préfets; ceux-ci pourraient fort bien ne pas prendre d'arrêté en ce sens, et la crainte que nous exprimons est si peu chimérique, qu'en 1878, le ministre de l'Intérieur, frappé sans doute du grand nombre d'abstentions regrettables de ce genre, était amené à exprimer dans une circulaire « le désir de voir généraliser cette année « la défense de chasser en temps de neige ». (Circul. minist., 16 déc. 1878, Bull. off. minis. Intér. 1878, p. 87.) L'insertion de la prohibition dans la loi couperait court à ces inconvénients.

La nécessité de suspendre l'exercice de la chasse par temps de neige n'a échappé à personne, et c'est ce qui fait que, pour assurer davantage la pratique de cette suspension, les circulaires ministérielles et la jurisprudence reconnaissent le caractère de permanence aux arrêtés préfectoraux prohibant la chasse en temps de neige. Permanents de leur nature, ils doivent recevoir leur pleine et entière exécution tant qu'ils ne sont pas modifiés ou rapportés; aussi n'est-il pas utile aux préfets de les renouveler tous les ans. Cette doctrine est à peine contestée par quelques auteurs: on ne la discute



pas; elle est presque passée, selon la remarque d'un de ses rares contradicteurs, à l'état d'axiome, et cependant, il nous paraît bien difficile d'admettre que de tels arrêtés préfectoraux puissent être valables indéfiniment, et devenir ainsi de véritables édits perpétuels. Le législateur eût alors plus vite fait de dire : la chasse en temps de neige est défendue. Mais notre loi n'est pas ainsi conçue, et, dans son état actuel, ne doit-on pas penser que, si elle a remis le soin de l'interdire aux préfets en leur laissant toute liberté d'appréciation à ce sujet, c'est que, sans doute, elle n'a pas estimé que le seul fait de survenance de neige fût par lui-même toujours suffisant pour motiver une pareille prohibition, mais qu'il y avait là une question d'appréciation variable suivant les circonstances locales, le plus ou moins d'abondance de neige et une foule de considérations diverses dont il était sage d'abandonner l'examen aux préfets? Et, dès lors, comment ne pas admettre, vu l'extrême variabilité de toutes ces circonstances, que ceux-ci doivent, chaque année au moins, sinon chaque fois que la neige fait son apparition, renouveler leurs arrêtés? Selon nous, les arrêtés en question doivent être renouvelés tous les ans; on ne saurait exiger qu'ils le fussent à chaque apparition de la neige. Ce serait plus logique évidemment; mais il faut tenir compte de l'impossibilité

matérielle où seraient bien souvent les préfets de faire paraître la prohibition en temps utile. Nous approuvons donc pleinement la circulaire du ministre de l'Intérieur du 20 mai 1844 (D., *Rép.*, v° *Chasse*, p. 112, n° 42 de la note), en ce qu'elle déclare suffisant que ceux-ci rendent, à l'entrée de l'hiver, un arrêté portant défense de chasser quand il y aura de la neige sur la terre.

Que faut-il entendre exactement par les expressions dont se sert l'article 9, « les temps de neige ? » On admet généralement, et la jurisprudence est fixée en ce sens, que c'est là une question de fait que les tribunaux doivent trancher suivant les circonstances, et pour la solution de laquelle ils sont investis d'un pouvoir souverain d'appréciation. Il est donc assez difficile de donner une définition du temps de neige. Cependant, si l'on consulte les nombreuses décisions judiciaires intervenues sur ce point, l'idée générale qui se dégage de la majorité d'entre elles paraît être la suivante.

Pour qu'un fait de chasse soit punissable comme ayant été commis en temps de neige, il faut que la terre soit couverte, dans un certain rayon autour du lieu où ce fait a été accompli, d'une couche de neige suffisante pour permettre de poursuivre utilement le gibier. (V. notamment : Douai, 10 mai 1853, D. 53, 2, 226 ; Agen, 9 mars 1870, *Journ. minist. pub.* 1870, p. 123 ; Rouen,

22 mars 1880, D. 82, 5, 74 ; Trib. corr. de Laon, 27 déc. 1890, Journ. aud. d'Amiens, 1891, p. 152.) A cette interprétation de la loi, nous préférons de beaucoup celle donnée par le tribunal de Château-Thierry dans un jugement remarquablement motivé du 6 février 1891. (P. fr. 91, 2, 247.) Après avoir démontré péremptoirement que le législateur ne s'est pas préoccupé seulement du danger que l'empreinte des pas du gibier sur la neige peut faire courir à celui-ci, mais par-dessus tout d'empêcher sa destruction, rendue trop facile, lorsque la neige couvre la terre, par le froid excessif occasionné par le contact habituel de celle-ci, froid qui engourdit les animaux sauvages et paralyse leurs moyens de fuite, et par la faim qui les torture, résultant de la difficulté qu'ils ont à trouver leur nourriture, froid et faim qui les attirent près des habitations, où les attend souvent une embuscade, et qui font que le gibier à plumes surtout se laisse approcher quelquefois de tout près par l'homme, le tribunal tire de cette intention évidente du législateur, bien mise en lumière, l'interprétation du temps de neige qui nous paraît être la meilleure de toutes celles proposées. « La conséquence de l'interprétation juridique ci-dessus exposée, porte le jugement, c'est que, lorsqu'une région se trouve dans sa plus grande partie recouverte, non pas d'une couche quel-

« conque de neige, mais d'une couche suffi-  
« samment épaisse pour paralyser le gibier  
« dans ses moyens de défense et lui rendre dif-  
« ficile la recherche de sa nourriture, faits dont  
« l'appréciation est du domaine des tribunaux  
« seuls, le temps de neige existe dans cette ré-  
« gion, même pour les parcelles de terrain plus  
« ou moins étendues d'où la neige a complète-  
« ment disparu par suite d'une exposition spé-  
« ciale ou de la nature du sol. . . . .  
« . . . A l'inverse, si quelques hectares d'une  
« région, par suite d'une situation défavorable,  
« se trouvaient recouverts de neige alors que  
« la fonte serait partout ailleurs à peu près  
« complète, aucune infraction à l'interdiction  
« prononcée ne saurait être relevée. »

Les arrêtés préfectoraux interdisant de chasser en temps de neige doivent être régulièrement publiés pour avoir force exécutoire ; mais nous ne saurions subordonner leur exécution, ainsi que le fait M. Dalloz (*Rép.*, v° *Chasse*, n°s 185 et 201), suivi en cela par quelques auteurs, à l'observation du délai de dix jours exigé pour les arrêtés d'ouverture et de clôture. C'est pour ceux-là seulement qu'est exigé ce délai : aucune disposition semblable n'existant pour les arrêtés relatifs au temps de neige, ils rentrent dans le droit commun, et il y a lieu de leur appliquer les principes généraux sur la publication des

règlements administratifs ; ils sont donc exécutoires aussitôt après leur publication.

Il n'est pas nécessaire non plus que l'arrêté d'interdiction soit précédé de l'avis du conseil général, ni qu'il soit soumis à l'approbation ministérielle ; la circulaire du 20 mai 1844 invite cependant les préfets à accomplir ces deux formalités. (Circ. min. Int., 20 mai 1844, Dalloz, *Rép.*, v° *Chasse*, p. 112, n° 43 de la note.)

Enfin, il est incontestable que les préfets peuvent donner à la prohibition qu'ils édictent l'étendue qu'ils jugent utile ; ils jouissent à cet égard d'une latitude absolue d'appréciation. La défense de chasser en temps de neige peut donc ne viser que certaines espèces de gibier ; elle peut ne s'appliquer qu'à certains terrains, ne concerner que des modes de chasse déterminés. Ainsi, un préfet pourrait prohiber en temps de neige la chasse à tir, et laisser permise celle à courre, à cor et à cri, interdire la chasse en plaine, mais non celle au bois. Il a été jugé aussi que le préfet peut spécifier dans son arrêté que la défense de chasser ne s'appliquera qu'au temps où la neige permet de suivre le gibier à la trace. (Cass., 4 mai 1848, D. 49, 1, 22.)

---

### CHAPITRE III

#### Obligation de n'employer que les modes et moyens de chasse autorisés par la loi

Il existe bien des manières différentes de chasser ; or, uniquement préoccupé de rendre au droit de chasse le caractère d'attribut du droit de propriété, et d'assurer en même temps à son exercice la plus grande liberté possible, le législateur de 1790 avait tout au plus songé à prendre quelques mesures relatives à la protection des fruits de la terre. Il avait laissé absolument libre le choix des modes, des moyens et engins de chasse, quelque meurtriers qu'ils fussent : le résultat d'une telle licence fut, nous le savons, la disparition croissante et bientôt inquiétante du gibier. M. de Boissy a très bien indiqué l'esprit de cette loi de réaction contre l'ancien régime, lorsqu'il disait à ses collègues de la Chambre des pairs :

« La loi de 1790, à l'époque où elle a été  
« faite, était une loi en quelque sorte de pré-  
« vention contre le gibier : le gibier était suspect  
« à cette époque ; le gibier était en trop grande  
« abondance, ce qui était, il faut le reconnaître,



« un grave inconvénient qui avait alors aliéné  
« beaucoup de personnes au gouvernement  
« du roi. »

Et il ajoutait : « Aujourd'hui, il n'en n'est  
« plus ainsi : le gibier manque ; l'intérêt de  
« l'agriculture exige la reproduction et la con-  
« servation de ce gibier. On ne peut donc pas  
« raisonner par analogie et prétendre que,  
« parce que la loi de 1790 autorisait la destruc-  
« tion du gibier, la loi actuelle doit l'autoriser  
« aussi. » (Discours du marquis de Boissy à la  
Chambre des pairs, séance du 29 mars 1844.  
*Moniteur* du 30 mars, p. 774.)

Mieux éclairé que son prédécesseur, le législateur de 1844 s'est proposé de concilier et de sauvegarder ensemble les intérêts, précédemment considérés comme diamétralement opposés, de la protection des récoltes et de la conservation du gibier ; et, dans le but d'empêcher la destruction de celui-ci, il a prohibé l'emploi d'un grand nombre de procédés de chasse, trop destructeurs entre les mains de ceux qui les mettaient en pratique.

Le projet de loi primitif érigeait en principe que les chasseurs véritables et consciencieux ne chassent que de deux manières, à tir et à courre, et il laissait aux règlements d'administration publique le soin de désigner, en se conformant à cette idée, les procédés interdits.

Mais la commission nommée au sein de la Chambre des pairs ne tarda pas à comprendre le peu d'efficacité qu'aurait un tel règlement. « Non seulement il est impossible, disait son « rapporteur, M. Franck-Carré, d'établir la nomenclature indéfinie des procédés de chasse « mis actuellement en usage sur tous les points « de la France, mais cette nomenclature, fût-elle écrite dans la loi, serait bientôt dépassée « par l'esprit inventif ou plutôt par le génie « malfaisant du braconnier. Le moyen certain, « mais aussi le seul moyen d'arriver au but, « c'est de procéder dans la loi par voie d'autorisation, non par voie d'interdiction ; de « prohiber comme moyens de chasse tous les « procédés du braconnage, et de n'avouer et « ne reconnaître que les moyens généralement « admis et pratiqués par ceux qui exercent en « réalité le droit de chasse. » C'est le parti que prit avec raison le législateur, et, dans l'article 9 de la loi de 1844, nous lisons : « Dans le temps « où la chasse est ouverte, le permis donne à « celui qui l'a obtenu le droit de chasser de « jour, soit à tir, soit à courre, à cor et à cri, « suivant les distinctions établies par les arrêtés « préfectoraux, sur ses propres terres et sur les « terres d'autrui avec le consentement de celui « à qui le droit de chasse appartient.

« Tous autres moyens de chasse, à l'except-

« tion des filets et des bourses destinés à  
« prendre le lapin, sont formellement prohibés. »

Et l'art. 12 punit d'une amende de 50 fr. à  
200 fr., et facultativement en outre de 6 jours à  
2 mois de prison : . . . . .

« 2° Ceux qui auront chassé pendant la nuit  
« ou à l'aide d'engins et instruments prohibés,  
« ou par d'autres moyens que ceux qui sont  
« autorisés par l'article 9;

« 3° Ceux qui seraient détenteurs ou ceux  
« qui seront trouvés munis ou porteurs, hors  
« de leur domicile, de filets, engins ou autres  
« instruments de chasse prohibés;

« 5° Ceux qui auront employé des drogues  
« ou appâts qui sont de nature à enivrer le  
« gibier ou à le détruire;

« 6° Ceux qui auront chassé avec appeaux,  
« appelants ou chanterelles. »

Tels sont les textes qui établissent les règles  
relatives aux procédés de chasse autorisés ou  
défendus : il nous faut nous demander succes-  
sivement quels sont les modes, les moyens et  
engins de chasse permis, et quels sont ceux  
prohibés.

## SECTION I<sup>re</sup>

### *Modes de chasse autorisés et modes prohibés*

#### § I<sup>er</sup>

##### MODES DE CHASSE AUTORISÉS

D'après nos textes, trois modes de chasse seulement sont autorisés :

1° La chasse à tir ;

2° La chasse à courre ;

3° L'emploi des furets et des bourses pour la seule chasse aux lapins. Ce dernier mode est simple, mais les deux premiers sont complexes. Disons, dès à présent, que la chasse à tir est celle qui se pratique avec une arme de tir ou de jet ; elle se fait au chien d'arrêt, au chien courant ou sans chien, et se pratique souvent à l'aide des moyens auxiliaires que nous verrons un peu plus loin. Quant à la chasse à courre, elle consiste dans la poursuite du gibier à l'aide de chiens courants, les chasseurs étant le plus souvent à cheval et munis seulement d'un fouet. Mais on ne peut donner des règles absolument fixes ni de l'une ni de l'autre ; la loi ne les ayant pas définies, les tribunaux sont investis d'un pouvoir

souverain d'appréciation, et ils doivent déterminer, d'après les circonstances, quel est exactement le caractère du procédé de chasse employé, dire s'il rentre dans la catégorie des modes autorisés par la loi, ou s'il est, au contraire, du nombre de ceux qu'elle a voulu prohiber, et, dans le premier cas, s'il y a lieu, s'il doit être considéré comme une application de la chasse à tir ou de la chasse à courre, tâche parfois fort difficile, et demandant un examen minutieux des faits.

C'est ainsi que le tribunal de Vesoul a reconnu le caractère de chasse à courre à une chasse au sanglier exécutée dans une forêt de l'État par le fermier accompagné de son piqueur, montés l'un et l'autre à cheval, bien que les autres chasseurs fussent à pied et que tous fussent armés de fusils. Nous partageons cette manière de voir : le port d'une arme à feu est de droit naturel en effet ; il n'implique pas nécessairement une action de chasse, et nous ne verrions aucun inconvénient à ce que, dans les chasses pouvant présenter des dangers, comme celle du sanglier, chaque chasseur se munit d'un fusil, même après la clôture de la chasse à tir, celle à courre restant seule permise. Toutefois, l'emploi d'armes à feu ne saurait être licite qu'à titre absolument exceptionnel, et nous estimons qu'il ne pourrait en être fait usage

qu'en cas de danger imminent, soit pour les personnes, soit peut-être aussi pour les chiens ou les chevaux.

(a). *Chasse à tir.* — Il est à remarquer, en ce qui concerne la chasse à tir, que nos lois cynégétiques ne déterminent pas la nature des armes susceptibles d'être employées, de telle sorte que le choix du chasseur semble, au premier abord, illimité à ce point de vue. Mais des lois de sûreté générale ont interdit l'usage de certaines armes, et la chasse ne pourrait évidemment servir d'excuse à leur emploi. Parmi ces armes prohibées, citons les fusils et pistolets à vent (Décret du 2 nivôse an IX), les pistolets de poche (Ord. 23 févr. 1837), les armes de guerre (Loi 24 mai 1834, art. 3) ; en revanche, on peut se servir de fusils, pistolets d'arçon, pistolets de ceinture, arbalètes, etc. . . . .

Le choix des projectiles est également libre, et l'on peut employer indifféremment des flèches, des balles, des chevrotines, des plombs de toute sorte, de la grenaille de fer, etc. . . Quelques auteurs, Houël et Perrève notamment, ont soutenu que l'emploi de cette dernière était prohibé depuis un arrêt du Conseil du 4 septembre 1731 ; mais nous repoussons cette opinion, qui semble perdre de vue que l'ancienne législation a été abrogée par les lois de 1789 et 1790 ; l'arrêt du Conseil qu'elle invoque est donc



aujourd'hui lettre morte. La question est d'ailleurs dépourvue d'intérêt pratique, l'usage de la grenaille de fer étant de nos jours abandonné des chasseurs.

Bien que n'étant munis d'aucun droit de réglementation à ces divers points de vue, les préfets pourraient certainement, dans l'intérêt de la sûreté générale, prendre des mesures prohibitives: rappelons, à titre d'exemple, un arrêté du préfet d'Alger du 7 juillet 1881, que nous avons déjà cité, et qui défendait, jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre, l'emploi de bourres combustibles. Mais, une telle prohibition ne rentrant pas dans les cas prévus par la loi, l'infraction relative à cette clause de l'arrêté ne pourrait être constitutive d'un délit de chasse; ce serait une simple contravention donnant lieu à des peines de police.

(b). *Chasse à courre*. — Nous avons déjà dit que, dans certains cas, l'emploi d'un fusil peut être licite dans une chasse à courre alors même que, la chasse à tir étant fermée, elle demeure seule ouverte; mais nous avons restreint cet emploi au seul cas de péril imminent menaçant bêtes et gens. Aussi autant nous concevons que, dans une chasse au *sanglier* ayant lieu dans ces conditions d'ouverture, les chasseurs soient tous armés de fusils, autant nous considérons ce port d'armes comme délictueux dans

le cas d'une chasse au chevreuil. Déjà, s'il s'agissait d'un cerf, il nous paraîtrait équivoque, et nous inclinerions à ne le tolérer que pour les piqueurs et maîtres d'équipage qui suivent les chiens de tout près ; car le cerf est tout au plus dangereux pour les chiens. Mais nous maintiendrions cette manière de voir, même si l'arrêté préfectoral autorisait « la chasse à courre sans fusil », le fusil jouant, dans l'hypothèse que nous supposons, le rôle non d'une arme de chasse, mais d'une arme simplement défensive en cas de besoin.

Le véritable objet de la chasse à courre, c'est de forcer certains gibiers à poil avec des chiens courants. Cependant, quelques auteurs ont émis cette idée surprenante que le gibier à plumes peut aussi bien en faire l'objet ; et chasser ainsi une perdrix, une caille, c'est, disent-ils, une variété très normale de la chasse à courre ! Nous avouons que nous aurions passé la question sous silence, ne la prenant pas au sérieux, si d'éminents auteurs, tels que Giraudeau, Lelièvre et Soudée, Berriat-Saint-Prix et Petit, n'avaient attaché l'autorité de leur nom à cette doctrine bizarre, et si elle n'avait été consacrée par un jugement du tribunal de Neuchâtel-en-Bray du 13 avril 1888 (P. F., 88, 2, 240, *Le Droit*, 21 avril 1888, p. 384), qui, appliquant ce principe, en tire la conséquence pratique que,

durant le temps où la chasse à tir est fermée, mais la chasse à courre autorisée, on ne peut considérer comme délictueuse la mise en vente de perdrix, s'il n'est pas établi nettement qu'elles n'ont pas été chassées à courre, à cor et à cri, mais à tir.

Les partisans de ce système essayent de l'étayer sur ce que rien n'empêche, disent-ils, d'employer cumulativement et à sa guise tous les moyens légaux ; et Petit ajoute que, dans certains départements, on connaît la chasse à la course pour la capture des perdrix. (*Traité complet du droit de chasse*, 2<sup>e</sup> édition, n° 4.)

Que, dans certains départements, on se livre à cette chasse à la course, ce dont toutefois nous nous permettons de douter, au moins pour notre époque, peu nous importe ! Ce qu'il s'agit de savoir, c'est si cette chasse, si la chasse à courre du gibier à plumes ne sont que des variétés normales et permises de la chasse à courre, comme le prétend le même auteur. (*Loc. cit.*, n° 46.) Certes, il se peut qu'accidentellement un chien chasse à courre une perdrix, et qu'il la prenne, si elle est blessée par exemple, ou si c'est un pouillard ; il se peut que des personnes en prennent à la course, dans des conditions analogues ; mais de là à ériger ces simples faits accidentels en une variété de chasse à courre, il y a loin, et nous nous élevons contre une pa-

reille prétention. D'une part, il suffit de consulter le compte rendu des différentes séances des Chambres dans lesquelles fut discutée la loi de 1844, pour se rendre compte que, dans l'esprit du législateur, si la chasse à tir est applicable aussi bien au gibier à poil qu'au gibier à plumes, la chasse à courre ne concerne que le gibier à poil : aucune allusion n'a été faite à celui à plumes, ce qui n'eût pas manqué, au cas contraire. Et si nous ouvrons, d'autre part, un dictionnaire quelconque, nous y trouvons de la chasse à courre une définition analogue à celle-ci, que nous extrayons de la *Grande Encyclopédie* (v<sup>o</sup> Chasse) : « C'est celle qui consiste à  
« poursuivre les animaux de chasse, tels que  
« le cerf, le sanglier, le chevreuil, le renard, le  
« lièvre et le loup, avec des chiens, jusqu'au  
« moment où, lassés, ils se laissent prendre. »  
Jamais les gibiers cités à titre d'exemple ne sont des gibiers à plumes ; de plus, un des caractères essentiels de la chasse à courre nous paraît bien être l'emploi des chiens. La chasse à la course, dont parle Petit, n'est donc pas une variété de la chasse à courre, comme l'enseigne cet auteur et comme l'admet le tribunal de Neufchâtel-en-Bray. D'ailleurs, prendre une perdrix blessée à la course, ce qui était le cas dans l'espèce, ce n'est pas davantage un fait de chasse à courre que ce n'en serait un de prendre

une caille sur son nid ou de s'emparer d'une perdrix encore étourdie par un choc contre des fils télégraphiques.

Pour ces divers motifs, nous ne saurions admettre qu'on puisse chasser à courre le gibier à plumes.

(c) *Emploi de furets et de bourses pour la chasse du lapin.* — Ce troisième mode de chasse autorisé, bien connu de tout le monde, consiste à lâcher un furet dans un terrier pour en faire sortir les lapins qui peuvent s'y trouver ; et ceux-ci, dans leur hâte de fuir devant leur terrible ennemi, viennent se jeter dans des filets, appelés bourses, que l'on a eu soin de placer aux différentes issues du terrier, et qui les livrent au chasseur.

Au contraire de la chasse à tir et de la chasse à courre, ce mode ne revêt jamais qu'une forme simple, toujours la même. Nous n'avons donc rien de spécial à en dire.

## § II

### MODES DE CHASSE DÉFENDUS

Après avoir énoncé les trois modes de chasse autorisés, la loi ajoute que « tous les autres moyens de chasse sont formellement prohibés ».

La règle qui se dégage du texte et de l'esprit de la loi est donc la suivante : sont interdits d'une façon absolue tous les modes de chasse qu'elle ne mentionne pas, ou du moins qui ne se relient pas d'une façon directe et intime à ceux dont elle donne l'énumération. C'est ainsi que l'entend la doctrine, et c'est ce principe aussi que la jurisprudence s'attache à appliquer, comme nous nous en rendrons compte par la suite. Cette règle posée, citons, à titre d'exemple, quelques-uns des principaux modes de chasse mis à l'index par la formule prohibitive de notre texte.

Cette formule exclut notamment la possibilité de se livrer à une chasse fort intéressante et pleine de péripéties, qui fut jadis l'une des gloires de notre vénerie française : nous voulons parler de la chasse à l'oiseau de proie, faucon, autour ou quelque autre, dont M. Delespeul demanda en vain le maintien à la Chambre des députés. Elle défend de même virtuellement l'emploi des lévriers à la chasse soit à tir, soit à courre, emploi fréquent avant 1844, pour cette dernière surtout. Il fut en effet reconnu, lors de la discussion de la loi à la Chambre des députés, que la chasse au moyen de ces chiens constituait un mode spécial, ne rentrant ni dans la chasse à tir, ni dans la chasse à courre, et que, par suite, c'était là un mode de chasse



absolument prohibé, sauf, toutefois, une exception résultant de l'adoption du texte suivant, qui est celui de l'avant-dernier paragraphe de l'article 9, ainsi conçu :

Les préfets pourront prendre également des arrêtés : . . . . . « 2<sup>o</sup> pour autoriser l'emploi des chiens lévriers pour la destruction des animaux malfaisants ou nuisibles. »

Le seul cas où il soit possible aujourd'hui de se servir de ces chiens est donc celui où un arrêté préfectoral autorisé expressément à le faire pour la destruction seulement des animaux nuisibles, ce qui revient à dire que jamais on ne peut les utiliser pour la chasse proprement dite.

On ne saurait trop louer cette prohibition ; car, outre que ces animaux sont le moyen le plus puissant de destruction des lièvres, grâce à la vitesse de jambes prodigieuse dont ils sont doués, ils causent en même temps les plus grands dégâts dans les récoltes, lorsqu'ils traversent un champ non encore dépouillé de ses fruits. La prohibition s'étend, non seulement aux *lévriers pur sang*, mais aussi aux *lévriers croisés et dérivés*. Un rapide coup d'œil jeté sur les travaux préparatoires de la loi ne laisse aucun doute possible à cet égard.

Le projet mis en discussion à la Chambre des députés, après avoir admis seulement les

trois modes de chasse que nous savons, portait :  
« Néanmoins, les préfets des départements, sur  
« l'avis des Conseils généraux, prendront des  
« arrêtés pour déterminer. . . . » 3° L'inter-  
« diction de l'emploi des chiens lévriers. »  
M. Peltureau de Villeneuve demanda que les  
mots *lévriers croisés* ou *lévriers dérivés* fussent  
ajoutés à ce texte, faisant justement remarquer  
que ces derniers sont encore plus redoutables  
que ceux de race pure, joignant à la vitesse  
la finesse d'odorat qui fait totalement défaut  
à ceux-ci, et qu'ils empruntent aux chiens  
dont ils ont pris l'origine. Mais, sur l'observa-  
tion faite par M. Manuel, qu'entrer dans des  
considérations de détail au sujet des races  
infinies de sang lévrier était une tâche in-  
digne de la Chambre, il lui fut répondu que  
l'expression générique suffisait. « Qu'il de-  
« meure bien entendu, reprit alors M. Peltureau  
« de Villeneuve, que le mot *lévrier* signifie à la  
« fois *lévrier pur sang* et *lévrier croisé*. . . . .  
« (Oui ! Oui !) Enfin, toutes les espèces qui en  
« sont dérivées. Il importe qu'on ne puisse  
« venir chicaner un arrêté du préfet en préten-  
« dant que l'on peut chasser avec un chien  
« lévrier parce que ce chien ne serait pas de  
« pure race. (On rit.) Qu'il soit donc bien en-  
« tendu. . . . (Mais oui ! Mais oui !) Alors, je  
« n'insisterai plus, mais l'explication était néces-

« saire. » (Séance du 15 février 1844, *Moniteur* du 16 février 1844, p. 326 et suivantes.) La forme de l'article primitivement proposé fut ensuite modifiée ; mais il demeura entendu que l'expression *lévriers* s'étendait aux chiens croisés ou dérivés de cette race. C'est donc aux tribunaux à entrer dans les considérations de détail que le législateur n'a pas voulu aborder, et à décider, selon le cas, si le chien lancé à la poursuite du gibier rentre ou non dans la catégorie des lévriers. La plupart des auteurs enseignent qu'on doit classer de ce nombre les *lévriers croisés et dérivés*, mais non ceux *dégénérés*. Mais, en essayant de poser ainsi des règles destinées à trancher la question, ils n'en avancent guère la solution. Disons d'une façon plus générale, mais plus explicite, que les tribunaux devront rechercher avant tout si le chien de race plus ou moins croisée, dérivée ou dégénérée, peu importe, a hérité des qualités du lévrier, et notamment d'une vitesse et d'une agilité supérieures à celles des autres races : si oui, c'est un lévrier ; si non, il peut être employé à la chasse.

C'est ainsi que doit être proscrit l'emploi du chien charnaigre ou charnigue, ce lévrier métis connu en histoire naturelle sous le nom de lévrier à poil de loup, et produit par le croisement du lévrier et du griffon, ayant peut-être un peu

moins de vitesse que le lévrier pur, mais, en revanche, doué d'un odorat plus subtil, et très apte à s'emparer du gibier sans le concours du chasseur. (Trib. correct. de Brignoles, 6 octobre 1888, *Gaz. du Pal.* 1889, p. 361 ; Cass., 9 août 1889, D. 89, 5, 62.)

Nous avons vu que l'emploi des furets et des bourses n'est permis que pour la chasse au lapin. Il en résulte que ce mode de chasse, appliqué à la poursuite ou à la capture d'autres animaux, serait délictueux.

Citons encore un autre mode de chasse très usité autrefois et des plus meurtriers : la chasse au feu, qui se pratiquait la nuit avec des torches et des flambeaux allumés, et qui est aujourd'hui interdite, tant par notre texte que par ce fait que la chasse de nuit est défendue.

Que penser d'un mode de chasse très répandu dans certaines régions de la France : l'emploi des pots à moineaux, placés ordinairement contre les murs des maisons, et où ces oiseaux viennent faire leurs nids ? A notre avis, c'est un mode de chasse prohibé. Quelques auteurs objectent, il est vrai, qu'on ne les utilise pas pour capturer les oiseaux qui viennent y nicher, mais seulement pour s'emparer des couvées. « Si l'on se servait du pot à moineaux pour « prendre les couveuses, dit M. Giraudeau « (n° 133), ce serait un mode de chasse prohibé

« et non un engin prohibé ; mais, si on ne le  
« place que pour avoir les couvées, il n'y a point  
« fait de chasse, sauf le cas où les préfets ont  
« défendu la destruction des œufs et couvées  
« d'oiseaux, et l'accusation devrait établir clai-  
« rement que c'est pour prendre les couveuses  
« que les pots à moineaux ont été posés. » Pour  
le savant auteur, c'est donc une question d'in-  
tention à trancher, et la preuve de l'intention  
coupable est à faire par le ministère public.  
Nous ne saurions nous rallier à ce système, qui  
couvrirait les délinquants d'une présomption  
trop favorable et trop difficile à détruire. D'ail-  
leurs, si le but de leur emploi est la capture de  
la nichée qui y naîtra, chacun sait que celui qui  
les a placés s'efforce le plus souvent de prendre  
avec celle-ci l'un des parents, et il n'est pas  
rare que couvées et couveuses y trouvent ensem-  
ble une fin prématurée. Dans ces conditions,  
nous estimons que, par cela même que le pot à  
moineaux peut servir à s'emparer de la mère  
qui couve ses petits, son utilisation doit être  
considérée comme un mode de chasse pro-  
hibé.

Les modes de chasse proprement dits auto-  
risés et ceux défendus étant ainsi bien déli-  
mités, passons maintenant à l'étude des moyens  
et engins de chasse, et voyons desquels l'usage  
est permis et desquels il est prohibé.

## SECTION II

### *Moyens et engins de chasse*

Les modes de chasse peuvent être pratiqués sous des formes très diverses, à l'aide de *moyens* et d'*engins* dont un grand nombre sont prohibés par la loi.

Il importe de bien spécifier, dès maintenant, quel est exactement le sens de ces deux dernières expressions.

*L'engin de chasse* est un instrument inanimé destiné à procurer par lui-même la mort ou la capture du gibier ; le moyen n'est que le procédé employé par le chasseur pour attirer et retenir le gibier dans le but de faciliter la chasse. (Girardeau, n° 835 ; Petit, t. 1<sup>er</sup>, p. 531 ; de Neyremand, p. 143 ; Chenu, p. 127. — Grenoble, 2 janvier 1845, D. 45, 2, 42 ; Besançon, 12 janvier 1866, D. 66, 2, 189 ; Cass., 16 juin 1866, D. 66, 1, 365.)

Il y a loin, on le voit, du simple moyen, inefficace par lui-même, à l'engin destructeur. Aussi les moyens sont-ils, en règle générale, autorisés comme ne constituant que des formes diverses des modes de chasse licites, au lieu que les engins sont tous interdits sans excep-



tion. De plus, considérant avec raison l'engin comme beaucoup plus redoutable que le moyen, étant donné qu'il capture par lui-même le gibier, et que celui qui l'emploie réussit trop souvent à dissimuler son délit, tout au moins sa personnalité, la loi (a. 12-3°) punit, non seulement l'emploi, mais encore la simple *détention* des engins, alors qu'elle ne prononce de peine que contre *l'usage* des moyens prohibés. (Cass., 16 juin 1866, D. 66, 1, 452; Paris, 11 juillet 1866, D. 67, 2, 139; Trib. corr. Reims, 29 sept. 1866, D. 66, 3, 96; Poitiers, 18 fév. 1869, D. 69, 2, 199; Orléans, 11 mai 1869, D. 69, 2, 119; Caen, 21 juillet 1874, *Rec. Caen et Rouen*, 1875, 1, 258.) Les distinguer est encore important à un autre point de vue; mais nous ne ferons que signaler cette différence, qui sort du cadre de notre étude et concerne la peine du délit. A la peine prononcée contre l'emploi des moyens défendus s'ajoute, soit pour la détention, soit pour la mise en œuvre des engins prohibés, celle de la confiscation et de la destruction (a. 16). Enfin, nous verrons, en étudiant les règles spéciales de la chasse sur les terrains clos, que la jurisprudence fait entre eux, mais à tort, selon nous, ainsi que nous le démontrerons en temps voulu, une dernière différence, en permettant au propriétaire de l'enclos d'y employer ou faire employer tous moyens prohibés et lui défendant

d'y tendre ou faire tendre ou même d'y détenir des engins prohibés.

§ I<sup>er</sup>

MOYENS DE CHASSE PERMIS ET MOYENS DÉFENDUS

Le principe nettement formulé par une jurisprudence constante à laquelle adhèrent unanimement les auteurs, c'est que le législateur, bien que prohibant tous les moyens de chasse autres que ceux qui sont expressément autorisés par l'article 9, n'a pas entendu défendre l'emploi des moyens qui, incapables par eux-mêmes de procurer la capture du gibier, ne constituent pas des modes spéciaux, et ne sont que des formes particulières d'un mode de chasse autorisé, ou des accessoires s'y rattachant d'une façon absolument directe et intime. (Giraudeau, n° 619; Chenu, p. 127; Dall., *Rép. v° Chasse*, n° 182; Suppl. au *Rép.*, n° 653; — Cass., 29 nov. 1845, D. 46, 1, 21; Besançon, 12 janv. 1866, D. 66, 2, 189; Cass., 16 juin 1866, D. 60, 1, 365; Dijon, 17 mars 1875, D. 75, 2, 203; Tr. Valenciennes, 26 sept. 1884, D. 86, 3, 95; Douai, 22 juin 1886, D. 86, 2, 286; Cass., 18 déc. 1886, D. 87, 1, 288.)

Il en est ainsi des *miroirs*. Une solution ministérielle (S. 46, 2, 340) estime, il est vrai, que le

miroir rentre dans la catégorie des filets, engins et autres instruments dont l'article 12-3° punit l'usage. Mais le ministre de l'Intérieur ne se contredit-il pas lui-même en émettant un tel avis, alors qu'une autre solution émanée de lui (S. 46, 2, 340) avait reconnu comme licite la chasse en battue avec le concours de traqueurs, par les motifs qu'il ne voyait là qu'une variété de la chasse à tir, et que ce serait outrer le sens de la loi que d'en interdire l'usage. C'est précisément, nous semble-t-il, ce que l'on peut dire de la chasse au miroir, et nous approuvons la doctrine et la jurisprudence, qui, repoussant l'interprétation ministérielle, autorisent l'emploi du miroir, « cet instrument, dit un arrêt de la Cour de Dijon du 17 mars 1875, devant être assimilé aux auxiliaires ordinaires de la chasse, tels que chiens d'arrêt, rabatteurs ou autres ». (D. 75, 2, 203.)

La *chasse en battue*, qui se fait à l'aide de *traqueurs* ou *rabatteurs* qui font lever le gibier et le poussent vers le chasseur, est également licite, parce qu'elle n'est qu'une forme spéciale de la chasse à tir; nous venons de voir qu'il existe une décision du ministre de l'Intérieur en ce sens.

On applique généralement le même principe aux *banderoles*, cordes garnies de morceaux de papier ou d'étoffe que l'on tend le plus souvent

avant l'aube le long de la clôture de sa propriété ou de la lisière d'un bois pour empêcher, en l'effrayant, le gibier venu la nuit de repasser chez le voisin ou de rentrer au bois ; aux *filets à mailles serrées, où les lapins ne peuvent se prendre*, et qui ne sont établis autour d'une clairière que dans le but de les empêcher de rentrer dans la forêt afin de permettre ainsi de les tuer plus aisément. Leur objet nous paraissant être seulement de faciliter la chasse, nous croyons, bien que la question soit discutée, qu'on ne saurait voir dans leur pose un commencement de chasse, mais seulement un acte préparatoire, et que par suite elles peuvent être placées de nuit. (*Sic*: pour les banderoles, Paris, 31 mars 1865, D. 66, 2, 80, et 26 janv. 1866, D. 66, 1, 365 ; Cass., 16 juin 1866, D. 66, 1, 365 ; — pour les filets à lapins, Trib. correct. de Valenciennes, 26 sept. 1884, D. 86, 3, 95.) La jurisprudence décide de même au sujet des *trappes mobiles*, dites aussi à *bascule*, pratiquées dans une clôture, et organisées de telle sorte que le gibier, une fois entré dans le terrain clos, ne peut plus en sortir, la trappe se refermant derrière lui, quand bien même des appâts auraient été disposés à proximité de ces trappes à l'intérieur de la clôture pour attirer le gibier, à condition bien entendu que ces appâts ne soient pas de ceux prohibés par l'article 12 de la loi. (Cass.,

18 déc. 1886, D. 87, 1. 288, rejetant le pourvoi formé contre un arrêt de la Cour de Douai du 22 juin 1886, D. 87, 2, 286.) Ces décisions sont justes ; mais nous ne les approuverions plus au cas où le terrain clos serait tellement restreint et bien fermé, que le gibier y serait pris dans un véritable piège : nous nous trouverions alors en présence, non plus d'un moyen de chasse autorisé, mais d'un engin prohibé. Les deux arrêts que nous venons de citer ont eu soin précisément de faire ressortir « que les combinaisons  
« imaginées par l'inculpé pour enfermer le gi-  
« bier dans sa pâture ne pouvaient par elles-  
« mêmes procurer à celui-ci la possession ma-  
« térielle et immédiate de ce gibier ; qu'elles  
« n'étaient pour lui que des auxiliaires, lui faci-  
« litant sans doute cette possession, mais l'obli-  
« geant encore, pour se l'assurer, à poursuivre  
« le gibier et à le tuer au moyen du fusil. »

Un autre moyen de chasse permis est *l'affût*, consistant dans le fait par le chasseur de se dissimuler derrière un abri quelconque pour attendre la venue du gibier, qui, ne le voyant pas, s'approche sans méfiance de son guetteur, et devient ainsi pour lui une proie plus facile. Une des applications les plus pratiques de l'affût est la chasse à la hutte ou au gabion ; dans les chasses en battue en plaine, on emploie souvent aussi des claies ou autres abris pour se

dissimuler. Il n'est pas permis de douter de la légalité de ce moyen de chasse, en présence des explications données à la Chambre des pairs par la commission chargée de l'examen du projet de loi : « La commission, a dit le rapporteur, a entendu prohiber d'une manière absolue la chasse pendant la nuit ; mais elle a compris que, très souvent, la chasse à l'affût avait lieu dans un temps très rapproché de la nuit, soit le matin, soit le soir, mais qui n'est pas la nuit... »

Nous pensons que l'on devrait nécessairement déclarer licites également les procédés répréhensibles qui consistent à se cacher dans une voiture en marche ou derrière un buisson mobile, ou encore, comme dans certains pays, à se revêtir d'une peau d'animal et à se mêler ensuite à un troupeau pour pouvoir approcher le gibier sans éveiller sa méfiance ; car, d'après les principes de notre législation actuelle, on ne peut voir dans ces procédés que des moyens accessoires de la chasse à tir.

Toutefois, il nous semble que, par un arrêté pris dans un intérêt de sûreté générale, les préfets pourraient interdire d'utiliser à la chasse les charrettes, chariots, voitures, instruments agricoles attelés de bêtes de somme ou de trait, pour approcher le gibier. Mais l'emploi de buissons mobiles ne pourrait certainement pas



motiver la mise en vigueur d'un arrêté de ce genre.

Sont au contraire défendues sans aucun doute, la loi le disant expressément, les deux catégories de moyens de chasse suivants :

1<sup>o</sup> Les drogues et appâts de nature à enivrer le gibier (a. 12-5<sup>o</sup>), à l'emploi desquels nous ajouterions, par analogie, celui de ces *cornets en papier enduits à l'intérieur de glu*, et dans lesquels on a déposé un appât quelconque, de telle sorte que les oiseaux, en voulant goûter à celui-ci, se coiffent du cornet, dont ils ont grand peine à se débarrasser et qui facilite leur prise ;

2<sup>o</sup> *Les appeaux, appelants ou chanterelles* (a. 12-6<sup>o</sup>), dont de Neyremand nous donne les définitions suivantes (p. 144) : « Les appeaux  
« sont des espèces de sifflets au moyen desquels  
« on imite le cri de réclame des oiseaux. —  
« L'appelant est l'oiseau captif dont on se sert  
« pour attirer, par ses cris, ceux de son espèce.  
« — La chanterelle est le nom que l'on donne à  
« la poule de la perdrix ou à la caille femelle. »

Il ne faut pas oublier que ce sont là des moyens et non des engins prohibés ; aussi blâmons-nous énergiquement quelques décisions de justice qui, oubliant les vrais principes de la matière, ont qualifié de délit de détention d'engins prohibés et puni comme telle la possession simultanée d'une perdrix chanterelle et de sa

cage. (Limoges, 21 janv. 1858, D. 59, 2, 146 ; Orléans, 9 mai 1859, D. 59, 2, 97 ; Trib. corr. Coulommiers, 19 mai 1885, *La Loi*, 7 juin 1885.) Mais ce ne sont là que quelques décisions dissidentes, et la grande majorité des jugements et arrêts ont adopté la solution contraire. (Trib. corr. Doullens, 21 avril 1853, et Cour d'Amiens, 27 mai 1853, D. 59, 2, 145-146 ; Paris, 11 juillet 1866, et Montpellier, 28 janv. 1867, D. 67, 2, 139 ; Cass., 7 mars 1868, D. 68, 1, 361 ; Poitiers, 18 févr. 1869, D. 69, 2, 199 ; Orléans, 11 mai 1869, D. 69, 2, 119 ; Cass., 16 juin 1866, D. 66, 1, 452, etc...)

## § II

### ENGINS DE CHASSE PROHIBÉS

Nous avons déjà dit que les engins de chasse sont des instruments destinés à procurer par eux-mêmes la mort ou la capture du gibier. Tous sans exception sont interdits, et leur simple détention, aussi bien que leur usage, constitue un délit. Nous avons déjà dit que, selon nous du moins, l'emploi de trappes mobiles peut constituer, dans certains cas, le délit d'engins prohibés : c'est quand l'exiguïté de l'enclos dans lequel elles laissent pénétrer le gibier en fait un véritable piège.

Il existe une quantité de sortes d'engins telle, qu'il serait difficile d'en donner une liste complète. De ce nombre sont :

1° Les trébuchets et pièges analogues (Trib. correct. Montbrison, 10 janvier 1876, D. 76, 5, 75-76);

2° Les raquettes et sauterelles (Dijon, 9 déc. 1874, D. 78, 5, 87-88);

3° Les traquenards (Paris, 18 mai 1865, R. F., t. III, n° 447);

4° Les maisonnettes à lièvres (Gillon et Vil-lepin, n° 329);

5° Les drogues et appâts de nature à détruire le gibier (a. 12-5°, l. 3 mai 1844), la noix vomique, par exemple (Trib. correct. Lyon, 17 mars 1847, D. 47, 3, 68-69);

6° Les lacets (Cass., 20 juill. 1883, D. 83, 5, 59-60);

7° Les collets (Orléans, 11 mai 1869, D. 69, 2, 119; Rouen, 5 mai 1883, D. 83, 5, 62);

8° Les filets destinés à prendre le gibier et notamment les ainières (Caen, 21 juillet 1874, *Rec. Caen et Rouen* 1875, 1, 258), les panneaux à lièvres, chevreuils, etc. (Paris, 25 juillet 1863, R. F., t. II, n° 304), les nappes à petites mailles (Aix, 4 nov. 1867, D. 67, 2, 206);

9° Les gluaux (Cass. ch. réun., 23 avril 1847, D. 47, 1, 160; Cass., 7 mars 1868, D. 68, 1, 361).

10° Une question d'un grand intérêt pour les chasseurs s'est posée au sujet *des mues à prendre les faisans*. Elles sont, à n'en pas douter, des engins prohibés; car ce sont des pièges, et même des pièges parfaits, procurant par eux-mêmes la capture du gibier. C'est ce qu'admettent tous les auteurs qui examinent ce cas, et ce que la jurisprudence reconnaît également en principe.

Mais la mue perd-elle ce caractère d'engin prohibé, et devient-elle un moyen permis lorsqu'elle a pour but la reprise, par des propriétaires, de faisans destinés à l'élevage et à la reproduction de ce gibier, au repeuplement d'une chasse? Ce qui changerait la face des choses, ce serait une question d'intention, assez semblable à celle dont nous avons vu précédemment quelques auteurs se faire une arme pour prétendre que les pots à moineaux sont des moyens de chasse permis; mais la question est beaucoup plus délicate encore ici, la mue étant, de sa nature même, un engin prohibé. Ajoutons que la question se présente la même pour l'emploi que l'on pourrait faire de panneaux ou autres engins prohibés pour prendre toute espèce de gibier: chevreuils, sangliers, etc... pour en assurer la reproduction, et notamment repeupler un parc.

La Cour de Dijon, par un arrêt du 28 novembre 1845 (D. 46, 2, 5), s'était prononcée dans

le sens de la négative, et avait vu dans la capture, avant l'ouverture de la chasse, au moyen de pan-neaux et filets divers, de quelques couples de chevreuils et de sangliers vivants, destinés à repeupler le parc de Château-Vilain, appartenant au duc d'Aumale, le double délit de chasse en temps prohibé et avec engins prohibés. Mais, comme le fait remarquer Chenu (p. 128), tous les chasseurs savent que la chasse au faisan disparaîtrait bientôt, si l'on n'assurait le repeuplement par l'emploi sage et prudent de la mue, et la jurisprudence a cherché, dans ses derniers arrêts, la conciliation entre le texte de la loi, qui ne fait pas de doute, et les intérêts des chasseurs. Trois arrêts de la Cour de Paris, des 9 décembre 1885 (D. 86, 5, 56), 5 février 1889 (D. 90, 2, 333) et 21 janvier 1890 (D. 91, 2, 18), décident que, si les mues ou cages en osier, destinées à prendre les faisans, sont sans aucun doute de leur nature des engins prohibés, du moins leur usage est licite s'il est démontré que la capture de faisans, à l'aide de ce moyen, avait pour but l'élevage et la reproduction du gibier. C'est au juge, dit-elle, à s'entourer de tous renseignements à cet égard; et, par exemple, si ces agissements émanent du locataire du droit de chasse et que, par leur forme et leur état matériel, les bois loués ne se prêtent pas au maintien et à la reproduction des faisans, que ce

locataire ait déjà appréhendé plus de faisans qu'il n'en lâche habituellement, qu'en même temps son bail doive expirer à la fin de la saison de chasse, et que même il ait été reconnu que les faisans capturés devaient être tirés par des chasseurs au moment de leur mise en liberté, une condamnation pour fait de chasse avec engins prohibés doit être prononcée. (Arrêt précité du 21 janvier 1890.) Cette jurisprudence a été suivie depuis par un jugement du tribunal correctionnel de Rambouillet, du 17 mars 1892, (P. F., 94, 2, 89): elle est fort séduisante, et il serait à souhaiter qu'elle fût en conformité avec la loi. Malheureusement, elle est en contradiction formelle avec celle-ci, qui n'établit aucune distinction, et nul motif ne saurait la légitimer. Nous adoptons donc, à regret, mais contraint par le respect dû à la loi, la thèse de la Cour de Dijon; et, si l'on objecte que l'élevage du faisan deviendrait alors impraticable, et que sa chasse serait ainsi vouée à une disparition prochaine, nous répondrons que rien n'empêcherait de modifier la loi de manière à permettre aux préfets de donner des autorisations spéciales à ce sujet. Mais, en attendant ces modifications, nous ne pouvons que répéter une fois de plus le vieil adage : *Dura lex, sed lex*. « Il est impossible, « dit avec raison la Cour de Dijon, que les officiers de police judiciaire aient à apprécier

« l'intention des chasseurs, au moment du fait  
« de chasse, sur la destination réservée au gibier ; que le juge ait davantage à faire, en  
« présence des prohibitions absolues de la loi,  
« cette appréciation, qui serait d'ailleurs incertaine ou impossible, le fait de la conservation  
« du gibier vivant, après un procès-verbal, ne  
« prouvant nullement qu'avant la constatation  
« du fait de chasse, le chasseur eût l'intention  
« de le conserver au même état. »

La Cour de Caen a été récemment appelée à se prononcer sur une espèce fort curieuse et en même temps très délicate ; voici dans quelles circonstances. Un individu avait été surpris la nuit, en pleine campagne, porteur d'une musette en toile dissimulée sous sa blouse et contenant douze piquets en bois attachés deux à deux et munis de très longues ficelles enroulées autour, maculées de sang, et auxquelles des plumes de perdrix étaient restées adhérentes. De son aveu, il résultait que ces cordes et piquets étaient destinés à fixer un filet pour chasser les perdrix au rabat.

Poursuivi en police correctionnelle et condamné par le tribunal de Caen pour détention d'engins prohibés, cet individu porta appel ; la cause fut appelée devant la Cour le 23 novembre 1899. Toute la question était de savoir si l'on pouvait considérer les piquets et ficelles



dont l'inculpé avait été trouvé porteur comme constituant suffisamment *l'engin prohibé* dont la loi punit, non seulement l'usage, mais aussi la détention, et la Cour de Caen émit cette thèse hardie, mais très juridique à notre avis, qu'étant donnés les aveux du prévenu, « les piquets  
« attachés deux à deux et munis de longues  
« ficelles dont il avait été trouvé porteur, ficelles  
« maculées de sang, et auxquelles des plumes  
« de perdrix étaient restées adhérentes », devaient être considérées; « non pas comme un  
« accessoire insuffisant par lui-même pour  
« effectuer la capture du gibier, mais comme  
« faisant partie intégrante du filet et comme  
« constituant par suite un engin prohibé. »  
(Caen, 23 novembre 1899, S. 1900, 2, 6.)

Cette décision peut paraître un peu subtile, mais elle nous semble juste. Si l'individu poursuivi avait été trouvé muni du filet sans les piquets et les cordes, cette condamnation aurait certainement été incontestable. Il est vrai que ce n'était pas le cas, et les engins dont il avait été trouvé muni n'étaient évidemment pas par eux-mêmes susceptibles de procurer la capture du gibier; mais, comme le fait remarquer l'annotateur de l'arrêt, il résultait des aveux de l'individu qu'ils formaient partie intégrante d'un filet dont étaient porteurs des complices qui avaient échappé aux poursuites, filet qui avait,

sans contestation possible, le caractère d'un engin prohibé ; et ces aveux joints à l'aspect, soigneusement décrit par l'arrêt dans la partie de ses motifs ci-dessus transcrite, que présentaient les piquets et les ficelles, permettaient de dire que la détention d'engins prohibés n'en devait pas moins être relevée à la charge de l'inculpé, parce que ces engins ne pouvaient être considérés isolément du filet dont il reconnaissait qu'ils étaient partie intégrante.

---

## CHAPITRE IV

### Obligation pour le chasseur en action de chasse de respecter les limites de l'héritage d'autrui

#### SECTION I<sup>re</sup>

##### *Règles et considérations générales*

Muni d'un permis de chasse, le propriétaire ou concessionnaire du droit de chasse sur une terre peut s'y emparer du gibier pendant les époques permises, et ce, par tous les moyens de chasse non prohibés par la loi. Mais nous allons voir, dans ce chapitre, qu'il ne peut exercer son droit que dans les limites mêmes de l'étendue de cette terre : les limites de l'héritage d'autrui sont sacrées, et il lui est défendu de les franchir pour chasser. Il est dur certainement, surtout de nos jours, où le gibier se fait de plus en plus rare, d'abandonner la poursuite d'une compagnie de perdrix, levée déjà plusieurs fois peut-être sans qu'on ait pu saluer son départ d'un coup de fusil, alors qu'elle s'est enfin remise dans un couvert situé, hélas ! sur le terrain d'un voisin jaloux de sa chasse réservée. Mais, si

sévère qu'elle puisse paraître, cette règle est on ne peut plus juste. Outre que la pratique contraire conduirait trop souvent, de la part de chasseurs peu scrupuleux, au saccage et à la dévastation des récoltes, elle repose sur des motifs juridiques.

Nous avons vu que la Révolution de 1789 a restitué au droit de chasse son véritable caractère de dépendance, d'attribut du droit de propriété, qu'il n'a cessé de conserver depuis. Tout naturellement, il en résulte que l'on ne peut chasser, sans porter atteinte au droit d'autrui, que sur les terres dont on est propriétaire, ou sur lesquelles on est autorisé à le faire par le propriétaire ou ses ayants droit. C'est ce que répète, après les lois de 1789 et 1790, celle de 1844 dans son article 1<sup>er</sup>, al. 2, ainsi conçu : « Nul n'aura la faculté de chasser sur la propriété d'autrui sans le consentement du propriétaire ou de ses ayants droit. »

Aussi, le propriétaire ou le concessionnaire d'un droit quelconque de chasse doivent-ils veiller à n'exercer ce droit que dans la stricte limite des terres auxquelles il s'étend ; ils y sont astreints sous peine de commettre le délit de chasse sur le terrain d'autrui, que punissent les articles 11 et suivants de notre loi.

Rappelons en passant que, si, en règle générale, l'exercice du droit de chasse appartient au

seul propriétaire, il peut parfois en être autrement; il peut se faire, comme nous l'avons dit précédemment, que la propriété soit démembrée, et que le droit de chasse soit alors attaché à la possession ou à la jouissance foncière. C'est ainsi que l'usufruitier et l'emphytéote, qui jouissent tous deux d'un droit analogue, ont incontestablement, dans notre législation actuelle, le droit de chasse (arg. art. 578 C. civil), et nous n'hésitons pas non plus à l'attribuer notamment au possesseur qui, possédant pour son propre compte, et c'est là ce qui le distingue du détenteur, se comporte comme un véritable propriétaire. (Art. 2228 C. civ.) Qu'il le soit ou non, il existe en sa faveur une présomption légale de propriété qui lui confère l'exercice de tous les attributs de celle-ci, et par conséquent le droit de chasse. Si l'on remarque les termes de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi de 1844, on voit d'ailleurs qu'ils supposent cette possibilité de l'existence du droit de chasse au profit d'autres que le propriétaire. Et, comme d'autre part l'exercice de la chasse appartient souvent à d'autres que ceux à qui il revient de droit, par suite de la fréquence des cessions de chasse, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, quand, au cours de ce chapitre, nous emploierons le mot « propriétaire », nous lui donnerons le sens qu'il a en somme dans notre texte, et nous entendrons par là *celui qui a le*

*droit de chasse*, qu'il soit propriétaire ou non du terrain, qu'il possède ce droit par lui-même ou par suite de cession à titre onéreux ou gratuit (Cass., 22 déc. 1899, *Gaz. du Pal.*, 23 février 1900, 1, 113-114); et, par les expressions « *propriété d'autrui* », « *terrain d'autrui* », nous désignerons le terrain sur lequel on n'a pas le droit de chasser.

Point n'est besoin, pour qu'un fait de chasse commis sur le terrain d'autrui soit un délit, bien qu'un auteur ait prétendu le contraire (Championnière, n° 93), que le propriétaire ait manifesté par certaines démarches ou certaines indications portées à la connaissance du public l'intention de se réserver l'exercice exclusif de la chasse. Notre loi n'exige rien de semblable, et c'est aux chasseurs qu'incombe le soin de se renseigner préalablement sur l'état du territoire qu'ils veulent parcourir. Un amendement avait été présenté, lors de la discussion de la loi, qui aurait obligé à faire en ce cas une déclaration à la mairie; mais il fut rejeté malgré l'insistance de son auteur, un député du nom de Barillon. Toutefois, nous pensons que le consentement du propriétaire devrait être considéré comme tacite, s'il avait laissé chasser sur ses terres pendant un certain temps sans se plaindre; c'est ce que décident à bon droit les tribunaux. (Trib. correct. Yvetot, 17 déc. 1867, *Rec. Caen et Rouen*

1867, 2, 309 et note ; Trib. correct. Compiègne, 26 déc. 1882, D. 83, 5, 57-58 ; Trib. correct. Dreux, 11 janv. 1892, P. F. 93, 2, 68.) C'est alors au prévenu à rapporter la preuve qu'il a déjà maintes fois chassé, au vu et su du propriétaire, sans être inquiété.

Ces décisions sont justifiées par les travaux préparatoires de la loi. Quand M. Barillon vit son amendement repoussé, il demanda qu'on ajoutât au mot « consentement » de l'article 1<sup>er</sup> ceux-ci : « exprès ou tacite ». Cette seconde proposition n'eut pas plus de succès que la première ; cette fois elle dut son rejet aux observations du rapporteur présentées en ces termes : « Qu'a dit l'article 1<sup>er</sup> du gouvernement et de la « commission ? C'est qu'il faudra le consente- « ment du propriétaire. Comment ce consente- « ment peut-il être donné ? Il ne peut l'être que « d'une manière expresse ou *tacite*. Lorsque le « consentement a été donné, on ne cherche pas « comment il a été donné. Dans le système du « projet de loi, le consentement sera toujours « présumé jusqu'à ce que le propriétaire ex- « prime une intention contraire. Il en résultera « que, relativement à la poursuite d'office, le « ministère public ne pourra être mis en action « lorsqu'il n'y aura pas une plainte ou une ac- « tion dirigée par le propriétaire : je ne vois pas « à quoi servirait l'amendement qui ajouterait



« les mots « exprès » ou « tacite ». Lorsque la « loi impose la nécessité du consentement du « propriétaire, elle a nécessairement reconnu la « valeur de ce consentement, *de quelque manière qu'il fût donné.* »

Mais l'existence de ce consentement tacite cessera de pouvoir être invoquée dès que le propriétaire aura manifesté la révocation de son autorisation tacite, soit par des affiches ou des insertions dans les journaux, soit par des poteaux indiquant que la chasse est réservée ou de toute autre manière suffisante ; les tiers ne pourront plus dès lors arguer de ce qu'ils se croyaient tacitement autorisés.

Pour que le délit de chasse sur le terrain d'autrui soit punissable, il faut évidemment qu'il soit consommé ; car, aux termes de l'art. 3 du Code pénal, les tentatives de délits ne sont considérées comme délits que dans les cas déterminés par une disposition spéciale de la loi, et la loi de 1844 est muette à cet égard.

Est-il nécessaire d'autre part, qu'il y ait eu intention délictuelle ? Certains le pensent encore aujourd'hui, et la Cour de Colmar, dans un arrêt du 29 mai 1866 (aff. Bignatelle, R. F., t. III, n° 473), s'était refusée à admettre la culpabilité de traqueurs qui avaient dépassé les limites de la chasse par ignorance. Mais la majorité des auteurs et des tribunaux sont loin de suivre de

nos jours cette opinion équitable ; tandis que de Neyremand et quelques auteurs estiment que l'intention est nécessaire pour qu'il y ait culpabilité, les autres font du délit de chasse, suivant la théorie de la jurisprudence, un délit conventionnel, et, sans s'occuper de l'intention, considèrent que le délit existe du moment que le fait répréhensible est consommé. (Cass., 21 juillet 1865, D. 65, 1, 497 ; et 15 décembre 1870, D. 70, 1, 447-448 ; Dijon, 15 janvier 1873, D. 74, 2, 92 ; Cass., 10 mai 1884, S. 86, 1, 185 ; 12 juin 1886, D. 87, 1, 41.)

Ils ajoutent la plupart cependant que, bien qu'un fait de chasse ne puisse être excusé par l'intention de celui auquel il est imputé, encore faut-il, pour qu'il constitue un délit, qu'il ait été librement et volontairement exécuté, et c'est même là quelquefois un moyen pour les tribunaux de remédier à l'iniquité de ce système. C'est ainsi que le tribunal de Sarreguemines a cru pouvoir acquitter un officier de cuirassiers poursuivi pour délit de chasse sur le terrain d'autrui pour ce fait que, convoqué à une battue aux loups et placé dans la partie la plus fourrée d'un bois, croyant voir venir à lui un loup blessé que l'on recherchait, il avait tiré au jugé et abattu un chevreuil, ce que voyant, il avait immédiatement exprimé ses regrets au sujet de cette erreur. Le tribunal le renvoya

des poursuites, « attendu que le délit de chasse  
« ne peut résulter que d'un acte volontaire du  
« délinquant ; que l'on ne peut considérer  
« comme tel un fait ayant occasionné acciden-  
« tellement la mort d'une pièce de gibier ; qu'il  
« est résulté clairement de la déposition des gar-  
« des entendus comme témoins, que, de la place  
« où il était posté, le prévenu ne pouvait soup-  
« çonner, à raison de l'épaisseur du fourré, que  
« l'animal sur lequel il tirait était un chevreuil,  
« etc..... » Il est vrai que ce jugement fut  
réformé sur appel par la Cour de Metz (Metz,  
19 mars 1862, *Revue de la législ. forest.*, août  
1866, p. 106); mais cette décision est una-  
nimement critiquée comme trop rigoureuse, et  
comme ayant pris pour une question de bonne  
foi ce qui était une question de volonté.

Ce tempérament ne fait pas disparaître  
l'iniquité de ce système étrange et contraire, ce  
semble bien, à tous les principes de notre légis-  
lation générale, laquelle ne reconnaît pas le  
délit contraventionnel (arg. art. 1<sup>er</sup> C. pénal,  
art. 137 et 179 C. inst. cr.), mais qui, pourtant,  
nous paraît conforme aux intentions du législa-  
teur de 1844. Il a pour lui en effet le rejet d'une  
proposition faite par M. Ardant, lors de la dis-  
cussion de la loi, et tendant à insérer dans  
celle-ci le mot *sciemment*, et surtout l'explication  
donnée du texte par le rapporteur en ces ter-

mes : « En matière de chasse, *l'intention ne peut être présentée comme une excuse*. Le juge « devra sans doute rechercher *si le fait a été le résultat de la volonté* de celui auquel il sera « imputé ; mais il ne recherchera pas s'il y a « eu *intention* de commettre ou de ne pas commettre un délit, *le fait seul constituant la contravention*. »

La bonne foi ne pourrait donc, d'après l'opinion la plus suivie, servir d'excuse au chasseur qui dépasserait les limites des terres sur lesquelles il peut chasser ; aussi est-il prudent de bien s'appliquer à les connaître avant de se mettre en chasse, ou de se faire accompagner par un guide sûr.

Il y aurait lieu toutefois de faire exception à cette règle, au cas tout spécial où le chasseur aurait été induit en erreur sur les limites du terrain, et attiré dans un véritable piège par le propriétaire limitrophe ou par le garde de celui-ci. (Trib. correct. d'Yvetot, 17 déc. 1867, *Recueil de Caen et Rouen*, 1867, 2, 312. — Paris, 17 fév. 1888, *Gaz. du Pal.*, 1888, 1, 339.)

Au contraire de ce qui a lieu pour la bonne foi, on décide généralement que l'art. 66 C. pén. est applicable en matière cynégétique, et que, par suite, le mineur de seize ans, convaincu d'avoir commis le délit de chasse sur le terrain d'autrui, doit être acquitté s'il est décidé qu'il a

agi sans discernement, sauf à payer les frais, et des dommages-intérêts s'il y a lieu. (Cependant *contra*: Houel, n° 105; Petit, t. 2, p. 145.)

Ces considérations sur la bonne foi et le non-discernement ne sont du reste pas spéciales au délit qui nous occupe. Elles ont une portée générale et concernent tout délit de chasse.

Faisons enfin une dernière remarque : c'est que la prohibition de chasser sur le terrain d'autrui s'applique à tous les moyens de chasse, « sans avoir égard à l'espèce de tel ou tel autre « moyen, et sans distinguer, ni si ce moyen est « ou non ordinaire, ni s'il s'agit d'une chasse « ordinaire ou d'une chasse extraordinaire, ni « si le terrain de chasse est un bois ou d'une « autre nature », sauf toutefois en ce qui concerne les propriétés réservées à la chasse du chef de l'État, lesquelles demeurent soumises à l'ordonnance de 1669 : ainsi décidait la Cour de cassation avant la loi de 1844 (Cass., 30 mai 1822 et 8 mai 1824, S. 1822-1824, 1, 83 et 456 ; 11 avril 1840, S. 40, 1, 466), et cette solution est encore exacte de nos jours, l'art. 16 de la loi du 30 avril 1790 ayant déclaré qu'il serait pourvu par une loi particulière à la conservation des plaisirs personnels du chef de l'État, et cette loi particulière étant encore à faire de nos jours.

Ces règles générales posées, il nous faut voir de quelle manière le propriétaire ou conces-

sionnaire d'un droit de chasse est exposé à enfreindre la défense à lui faite par la loi de chasser hors des limites du territoire sur lequel s'étend son droit, c'est-à-dire comment il peut se rendre coupable du délit de chasse sur le terrain d'autrui : ce sera l'objet de la seconde section de ce chapitre.

## SECTION II

### *Des diverses manières de commettre le délit de chasse sur le terrain d'autrui.*

Il est bien évident que l'individu qui pénètre sur le terrain d'autrui, et le parcourt un fusil chargé et armé à la main et prêt à faire feu, enfreint la défense des articles 1 et 11, et encourt les peines dont la loi punit cette violation du droit d'autrui. Mais, si c'est là la forme typique du délit de chasse qui nous occupe, ce n'est pas la seule qu'il puisse revêtir, et les décisions de justice nous en font connaître de nombreuses variétés. Étant donnée la multiplicité des hypothèses qui peuvent se présenter, l'examen des faits de chasse sur le terrain d'autrui va nécessairement nous arrêter assez longtemps.

§ I<sup>er</sup>

L'ACTE DÉLICTUEUX PEUT ÊTRE LE FAIT PERSONNEL DU CHASSEUR ; MAIS LE DÉLIT PEUT RÉSULTER ÉGALEMENT DU FAIT DE SES AUXILIAIRES, GENS OU BÊTES, ET L'INTRODUCTION, SOIT DU CHASSEUR, SOIT DE SES AUXILIAIRES SUR LE TERRAIN D'AUTRUI N'EST PAS NÉCESSAIRE.

Si l'acte de chasse délictueux est quelquefois personnel et exclusif au chasseur, il peut aussi résulter du fait de ses auxiliaires, gens ou bêtes qui l'accompagnent ; et il est en outre constant que l'existence du délit de chasse sur le terrain d'autrui n'est pas subordonné à l'introduction et à la présence des chasseurs, ni même de leurs auxiliaires sur le terrain d'autrui ; il suffit qu'il soit constaté que les prévenus ont été surpris se livrant, même du dehors, secondés ou non en cela par des aides ou des chiens, à la recherche et à la poursuite du gibier pouvant se trouver sur ce terrain. Le résultat est alors, en effet, exactement le même que si le chasseur y avait pénétré pour rechercher le gibier ; et refuser de voir dans une pareille hypothèse un délit, ce serait aller contre l'esprit de la loi en donnant aux chasseurs peu scrupuleux un moyen trop



facile de contourner celle-ci. Étant donné le morcellement actuel de la propriété, ce serait rendre lettre morte, dans bien des cas, la défense de chasser sur le terrain d'autrui. Aussi voit-on que, si tant est qu'on puisse voir là une extension des dispositions prohibitives des articles 1<sup>er</sup> et 11, cette extension se justifie aisément, étant en conformité parfaite avec l'esprit de la loi dont elle tend à remplir le but.

Ajoutons que la décision qui, en pareil cas, se prononcerait pour l'absence de délit, serait sujette à la censure de la Cour de cassation; car on ne saurait la considérer comme contenant une appréciation souveraine des faits échappant au contrôle de celle-ci, mais bien comme donnant seulement à ces faits une qualification légale susceptible d'être déférée à la Cour suprême. (Cass., 18 mars 1853, D. 53, 1, 175.)

C'est par application de ces principes que ce même arrêt a déclaré coupables du délit de chasse sur le terrain d'autrui des individus qui avaient eu recours au stratagème suivant pour pouvoir tirer le gibier se trouvant sur les terres d'un sieur d'Ivry, sans cependant pénétrer sur celles-ci. Après avoir tenu conseil devant la grande porte du parc de ce dernier, ils s'étaient séparés deux par deux pour parcourir les chemins publics qui divisaient la propriété; et, pendant que les uns étaient placés dans des affûts

faits par eux sur deux pièces de terre où ils avaient le droit de chasse, les autres avaient continué à se livrer à des marches et contre-marches sur les chemins, en faisant du bruit pour effrayer le gibier des terres bordant ces chemins et le pousser ainsi vers les affûts. Nous retrouvons la même solution, donnée pour un cas semblable, dans une décision beaucoup plus récente, émanée du tribunal correctionnel de Provins, en date du 17 décembre 1884. (*Gaz. Pal.*, 85, 1, 691.)

Il a été jugé aussi que le chasseur qui, placé sur une terre où il a le droit de chasse, attend le gibier que des compagnons ou des traqueurs poursuivent sur les terres d'autrui et cherchent à envoyer vers lui, commet le même délit de chasse sur le terrain d'autrui. (Cass., 15 décembre 1870, D. 70, 1. 447; 16 janvier 1872, D. 72, 1, 145; Amiens, 30 avril 1885, *Gaz. Pal.*, 85, 1, 683.)

Il y aurait lieu de déclarer coupable du même délit le chasseur qui, sans s'introduire lui-même dans la propriété réservée d'autrui, exciterait du dehors ses chiens à y quêter et faire lever le gibier (Paris, 16 février 1870, D. 70, 2, 57-58; Amiens, 15 janvier 1887, Lajoye, *Quelques questions de chasse*, 4<sup>e</sup> série, p. 14), et la même solution devrait être donnée au cas où le chien ainsi excité par le chasseur à la

recherche du gibier ne lui appartiendrait pas. (Paris, 16 février 1870, précité.)

Ces décisions méritent d'être approuvées sans réserve, pour les motifs que nous avons donnés plus haut; mais nous n'irions pas jusqu'à décider, comme l'a fait un arrêt de la Cour de Paris du 13 août 1859, cité par de Neyremand, qui lui donne par erreur la date du 8 mars 1866 (p. 213) et rapporté dans le *Répertoire de Législation et de Jurisprudence forestières* (t. 1, p. 350, n° 188), que le délit existe encore à la charge du chasseur au cas où ses rabatteurs ont pénétré sur le terrain d'autrui, malgré les expresses recommandations qu'il leur avait faites de s'en bien garder. Cette solution nous paraît inadmissible, et non seulement nous admettons la thèse contraire, mais encore nous croyons, avec la Cour suprême, que le chasseur dont les traqueurs ont passé sur le terrain d'autrui, ne peut être rendu pénalement responsable du délit commis par ceux-ci, alors que rien n'établit qu'ils aient ainsi agi par son ordre, et à plus forte raison, si, comme dans l'espèce soumise à la Cour, le chasseur, de l'endroit où il était placé, ne pouvait voir ce qui se passait et empêcher, par conséquent, le fait de se produire. (Cass., 30 juin 1870, D. 71, 1, 191.)

En effet, il ne faut pas perdre de vue que tout délit de chasse, ainsi que nous l'avons dit au

début de ce chapitre, suppose un acte de chasse réunissant tous les éléments constitutifs de ce délit, et de plus *librement et volontairement exécuté*. Nul ne peut donc être déclaré coupable du délit de chasse sur le terrain d'autrui, s'il n'a, par des actes bien caractérisés, manifesté la volonté de rechercher, de poursuivre ou d'atteindre le gibier (selon la définition que nous avons donnée de la chasse) sur un terrain où il ne peut légalement exercer ces actes de recherche, de poursuite ou d'atteinte ; et cette manifestation de volonté fait précisément défaut dans les hypothèses que nous examinons. Mais, bien entendu, cette immunité au point de vue pénal laisse subsister l'obligation de payer le dommage qui aurait pu être causé par le passage des traqueurs.

C'est pour le même motif que la jurisprudence refuse de déclarer en délit l'individu dont le chien a été trouvé poursuivant le gibier, dès lors que le maître n'a pas concouru à cette poursuite, soit en mettant son chien en chasse, soit en le suivant ou faisant suivre pour s'approprier la capture qu'il ferait. Cet individu, coupable d'un simple défaut de surveillance de son chien, n'encourt que la responsabilité civile du dommage causé. (Cass., 20 nov. 1845, D. 46, 1, 26 ; Cass., 21 juillet 1855, D. 55, 1, 363 ; Nancy, 11 févr. 1846, D. 46, 2, 52.)

§ II

PEU IMPORTE L'ÉTENDUE DES TERRES SUR LES-  
QUELLES A ÉTÉ COMMIS L'ACTE DE CHASSE.  
PORTÉE DE CETTE RÈGLE.

Le fait de chasse sur le terrain d'autrui doit être puni, quelque minime que soit l'étendue des terres sur lesquelles il a été accompli. Cette règle, déjà admise bien avant la loi actuelle (Cass., 25 avril 1828, S. 1828-1830, 1, 87), n'est de nos jours contestée par personne. Cependant, y aurait-il délit au cas où il s'agirait de petites parcelles de terres éparses et enclavées dans une propriété sur laquelle les chasseurs ont le droit de chasser, et alors que ceux-ci ou leurs rabatteurs auraient longé les limites de ces parcelles, et qu'à leur passage le gibier qui s'y trouvait se serait levé ?

La question s'est présentée le 8 mai 1872 devant le Tribunal correctionnel de Douai, qui l'a tranchée dans le sens de la négative. Appel de ce jugement ayant été porté par la partie civile, la Cour de Douai le confirma le 5 août de la même année, et un pourvoi formé contre cette seconde décision fut à son tour rejeté par la Cour de cassation à la date du 23 janvier

1873. (V. ces trois décisions : D., 1873, 1, 162, affaire Pillon de Saint-Philibert c. Legentil et autres.) Les juges de première instance, comme ceux d'appel et ceux du pourvoi, basèrent leur sentence sur ce que de grandes précautions avaient été prises pour empêcher que les traqueurs ne traversassent par inattention ou ignorance les parcelles enclavées, et déclarèrent que, si, en contournant les parcelles comme ils ne pouvaient se dispenser de le faire, ces derniers avaient pu inquiéter et faire lever du gibier s'y trouvant, « cette circonstance, si elle « s'était produite, avait été tout accidentelle et « indépendante de toute provocation *volontaire* « de la part desdits traqueurs. » Comme on le voit, la solution ne faisait dans l'espèce aucun doute, l'absence de volonté manifeste devant entraîner forcément l'acquiescement des sieurs Legentil et consorts, même au cas où les traqueurs, transgressant les ordres reçus, auraient pénétré sur les terres où la chasse était réservée pour autrui ; mais ce moyen justificatif très souvent ne se présentera pas. Que décider alors ? Nous ne pensons pas que, même en ce cas, les chasseurs puissent être déclarés en délit, si la preuve de l'intention délictueuse n'est pas rapportée : admettre le contraire serait, à notre avis, donner une portée trop étendue aux expressions « chasser sur le terrain d'autrui »

de l'art. 1<sup>er</sup> de notre loi : si le législateur de 1844, outre qu'il a voulu empêcher la destruction du gibier, s'est appliqué à protéger la propriété du droit de chasse et à en réserver l'exercice exclusif au propriétaire, si minime que soit son fonds, ou à son ayant droit, il n'a pas entendu porter atteinte en quoi que ce soit aux droits du propriétaire voisin, et chacun peut chasser chez soi comme il l'entend, dès lors qu'il ne cherche pas systématiquement à porter atteinte au droit du petit propriétaire qu'il borne de toutes parts. A cet argument de droit, ajoutons avec l'annotateur de l'arrêt du 23 janvier 1873 précité, que la chasse à la traque, unanimement considérée comme permise et d'un usage très répandu, deviendrait à peu près impossible si on admettait l'existence du délit; car il deviendrait indispensable de s'assurer préalablement du consentement de tous les propriétaires des terres voisines sur lesquelles le gibier pourra être indirectement inquiété par les agissements bruyants des traqueurs. C'est à chacun de comprendre que, comme le fait remarquer cet arrêtiste, « les obligations de tolérance réciproque  
« qui dérivent des relations du voisinage  
« veulent qu'on supporte les inconvénients  
« de la chasse du voisin quand ils n'ont rien  
« d'excessif, d'autant plus que, s'il arrive aux  
« traqueurs de déplacer, sans l'avoir voulu, le



« gibier qui se trouve sur les terres rapprochées  
« du lieu de la chasse, en compensation une  
« partie du gibier qu'ils font lever trouve parfois  
« sur ces mêmes terres, au profit de celui qui  
« a le droit d'y chasser, un refuge qu'il n'y eût  
« pas cherché sans les manœuvres qui l'ont  
« fait fuir. »

### § III

#### SIMPLE PASSAGE DU CHASSEUR ; PRÉCAUTIONS A PRENDRE

Le simple passage du chasseur sur le terrain d'autrui peut-il être considéré comme délit ?

Évidemment non ; car il n'y a pas là acte de chasse. Ainsi, je traverse la propriété d'autrui après avoir pris la précaution de faire coupler mes chiens, de désarmer mon fusil : je puis être tranquille, des poursuites pour délit de chasse sur le terrain d'autrui ne m'atteindraient pas. La jurisprudence s'est maintes fois prononcée en ce sens, suivant en cela celle des siècles passés ; car Merlin dit dans son *Répertoire* (v° *Chasse*, § 4, n° 5) : « Lorsqu'un seigneur passe  
« sur une terre qui ne lui appartient pas pour  
« aller chasser sur la sienne, il doit faire cou-  
« pler ses chiens », et il cite notamment un jugement de la Table de marbre, du 6 juillet

1707, qui fit défense au sieur Bichon de traverser la terre de Pleurs avec ses chiens, à moins qu'ils ne fussent couplés. Si cette condition était nécessaire, on la considérerait donc du moins comme suffisante.

Mais on ne saurait recommander trop de prudence au chasseur qui pénètre, pour un motif quelconque, sur le terrain d'autrui ; car l'attitude de chasse constitutive du délit n'est pas toujours chose aisée à définir. Les tribunaux ont là-dessus un pouvoir absolu d'appréciation, et l'examen de quelques-unes des espèces sur lesquelles ils ont été appelés à statuer suffit à montrer la difficulté pour les juges de se tracer des règles un peu fixes en cette matière.

Ainsi, un arrêt de la Cour d'appel d'Aix, du 26 août 1819, mentionné par Lajoye (*Dict. de jurispr. à l'usage des chasseurs*, v° *Chasseur*, p. 42), a condamné un individu pour avoir poursuivi des perdreaux à la course dans le but de s'en emparer, tandis que le tribunal de Compiègne a acquitté, le 24 février 1895, un individu qui avait pénétré sans armes dans un champ appartenant à autrui pour effrayer et faire envoler des perdreaux qu'il y avait vus. (R. F., n° 115, XI.) Par un jugement du 7 décembre 1874 (aff. Borderel, R. F., t. VII, n° 56), le tribunal correctionnel de Charleville érigeait en principe que l'attitude de chasse ne peut constituer à elle

seule le délit de chasse sur le terrain d'autrui que si elle a pour objectif certain et prouvé la recherche ou la capture du gibier sur ce terrain ; et, d'autre part, d'après deux arrêts de la Cour de Paris, tous les deux infirmatifs, en date des 26 janvier et 3 février 1886, être sur le terrain d'autrui, armé et prêt à tirer, c'est commettre un délit alors même que le chasseur prétendrait avoir l'intention de tirer, non pas le gibier occupant les terres d'autrui, mais seulement celui parcourant la propriété sur laquelle il a le droit de chasser, et que cette intention serait bien établie.

Il nous reste à voir si certaines exceptions n'ont pas été apportées aux principes que nous venons d'étudier pour des cas exceptionnels où les nécessités de la chasse pratique semblent l'exiger. Ainsi, le gibier poursuivi quitte les terres où les chasseurs exerçaient leur droit en toute sécurité, et passe sur la propriété voisine : peuvent-ils l'y suivre sans délit ? Ou bien encore, ils blessent mortellement un gibier sur une terre où ils sont en droit de chasser, et celui-ci va chercher un refuge sur des terres voisines réservées : ont-ils le droit d'y pénétrer pour s'en emparer ? Ils font enfin lever sur leur terrain soit une perdrix, soit un lièvre, qui passe immédiatement sur une terre limitrophe sur laquelle ils ne sont pas autorisés à chasser : peuvent-ils

cependant l'y tirer de leur terrain, étant donné qu'ils l'ont fait lever chez eux? C'est par l'examen de ces questions et de celle de savoir si le propriétaire d'un terrain qui a cédé son droit de chasse sur ce terrain, et continue d'y chasser malgré le cessionnaire, commet un délit, questions les plus importantes de la matière, que nous allons terminer cette étude des différentes manières de commettre le délit de chasse sur le terrain d'autrui.

#### § IV

AU CAS OU LE GIBIER POURSUIVI QUITTE LES  
TERRES SUR LESQUELLES LES CHASSEURS ONT  
LE DROIT DE CHASSER, ET PASSE SUR LA PRO-  
PRIÉTÉ VOISINE RÉSERVÉE, CEUX-CI PEUVENT-  
ILS L'Y SUIVRE SANS DÉLIT ?

Cette question amène inévitablement sous notre plume le nom d'un droit jadis fameux, et à l'occasion duquel on a beaucoup discuté: nous voulons parler du droit de suite.

Nous l'avons vu en traitant l'historique de notre sujet, ce droit était généralement admis avant 1789, en doctrine et en jurisprudence. La loi du 3 avril 1790, muette sur ce point, portait seulement qu'il était interdit de chasser sur le

terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire. On en conclut assez généralement que le droit de suite se trouvait par là même supprimé implicitement, et c'est à ce système que se rallia la jurisprudence. Une seule exception était admise en faveur de la chasse aux animaux nuisibles, par application du décret du 19 pluviôse an V, qui modifiait, relativement à cette chasse spéciale, les dispositions de la loi de 1790.

Lorsque, en 1843, le gouvernement demanda aux Chambres de voter une loi nouvelle, le projet qu'il déposa reproduisait le principe que nul ne peut chasser sur le terrain d'autrui sans son consentement, et, pas plus que la loi de 1790, il ne parlait du droit de suite.

M. Peltureau de Villeneuve proposa son rétablissement; mais la remarque du marquis de Langle que ce pourrait être l'organisation du braconnage en grand, le principe du respect dû à la propriété et une certaine couleur féodale dont ses adversaires l'affublèrent fort habilement le firent rejeter par la Chambre des députés. Soutenu à la Chambre des pairs par la commission elle-même, le droit de suite n'eut pas plus de succès auprès de la haute assemblée, et il est bien certain qu'aujourd'hui il n'existe pas.

Cependant, le législateur ne pouvait pas, après avoir permis la chasse aux chiens cou-

rants, faire du passage de ces chiens sur le terrain d'autrui un délit, du moins d'une façon absolue. C'eût été manquer de logique, en retirant d'une main ce qu'il avait donné de l'autre, vu l'état du morcellement de la propriété en France, qui ne fait que s'accentuer de jour en jour davantage ; c'eût été supprimer à brève échéance, non seulement la chasse à courre, suspecte en 1844 comme trop exclusivement aristocratique, mais toute chasse aux chiens courants, c'est-à-dire le plaisir favori des petits chasseurs, des habitants des campagnes de notre époque. Aussi M. de Morny déposa-t-il à la suite du rejet de l'amendement Peltereau de Villeneuve un sous-amendement ainsi conçu :

« *Pourra ne pas être considéré comme délit de*  
« *chasse le fait du passage des chiens courants*  
« *sur l'héritage d'autrui, lorsque ces chiens se-*  
« *ront à la suite d'un gibier lancé sur la pro-*  
« *priété de leurs maîtres, sauf l'action civile, en*  
« *cas de dommage, s'il y a lieu. »*

Le rapporteur et le garde des sceaux adhérèrent aussitôt à cet amendement, qui, voté par la Chambre des députés et plus tard par celle des pairs, est devenu l'alinéa 3 du § 2 de l'article 11 de notre loi.

Qu'on ne s'y trompe pas, si l'on peut voir dans cette disposition un dernier vestige du droit de suite, ce vestige est bien éloigné, car le

passage des chiens sur le terrain d'autrui n'est jamais un droit ; c'est au contraire toujours un *délit* imputable à leur maître, mais *un délit qui peut être excusable*, et, avec beaucoup de raison, le législateur a laissé aux tribunaux le soin de trancher la question de culpabilité du chasseur. Comme sur un grand nombre d'autres points de notre matière, les juges ont ici *un pouvoir souverain d'appréciation* quant aux circonstances qui ont pu motiver le passage, et après examen desquelles ils décideront, suivant le cas, d'admettre ou non une *excuse* en faveur du chasseur. Et de ce que notre texte laisse, dans tous les cas, subsister tout au moins la présomption du délit, il résulte que c'est au chasseur à prouver qu'il se trouve dans le cas d'excuse prévu par loi. Tout cela résulte des termes de l'article 11 et de la discussion à laquelle il a donné lieu au sein des deux Chambres.

Puisque la jurisprudence apprécie souverainement en cette matière, examinons donc à quelles conditions elle subordonne l'excuse dont elle a été instituée dispensatrice.

De l'ensemble des décisions quasi innombrables qui ont été rendues, se dégage l'exigence de trois conditions ; il faut : 1° que la chasse ait été commencée avec droit ; 2° que le passage des chiens constitue un fait indépendant de la volonté du chasseur ; 3° que celui-ci et ses gens



ne prennent aucune part à la poursuite du gibier sur le terrain d'autrui.

La jurisprudence exige en premier lieu que la chasse ait été commencée avec droit; cette condition se passe de commentaire : si le gibier avait été levé sur un terrain où le chasseur n'était pas en droit de chasser, on se trouverait en face d'un délit ordinaire de chasse sur le terrain d'autrui. (Cass., 4 janv. 1878, aff. Pellé de Champigny, D. 78, 1, 334; rej., 1<sup>er</sup> mai 1880, D. 81, 1, 94; Paris, 27 mai 1882, R. F., t. XII, n° 10; Cass., 11 mai 1883, aff. Bouvet, D. 83, 5, 56-57.)

En second lieu, le passage des chiens doit constituer un fait indépendant de la volonté du chasseur. C'est bien ainsi que l'a entendu le législateur; le ministre de la Justice, en adhérant à l'amendement de Morny, s'était exprimé en ces termes: « Il n'y a pas, en cette matière, de « principes absolus. Si le chasseur dont les « chiens traversent un héritage, n'a pas fait ce « qui dépendait de lui pour les retenir ou les « empêcher; les juges pourront condamner; « mais dans le cas contraire, lorsque le fait du « passage aura été parfaitement indépendant de « la volonté du propriétaire, la condamnation « serait une injustice, et alors les tribunaux ne « condamneront pas. » Le maître doit donc faire tous ses efforts pour rappeler ses chiens ou les

rompre, s'il lui est possible de le faire, ou tout au moins doit-il avoir été dans l'impossibilité d'empêcher leur passage sur le terrain d'autrui. (Caen, 26 janvier 1866, D. 70, 2, 56-57 ; Cass., 15 déc. 1866, D. 67, 1, 141 ; Rouen, 3 fév. 1870, R. F., t. v, n° 36 ; Cass., rej., 26 juillet 1878, D. 79, 1, 142 ; Trib. corr. Loudun, 13 mai 1881, R. F., t. ix, n° 91 ; Amiens, 11 mars 1882, *Journ. de Dr. crim.*, 1882, p. 227 ; Paris, 27 mai 1882, précité ; Cass., 11 mai 1883, précité ; Caen, 3 avril 1884, *Rec. arr. Caen et Rouen*, 1884, 1, 238 ; Nancy, 15 mai 1884, D. 84, 5, 54 ; Trib. correct. Dreux, 18 janv. 1892, *Gaz. Pal.*, 92, 1, *Suppl.* p. 21 ; Trib. corr. Pontoise, 5 janv. 1900, D. 1900, 2, 112.)

Enfin, il est nécessaire que le chasseur et ses gens n'aient coopéré en rien à la poursuite du gibier par les chiens, sur le terrain d'autrui ; cette condition avait été formulée en ce qui concerne la suite par le chasseur, lors de la discussion à la Chambre des pairs.

Sur interpellation de M. Decazes, le rapporteur, M. le ministre de la Justice et M. Barthe, qui présidait la séance, déclarèrent successivement que le chasseur qui pénétrerait à la suite de ses chiens sur le terrain d'autrui, serait coupable de délit inexcusable.

On a cherché, sans résultat d'ailleurs, à exonérer les piqueurs de toute responsabilité à

ce point de vue ; le moyen de défense présenté était hardi, il mérite d'être rapporté. C'est devant le tribunal correctionnel de Blois que la question s'était présentée, le 27 mars 1846, et, au nom du piqueur, on soutint que celui-ci n'était pas coupable du délit, parce que, disait-on, un piqueur n'est, pour le maître d'équipage, qu'un instrument de chasse, aussi bien que la meute dont il fait véritablement partie ; il doit être assimilé aux chiens, et, comme le passage de ceux-ci sur le terrain d'autrui, le sien peut n'être pas un délit. Le tribunal admit ce système, mais la Cour d'Orléans, saisie du litige, fit bonne justice d'une pareille théorie. (Orléans, 12 mai 1846, rapporté par Sorel, p. 70.) Il est impossible de prétendre, en effet, qu'un piqueur agisse instinctivement comme un chien, et que l'ardeur de la poursuite lui fasse oublier les limites de la propriété de son maître. Il a, au contraire, un rôle actif et intelligent à remplir ; sa mission consiste à conduire, diriger et surtout surveiller les chiens, et il fait si bien acte de chasse personnel que, nous l'avons vu, il doit être muni d'un permis : il doit, par suite, être soumis aux autres obligations du chasseur, et ce que celui-ci est astreint à faire, il faut qu'il le fasse aussi. Comme son maître, il doit rompre les chiens, et, s'il s'en abstient volontairement, il commet un délit.

Mais nos législateurs, croyons-nous, n'ont entendu considérer comme délictueux que le passage du chasseur ou de ses gens chez autrui dans le but de continuer la chasse, et nous ne verrions aucun délit dans le fait par le chasseur de pénétrer sur le terrain d'autrui pour rappeler ou rompre ses chiens. Ainsi pensent tous les auteurs (Giraudeau, Lelièvre et Soudée, n° 792; Sorel, t. 2, n° 33; DeNeyremand, p. 198; Leblond, t. 1<sup>er</sup>, n° 223; Villequez, n° 13), et cette distinction est également faite par la jurisprudence. Le chasseur ou son piqueur pénètrent-ils sur les terres d'autrui pour rompre les chiens, ils ne sont pas répréhensibles (Cass. rej., 30 nov. 1860, D. 61, 1, 500); y passent-ils au contraire à la suite des chiens pour les appuyer, ils commettent un délit (Cass. rej., 28 janvier 1875, D. 75, 1, 331; Orléans, 27 juillet 1882, D. 83, 5, 56). « On comprend », en effet, comme le fait observer M. Dalloz (D., 61, 1, 500, note 3), « que le « chasseur ait pu suivre ou faire suivre les « chiens pour tenter de les rompre, et pour ne « pas discontinuer une surveillance à laquelle « l'oblige son devoir de faire cesser le plus tôt « possible un fait préjudiciable à autrui. Ainsi, « suivant les circonstances. l'action de pénétrer « sur le terrain d'autrui à la suite des chiens « poursuivant le gibier, peut être reconnue « exclusive de l'intention de chasser ». Et, en ce

cas, comment voir, dans le passage du chasseur ou du piqueur, un acte délictueux? Bien loin de là, en pénétrant à la suite des chiens pour les rompre, ils entrent dans l'esprit de la loi; leur fait et des plus louables, et c'est le cas ou jamais d'appliquer les propres paroles du garde des Sceaux que nous citions tout à l'heure : « La « condamnation serait une injustice, et alors les « tribunaux ne devront pas condamner. »

La Cour de cassation, suivie en cela par la Cour d'Angers, qui a statué sur renvoi, va même jusqu'à faire une obligation pour le chasseur de pénétrer sur le terrain d'autrui pour en faire sortir les chiens qu'il n'a pu empêcher d'y entrer : par arrêt du 7 décembre 1872, elle a refusé, fort sévèrement sans doute, le bénéfice de l'art. 11 à un individu qui avait allégué l'impossibilité où il s'était trouvé de rompre ses chiens, par suite de la défense formelle qui lui avait été faite antérieurement par le propriétaire du terrain de mettre les pieds dans sa forêt : la Cour a estimé qu'une telle défense ne peut évidemment s'appliquer au cas exceptionnel où il s'agit de ramener les chiens, et de faire cesser une chasse prohibée. (Cass., 7 déc. 1872, D. 72, 1, 476; et Angers, 17 mars 1873, D. 73, 2, 172, sur renvoi.)

Il n'y a pas, d'ailleurs, que le passage des chasseurs ou de leurs gens duquel puisse

résulter la participation de ceux-ci à l'acte de chasse délictueux des chiens. C'est ainsi, notamment, que la jurisprudence refuse généralement l'application de notre texte aux chasseurs qui, loin de rappeler leurs chiens et de chercher à les rompre, se postent à la sortie du terrain d'autrui et y attendent le gibier, prêts à faire feu. Cette solution ne va pas cependant sans difficulté : la question de culpabilité du chasseur qui se met en pareille posture est discutée en doctrine et en jurisprudence. Giraudeau (n° 803) est d'avis qu'il y a délit ; dans cette opinion, voici comment on raisonne : il n'est pas possible au chasseur, dit-on, d'invoquer l'excuse de l'art. 11 ; car il a concouru par son attitude au fait de chasse, en principe délictueux, de sa meute. En se postant ainsi pour attendre le retour du gibier, son but évident est de profiter de la poursuite accomplie par ses chiens chez autrui. Il y participe ainsi doublement ; d'une part, même s'il a d'abord essayé en vain de faire revenir ses chiens, son attente en attitude de chasse marque un changement de résolution survenu en lui, et un consentement tacite de sa part à la chasse qui continue, et, d'autre part, il s'associe plus activement encore à cette chasse en cherchant à en profiter. L'existence du délit doit donc être relevée à sa charge, car il y a eu participation au moins indirecte à la poursuite

du gibier. On invoque en outre les travaux préparatoires de la loi : combattant un amendement qui avait pour but de substituer les mots « ne sera pas considéré » à ceux « ne pourra pas être considéré » de l'art. 11, M. Feutrier a cité comme un cas de délit l'hypothèse suivante : « Un individu est propriétaire d'une petite portion de terrain ; il se promène avec ses chiens « près de la propriété contiguë, une forêt, par « exemple, qui ne lui appartient pas, mais à « son voisin... Les chiens ont-ils ou n'ont-ils « pas fait lever le gibier sur la petite propriété « du chasseur ? Personne ne le sait. Cet individu « attend que les chiens poursuivent le gibier qui « a été levé je ne sais où, et le ramènent à la « randonnée, un lieu voisin du départ. *Il connaît la voie que suivait habituellement le gibier, la coulée ; il s'y est tenu armé, il tire et tue...* » Le rejet de l'amendement, après une opposition ainsi motivée, implique, dit-on, l'admission du caractère délictueux du fait de tirer le gibier ramené par les chiens. Ce système a été généralement suivi en jurisprudence ; c'est celui de la Cour de cassation. (Orléans, 27 mai 1852, R. F., t. II, n° 274 ; Colmar, 22 mars 1864, *Rec. arr. Colmar* 1869, p. 342 ; Cass., 15 décembre 1866, D. 67, 1, 141 ; Nancy, 15 mai 1884, D. 84, 5, 54 ; Dijon, 17 mars 1897, D. 97, 2, 214.)



De Neyremand et Leblond sont les deux principaux représentants de l'opinion contraire. D'après eux, le retour de l'animal est naturel, et l'on ne saurait empêcher le chasseur qui le retrouve sur le terrain où il a droit de chasser de le tirer et le tuer, si l'occasion lui en est donnée. Cette opinion a pour elle quelques décisions et notamment un arrêt de la Cour d'Orléans du 10 juin 1861 (D. 61, 2, 173), un autre de la Cour de Colmar, du 24 avril 1866 (R. F., t. III, n° 499), et deux jugements beaucoup plus récents, l'un du tribunal correctionnel de Langres du 5 février 1897 (D. 97, 2, 214) et l'autre du tribunal de Mortagne, en date du 7 décembre 1898 (*Gaz. du Pal.*, 1899, 1, 243).

Ce second système nous paraît bien préférable. Certes, le raisonnement qui conduit à voir dans l'attitude du chasseur une participation indirecte à l'acte en principe délictueux de ses chiens, est séduisant au premier abord; mais, pour peu qu'on réfléchisse, on aperçoit vite combien il est illogique et déraisonnable. « Ne  
« l'oublions pas, observe Leblond (n° 230), le  
« gibier a été trouvé et levé précisément sur le  
« terrain de celui auquel on voudrait contester  
« le droit de le tirer, quand, après une courte  
« incursion sur l'héritage d'autrui, il revient,  
« guidé par l'instinct, à l'endroit où il séjourne  
« habituellement. C'est chassé par lui qu'il avait

« momentanément abandonné le lieu de sa  
« retraite, et qu'instinctivement encore il a  
« cherché son salut dans la fuite chez le voisin.  
« Mais ce voisin, nous l'avons vu, aurait fort  
« bien pu le tirer au passage, et l'on voudrait  
« que celui sans le fait duquel cet animal n'au-  
« rait pas gagné le terrain d'autrui, soit traité  
« plus défavorablement, qu'il ne puisse même,  
« ne fût-ce que par juste réciprocité, tirer le  
« fugitif qui revient sur son terrain: est-ce lo-  
« gique ? est-ce équitable ? »

Nous estimons donc qu'il n'y a pas de délit dans le fait par un chasseur d'attendre, sur une terre où il a le droit de chasser, le retour d'un gibier que ses chiens y ont lancé, et qu'ils poursuivent à travers l'héritage d'autrui. Mais, pour cela, deux conditions nous paraissent nécessaires : il faut d'abord que les deux premières conditions rendant apte à se prévaloir de l'article 11 se trouvent remplies, c'est-à-dire que la chasse ait été commencée avec droit, et que le chasseur n'ait pas pu empêcher ses chiens de passer chez le voisin, et de plus, le passage des chiens sur la propriété d'autrui doit avoir été fortuit et loyal. Ainsi, s'il résultait clairement de l'ensemble des faits et des habitudes d'un individu, qu'il avait prémédité l'incursion de ses chiens sur le terrain d'autrui ; s'il était établi que, profitant du droit de chasse qu'il a

sur la lisière d'une forêt ou sur une terre trop peu étendue pour pouvoir y chasser avec des chiens courants, il y a amené les siens avec la certitude qu'ils passeraient immédiatement chez autrui, attendant ensuite le retour du gibier qu'il sait devoir lui être ramené par ses chiens ; s'il est coutumier du fait, l'immunité de l'article 11 devrait lui être refusée. Il y a là, de la part du chasseur, des manœuvres déloyales et frauduleuses, pour lesquelles évidemment elle n'a pas été créée : à peine lancé, l'animal est passé sur la propriété contiguë, et c'est sur celle-ci que la chasse a eu lieu à peu près tout entière. Peut-on voir là le simple *passage* que la loi a entendu rendre excusable ? Non, certainement. Il s'agit, en somme, d'une véritable chasse sur le terrain d'autrui ou plutôt, disons le mot, car il est exact, d'un véritable fait de braconnage, étant donnée la façon dont il a été accompli, et c'est précisément l'hypothèse et la seule pour la répression de laquelle M. Feutrier demandait qu'on donnât aux tribunaux le pouvoir de condamner ou d'absoudre selon les circonstances.

Comme on a pu le remarquer, l'article 11 ne déclare excusable que le fait du passage de chiens *courants* sur l'héritage d'autrui : est-ce à dire que le passage de tout autre chien sera délictueux ?

Si l'on s'en tient au texte de la loi et à la

discussion parlementaire qui en a accompagné le vote, il faut l'admettre, écrivent presque tous les auteurs. Mais décider ainsi, ce serait pousser trop loin le rigorisme de la loi ; aussi estiment-ils préférable d'approuver une tolérance généralement établie et d'ailleurs pleinement justifiée par l'équité, et concluent-ils, à la presque unanimité, en faveur de l'extension du bénéfice de l'article 11. (De Neyremand, p. 207 et suiv., n° 40 ; Sorel, p. 79 ; Leblond, n° 221.)

Il nous semble que la question doit être résolue sur un terrain tout autre ; quant à étendre l'immunité de notre article à d'autres chiens que les courants, cela n'est certainement pas possible. Aucun doute ne saurait subsister en présence du rejet d'un amendement présenté par M. de Morny, et tendant à la suppression du mot courant, rejet qui eut lieu sur l'observation de M. Hébert que « le chien d'arrêt revient toujours à la voix de son maître ».

Si erronée que soit cette observation, la volonté du législateur de restreindre l'excuse au passage des seuls chiens courants n'en est pas moins évidente, et nous ne saurions adopter la solution donnée par les auteurs que nous indiquions à l'instant, du moins par les arguments qu'ils mettent en avant, trop peu concluants et trop en contradiction avec les travaux préparatoires de la loi. Certes, nous estimons que le

passage sur la propriété d'autrui d'un chien quelconque à la poursuite d'un gibier pourra être jugé délictueux ou absous par les juges selon les circonstances ; mais nous appuyons cette opinion sur des motifs bien différents. Puisqu'il ne peut être question ici du bénéfice de l'art. 11, le chasseur est placé sous l'empire du droit commun. Le chien ne doit pas chasser sur les terres d'autrui, même à la poursuite d'un gibier levé à bon droit ; son incursion chez autrui est donc délictueuse en principe. Mais il ne faut pas perdre de vue cette règle unanimement admise, et que nous avons déjà eu maintes fois l'occasion d'appliquer, à savoir qu'un fait de chasse ne saurait être déclaré délictueux s'il n'a pas été exécuté en toute liberté et volonté de la part du chasseur auquel il est imputé. Eh bien, s'il est démontré que le chien a passé sur le terrain d'autrui malgré les efforts de son maître pour l'en empêcher, s'il est établi que celui-ci l'a rappelé en vain, qu'il a fait son possible pour le rompre, le fait ayant été absolument indépendant de la volonté de l'inculpé, la moindre faute n'est imputable à celui-ci, et il ne saurait être condamné. C'est la solution admise par la jurisprudence. (Metz, 8 janvier 1845, cité par Gillon et Villepin, *Suppl. au Code des chasses*, p. 23 ; Arg. d'anal. de Cass., 21 juillet 1855, D. 55, 1, 363 ; Trib. corr. Neuchâtel, 23 oct. 1875,

cité par Leblond, n° 188; Trib. corr. Roanne, 21 déc. 1883, *Journ. Dr. crim.*, 1884, p. 52.)

On a beaucoup crié contre l'abolition du droit de suite et fait valoir l'insuffisance de l'immunité facultative de l'article 11 : les regrets que l'on manifeste parfois encore aujourd'hui de sa disparition sont-ils bien fondés ? Les lignes suivantes, que nous empruntons à un spirituel écrivain, M. Joseph Lavallée, aussi excellent jurisconsulte que grand chasseur, édifieront sur ce point ceux qui seraient tentés de désirer le rétablissement de l'ancien état de choses :

« A entendu la plupart des chasseurs, l'ancien régime était un âge d'or, pendant lequel  
« les chasseurs ne pouvaient être arrêtés par  
« aucune limite, et nous vivons dans un siècle  
« de fer qui ne laisse à nos plaisirs aucune latitude. Pour faire justice de ces accusations,  
« il faut commencer par se rendre compte de ce  
« qu'était le droit de suite sous l'ancienne monarchie, et nous verrons alors si ce système  
« était préférable à notre loi actuelle. Je l'ai  
« déjà dit à propos de la chasse à tir : sous l'ancien régime, la propriété se divisait en domaine direct et en domaine utile. Le domaine  
« direct appartenait au souverain ; le domaine  
« utile avait été par lui abandonné à ses sujets.  
« Parmi les dépendances du domaine direct était  
« placé en première ligne le droit de chasse. Ce

« droit appartenait au souverain sur tout le ter-  
« ritoire et n'appartenait qu'à lui. Par une con-  
« cession purement gracieuse, il avait autorisé  
« les possesseurs de fiefs à chasser. C'était une  
« délégation du droit royal qui leur était faite :  
« ceux-ci pouvaient donc suivre le gibier lancé  
« sur leur fief, comme aurait pu le faire le roi,  
« c'est-à-dire partout. Mais cette licence n'était  
« accordée d'abord qu'aux seuls possesseurs de  
« fiefs; elle n'avait lieu que pour la grande  
« chasse, la chasse noble, la chasse à cor et à  
« cri ; mais, dès qu'on employait le fusil pour  
« raccourcir l'animal de meute, dès qu'on com-  
« mençait, comme on dit en vénerie, à découpler  
« le quatrième relais, le droit de suite n'avait  
« plus lieu ; le gentilhomme qui possédait une  
« terre ne constituant pas un fief, n'avait pas le  
« droit de suite. Ainsi, la chasse du petit pro-  
« priétaire, celle que nous faisons quand il nous  
« arrive de lancer un lièvre avec quelques  
« beagles ou quelques bassets, et que nous  
« allons nous embusquer au coin d'une haie  
« pour le fusiller au passage, n'autorisait en  
« aucune manière le droit de suite. Celui qui se  
« livrait à cet exercice en sortant de ses limites,  
« dit Le Verrier de La Conterrie, s'exposait à de  
« graves désagréments, et même à la perte de  
« sa liberté. Voilà ce qu'était le système tant  
« réclamé de nos jours, un privilège accordé



« au seul possesseur de fief, et seulement quand  
« il chassait à cor et à cri. Maintenant, que les  
« veneurs mettent la main sur leur conscience,  
« et disent si ce régime leur semble préférable  
« à celui sous lequel nous vivons ! »

§ V

PEUT-ON PÉNÉTRER SANS DÉLIT SUR LE TERRAIN  
D'AUTRUI POUR S'EMPARER D'UN GIBIER QUE  
L'ON A MORTELLEMENT BLESSÉ SUR SON TER-  
RAIN A SOI ?

Passons maintenant à notre seconde question : je blesse mortellement une pièce de gibier sur une pièce de terre où je suis en droit de chasser, et ce gibier va chercher un refuge sur la propriété réservée du voisin ; ai-je le droit d'y pénétrer pour le rechercher et m'en emparer ?

Oui, certainement, et la question ne peut faire aucun doute; car tout le monde s'accorde à reconnaître que le gibier blessé mortellement est devenu, par l'effet du coup qui l'a mortellement frappé, la propriété de celui qui l'a ainsi atteint. Celui-ci peut dès lors sans délit, en sa qualité de propriétaire, aller rechercher l'animal et s'en emparer sur le terrain d'autrui, comme il irait

y ramasser n'importe quel objet perdu par lui. Peu importe que le gibier meure immédiatement ou non : prendre un gibier mort n'est certainement pas un acte de chasse, et, par une association d'idées faciles à comprendre, on a été amené à assimiler le gibier mortellement blessé au gibier mort. Comme la mort, en effet, la blessure mortelle consomme l'occupation et met en réalité fin à la chasse ; la même raison de décider existe pour le gibier qui est sur ses fins. Ces solutions ne font aucun doute en jurisprudence. (Cass., 23 juillet 1869, D. 69, 1, 536 ; Rouen, 21 décembre 1879, D. 82, 5, 70-71 ; Trib. correct. Loudun, 13 mai 1881, D. 82, 5, 71 ; Cass., 20 déc. 1894, D. 95, 1, 160 ; Paris, 17 oct. 1895, 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> espèces, D. 96, 2, 63-64.)

Pour pénétrer sur le terrain d'autrui, le chasseur n'a même pas besoin, selon nous, de désarmer préalablement son fusil ; la seule chose essentielle, c'est qu'il ne chasse pas, et ce point ne peut être défini que d'après les circonstances du fait. On doit même décider qu'il pourra faire quêter son chien pour retrouver une pièce tombée à un endroit dont il n'a pu se rendre un compte exact à une certaine distance près, étant donné l'éloignement où il se trouvait. Car admettre le contraire, ce serait retenir d'une main ce qu'on donnerait de l'autre, en rendant trop souvent illusoire le droit reconnu au chasseur de prendre

possession du gibier qu'il a, sinon tué, tout au moins mis dans l'impossibilité de fuir; sans compter que rechercher une pièce morte n'est certainement pas un acte de chasse, et qu'en vertu de l'assimilation à celle-ci de la pièce blessée à mort ou sur ses fins, sur laquelle tout le monde est d'accord quant à la question de propriété, on ne saurait davantage considérer comme délictueuse la recherche de la bête mourante. (Consulter sur ces points: Berriat-Saint-Prix, p. 134; Giraudeau, Lelièvre et Soudée, nos 232 et 233; Villequez, nos 31 à 40; de Neyremand, p. 116 et suiv.; Jullemier, p. 71; Leblond, t. 1<sup>er</sup>, n° 226.)

Par contre, nous verrions dans tous les cas un délit dans le fait par le chasseur de tirer un coup de fusil sur le gibier pour l'achever. On oppose à cette opinion qu'elle conduit à des conséquences parfois très rigoureuses, au cas, par exemple, où, acculé par les chiens et devenu furieux, l'animal de chasse, un sanglier supposons, constitue un véritable danger pour les chasseurs comme pour leurs chiens. S'il s'agissait d'un petit gibier, d'une caille, d'une perdrix ou d'un lièvre, ajoute l'annotateur d'un arrêt de la Cour de cassation du 28 août 1868 (Pand. fr., ch. iv, 1, 299), le chasseur s'en emparerait facilement, et personne ne verrait là un fait de chasse: ce n'est pas parce que la main-

mise sur un sanglier exige un acte plus violent qu'on peut y voir un acte de chasse. Mais, l'argument ne porte pas : tirer un coup de feu sur un gibier est à coup sûr un acte de chasse et non un simple acte de mainmise. Et, quant à l'objection tirée du danger qui peut exister pour la vie des chiens et même la sécurité des personnes, la réponse est bien simple : des chiens mis hors de combat, n'est-ce pas l'épisode fréquent, sinon forcé, des chasses à la grosse bête ? Quant aux chasseurs, si la bête les attaque, ils pourront faire feu sur elle sans crainte d'encourir une condamnation pour délit de chasse sur le terrain d'autrui ; car alors, ils auront accompli, non pas un acte de chasse, mais un acte de légitime défense, ce qui est bien différent et ne saurait leur être reproché. La jurisprudence est en notre sens. (Cass., 28 août 1868 précité ; Bourges, 9 juin 1877, *Rev. forest.*, 1876-1877, p. 319 ; Dijon, 3 mars 1880, *Rec. arr. Dijon*, 1882, p. 120.) Un arrêt assez récent de la Cour de cassation semble cependant impliquer la solution contraire. (Cass., 20 déc. 1894, D. 95, 1, 160.)

« Il est bien entendu, dit M. Sorel (p. 77),  
« que le propriétaire du terrain sur lequel le  
« gibier est tombé mortellement frappé a le  
« droit d'empêcher le chasseur d'entrer sur ce  
« terrain, même pour y prendre ce gibier. »

C'est ce qu'enseignent tous les auteurs, et nous n'avons garde de nous élever là contre : le respect dû à la propriété veut qu'il en soit ainsi. Mais, si le propriétaire du terrain refuse de remettre le gibier mort ou blessé à mort au chasseur, il va de soi que celui-ci pourra lui réclamer des dommages-intérêts, ou tout au moins la valeur de ce gibier. « En agissant ainsi, dit fort bien M. Villequez (p. 115, n° 51), il « prive aussi bien le chasseur propriétaire du « gibier de l'exercice de son droit, que s'il s'en « emparait, et tout propriétaire peut faire valoir « son droit. Le propriétaire du sol n'aurait pas « plus le droit de garder mon gibier sur son « terrain que toute autre chose m'appartenant ; « je le revendique, il faut bien me le rendre. « Si le vent avait emporté mon chapeau sur « votre terrain, vous pourriez m'empêcher d'y « entrer pour le prendre : pourriez-vous pour « autant vous dispenser de me le rendre en le « laissant sur place? »

Mais une condition *sine qua non* de l'existence du droit que nous accordons au chasseur, c'est que le gibier soit tout au moins mortellement blessé ou sur ses fins. Le droit de suivre le gibier sur la propriété d'autrui ne lui appartiendrait donc pas si le gibier était seulement blessé sans l'être à mort, s'il tenait tête aux chiens sans être forcé. Simplement blessé ou fatigué,

le gibier conserve son caractère de *res nullius* : il n'appartient à personne ; sa poursuite, sa recherche constituent des actes de chasse, et, si elles ont lieu sur le terrain d'autrui, elles sont délictueuses. Mais quand la blessure est-elle réputée mortelle ? Quand le gibier est-il sur ses fins ? C'est là qu'on se heurte à de grandes difficultés ; la distinction sera souvent subtile, et autant le principe est simple, autant les applications en sont délicates. Comme le fait observer Chenu, « rien ne ressemble plus à un « perdreau mortellement blessé qu'un perdreau « simplement blessé, ou même qui ne l'est pas « du tout..... Un cerf, un sanglier surtout, peut « faire tête aux chiens, sans être cependant sur « ses fins. »

C'est aux tribunaux à décider, d'après un examen minutieux des faits : ils verront, suivant les circonstances, s'il y a lieu de tenir comme mortellement blessé un perdreau démonté, un lièvre à la patte fracassée, un sanglier qui fait tête à la meute hurlante, et découd les chiens qui l'approchent de trop près. Le temps nécessaire pour la recherche, la distance à laquelle s'est produite la prise par les chiens courants, le nombre et la nature des blessures reçues par l'animal et quantité d'autres détails fourniront la plupart du temps aux juges des éléments suffisamment précis et déterminants pour se

former une conviction. Une expertise relative aux blessures pourra souvent aussi être ordonnée utilement.

Il y a là, en somme, une question toute de fait à résoudre, et nous pouvons seulement tout au plus poser ce principe que, pour faire naître le droit de pénétrer chez autrui, sans délit, au profit du chasseur qui a blessé un animal sur un terrain où il avait le droit de chasser, il ne suffit pas que la blessure soit mortelle, en ce sens que la mort doive s'ensuivre dans un délai plus ou moins rapproché; il faut encore que cette blessure ait mis la bête dans l'impossibilité d'échapper au chasseur. (*Sic* : Cour supr. de justice de Luxembourg, 8 mai 1897, D. 99, 2, 399; Poitiers, 7 août 1889, D. 91, 2, 27.)

## § VI

TIR DE CHEZ SOI DU GIBIER VOLANT AU-DESSUS  
DU TERRAIN D'AUTRUI, ET TIR DE CHEZ AUTRUI  
DU GIBIER QUI SE TROUVE SUR SA PROPRIÉTÉ  
A SOI.

Nous arrivons à l'examen de notre troisième hypothèse : un chasseur lève, sur son terrain, une perdrix ou un lièvre, et l'animal, à peine levé, passe immédiatement sur la propriété voi-



sine, sur laquelle notre nemrod n'est pas autorisé à chasser. Peut-il cependant, étant donné qu'il a levé ce gibier sur une terre où il chassait avec droit, le tirer de cette terre sur celle du voisin ?

Nous ne pensons pas que le chasseur soit en droit de le faire. Tout le monde est d'accord pour voir un délit de chasse sur le terrain d'autrui dans le fait, par un chasseur posté sur son propre terrain, de tirer sur celui d'autrui un gibier à plumes posé ou un gibier à poil, alors même qu'il l'aurait levé chez lui. Chacun reconnaît sans discuter qu'on se trouve bien alors en présence de tous les éléments de ce délit. Mais l'accord n'est plus aussi parfait lorsqu'il s'agit du gibier tiré au vol : certains auteurs, et non des moins éminents, ont voulu engager sur ce point une controverse qui ne laisse point que de nous étonner, car elle nous paraît absolument dénuée de fondement.

« Commettrai-je un délit de chasse sur le  
« terrain d'autrui, écrit de Neyremand (p. 216,  
« n° 15), si, après avoir levé des perdrix sur  
« mon terrain, je les tire au-dessus du terrain  
« d'autrui ? Evidemment non, puisque, dès l'in-  
« tant où le gibier ne repose ni sur le sol ni sur  
« les arbres ou broussailles du voisin, celui-ci  
« ne saurait dire que ce gibier est sur son  
« terrain. »

Giraudeau est du même avis pour le même motif, et il pousse si loin cette façon de penser, qu'il conclut de même à l'absence de délit au cas où l'on tirerait au vol, étant sur son terrain, un gibier au-dessus de la propriété réservée du voisin, de laquelle ce gibier viendrait de se lever !

Leblond (n° 211) professe aussi l'opinion de de Neyremand.

Mais ces auteurs s'en tiennent à cette simple allégation, et ne discutent nullement la question. Un jugement du tribunal correctionnel de Douai, en date du 13 décembre 1879 (D. 80, 3, 103, aff. Catoire) a adopté ce système, dont il développe avec soin tous les arguments :

« Attendu, y lisons-nous, que, sans parler  
« des difficultés multiples auxquelles donnerait  
« lieu la question de savoir si une pièce de gi-  
« bier tirée au vol se trouvait, au moment où elle  
« a été tirée, en deçà ou au delà de la ligne qui,  
« idéalement tracée dans l'espace, sépare deux  
« héritages voisins, il faut tout d'abord se de-  
« mander si l'air qui nous environne, si l'es-  
« pace, qu'on appelle le domaine des oiseaux,  
« peut être considéré comme étant la propriété  
« exclusive du propriétaire du sol pour la par-  
« tie de cet espace qui correspond à l'étendue  
« du terrain dont il est propriétaire ; que la né-  
« gative, selon ce qu'enseigne d'ailleurs la doc-

« trine, ne paraît pas pouvoir faire de doute ; —  
« Attendu que vainement on prétendrait que, le  
« propriétaire du sol ayant en même temps la  
« propriété du dessous et du dessus (art. 552  
« C. civ.), il doit être réputé propriétaire (jusqu'à  
« quelle hauteur ?) de la partie de l'espace cor-  
« respondant à son terrain ; — Que ces mots  
« propriété du dessus » ne s'entendent que des  
« choses qui reposent sur le sol, comme les  
« constructions, les plantations et tout ce qui  
« peut être considéré comme en faisant partie  
« intégrante ; — Que l'air, au contraire, est de  
« ces choses qui, par leur nature, répugnent à  
« l'idée d'une appropriation exclusive ; qu'il est  
« du nombre de celles que les jurisconsultes  
« appellent *res communes*, et dont tous nous  
« jouissons, sans qu'elles puissent devenir la  
« propriété exclusive de personne. . . . .

« Attendu que le législateur, dans l'article 11  
« invoqué par le demandeur, a interdit la  
« chasse sur le *terrain* d'autrui, et qu'on ne sau-  
« rait prétendre que l'air, que l'oiseau traverse  
« au vol, soit réellement, comme le sol même,  
« le terrain d'autrui ; — que l'air est en quelque  
« sorte un terrain neutre dont la jouissance  
« appartient à tous et où le gibier, par suite,  
« doit pouvoir être librement recherché et at-  
« teint, pourvu toutefois que le chasseur ne l'ait

« pas fait préalablement lever sur la propriété  
« d'autrui pour le tirer ensuite dans les airs, ce  
« qui constituerait incontestablement le fait de  
« chasse sur le terrain d'autrui. . . . Par ces  
« motifs, renvoie les prévenus des fins de la  
« poursuite. » Sur appel, ce jugement a été con-  
firmé. (Douai, 11 février 1880, *Rec. de la jurispr.  
de la Cour de Douai*, 1881, p. 175.)

Un second système, qui nous paraît beau-  
coup plus juridique et plus logique, et qui a en  
outre l'avantage d'éviter les distinctions, appli-  
que le même principe, qu'il s'agisse de gibier à  
poil ou de gibier à plumes, de gibier posé ou  
courant ou de gibier volant, et se prononce pour  
l'existence d'un délit dans tous les cas. Les  
partisans de ce second système n'ont pas grand  
mal à réfuter victorieusement les arguments de  
leurs adversaires, et à montrer à ceux-ci les  
ridicules conséquences auxquelles conduit leur  
bizarre théorie.

Il est bien évident, en effet, que le Code civil  
a entendu consacrer l'antique maxime : *Qui  
dominus est soli, dominus est cæli et inferorum*,  
et que l'espace aérien situé au-dessus de la  
surface d'un fonds appartient au propriétaire  
de ce fonds, quoi qu'en dise le tribunal de  
Douai. (Arg. art. 552 C. civ., et ancien art. 672  
ou nouvel art. 673, modifié par la loi du 20 août  
1831.) Et ce tribunal, quand il vient parler de

*res communes* et de *terrain neutre dont la jouissance appartient à tous*, nous semble avoir fait une étrange confusion entre l'*air respirable* et l'*espace aérien*. Quant à l'argument tiré des mots *terrain d'autrui* de l'article 11, il est sans valeur. Ne peut-on en effet lui opposer les termes *propriété d'autrui* de l'article 1<sup>er</sup>, dont l'article 11 ne fait que sanctionner la disposition ? On doit donc donner au mot *terrain* l'étendue que comporte l'expression *propriété*, employée dans cet article 1<sup>er</sup>.

Enfin, il n'est pas davantage exact de dire que, « dès l'instant où le gibier ne repose ni sur « le sol, ni sur les arbres ou broussailles du « voisin, celui-ci ne saurait dire que ce gibier « est sur son terrain », et qu'il n'y a par conséquent pas chasse sur le terrain d'autrui dans le fait de tirer un oiseau volant sur ce terrain. Comme le remarque finement l'annotateur du jugement de Douai, précité (D. 80, 3, 103, n. 3 finale), « la loi n'exige pas, pour qu'il y ait « acte de chasse sur un fonds, que le gibier soit « rigoureusement sur ce fonds, qu'il touche ce « fonds au moment où il est atteint ; elle veut « seulement que le gibier soit alors au-dessus « de ce fonds. Autrement, il faudrait reconnaître « qu'il n'y a pas de délit de la part du chasseur « qui, posté sur sa propriété, tire un chevreuil « dans l'instant où il bondit au-dessus de l'hé-

« ritage voisin. Entre cette dernière hypothèse  
« et celle du jugement rapporté, il n'y a cepen-  
« dant d'autre différence que celle du plus au  
« moins, et cette différence ne saurait donner  
« lieu à l'application de principes différents. Au  
« surplus, le système du tribunal de Douai  
« aboutirait à des conséquences singulières, qui  
« lésaient gravement le droit de propriété.  
« Dans ce système, qu'un propriétaire s'établisse  
« dans son jardin et près de sa limite pour y  
« chasser aux alouettes, rien n'empêcherait un  
« voisin de tirer, de son terrain, les alouettes  
« voltigeant au-dessus du miroir. » De pareilles  
conséquences sont suffisantes pour décider de  
la valeur du système; nous préférons donc  
la théorie qui consiste à considérer les fonds  
comme limités par des plans verticaux.

Quant à la difficulté de la preuve du délit, on  
ne peut nier qu'elle existera dans certains cas,  
mais pas toujours cependant : il ne saurait y en  
avoir, par exemple, au cas où l'oiseau se serait  
levé sur le fonds d'autrui. Et, lorsqu'il sera déli-  
cat et peu facile de constater la situation qu'oc-  
cupait l'oiseau au moment du coup de fusil,  
d'établir si, à cet instant décisif, il avait ou non  
franchi la ligne fictive séparative des deux héri-  
tages, ce sera aux tribunaux à résoudre dans  
leur sagesse cette question de fait, à l'instar de  
bien d'autres laissées à leur appréciation. La

preuve sera toujours à la charge du voisin, et nous estimons que les tribunaux devront se montrer très rigoureux dans l'admission de cette preuve.

Notre opinion prévaut en jurisprudence; nous pouvons relever en ce sens un jugement du tribunal de Corbeil du 10 décembre 1880. (*Chasse illustrée* du 8 octobre 1881, dans laquelle on lira avec intérêt les judicieuses observations de M. Texier sur la question.) Elle a également été consacrée par la Cour de Douai elle-même (Douai, 8 juin 1887, *Jurispr. de la Cour de Douai* 1887, p. 55), qui est ainsi revenue sur sa jurisprudence antérieure. (*Sic* : Chenu, p. 82, n° 3; Dalloz, *Rép.*, v° *Chasse*, p. 196, et *Supplém.*, v° *Chasse*, n° 48.)

Il ne nous paraîtrait pas plus contestable qu'il y ait délit de chasse sur le terrain d'autrui, dans le fait par un chasseur de tirer, de la propriété d'autrui où il se tient, un gibier qui vole ou court sur son propre terrain. La question est cependant discutée en doctrine et en jurisprudence. Là encore, nous retrouvons, parmi les partisans de la négative, Giraudeau, Soudée et Lelièvre (n° 228) et de Neyremand (p. 230, n° 20); parmi ceux qui professent notre opinion, Chenu (p. 83, n° 3); et nous avons vu au cours de ce chapitre, en parlant de l'attitude de chasse constitutive du délit de chasse sur le terrain d'autrui



en cas de passage sur ce terrain, les contradictions des décisions judiciaires relatives à notre question. Sans discuter sur le point de savoir si l'acte de chasse doit être considéré là où le coup de fusil a été tiré, ou bien là où il a porté, question que Giraudeau résout arbitrairement, il nous suffit, pour justifier notre manière de voir, de constater l'attitude de chasse sur le terrain d'autrui avec la capture du gibier comme objectif évident, dont on ne saurait nier l'existence en pareil cas, et qui constitue à elle seule le délit.

## § VII

LE PROPRIÉTAIRE D'UNE TERRE QUI A LOUÉ SON DROIT DE CHASSE SUR CETTE TERRE, COMMET-IL LE DÉLIT DE CHASSE SUR LE TERRAIN D'AUTRUI, S'IL Y CHASSE MALGRÉ LA DÉFENSE QUI LUI EN EST FAITE PAR LE LOCATAIRE ?

On s'est enfin demandé si le propriétaire d'une terre qui loue sans réserve son droit de chasse sur cette terre, et continue cependant d'y chasser malgré la défense du locataire, se rend coupable de délit de chasse sur le terrain d'autrui, ou s'il n'est passible que d'une réparation civile.

Dans un premier système, on dit que, l'art. 11 de la loi du 3 mai 1844 ne punissant que *celui qui chasse sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire*, on ne saurait déclarer coupable de ce délit le concédant, lequel chasse sur ses propres terres. En agissant de la sorte, ce dernier porte évidemment atteinte à un droit ; il cause un dommage et en doit réparation ; mais il viole une convention et non la loi, et ne saurait être actionné par la voie correctionnelle. C'est ce qu'enseignent notamment MM. Rogron (p. 34), Championnière (p. 12), Lavallée et Bertrand (p. 43), Dalloz (*Rép.*, v° *Chasse*, n° 58, et *Suppl.*, n° 463), et nous devons dire que les décisions les plus récentes de la jurisprudence sont en ce sens. (Rouen, 7 mai 1881, D. 83, 5, 63-64 ; Paris, 12 février 1884, confirmant un jugement du trib. correct. de Provins, 14 novembre 1883, D. 85, 5, 57-58.)

Nous ne partageons pas cependant cet avis, et nous n'hésitons pas à déclarer le propriétaire justiciable des tribunaux correctionnels ; car il porte atteinte à un droit que, plus que tout autre, il était tenu de respecter. L'objection tirée du texte de l'art. 11 tombe devant l'esprit de cette disposition de la loi. « Quelque sévère que  
« puisse paraître l'opinion qui se prononce  
« contre le propriétaire, dit fort bien Leblond  
« (n° 203, p. 206), il nous paraît impossible, en

« droit, de s'y soustraire, dès qu'il est reconnu  
« que l'acte intervenu entre le prévenu et le loca-  
« taire de la chasse est bien un acte de cession  
« proprement dit. Vainement objecterait-on que  
« le texte ne réprime que la chasse *sur le terrain*  
« *d'autrui*; il est bien certain que ces mots  
« doivent être, comme on l'a dit, entendus *se -*  
« *cundum subjectam materiam*, et n'ont point ici  
« le sens strict et étroit que l'on voudrait leur  
« donner. Car, de même que, dans notre loi, par  
« le mot *propriétaire*, on doit entendre celui qui  
« a le droit de chasse, de même il ne s'agit ici  
« que du terrain sur lequel on n'a pas ce droit.

« La disposition qui punit la chasse sur le  
« terrain d'autrui, disent de leur côté Gillon et  
« Villepin (n° 266), ne doit pas être prise à la  
« lettre et appliquée isolément. Il ne faut pas la  
« séparer de l'article 1<sup>er</sup>, qui subordonne le droit  
« de chasse au consentement du propriétaire ou  
« de ses ayants droit. *Propriétaire* doit donc  
« être employé ici dans le *sens de celui à qui le*  
« *droit de chasse appartient.* »

Or, le cessionnaire est un ayant droit, et, par  
le fait même de la cession, la chasse a cessé  
d'appartenir au propriétaire sur son terrain; le  
cessionnaire se trouve subrogé dans tous ses  
droits en ce qui concerne la chasse, et pour  
celui-ci il n'est qu'un tiers comme un autre.  
(*Sic* : Berriat-Saint-Prix, p. 129; de Neyremand,

p. 284 et suiv. ; Camusat-Busserolles, p. 45 ; Giraudeau, n° 763 ; — Colmar, 1<sup>er</sup> octobre 1867, S. 68, 2, 249 ; trib. correct. Meaux, 15 juin 1877, *Journ. de dr. crimin.* 1877, p. 326.)

Au reste, cette dernière interprétation n'est-elle pas de beaucoup préférable ? Si la jurisprudence se décide à prendre un parti contraire, il ne sera plus possible de louer des chasses sans avoir recours chaque fois à l'article 1226 du Code civil, qui permet d'insérer dans l'acte une clause pénale.





## DEUXIÈME PARTIE

### *De certaines chasses spéciales*

---

Nous venons d'étudier les conditions d'exercice du droit de chasse qui sont imposées en principe aux chasseurs par la loi du 3 mai 1844 et les quelques lois postérieures qui l'ont légèrement modifiée sur certains points. Mais cette théorie générale, que nous connaissons maintenant dans ses détails, n'est pas absolue : le législateur a jugé bon d'apporter quelques dérogations à ces règles ordinaires, en ce qui concerne un certain nombre de chasses présentant des caractères spéciaux. C'est à l'étude de ces dérogations que nous allons consacrer cette deuxième partie de notre sujet. Elles sont de deux sortes : tantôt, en effet, l'exemption de telle ou telle obligation résulte de la loi elle-même, et tantôt celle-ci confie aux préfets le soin de

modifier, soit en les étendant, soit en les restreignant, les exigences de notre législation cynégétique.

Nous diviserons donc tout naturellement cette seconde partie en deux chapitres : dans le premier, nous nous occuperons des chasses dont les conditions d'exercice résultent du texte même de la loi ; dans le second, nous traiterons des chasses dont les règles sont établies par des arrêtés préfectoraux.

---



## CHAPITRE I<sup>er</sup>

### Chasses dont les conditions spéciales d'exercice résultent de la loi elle-même

Deux chasses sont incontestablement soumises à des conditions spéciales d'exercice, conditions de faveur d'ailleurs, en vertu des dispositions mêmes de la loi de 1844. Ce sont, en premier lieu, la chasse pratiquée dans un enclos attenant à une habitation, et, en second lieu, la destruction des bêtes fauves exercée par le propriétaire, possesseur ou fermier, aux propriétés duquel elles portent dommage : nous consacrerons à chacune d'elles une section dans ce chapitre.

On s'est aussi demandé si la chasse sur mer ou au bord de la mer est soumise, quant à son exercice, aux quatre conditions générales imposées aux chasseurs par notre loi sur la chasse, ou si elle ne doit pas être considérée comme hors cette loi, en vertu de l'esprit et des termes mêmes de celle-ci. Nous traiterons cette question dans une troisième et dernière section.

## SECTION I<sup>re</sup>

### *Chasse dans un enclos attenant à une habitation*

#### § I<sup>er</sup>

#### MOTIFS QUI ONT INSPIRÉ L'IMMUNITÉ DE L'ARTICLE 2 DE LA LOI DU 3 MAI 1844

Ainsi que nous l'avons précédemment indiqué, c'est pour l'État un droit et un devoir de surveiller l'exercice de la chasse et d'en régler les conditions : diverses raisons d'intérêt général l'exigent. Mais cette ingérence de l'État, ce contrôle, ne se justifie qu'autant qu'ils sont nécessaires ; ils doivent cesser là où, se heurtant avec des principes non moins indéniables avec lesquels ils sont inconciliables, ils deviendraient inutiles et vexatoires. Le législateur de 1844 a pensé que c'est précisément le cas pour la chasse en terrain clos attenant à une habitation. Il a considéré que l'ingérence de l'État devait s'effacer devant la difficulté qu'il trouvait à concilier la surveillance de l'exercice de la chasse dans l'enclos avec le principe de l'inviolabilité du domicile, principe sacré pour tous,

pour l'Etat aussi bien que pour les particuliers. Voilà pourquoi, aux termes de l'article 2 de la loi de 1844, « le propriétaire ou possesseur peut  
« chasser ou faire chasser en tout temps, sans  
« permis de chasse, dans ses possessions atten-  
« nantes à une habitation et entourées d'une  
« clôture continue faisant obstacle à toute com-  
« munication avec les héritages voisins. »

Un rapide examen de la discussion à laquelle a donné lieu la loi ne permet pas de douter que tels soient bien les motifs de cette disposition.  
« C'est par respect pour le domicile, disait  
« M. Pascalis à la Chambre des députés, que  
« nous avons entendu permettre au propriétaire  
« de chasser en tout temps dans les propriétés  
« closes attenantes à son habitation. De plus, la  
« constatation des délits y serait difficile, et dans  
« quel cas et comment pourrait-elle avoir lieu ?  
« On ne peut autoriser des agents publics, des  
« gardes champêtres à violer le domicile des  
« particuliers. » Veut-on d'autres citations ?  
Voici les paroles que prononçait M. Gillon, touchant le même point : « La faculté, disait-il,  
« qui est laissée de chasser dans l'enclos auquel  
« tient une habitation n'a pas d'autre source  
« que le respect pour le domicile du citoyen et  
« le foyer de la famille. Cela est si vrai que, s'il  
« n'y a pas d'habitation, mais seulement une  
« usine ou une étable, ou tel bâtiment étranger

« à l'habitation de l'homme, il ne donnera pas  
« la faculté réservée par notre article. » Et  
M. Ressigeac, membre de la commission par-  
lementaire, déclarait de même à la tribune que  
la considération dominante qui avait inspiré  
l'article 2 était « le respect du domicile, l'invio-  
« labilité du domicile. Qu'est-ce que le domi-  
« cile ? Est-ce seulement la partie de bâtiments  
« affectée à l'usage personnel de l'individu ?  
« Non ; c'est d'abord l'ensemble des bâtiments ;  
« c'est ensuite la portion de l'héritage qui est  
« close d'une manière continue et totalement  
« indépendante de l'habitation, qui se confond  
« avec elle, et qui jouit des mêmes privilèges et  
« des mêmes garanties. C'est ainsi que, dans  
« notre législation pénale, l'article 381 assimile  
« à l'habitation elle-même l'enclos qui est une  
« dépendance de l'habitation. . . . » (*Moniteur*,  
1844, p. 278 et 286.)

Tel est donc bien l'esprit de la loi : il était  
important de dégager tout d'abord cette idée  
fondamentale du respect dû au domicile qui  
l'a inspirée ; car c'est en nous y reportant seu-  
lement que nous pourrons trancher, sans ris-  
quer de tomber dans l'arbitraire, nombre de  
questions nées à l'occasion de l'article 2. Deux  
points doivent retenir notre attention en ce qui  
concerne ce texte : nous avons à nous demander  
successivement à quelles conditions est appli-

cable l'immunité qu'il consacre, et quels sont exactement les effets de cette immunité.

## § II

CONDITIONS DONT LA RÉUNION EST NÉCESSAIRE POUR  
QU'IL Y AIT LIEU A L'APPLICATION DE L'IMMUNITÉ  
DE L'ARTICLE 2 DE LA LOI DE 1844.

L'article 2 de la loi de 1844 ne déroge au droit commun que si trois conditions se trouvent réunies : 1° il faut être propriétaire ou possesseur de l'enclos ; 2° cet enclos doit être attenant à une habitation ; 3° il doit être fermé par une clôture continue et faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins.

1° Il faut être *propriétaire ou possesseur*. — Ces mots doivent être entendus dans un sens très large ; cela ressort des travaux préparatoires. On doit comprendre sous cette dénomination : l'usufruitier, l'antichrésiste, l'usager, le fermier, tous ceux qui représentent le propriétaire et jouissent, à un titre quelconque, de ses droits sur l'enclos ; car, ainsi que la remarque en a été faite au cours de la discussion, c'est à l'enclos, et non au propriétaire, que, dans la pensée de la loi, l'immunité est accordée.

2° L'enclos doit être *attenant à une habitation*. — En cela, notre loi diffère de celle de 1790,

qui voulait, par cela seul qu'une propriété était close, soit de murs, soit de haies seulement, qu'il fût permis au propriétaire d'y chasser en tout temps. C'était exagérer le principe du respect dû à la propriété, et de graves abus s'en étaient suivis. Mieux inspiré, le législateur de 1844 a restreint l'immunité dans une large mesure, ne s'arrêtant que devant le principe de l'inviolabilité du domicile proclamé par les constitutions du 5 fructidor an III, et du 22 frimaire an VIII.

On s'est demandé quels étaient les caractères constitutifs de l'*habitation* au sens de la loi. Pour nous, la réponse à cette question se trouve dans ces paroles prononcées par M. Ressigeac à la Chambre des députés : « On nous demande  
« de définir exactement le sens du mot habita-  
« tion ; le mot habitation ne figure pas pour la  
« première fois dans nos lois : il se trouve dans  
« le Code pénal et dans le Code forestier. C'est  
« aux tribunaux, lorsque, dans certains cas  
« particuliers, il peut se présenter des difficultés  
« à cet égard, c'est aux tribunaux de décider  
« s'il y a ou non véritable habitation. » (*Moniteur*  
1844, p. 286). La détermination est donc laissée  
aux juges, et ceux-ci doivent s'inspirer notam-  
ment des dispositions du Code pénal et du Code  
forestier. Disons d'une façon générale que,  
l'immunité de l'article 2 étant fondée sur le

respect dû au domicile, il est nécessaire que la construction située dans l'enceinte de l'enclos soit, sinon actuellement habitée, du moins destinée à l'habitation. C'est du reste ce qu'exige en substance l'article 390 C. pénal. La jurisprudence est en ce sens. (Cass. 20 juillet 1883, D. 83, 5, 66-67; 10 nov. 1883, D. 84, 1, 96; Bordeaux, 23 nov. 1887, *Jour. de Dr. crim.*; 1887, p. 298.)

3° L'enclos doit être formé par une clôture continue et faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins. La question de savoir si cette condition se trouve remplie est aussi abandonnée à l'appréciation des tribunaux. « Messieurs, a déclaré M. Pascalis, il est des « choses que la loi doit seulement définir, et « c'est aux tribunaux à faire ensuite l'appli- « cation de la définition légale, pourvu qu'elle « soit claire. C'est à quoi nous avons pourvu par « la rédaction du second paragraphe, où il est « dit que la chasse ne sera permise que dans « les possessions attenantes à des habitations et « entourées de clôtures continues, faisant obs- « tacle à toute communication avec les héritages « voisins. Cet obstacle sera-t-il tel que nous le « disons ? Les tribunaux en décideront ; ils « apprécieront par les faits la nature, la conti- « nuité de l'obstacle : nous leur livrons une « définition claire, précise ; à eux l'application. » (*Moniteur* 1844, p. 278.)



Les clôtures étant essentiellement variables suivant le temps, les localités et les inventions nouvelles, le législateur a sagement agi en ne précisant pas davantage la nature de la clôture, et en laissant sur ce point aux juges la plus grande latitude d'appréciation.

Un principe seulement est certain : c'est que la clôture doit empêcher toute communication. Mais de quelle communication s'agit-il ici ? La clôture doit-elle faire obstacle à la fois au passage des hommes et à celui du gibier, ou bien la loi n'a-t-elle eu en vue que celui des hommes ? La question divise les auteurs. A notre avis, il suffit que la clôture présente un obstacle suffisant pour rendre l'introduction des hommes dans l'enclos impossible par les moyens ordinaires. Cette solution nous est dictée par un double motif : en premier lieu, il faut bien convenir qu'aucune clôture n'est susceptible d'arrêter le gibier à plumes, et cependant l'immunité attachée à l'enclos s'étend aussi bien à la chasse de ce gibier qu'à celle du gibier à poil ; de plus cette immunité, nous le savons, est basée sur le respect du domicile ; il semble donc bien que le législateur n'ait eu en vue que le passage de l'homme. C'est d'ailleurs l'interprétation admise par la circulaire ministérielle du 9 mai 1844, qui déclare qu'il faut « une clôture non interrompue, » et tellement parfaite qu'il soit impossible de

« s'introduire par un moyen ordinaire dans la  
« propriété qui en est entourée. »

C'est en s'aidant de ce criterium et des usages locaux que les tribunaux devront considérer, suivant les cas, comme closes ou non, dans le sens de la loi de 1844, des propriétés attenantes à une habitation et fermées par des murs ordinaires ou en pierres sèches, des haies, des palissades, des claires-voies, des fossés, des grilles, etc. C'est ainsi que l'immunité de l'article 2 a pu être appliquée à des terrains clôturés par des arbres de haute futaie plantés sur un tertre ou une levée de terre (Rouen, 15 févr. 1869, *Rec. Caen et Rouen* 1869, 2, 36), — par un fossé large et profond (Trib. corr. Roanne, 7 mars 1884, *Gaz. du Pal*, 1884, 1, 833), — par une haie vive (Rouen, 22 mars 1880, D. 82, 5, 79); peu importe même qu'il existe, au pied de cette haie, des trous suffisamment grands pour permettre au gibier, même à des lièvres, de pénétrer dans la propriété. (Tr. corr. Rouen, 19 févr. 1867, R. F., t. III, n° 533.) Il a encore été décidé par la Cour d'Orléans qu'un parc (spécialement le parc de Chambord) attenant à un château et clos de hautes murailles, doit être considéré comme suffisamment clos, encore bien que ces murailles soient percées de plusieurs portes (six, dans l'espèce, dans un mur de trente-cinq kilomètres), et quand bien même

ces portes devraient, en vertu d'un acte administratif, rester constamment ouvertes pendant le jour et s'ouvrir pendant la nuit à la réquisition de tout venant, si d'ailleurs elles sont gardées, la nuit comme le jour, par des portiers qui exercent une surveillance permanente à l'entrée et à la sortie. (Orléans, 15 mars 1892, D. 92, 2, 471.)

Constitueraient au contraire des clôtures insuffisantes, notamment: des picux en bois espacés entre eux de plus de 3 mètres et traversés par 3 fils de fer superposés à 33 centimètres l'un de l'autre à partir du sol (Rouen, 22 mars 1880, D. 82, 5, 79); — un mur ou une haie présentant des brèches telles, qu'on puisse s'introduire aisément à l'intérieur de la propriété (Rouen, 25 févr. 1875, D. 76, 2, 169; Caen, 5 janv. 1876, D. 76, 2, 170 et 7 mars 1877, D. 78, 5, 92), — ou encore une haie présentant, sur le bord d'un chemin public, une ouverture de plusieurs mètres fermée seulement par des lisses horizontales mobiles, glissant librement et sans obstacle, alors surtout que l'ouverture, de 4 mètres, n'est fermée au moment de l'acte de chasse que par une perche (Cass., 15 févr. 1889, D. 90, 1, 46).

Il est bien évident qu'une route, un chemin public qui longerait une propriété n'est pas une clôture faisant obstacle à toute communication

avec les héritages voisins au sens de notre loi sur la chasse. Les routes et chemins publics qui peuvent traverser la propriété font aussi disparaître l'immunité de l'article 2 ; cela résulte du retrait d'un amendement présenté à la Chambre des députés, et qui était ainsi conçu : « Les routes et chemins traversant ces possessions ne seront pas considérés comme faisant cesser la continuité de la clôture. » Prenant acte de ce retrait, M. Luneau dit : « Il est bien entendu qu'un parc, quoique entouré de murs, ne sera pas considéré comme terrain clos, s'il est traversé par des routes et chemins. » Mais nous croyons que les orateurs de la Chambre n'ont visé, en ces termes, que les voies publiques, et qu'une propriété traversée par des voies privées, telles que des chemins d'exploitation ou des chemins grevés d'une servitude de passage, peut être suffisamment close si les extrémités du chemin sont soigneusement fermées. La jurisprudence est en ce sens. (Orléans, 15 mars 1892, D. 92, 2, 471 ; 13 déc. 1892, *Journ. parq.*, 1892, 2, 160.)

Un cours d'eau peut-il constituer la clôture exigée par notre loi ? La question est discutée ; trois systèmes existent, dont voici la substance. Un premier système, représenté par Leblond et de Neyremand (Leblond, n° 40 ; de Neyremand, p. 425 et suiv.), dénie ce caractère aux cours d'eau

dans tous les cas. Est-il navigable ou flottable en effet, le cours d'eau est alors assimilé, par la loi du 29 floréal an X (art. 1<sup>er</sup>) à une grande route ; ne l'est-il pas, il faut *a fortiori* décider la négative, dit de Neyremand, puisque la clôture est alors moindre et l'accès plus facile. D'ailleurs, ajoute cet auteur, « un cours d'eau, « quelque large et profond qu'on le suppose, « permet l'accès en tout temps à la propriété « qu'il entoure ; il ne faut pour cela qu'une simple barque. »

D'après quelques autres auteurs, tous les cours d'eau formeraient au contraire clôture : « Les rivières navigables, dit Duvergier (*Col-  
« lection des lois*, 1844, p. 105), sont des voies  
« publiques, je le reconnais ; mais on doit  
« convenir qu'elles ne sont pas praticables  
« comme les routes de terre, et que, dans la  
« réalité, elles forment à la communication avec  
« les héritages voisins un obstacle tout aussi  
« difficile à surmonter qu'un mur ou qu'une  
« haie. Il est vrai qu'avec un bateau on peut  
« aisément passer de l'île sur le continent, et  
« réciproquement ; mais, avec une échelle, on  
« peut aussi franchir un mur. En se plaçant au  
« point de vue du législateur, il faut donc se  
« demander si une rivière fait obstacle à toute  
« communication avec les héritages voisins, et  
« il semble bien que la réponse doive être affir-

« native. Dira-t-on qu'il y a cette différence  
« entre la clôture formée par un mur et celle  
« qu'établit la rivière, que celui qui franchit la  
« première commet une action illicite, tandis  
« que celui qui passe sur la voie publique ne  
« fait qu'user d'un droit? Cette distinction est  
« juste; mais il ne s'agit pas ici d'apprécier le  
« fait à l'aide duquel l'obstacle qui empêche la  
« communication est surmonté; il est seulement  
« question de savoir si l'obstacle existe. Or, la  
« rivière empêche aussi bien et même mieux  
« d'entrer dans le champ qu'elle entoure qu'un  
« mur ou qu'une haie. » C'est également l'avis  
de MM. Gillon et Villepin (n° 55).

Enfin, la troisième opinion, professée par la grande majorité des auteurs et admise en jurisprudence, distingue selon la nature des cours d'eau. Elle admet, d'une part, qu'un fleuve ou une rivière navigable ou flottable ne peuvent pas constituer une clôture, étant assimilés aux routes; mais elle reconnaît ce caractère aux autres cours d'eau, s'ils sont suffisamment larges et profonds, cette assimilation n'étant plus. (Berriat, p. 20 ; Giraudeau, n°s 315 et suiv. ; Perrève, p. 274 ; Petit, t. 1, p. 363 ; Rogron, p. 44.— Rennes, 17 août 1863, D. 63, 2, 201 ; Rouen, 22 mars 1880, D. 82, 5, 79 ; Trib. corr. Angoulême, 12 févr. 1885, *Gaz. Pal.*, 1885, 1, 686 ; Paris, 29 février 1896, D. 96, 2, 136.)

Cette troisième solution est celle que nous préférons, parce qu'elle nous semble plus conforme que les deux autres à l'esprit de la loi.

Que penser encore de l'enceinte d'un chemin de fer ? Est-ce là un enclos auquel on puisse appliquer le bénéfice de l'article 2 ? Cette intéressante question s'est présentée deux fois, à notre connaissance, en jurisprudence. Dans les deux cas, le prévenu soutenait que la voie ferrée, étant d'une part close de tous les côtés et attenante, d'autre part, à des gares et des maisons de gardes-barrières habitées, constituait bien l'enclos attenant à une habitation défini par la loi, et que, par suite, il était possible d'y chasser en tout temps et sans permis. Mais, ni la Cour de Rouen, en 1859, ni la Cour d'Alger, en 1888, ne se sont laissé séduire par les arguments ingénieux de ce système de défense. La Cour de Rouen condamna le prévenu, et le chef de gare d'Aïn-Touta ne dut son acquittement devant la Cour d'Alger qu'à ce fait, que du reste il invoquait en second lieu pour conclure à son relax, qu'étant homme aux gages de la compagnie concessionnaire, il se trouvait couvert, dans l'espèce, par un arrêté préfectoral autorisant les propriétaires, fermiers et gens à leurs gages, à repousser et détruire, en tout temps et sans permis, les moineaux et autres animaux nuisibles sur leurs propres fonds.



(Rouen, 7 avril 1859, *Rec. arr. Caen et Rouen*, 1859, 2, 272 ; Alger, 3 mars 1888, *Gaz. du Pal.* 1888, 1, 780 ; *La Loi*, 18 mai 1888.) Ces deux décisions sont parfaitement justes : un chemin de fer, en effet, est une véritable voie publique, et ne saurait être régi par les principes ordinaires de la propriété privée ; toute espèce de délit peut y être constatée sans porter aucune atteinte à la liberté du domicile, et, par suite, les motifs qui ont inspiré au législateur l'exception de l'article 2 ne se rencontrent plus ici. Ajoutons qu'il ne nous paraît pas possible de déclarer la voie ferrée close dans les conditions déterminées par la loi, les barrières et palissades qui la ferment constituant une clôture d'une continuité imparfaite et, d'ailleurs, aisément franchissable en bien des endroits.

### § III

#### EFFETS DE L'IMMUNITÉ ATTACHÉE A L'ENCLOS ATTENANT A UNE HABITATION

Quels sont les effets de l'immunité attachée par la loi à l'enclos attenant à une habitation ?

Le propriétaire ou possesseur, nous dit la loi, peut y chasser ou faire chasser en tout temps sans permis. Une première conséquence

de l'immunité, c'est donc la dispense du permis de chasse. Une autre, non moins incontestable, c'est que la chasse est possible en tout temps dans l'enclos, le jour et la nuit, pendant le temps de fermeture de la chasse comme lorsqu'elle est ouverte, et aussi par temps de neige.

La loi ne s'est pas expliquée quant aux procédés de chasse qui peuvent y être employés ; en présence de ce silence, une vive controverse s'est élevée sur le point de savoir si la chasse y est licite par n'importe quels procédés, même à l'aide des moyens et des engins prohibés pour la chasse ordinaire, ou si elle ne peut avoir lieu qu'à l'aide de ceux autorisés par l'article 9.

D'après un premier système, le propriétaire ou possesseur pourrait chasser ou faire chasser dans sa propriété close par n'importe quel procédé ; car, dit-on, la raison d'être de l'article 2, l'inviolabilité du domicile, doit conduire à décider qu'on peut aussi bien faire usage de moyens et d'engins prohibés que chasser sans permis ou pendant la nuit. « On n'a pas le droit, a dit M. Franck-Carré à la Chambre des pairs, de « voir ce que le propriétaire fait dans son parc. » Ce système est celui de MM. Berriat (p. 18), Jullemier (t. 1<sup>er</sup>, p. 33) et Championnière (p. 124); il a été consacré, jusque vers 1867, par quelques arrêts de cours d'appel.

Mais la grande majorité des auteurs et des décisions judiciaires se prononcent dans un sens différent, et décident que, la simple détention des *engins prohibés* constituant un délit aux termes de l'article 12-3° de la loi de 1844, l'usage en est interdit aussi bien aux propriétaires d'enclos qu'à toute autre personne. Quant aux *moyens de chasse* ordinairement défendus, l'emploi en serait licite dans les propriétés closes et attenantes à une habitation, le chasseur se trouvant alors couvert par l'inviolabilité du domicile. (*Sic*: Giräudeau, n<sup>os</sup> 846 et suiv.; de Neyremand, p. 144 et suiv.; Leblond, n<sup>o</sup> 47; Petit, t. 1, p. 526; — Cass., 16 juin 1866, S. 67, 1, 226; 7 mars 1868 et 1<sup>er</sup> mai 1868, S. 68, 1, 273; trib. corr. Montbrison, 10 janvier 1876, D. 76, 5, 75-76; Trib. corr. Alençon, 3 janv. 1879, *Rec. arr. Caen et Rouen* 1879, 1, 154; Trib. corr. Valence, 29 déc. 1882, *Gaz. du Pal.* 1884, 1, 86.)

Il nous paraît plus juridique de refuser, avec une troisième opinion, au propriétaire du terrain clos, le droit de se servir aussi bien de simples moyens ordinairement défendus que d'engins prohibés. En effet, l'article 2 accorde au propriétaire la faculté de chasser ou faire chasser en tout temps et sans permis dans son enclos; mais il n'en dit pas davantage: pas un mot du mode de chasse. Il en résulte implicitement, mais clairement, que le législateur a

entendu laisser le propriétaire sous l'empire du droit commun sur ce point, et l'application de ce droit commun s'impose d'autant plus, que l'article 2, établissant une immunité exceptionnelle en matière de chasse, doit être interprété restrictivement. Or, le droit commun est écrit dans les articles 9 et 12 de la loi, dont le premier n'autorise à employer, *même sur ses propres terres*, que les deux modes de chasse à tir et à courre, et le second établit une sanction commune pour les délits de chasse à l'aide soit d'engins prohibés, soit simplement d'autres moyens que ceux autorisés par l'article 9. Les trois seules exceptions apportées par la loi à cette règle concernent, d'une part, la chasse au lapin, pour laquelle elle permet l'emploi de furets et de bourses, et d'autre part la chasse des oiseaux de passage autres que la caille, et la destruction des animaux malfaisants et nuisibles, dont elle laisse aux préfets le soin de réglementer les modes. En dehors de ces trois cas exceptionnels, la chasse avec engins ou simples moyens prohibés est donc interdite, aussi bien dans les terrains clos que dans les terrains ouverts, puisque la loi ne distingue pas. Si le législateur avait voulu faire une exception pour le propriétaire chassant dans l'enclos attenant à son habitation, remarque M. Villequez, il lui était bien facile de le dire,

et il ne faut pas se rejeter sur un oubli du législateur, qui fait immédiatement cette distinction dans l'article suivant pour le tiers qui y chasserait. (Art. 13.) — Quant à l'objection tirée de certaines observations présentées par M. Franck-Carré, on peut y répondre, avec M. Dalloz, qu'en lisant la suite du rapport de celui-ci, on ne tarde pas à s'apercevoir que l'expression a été plus loin que la pensée du rapporteur, et que celui-ci se préoccupait exclusivement de l'inviolabilité du domicile, et qu'il avait voulu seulement proclamer qu'on ne pourrait pénétrer dans l'enclos, pour la constatation des délits de chasse, qu'en se conformant aux lois. (Dalloz *Répert*, v° *Chasse*, n° 294.)

Notre opinion se trouve fortifiée, en ce qui concerne les engins prohibés, par la considération suivante, que ne manque pas de faire valoir le deuxième système: c'est que, la détention d'engins prohibés, au domicile ou dans l'enclos y attaché, constituant un délit, il en résulte forcément que la chasse avec ces engins ne peut être licite. Autrement, on arriverait à ce résultat, non moins étrange qu'inexplicable, qu'on aurait le droit de chasser avec des engins dont la simple détention est délictueuse! Une telle inconséquence ne saurait être raisonnablement prêtée au législateur. Mais la même raison de décider existe pour les *moyens de chasse* dé-

fendus, et nous ne pouvons admettre la distinction, ingénieuse mais arbitraire, généralement faite entre ceux-ci et les engins prohibés. Cette distinction n'apparaît en effet nulle part dans la loi; bien au contraire, après avoir déclaré licites seulement la chasse à tir et celle à courre, l'article 9 s'exprime ainsi : *Tous autres moyens de chasse sont formellement prohibés*; et l'article 12 enveloppe dans la même sanction les délits commis à l'aide de moyens et d'engins prohibés, sans faire aucune distinction entre eux. Il n'y avait du reste pas à en faire, ou bien alors elle aurait dû être faite en sens inverse; car les collets, filets et autres engins ne détruiront jamais que peu de gibier dans un enclos, au lieu qu'avec une chanterelle par exemple, le propriétaire dudit enclos aura vite fait de dépeupler de perdrix toute la campagne environnante. Qu'importe que la loi n'ait pas puni la détention des simples moyens de chasse! Dès lors qu'il sera légalement constaté que le propriétaire de l'enclos en a fait usage, il devra être déclaré coupable du délit prévu par l'article 12 (§ 2 ou 6), qui ne distingue pas s'il a eu lieu ou non en terrain clos attenant à une habitation. (V. en notre sens : Villequez, p. 119 note 1, et les remarquables conclusions de M. l'avocat général Boissard, dans une affaire soumise à la Cour d'Aix, S. 68, 1, 273. — V. aussi les observations

de M. Meaume sur la question, *Rev. des E. et F.*, 1878-79, p. 353.)

La Cour de cassation, qui avait semblé tout d'abord partager notre opinion en posant nettement en principe, dans un arrêt du 26 avril 1845 (D. 45, 1, 269), à propos d'un délit de chasse avec engin prohibé il est vrai, que l'exception de l'article 2 ne pouvait être étendue au delà de ses termes, mais qui a ensuite consacré pendant de longues années le second système, nous paraît renier, dans un arrêt récent, la distinction qu'elle établissait précédemment entre les moyens et les engins prohibés. « Attendu que, « dit-elle dans son arrêt du 20 juillet 1883 (D. 83, « 5, 59), l'article 2 de la loi du 3 mai 1844, en « accordant au propriétaire la faculté de chasser en tout temps et sans permis de chasse « dans les possessions attenantes à une habitation et entourées d'une clôture faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins, ne lui confère pas le droit de « chasser à l'aide d'autres moyens que ceux « autorisés par l'article 9, lequel n'admet que « la chasse à tir et à courre, et ajoute : « Tous « autres moyens de chasse, à l'exception des « filets et des bourses destinés à prendre le « lapin, sont formellement interdits. . . . »

Cette rédaction, bien différente de celle de ses précédentes décisions, se retrouve dans un



arrêt plus récent de la Cour de Paris, du 7 mars 1894 (D. 94, 2, 511), sous une forme analogue.

Bien qu'on ne puisse conclure de l'arrêt du 20 juillet 1883 à un abandon formel de sa jurisprudence, car il a été rendu à propos d'engins prohibés, on voit que la Cour de cassation semble bien y poser en principe absolu et sans distinction que l'article 2 laisse le propriétaire sous l'empire du droit commun en ce qui concerne les procédés de chasse; et il nous est d'autant plus permis de croire à un revirement de sa jurisprudence en faveur de notre opinion, que quelques cours d'appel s'étaient obstinées avec raison à condamner l'emploi d'appeaux, appelants et chanterelles dans les enclos. (Aix, 4 novembre 1867, confirmant un jugement du Tr. corr. de Toulon, S. 68, 1, 273; Aix, 2 mars 1876, confirmant un jugement du Trib. corr. de Marseille, D. 78, 2, 236.)

Bien entendu, pour constater à l'intérieur de l'enclos les délits de chasse à l'aide d'engins ou de moyens prohibés, les officiers de police judiciaire devront se soumettre aux dispositions du Code d'instruction criminelle (art. 16, 36); sans quoi ils commettraient le délit de violation de domicile (art. 184 C. pénal). Mais ils pourront dresser procès-verbal, sans aucune formalité préalable, s'ils constatent le délit du dehors.

L'immunité attachée aux enclos attenants à une habitation consiste donc seulement, selon nous, dans la possibilité pour son propriétaire ou possesseur d'y chasser ou faire chasser en tout temps et sans permis. Il faut décider aussi qu'elle peut se trouver restreinte par des mesures de police générales. M. Barillon ayant, en effet, proposé l'addition d'un paragraphe rédigé en ce sens, le garde des Sceaux lui dit : « C'est la loi » ; et, satisfait de cette réponse, le député retira son amendement. (*Moniteur* de 1844, p. 288.) Si donc des arrêtés municipaux défendent, comme il arrive souvent, de tirer des coups de feu dans l'intérieur des villes et villages, le propriétaire de l'enclos ne pourra pas invoquer l'article 2 pour s'y soustraire.

Remarquons enfin que l'immunité s'étend seulement à l'enceinte de l'enclos attenant à une habitation : le chasseur pourrait seulement, ainsi qu'il résulte de la discussion de la loi, aller ramasser au dehors le gibier qui, tiré dans l'enclos, serait tombé mortellement blessé sur le terrain voisin. (Paroles de M. Luneau, *Moniteur* de 1844, p. 278.)

## SECTION II

*Destruction par le propriétaire, possesseur ou fermier d'une terre, des bêtes fauves qui portent dommage à ses propriétés.*

### § 1<sup>er</sup>

RÈGLES SPÉCIALES A L'EXERCICE DU DROIT DE  
DESTRUCTION DES BÊTES FAUVES, ET PERSONNES  
A QUI CE DROIT APPARTIENT.

Le droit de destruction des bêtes fauves se trouve écrit dans le § 3 de l'article 9 de la loi de 1844, aux termes duquel : « Les préfets des  
« départements, sur l'avis des conseils généraux, prendront des arrêtés pour déterminer...  
« ... 3° les espèces d'animaux malfaisants ou  
« nuisibles que le propriétaire, possesseur ou  
« fermier, pourra en tout temps détruire sur  
« ses terres, et les conditions de l'exercice de  
« ce droit, *sans préjudice du droit appartenant*  
« *au propriétaire ou fermier de repousser ou de*  
« *détruire, même avec des armes à feu, les bêtes*  
« *fauves qui porteraient dommage à ses pro-*  
« *priétés.* » Ce texte contient deux dispositions bien distinctes : la première concerne un droit

dont la réglementation appartient à l'autorité administrative et dont nous traiterons plus loin, celui de détruire les animaux qu'un arrêté préfectoral a déclarés malfaisants ou nuisibles ; la seconde, la seule que nous ayons à retenir pour l'instant, consacre le droit pour chacun de repousser ou détruire les bêtes fauves qui causent du dommage à ses propriétés.

Remarquons-le, il ne s'agit plus ici de chasse ordinaire, de plaisir, mais bien de l'exercice d'un véritable droit de *légitime défense* que le législateur ne pouvait raisonnablement refuser à quiconque est menacé, soit dans sa personne, soit dans ses biens, par les attaques de bêtes fauves. Aussi le destructeur est-il dispensé de se soumettre aux obligations ordinairement imposées en matière de chasse ; c'est ainsi qu'à n'en pas douter, le permis de chasse n'est pas nécessaire. M. Crémieux l'a formellement dit au cours de la discussion parlementaire : « Vous avez le droit de détruire ces animaux « sans avoir besoin de permis de chasse. » De même, la destruction peut avoir lieu en tout temps : la nuit comme le jour, en temps de fermeture comme en temps d'ouverture de la chasse, et par temps de neige. Cela résulte tant du texte de notre article que de ces autres paroles de M. Crémieux : « Il y a un autre droit pris dans « la loi de 1790 et dans laquelle nous l'avons

« copié, droit naturel, d'ailleurs, et qui n'est  
« pas contestable : c'est le droit pour le proprié-  
« taire de détruire tout animal malfaisant, quel  
« qu'il soit, *en tout temps*, quand il menace  
« ou attaque sa propriété. » Le texte implique  
bien aussi que l'emploi de tout moyen ou  
engin de destruction quelconque est licite ; il  
est donc permis de s'adjoindre des auxiliaires,  
de chasser au fusil, à l'affût, à courre,  
d'avoir recours à des battues, de se servir de  
pièges, etc. (Poitiers, 19 janvier 1883, D. 83,  
2, 45 ; Cass. cr. rej. 28 avril 1883, D. 83,  
5, 53 ; Cass. rej. 29 décembre 1883, D. 84, 1,  
96.)

On s'est demandé sur quel terrain peut  
s'exercer le droit de destruction ; nous croyons,  
quant à nous, que ceux à qui il appartient ne  
peuvent l'exercer sur les terres du voisin au  
gré de leur fantaisie. (*Sic*, Orléans, 26 octobre  
1858, D. 59, 2, 9). Décider le contraire, ce serait  
donner lieu à toutes sortes de vexations et de  
chicanes entre voisins, et exagérer l'étendue du  
droit de légitime défense contre les bêtes fauves.  
Un arrêt de la Cour de Rennes, du 18 juillet  
1887, nous paraît cependant adopter l'opinion  
que nous repoussons. Cet arrêt décide, en effet,  
que le propriétaire ou fermier qui se livre à la  
destruction de ces animaux dans une forêt con-  
tiguë à ses terres ne fait qu'user du droit qui

lui est reconnu par l'article 9 § 3 *in fine* de la loi de 1844. (S. 88, 2, 116.)

Le droit de destruction des bêtes fauves appartient au « propriétaire, possesseur ou « fermier », termes généraux dans lesquels il faut comprendre l'usufruitier, l'emphytéote, l'usager lui-même, au cas du moins où il aurait droit à tous les fruits, le colon partiaire. Quant au locataire du droit de chasse, nous croyons qu'il n'aurait pas personnellement ce droit, les bêtes fauves ne causant aucun dommage à sa propriété, puisque le gibier objet de son droit est *res nullius*.

De même qu'ils peuvent s'adjoindre des auxiliaires, ceux à qui appartient le droit de détruire les bêtes fauves peuvent le déléguer à des tiers. La délégation devrait, selon nous, être présumée pour le garde, les personnes de la maison, proches parents ou domestiques ; mais tout autre délégué devrait en apporter la preuve orale ou écrite, et prouver que la délégation était antérieure à la destruction pour échapper à une condamnation. Souvent, le locataire de la chasse devra être considéré comme délégué par le propriétaire, soit expressément, en vertu d'une clause du bail, soit implicitement, par suite, par exemple, de l'obligation qui lui serait faite par le bail de payer les indemnités aux riverains.

§ II

CONDITIONS NÉCESSAIRES POUR QU'IL Y AIT LIEU A  
L'EXERCICE DU DROIT DE DESTRUCTION.

Le § 3 de l'article 9 de la loi de 1844 exige la réunion de deux conditions pour que le propriétaire, possesseur ou fermier puisse exercer légitimement le droit de destruction qui nous occupe. Il faut, en premier lieu, qu'il s'agisse de *bêtes fauves* ; en outre, si nous consultons le texte, nous y verrons que ce droit est accordé aux intéressés à l'encontre des bêtes fauves *qui porteraient dommage à leurs propriétés*. Ces deux conditions demandent quelques explications.

(a). — Et d'abord, que faut-il entendre exactement par bêtes fauves ? Dans la doctrine, pas plus qu'en jurisprudence, on n'a réussi à s'entendre sur le sens que l'on doit donner à cette expression. Nombreux sont les systèmes auxquels a donné naissance l'interprétation de la loi sur ce point.

Certains auteurs, s'attachant à la lettre du texte plus qu'à son esprit, ont proposé de considérer comme compris dans cette dénomination les seuls animaux qui reçoivent cette qualifi-



cation dans le langage technique de la vénerie, à savoir : les cerfs, daims, chevreuils, chamois, ainsi que leurs femelles et leurs faons.— D'après quelques autres, Camusat (p. 96) et Championnière (p. 70) par exemple, les bêtes fauves dont parle la loi de 1844 comprendraient ni plus ni moins les animaux déclarés malfaisants ou nuisibles par le préfet, en vertu du même article 9, § 3. — Selon Gillon et Villepin (n° 202) et Rogron (p. 118), c'est aux tribunaux qu'il appartient de déterminer la classe des bêtes fauves d'après la nature des animaux et l'usage des lieux.— Dans une quatrième opinion, qui semble la plus suivie en jurisprudence, et qu'adopte notamment la Cour de cassation, on décide qu'on doit attribuer aux mots « bêtes fauves » le sens que leur donnent les ouvrages de vénerie et les anciennes ordonnances royales. En conséquence, on fait rentrer dans cette catégorie, outre les *bêtes fauves proprement dites* (cerfs, daims, chevreuils, chamois), les *bêtes noires*, c'est-à-dire les sangliers, laies et marcassins, et les *bêtes rousses* ou *carnassières*, qui comprennent les loups, renards, blaireaux, fouines, putois, martres, etc., et on distingue, avec l'ancienne langue du droit, la *grosse bête* et la *menue bête* ou *menue sauvagine* : un lièvre, un lapin, un oiseau ne sauraient être dénommés « bêtes fauves ». — Un cinquième système enfin, qui

réunit les suffrages de la grande majorité des auteurs, et qui peut invoquer quelques décisions de jurisprudence, le plus souvent réformées sur appel ou cassées par la Cour suprême il est vrai, enseigne que l'on doit considérer comme bêtes fauves tous les animaux sauvages, *feræ bestiae*, quadrupèdes ou volatiles, comestibles ou non, classés ou non par les préfets comme malfaisants ou nuisibles, *qui, par leur nature ou par leur nombre, sont susceptibles de porter à la propriété un dommage sérieux*. (Berriat, p. 97 ; Chardon, p. 96, 99 et suiv. ; Duvergier, p. 129 ; Frémy, nos 6 et suiv. ; Giraudeau, Lelièvre et Soudée, nos 691 et s. ; Gislain, nos 94 et s. ; Leblond, nos 146 et s. ; Menche de Loisne, n° 212 ; de Neyremand, p. 27 et s. ; Petit, t. 1, n° 199 ; Puton, nos 227 et 347 ; Villequez, *Du droit de destruction des animaux malfaisants ou nuisibles et de la louteterie*, t. II, nos 59 et s.)

De ces différentes interprétations qui ont été proposées de la loi, laquelle est la meilleure ? Nous n'hésitons pas à écarter tout d'abord les trois premières : celle que nous avons énoncée en premier lieu est certainement trop restrictive. La deuxième a le tort de confondre ensemble les deux dispositions absolument distinctes et différentes, ainsi que nous l'avons fait remarquer, contenues dans le § 3 de l'article 9 ;

la troisième, enfin, conduit à un arbitraire inadmissible, et elle aboutit du reste à donner aux tribunaux un pouvoir de classification que le législateur a précisément pris grand soin de ne pas conférer aux préfets. Restent les deux derniers systèmes. Celui de la jurisprudence est assez tentant au premier abord, en ce qu'il donne à l'expression « bêtes fauves » le sens que lui attribuaient, jusqu'à la loi de 1844, les ouvrages de vénerie et les textes législatifs. Mais remarquons que cette interprétation exclut toute une catégorie de bêtes qui peuvent causer des dommages considérables, et notamment les lapins. (Paris, 17 février 1899, S. 99, 2, 109), les pies (Cass., rej., 11 juin 1880, D. 80, 1, 281), les corbeaux et tous les oiseaux de proie (Cass., 5 novembre 1842, rapporté dans Dalloz, *Rép.*, v<sup>e</sup> *Chasse*, n<sup>o</sup> 197, n. 1.) Aussi nous rallions-nous à l'opinion professée par la majorité des auteurs, plus conforme, à notre sens, aux vrais principes qui doivent dominer cette question. On ne saurait trop insister, en effet, sur cette idée que, le fondement du droit de destruction des bêtes fauves n'étant autre que le droit naturel de légitime défense, il ne saurait être restreint à certaines espèces d'animaux; et d'ailleurs, si l'on consulte tant l'exposé des motifs de la loi de 1844 que la discussion parlementaire, parfois confuse il est vrai sur

ce point, et le rapport de M. Franck-Carré à la Chambre des pairs, il semble bien résulter de la lecture de ces documents, que le législateur ait voulu entendre par « bêtes fauves » *toutes les bêtes sauvages qui porteraient dommage aux propriétés*. En réponse à une question de M. Peltureau de Villeneuve, M. Crémieux, membre de la commission, s'exprimait ainsi : « Mais, dites-vous, quelles sont les espèces « d'animaux malfaisants que j'aurai le droit de « détruire ? Je réponds : tous les animaux qui « pourront nuire à vos propriétés et qui, à ce « titre, sont malfaisants. » Et si l'on n'a pas substitué à l'expression « bêtes fauves », que le ministre de la Justice trouvait insuffisante et incomplète, celle d'« animaux malfaisants », c'est parce que ces termes désignent spécialement les animaux qui ne sont propres qu'à nuire, tels que les loups, renards et autres, et qu'ils n'auraient pas compris les animaux comestibles, ainsi que l'a remarqué le rapporteur à la Chambre des pairs.

Nous concevons donc que des décisions judiciaires aient pu considérer comme bêtes fauves dans le sens de la loi, non seulement des cerfs (Rouen, 25 février 1875, D. 76, 2. 169), des sangliers (Cass., 29 décembre 1883, S. 85, 1, 472), des chevreuils (Paris, 21 juin 1866, R. F. t. III, n° 510), des renards (Poitiers, 29 octobre 1886,

S. 87, 2, 8 ; Rennes, 18 juillet 1887, S. 88, 2, 116), mais encore des pies (Tr. corr. du Mans, 6 février 1874, D. 74, 2, 178), des pigeons ramiers endommageant un champ de colza en temps de neige (Tr. corr. de Clermont, 26 mars 1868, D. 71, 3, 100-101), des moineaux et des pinsons (Tr. corr. de Montbrison, 11 novembre 1872, D. 73, 3, 56 ; Aix, 30 juin 1882, S. 86, 1, 439 ; Douai, 6 décembre 1882, D. 83, 2, 44), ou bien encore des cygnes sauvages qui s'étaient abattus sur un vivier rempli de poissons (Tr. corr. de Tongres, en Belgique, 9 mars 1871, D. 71, 3, 100-101).

(b). — Naturellement, la destruction de ces bêtes n'est légitime qu'autant qu'elles causent un dommage aux propriétés, et c'est là la seconde condition exigée par la loi pour qu'il y ait lieu à l'exercice du droit de légitime défense qu'elle consacre.

Ce dommage doit être important et non pas quelconque ; sans cela la loi sur la chasse serait lettre morte, et il serait possible de détruire le gibier en tout temps, sans permis et par tous les moyens que l'on voudrait : quels sont les animaux, en effet, qui ne causent pas aux propriétés un dommage quelconque ? Tous ne vivent-ils pas aux dépens du sol ? C'est donc à bon droit que le préjudice causé par des moineaux et se réduisant à la perte de quelques

épis humides et avariés par la pluie a été jugé insuffisant pour motiver leur destruction. (Tr. corr. de Montbrison, 11 novembre 1872, précité.)

Le dommage doit donc être considérable ; en revanche, il n'est pas besoin qu'il soit actuel, comme semble l'exiger le texte de la loi ; il suffit qu'il soit imminent. Décider qu'un dommage considérable et actuel à faire cesser est nécessaire pour justifier la destruction des bêtes fauves, ce serait rendre la plupart du temps illusoire le droit de légitime défense consacré par l'article 9. A quoi servirait ce droit, si le mal qu'il a pour but d'empêcher était déjà accompli ? *Melius est occurrere in tempore quam post exitum vindicare.* La menace immédiate du dommage peut donc être suffisante : c'est ainsi que la présence depuis quelque temps d'un cerf, de sangliers, de renards ou de loups sur le territoire d'une commune où ils ont déjà commis des dégâts ou des larcins nombreux pourra être considérée comme légitimant toute tentative de les détruire. (Caen, 8 décembre 1875, D. 76, 2, 169 et 26 juin 1878, D. 80, 2, 73 ; Tr. corr. Vassy, 19 juillet 1882, D. 82, 5, 66 ; Amiens, 31 août 1882, D. 82, 5, 64 ; Poitiers, 19 janv. 1883, D. 83, 2, 45, et, sur pourvoi, Cass. rej. 28 avril 1883, D. 83, 5, 53 ; Cass. 29 décembre 1883, S. 85, 1, 472 ; Rennes, 18 juillet 1887, S. 88, 2, 116.) Il faut toutefois se garder d'exagération en ce sens : un

dommage plus ou moins éventuel ne suffirait pas, sans quoi le braconnage serait singulièrement facilité, et l'on verrait souvent des propriétaires se mettre à l'affût sous prétexte d'attendre des bêtes fauves, et, en réalité, pour tuer du gibier. Le droit de défense pourrait trop facilement être invoqué comme un prétexte destiné à couvrir au fond de véritables délits de chasse. Nous estimons qu'il y a là une question de fait, de bonne foi, dont la solution doit être laissée au pouvoir discrétionnaire des tribunaux. S'il leur paraît évident que le prévenu n'avait d'autre dessein que de défendre sa propriété, ils l'acquitteront; si, au contraire, il est manifeste que le droit de légitime défense n'est qu'un prétexte, ils condamneront; et autant ils pourront se montrer larges dans l'appréciation de l'imminence du dommage lorsqu'il s'agira de carnassiers ou d'oiseaux de proie, autant ils devront être sévères en ce qui concerne le dommage à craindre de la part des animaux considérés comme gibier.

Les travaux préparatoires de la loi corroborent cette extension du droit de légitime défense au cas de péril imminent; car il nous paraît ressortir de leur ensemble que les mots « qui porteraient dommage », de l'article 9, doivent être entendus comme synonymes de « qui pourraient porter dommage ».



Le dommage dont parle la loi est le dommage porté aux *propriétés*. Cette expression, beaucoup plus large que celles d'*héritages*, *terres ou récoltes*, qui figuraient dans les anciennes ordonnances et la loi de 1790, s'applique sans conteste à toute propriété immobilière et mobilière et, par suite, aux bois, champs et récoltes, aux animaux domestiques, au bétail et à la volaille, aux pigeons des colombiers, aux lapins des garennes, aux abeilles des ruches, aux poissons des étangs et viviers, etc... Il va de soi que les personnes sont également protégées par la loi.

Ajoutons enfin que c'est au propriétaire, possesseur ou fermier à faire, le cas échéant, la preuve de l'actualité ou, tout au moins, de l'imminence du dommage qu'il invoque pour justifier ses actes.

### SECTION III

*La chasse au bord de la mer est-elle soumise à la loi du 3 mai 1844 ?*

On s'est demandé si la loi du 3 mai 1844 est applicable à la chasse au bord de la mer ou sur mer, et sur les étangs salés. La question est controversée, et cette incertitude provient du

silence gardé par notre loi au sujet de cette sorte de chasse.

Certains auteurs se prononcent pour l'affirmative, en se fondant sur les termes précis et on ne peut plus généraux de notre loi cynégétique. Ce système a été admis par la Cour de cassation, qui, dans un arrêt du 20 janvier 1860 (D. 60, 1, 296), a décidé, relativement à un fait de chasse accompli sur les grèves de la mer après la clôture de la chasse dans les terres : « que l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 3 mai 1844 contient une prohibition générale et absolue. « s'appliquant à tout mode de chasse et à toute « nature de gibier ; que, dès lors, tout fait de « chasse commis en temps prohibé constitue « une infraction à ladite prohibition, si celui qui « a commis ce fait ne peut exciper pour sa défense d'une des exceptions que réserve expressément ledit article.... »

Contrairement à cette opinion, nous croyons que les chasseurs qui pratiquent ce genre de chasse ne sont pas astreints aux obligations imposées par la loi de 1844 : le texte aussi bien que l'esprit de ladite loi nous semblent impliquer cette solution. Remarquons d'abord que, sous l'ancien droit, la chasse du gibier de mer n'était soumise à aucune réglementation préventive ; la loi de 1844, par son silence, semble bien avoir entendu maintenir l'état de choses

préexistant. Cette chasse ne rentre pas d'ailleurs dans l'esprit de notre loi, laquelle a eu exclusivement pour objet la conservation des récoltes et du gibier, la protection de la propriété et la sécurité des campagnes. Ajoutons enfin que la loi énumère soigneusement, dans ses articles 22 et 23, tous les fonctionnaires et agents chargés de constater les délits de chasse ; et, dans cette énumération, on ne voit figurer ni les agents ou employés de la marine, ni ceux de l'administration des douanes. Or, ceux-ci auraient été bien certainement désignés si, dans la pensée du législateur, la chasse des oiseaux de mer en bateau ou sur les grèves eût pu constituer un délit.

Notre opinion a été adoptée par deux arrêts : l'un de la Cour d'Aix, du 12 mars 1856 (S. 56, 2, 528), et l'autre de la Cour de Rennes, du 15 novembre 1859 (D. 60, 1, 296), ce dernier fort bien motivé.

Cette controverse offre, du reste, peu d'intérêt pratique à l'heure actuelle ; en effet, un certain nombre de préfets autorisent toute l'année la chasse au bord de la mer, et, dans les départements où il n'en est pas ainsi, l'autorité la tolère.

---

## CHAPITRE II

**Chasses pour l'exercice desquelles la loi oblige les préfets ou les autorise simplement à établir des règles spéciales.**

Dans quatre cas, les préfets ont reçu le pouvoir de modifier certaines des conditions imposées pour l'exercice de la chasse ordinaire : ils y sont obligés en ce qui concerne la chasse des oiseaux de passage, celle du gibier d'eau et la destruction des animaux malfaisants et nuisibles ; ils y sont simplement autorisés pour la chasse des petits oiseaux. C'est de l'article 9, modifié par la loi des 22-25 janvier 1874, qu'ils tiennent ces pouvoirs. Aux termes de cet article, « les préfets, sur l'avis des conseils généraux, « prendront des arrêtés pour déterminer :

« 1° L'époque de la chasse des oiseaux de « passage autres que la caille, la nomenclature « des oiseaux et les modes et procédés de chasse « pour les diverses espèces ;

« 2° Le temps pendant lequel il sera permis « de chasser le gibier d'eau dans les marais, « sur les étangs, fleuves et rivières ;

« 3° Les espèces d'animaux malfaisants ou  
« nuisibles que le propriétaire, possesseur ou  
« fermier pourra en tout temps détruire sur ses  
« terres, et les conditions de l'exercice de ce  
« droit...

« Ils pourront prendre également des arrêtés :

« 1° Pour prévenir la destruction des oiseaux  
« ou pour favoriser leur repeuplement... »

Du texte même de la loi, il résulte que l'avis du conseil général n'est obligatoire que pour les trois premières catégories d'arrêtés. En ce qui concerne la quatrième, le préfet n'a pas à prendre cet avis, qui, dans aucun cas du reste, ne le lie ; toujours il est maître de sa décision. Aucune approbation ministérielle n'est non plus requise ; cependant, dans la pratique, les arrêtés préfectoraux pris en vertu de l'article 9 sont visés par le ministre de l'Agriculture, qui, depuis un décret du 24 février 1897, exerce les attributions auparavant conférées au ministre de l'Intérieur, en ce qui concerne la police de la chasse.

La disposition de l'article 3 relative au délai de publication étant exceptionnelle, on ne doit pas l'étendre, comme le font certains auteurs, aux arrêtés que concerne l'article 9 ; nous décidons, par conséquent, qu'ils sont exécutoires aussitôt leur publication régulièrement faite. Nous ne saurions non plus leur reconnaître le caractère de permanence qu'on a

voulu leur attribuer ; nous estimons, comme pour ceux relatifs au temps de neige, et pour des raisons analogues, qu'ils doivent être renouvelés tous les ans.

## SECTION I<sup>re</sup>

### *Chasse des oiseaux de passage*

Les oiseaux de passage ne paraissent en France qu'à certaines époques, où parfois toutes les autres chasses sont closes. Or, leur capture peut être pour les habitants du pays un moyen précieux d'alimentation et de commerce, et leur chasse constitue pour les chasseurs un plaisir souvent fructueux, et d'autant plus recherché que s'accroît davantage la disparition du gibier de pays. Il eût été injuste de priver les habitants de ce profit, et c'est pourquoi la loi de 1844 a chargé les préfets de fixer, pour chaque département, l'époque pendant laquelle la chasse de ces oiseaux pourra être pratiquée, leur laissant en outre le soin de déterminer les modes et procédés qui pourront être employés.

On s'était demandé si les préfets pouvaient fixer des ouvertures différentes, selon les diverses espèces d'oiseaux de passage, et

s'ils pouvaient déterminer pour chacune d'elles des procédés de chasse différents; la loi du 22 janvier 1874 a fait cesser toute controverse à cet égard en leur conférant formellement ce pouvoir.

Les préfets doivent déterminer « l'époque » de la chasse des oiseaux de passage. Le sens de ce mot exclut pour eux la possibilité d'autoriser cette chasse la nuit; car il ne peut s'entendre que de la saison, et non du jour et de la nuit. En revanche, il est bien certain qu'en vertu du dernier paragraphe de l'article 9, ils peuvent l'interdire en temps de neige, et nous croyons même qu'un arrêté interdisant en termes généraux « la chasse en temps de neige » englobe dans cette mesure celle des oiseaux de passage.

Là se bornent les pouvoirs des préfets; ils ne pourraient dispenser ni de l'obligation du permis, ni de l'obtention du consentement du propriétaire. Mais ce sont eux encore qui déterminent la nomenclature des oiseaux de passage. Dans ce nombre, on doit ranger l'alouette, l'ortolan, la grive, le becfigue, l'étourneau, la huppe, le motteux, le vanneau, la bécassine; la bécasse, l'outarde, le pigeon biset, le pigeon ramier et le mauvis; ainsi le prescrit une instruction ministérielle portant la date du 28 août 1861, et rappelée dans la circulaire ministérielle du



30 juin 1874 (R. F., t. VI, n° 67). La nomenclature dressée par le préfet est limitative.

La loi elle-même exclut de la réglementation spéciale à la chasse des oiseaux de passage celle de la caille, qui, par suite, reste soumise aux conditions de la chasse ordinaire : on a voulu protéger ainsi ce gentil oiseau et empêcher sa destruction en masse lorsqu'il arrive sur nos côtes de France, épuisé par les fatigues de la traversée de la Méditerranée.

## SECTION II

### *Chasse du gibier d'eau*

Les pouvoirs des préfets sont fort restreints en ce qui concerne la chasse du gibier d'eau : ils fixent seulement le temps pendant lequel il est permis de s'y livrer dans les marais, sur les étangs, fleuves et rivières. Cette chasse reste donc soumise aux conditions ordinaires relatives au permis, au consentement du propriétaire et aux procédés à mettre en œuvre. Remarquons en outre que les préfets n'ont pas reçu mission, comme pour les oiseaux de passage, de dresser la liste des espèces de gibier qui doivent être considérées comme gibier d'eau ; c'est donc aux

tribunaux à déclarer si tel ou tel gibier rentre dans cette catégorie.

Remarquons les expressions employées par le législateur : tandis qu'il charge les préfets de déterminer l'*époque* de la chasse des oiseaux de passage, il leur remet le soin de fixer le *temps* pendant lequel on pourra chasser le gibier d'eau. Ces deux termes ont une signification bien différente, et confèrent des pouvoirs distincts. L'expression beaucoup plus large de « temps » conduit à reconnaître aux préfets le droit, non seulement de fixer la saison de la chasse du gibier d'eau, mais encore de l'autoriser la nuit. Ils peuvent aussi la défendre en temps de neige (§ 3 final de l'art. 9); et ici, comme en ce qui concerne les oiseaux de passage, nous estimons qu'un arrêté préfectoral, prohibant en termes généraux « la chasse en temps de neige », doit s'entendre, non pas seulement de la chasse ordinaire, mais aussi de celle du gibier aquatique : pour ces deux chasses spéciales, en effet, la question est la même. C'est d'ailleurs une question d'interprétation générale de l'arrêté, et il pourra se faire que, dans certains cas, d'autres clauses insérées dans ledit arrêté entraînent une interprétation différente d'une prohibition paraissant générale au premier abord; ainsi, nous déclarerions la chasse au gibier d'eau licite, même en temps de neige, comme

l'a fait le tribunal de Vesoul, au moins en bateau sur les cours d'eau, au cas où, comme dans l'espèce soumise à ce tribunal, le préfet permettrait d'une part la chasse du gibier d'eau sur les *cours d'eau*, jusqu'à une époque déterminée, et interdirait, d'autre part, par le même arrêté, la chasse sur les *terrains* couverts de neige. (Trib. corr. Vesoul, 29 avril 1875, aff. Coudrat, R. F., t. VII, n° 57.)

Sous l'empire de la loi de 1790, la chasse du gibier d'eau pouvait avoir lieu sur les landes, les bruyères ; depuis la loi de 1844, elle ne peut plus être pratiquée que dans les marais, sur les étangs, fleuves et rivières. Le plus souvent, les arrêtés préfectoraux indiquent à quelle distance maxima on peut s'écarter des berges, de 10 à 20 mètres le plus souvent ; à défaut de telles prescriptions, les tribunaux seraient souverains appréciateurs du fait.

Un détail à noter, c'est que certains oiseaux d'eau, la bécassine par exemple, pourront être compris par les préfets dans la nomenclature des oiseaux de passage ; leur chasse sera alors soumise à un régime mixte, dont bénéficieront les chasseurs.

### SECTION III

*Destruction des animaux malfaisants ou nuisibles  
par le propriétaire, possesseur ou fermier.*

Le droit de destruction des animaux malfaisants ou nuisibles dont il nous faut maintenant dire quelques mots est en quelque sorte, comme le droit de destruction des bêtes fauves que nous avons précédemment étudié, un droit de légitime défense : ce n'est pas à proprement parler chasser que *détruire* les animaux malfaisants ou nuisibles qui infestent sa propriété.

Ce droit appartient aux mêmes personnes que celles qui ont le droit de détruire les bêtes fauves : *le propriétaire, possesseur ou fermier*, expressions auxquelles il faut donner ici également un sens large et dans lesquelles il faut comprendre l'usufruitier, l'emphytéote, etc., « tous ceux qui, en un mot, représentent le propriétaire à un titre quelconque, soit par délégation, soit par la force de la loi, tous ceux qui ont ses droits, qui auront le droit de jouir du même avantage dont il aurait joui lui-même. » Telles sont les explications données sur ce point à la Chambre des députés lors de la discussion de la loi.

Ce que nous avons dit de la délégation du droit de destruction des bêtes fauves s'applique également ici.

C'est le préfet qui est chargé par la loi de dresser dans un arrêté, pour chaque département, la liste des animaux qui doivent être considérés comme *malfaisants ou nuisibles*.

Généralement, les préfets désignent comme tels :

— Parmi les quadrupèdes : les lapins, les renards, les loups, les blaireaux, les sangliers, les loutres, les belettes, les fouines, les putois, les hermines, les martres, les chats sauvages, les loirs ;

— Parmi les oiseaux : les aigles, les autours, les faucons, les éperviers, les milans, les buses, les busards, les balbuzards, les crécerelles, les émerillons, les pies, les geais, les pigeons ramiers, les pies-grièches, les ducs, les becs-croisés.

On voit aussi figurer parfois de ce nombre les cerfs, les loirs, les rats, les corbeaux, les vautours, et quantité d'autres animaux, selon les circonstances et la faune du département.

Aux termes de la loi, les préfets doivent « régler les conditions d'exercice » du droit de destruction des animaux qu'ils déclarent malfaisants ou nuisibles. Il semble donc au premier abord qu'ils jouissent à cet égard d'un pouvoir

absolu s'étendant aux conditions de temps, de lieu et de modes ; il n'en est rien cependant, et un coup d'œil rapide jeté sur le texte de l'article 9 lui-même et sur les travaux préparatoires suffit à détromper sur ce point.

Il nous paraît tout d'abord hors de doute que l'exercice du droit de destruction des animaux malfaisants ou nuisibles n'est pas subordonné à la nécessité du permis de chasse. Cette dispense résulte tant de la nature de ce droit que de la discussion à laquelle il a donné lieu à la Chambre des députés. « Pour détruire un animal nuisible, a dit M. Hébert, on n'a pas besoin de permis de chasse, car il s'agit de la défense de sa propriété. » (*Moniteur* du 16 février 1844, p. 330). La doctrine et la jurisprudence ont d'ailleurs adopté cette solution. Un arrêté préfectoral ne pourrait donc pas obliger à se munir préalablement d'un permis. Cette dispense est absolue, et elle s'étend même au simple délégué du propriétaire, possesseur ou fermier. C'est ce qu'ont décidé la Cour de Paris dans un arrêt du 14 février 1866 (R. F., t. III, n° 470), et, plus récemment, la Cour d'Amiens dans un arrêt du 29 décembre 1880 (D. 82, 5, 62).

Le préfet ne pourrait pas davantage, à notre sens, limiter quant au temps l'exercice du droit de destruction, car l'article 9, § 3 lui-même dit que cette destruction pourra avoir lieu *en tout*

*temps*. Nous en concluons tout naturellement que les animaux malfaisants ou nuisibles peuvent être détruits aussi bien pendant que la chasse est ouverte que lorsqu'elle est fermée, la nuit comme le jour, et même par temps de neige, en un mot, d'un bout de l'année à l'autre, sans aucune interruption. Toute clause d'un arrêté préfectoral qui suspendrait à un moment quelconque l'exercice de ce droit serait entachée d'excès de pouvoir, et les tribunaux devraient lui refuser toute sanction. Quelques auteurs, Chenu, notamment (p. 141), enseignent cependant que le préfet pourrait interdire, par une disposition spéciale et formelle, la destruction en temps de neige. Nous désapprouvons d'autant plus cette opinion que le ministre de la Justice, répondant à une question de M. Pelteureau de Villeneuve, a déclaré que le droit de destruction en temps de neige « va sans dire. » (*Moniteur*, 16 février 1844, p. 331.)

Il résulte encore des termes de l'article 9 que la destruction des animaux malfaisants et nuisibles ne peut avoir lieu sur le terrain d'autrui, c'est-à-dire sur les terres dont on n'est ni propriétaire, ni possesseur, ni fermier (hors le cas bien entendu de délégation), puisqu'il y est dit que ces personnes pourront s'y livrer *sur leurs terres*.

Reste la question des procédés que peuvent employer les divers intéressés pour détruire



les animaux nuisibles. C'est sur ce point, mais sur celui-là seulement, que l'arrêté préfectoral fait loi ; les préfets ont le droit et le devoir de déterminer ceux dont il peut être fait usage ; c'est ainsi qu'ils peuvent défendre l'emploi du fusil, autoriser l'usage de chiens lévriers ou d'engins prohibés. La détention de ces engins devient alors licite en tout temps, pourvu qu'ils ne puissent servir que pour la destruction des animaux malfaisants et nuisibles. (Cass. 15 octobre 1844, D. 45, 1, 26.) Seuls les modes et engins désignés par le préfet sont d'un usage licite. Remarquons toutefois que, si les intéressés étaient munis d'un permis de chasse, ils pourraient, en temps d'ouverture de la chasse, utiliser l'un quelconque des moyens admis par le droit commun, sans avoir à se préoccuper des décisions préfectorales. Si les Chambres venaient à voter un projet de loi qui a été déposé en 1889, tous moyens et engins quelconques pourraient être employés. (Annexe au procès-verbal du 14 décembre 1889.)

Contrairement à ce qui a lieu pour les bêtes fauves, il n'est pas nécessaire que les animaux malfaisants ou nuisibles causent un dommage à leurs propriétés pour que le propriétaire, possesseur ou fermier, soit en droit de les détruire.

Il ne faudrait pas que le droit de destruction

des animaux malfaisants ou nuisibles puisse servir de prétexte pour se livrer à la chasse. C'est pour prévenir les abus de cette sorte que beaucoup d'arrêtés prescrivent à ceux qui veulent exercer ce droit de faire une déclaration préalable, à défaut de laquelle il y aura contre eux présomption de fait de chasse : cette mesure est fort sage, et il serait à souhaiter qu'elle fût prise par tous les préfets. Souvent, dans la pratique, il sera assez délicat pour les tribunaux de distinguer l'acte de destruction de l'acte de chasse ; nous estimons qu'ils devront se montrer très sévères, et prononcer une condamnation toutes les fois qu'il ne sera pas absolument démontré que le prévenu qui invoque l'autorisation préfectorale de détruire les animaux nuisibles, eût en effet pour but de ses actes leur destruction. (Amiens, 7 février 1882, Rec. de la Cour d'Amiens, 1882, p. 8.)

Ce serait ici le lieu de parler de la louveterie, si elle n'était en dehors de notre sujet ; nous nous sommes seulement proposé, en effet, d'étudier dans ce travail les obligations ou conditions imposées aux chasseurs par la loi de 1844, et la louveterie, qui est distincte de la chasse, a son histoire, son organisation et sa législation à part. Disons seulement qu'elle est un service public à la tête duquel se trouvent placés des officiers appelés lieutenants de lou-

veterie et commissionnés par le préfet. La mission de ceux-ci consiste à prendre les mesures nécessaires pour la destruction des loups et autres animaux nuisibles dans la circonscription placée sous leur surveillance. (Ord. 20 août 1814.) Ils président et dirigent les battues que peuvent ordonner les préfets, ou même les sous-préfets, en ce qui concerne les biens des communes et des établissements publics, en vertu du décret du 13 avril 1861, et auxquelles les habitants du pays réquisitionnés sont obligés de prendre part sous peine d'une amende de 10 francs.

Nous ne pouvons quitter ce sujet sans signaler une innovation, considérable en ce qui concerne la destruction des animaux nuisibles, résultant d'une loi assez récente, celle du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, connue sous le nom de loi des Maires. Le § 9 de l'article 90 de cette loi est ainsi conçu :

« Le maire est chargé, sous le contrôle du conseil municipal et la surveillance de l'Administration supérieure....

« ... 9° de prendre, de concert avec les propriétaires ou les détenteurs du droit de chasse dans les buissons, bois et forêts, toutes les mesures nécessaires à la destruction des animaux nuisibles désignés dans l'arrêté du préfet pris en vertu de l'article 9 de la loi du

« 3 mai 1844; de faire pendant le temps de neige,  
« à défaut des détenteurs du droit de chasse,  
« à ce dûment invités, détourner les loups et  
« sangliers remis sur le territoire ; de requérir,  
« à l'effet de les détruire, les habitants avec  
« armes et chiens propres à la chasse de ces  
« animaux; de surveiller et d'assurer l'exécu-  
« tion des mesures ci-dessus et d'en dresser  
« procès-verbal. »

Comme on le voit, cette disposition attribue aux maires, sous le contrôle à la fois du conseil municipal et de l'Administration supérieure, des pouvoirs tout nouveaux pour eux et aussi étendus que ceux des préfets : ils peuvent autoriser la destruction, à toute époque et par tous procédés, par simple autorisation individuelle, même verbale. (Rouen, 21 février 1886, Rec. de la Cour de Rouen 1886, p. 106 ; Cass., 12 juin 1886, aff. Wallet contre Gilliot et autres, D.87, 1, 45.) Notons que le maire ne pourrait prescrire de battues pour la destruction des loups et sangliers que sous la condition d'une mise en demeure préalable, adressée au détenteur du droit de chasse, afin qu'il ait à détourner ceux retirés dans ses bois ; et, s'il négligeait de procéder à cette mise en demeure, avant de faire une battue avec l'aide de chasseurs du pays, il pourrait être, à bon droit, l'objet de poursuites pour délit de chasse sur le terrain d'au-

trui sans son consentement. (Cass., 12 juin 1886, affaire de Thy contre Baillet et autres, D. 87, 1, 41. ) La remise de tels pouvoirs entre les mains des maires nous paraît regrettable ; il suffisait que les préfets en fussent investis. Ces derniers n'étaient-ils pas à même, en s'entourant de renseignements faciles à obtenir, d'ordonner, en cas d'utilité, toutes les mesures de destruction désirables ? Et certes, nous aurions davantage confiance dans leurs décisions à ce sujet que dans celles des maires, trop enclins à céder, même involontairement, aux passions et aux rancunes locales.

## SECTION IV

### *Chasse des petits oiseaux*

Un grand nombre d'oiseaux de nos contrées rendent des services précieux à l'agriculture en faisant une guerre acharnée aux insectes et aux larves ; il y donc un intérêt considérable à favoriser leur repeuplement et empêcher leur destruction, et c'est pourquoi le législateur donne toute latitude aux préfets pour prendre tels arrêtés qu'ils jugent utiles dans ce double but. La circulaire du 8 juillet 1886 (Bull. off. min. Int. 1886, p. 187) les presse tout particu-

lièrement d'user de cette faculté, et celle du 6 avril 1887 les invite spécialement à interdire, en vertu de la loi du 22 janvier 1874, la capture et la destruction des pigeons voyageurs en tout temps et par tous procédés. (Bull. off. min. Int. 1887, p. 140.)

Le but de la loi est excellent, mais les résultats de son application sont loin de satisfaire son vœu.

Depuis quelques années, les plaintes des agriculteurs se font de plus en plus vives au sujet des pertes considérables causées aux récoltes par les insectes nuisibles, dont les légions vont sans cesse s'accroissant, tandis que chacun constate avec désespoir la diminution inverse et non moins rapide des oiseaux insectivores. Le mal provient de ce que les préfets négligent d'user ou usent insuffisamment des pouvoirs que le législateur de 1874 leur a conférés. Il est grand temps de porter remède à cet état de choses, si l'on ne veut pas préparer aux agriculteurs des années plus mauvaises encore que celles que nous vivons maintenant. Au lieu de permettre aux préfets de prendre des arrêtés prohibitifs en cette matière, il faudrait les y obliger, peut-être même inscrire les prohibitions dans la loi. Déjà, quelques projets de loi ont été déposés dont le but est de protéger plus effica-

cement les oiseaux insectivores, que Toussenel appelle non sans raison « les filtres de l'atmosphère », celui entre autres de MM. Bizot de Fonteny, Darbot et autres, soumis au Sénat, et qui prohiberait d'une façon absolue la capture, la destruction, ainsi que la mise en vente, la vente, l'achat, le transport et le colportage de tous les petits oiseaux autres que l'alouette ; malheureusement, aucun n'a encore abouti. Il est à souhaiter que les Chambres sortent cependant de leur indifférence en face d'une question aussi importante, et trouvent enfin quelques instants à consacrer à sa solution : « Si on proté-  
« geait les oiseaux insectivores », dit un savant naturaliste, M. Laurent Prévost, « la France  
« récolterait plus de grain qu'il n'en faut pour  
« sa consommation. »

---



## CONCLUSION

---

Nous avons terminé l'examen des obligations imposées par nos lois cynégétiques au propriétaire ou concessionnaire du droit de chasse pour l'exercice de ce droit. Tenant compte à la fois de la doctrine et de la jurisprudence, nous avons analysé les différentes dispositions de la loi qui ont trait à ces conditions, et exposé les controverses nées à leur occasion. Au moment de clore cette étude, une dernière question se pose tout naturellement à nous : que penser de la réglementation actuelle de l'exercice du droit de chasse, dont nous venons de voir les grandes lignes ? Mérite-t-elle une approbation sans réserve, ou bien prête-t-elle au contraire à la critique et appelle-t-elle des réformes ?

Dans l'esprit des promoteurs de la loi du 3 mai 1844, la réglementation que cette loi avait pour but d'établir devait produire les plus heureux effets, et voici en quels termes le garde des Sceaux les célébrait dans le préambule de la circulaire qu'à la date du 9 mai 1844 il adressait

aux procureurs généraux : « L'opinion publique, « disait-il, accusait depuis longtemps notre « législation sur la chasse de faiblesse et d'insuffisance. Elle demandait contre le braconnage des moyens de répression plus sévères et plus efficaces. Le vœu qu'elle a exprimé a été entendu par le Gouvernement et les Chambres : la loi sur la police de la chasse a été rendue. Si cette loi est exécutée comme elle doit l'être, avec une sage fermeté, elle fera cesser les abus qui excitaient de si vives et de si justes réclamations. Elle sera un bienfait pour la propriété et l'agriculture, qui regardent avec raison les braconniers comme l'un de leurs plus redoutables fléaux ; elle préservera le gibier de la destruction complète et prochaine dont il était menacé ; elle aura enfin un résultat moral qui doit l'agrandir et en relever l'importance aux yeux de tous les gens de bien : elle empêchera une classe nombreuse et intéressante de la société de se livrer à des habitudes d'oisiveté et de désordres qui conduisent trop souvent au crime. »

Malheureusement, ces heureux effets espérés ne se sont réalisés que bien imparfaitement ; et, si l'on examine les résultats acquis, on est bien obligé de constater que le braconnage est, de nos jours, excessivement florissant, et que le gibier semble, aujourd'hui plus que jamais,

menacé de destruction complète dans un avenir très prochain. Aussi réclame-t-on de tous côtés, depuis un certain nombre d'années déjà, la modification de notre législation actuelle.

La réforme de la loi de 1844 est à l'ordre du jour pour un autre motif encore : la question de la chasse passionnant en effet au suprême degré les habitants de nos campagnes, elle fait actuellement partie de la plupart des programmes électoraux. Promise dans des formules vagues, mais conçues dans un esprit libéral et égalitaire, elle a souvent une importance considérable aux yeux des électeurs.

On s'explique ainsi que de nombreux projets de modification, soit générale, soit partielle, de notre législation cynégétique aient été tour à tour présentés aux Chambres dans des buts très divers. C'est sous l'influence de cet esprit de réformes qu'ont été votées la loi du 22 janvier 1874, celle du 16 février 1898, et aussi certaines dispositions de la loi municipale des 5-6 avril 1884, relatives à la destruction des animaux nuisibles ; mais quantité d'autres propositions de lois ont été déposées qui, jusqu'ici, n'ont pas abouti.

Citons, en première ligne, celle présentée à la Chambre des députés, le 25 octobre 1898, par MM. Vaillant, Chauvière, Coutant et Marcel Sembat, et tendant à proclamer la liberté abso-

lue de la chasse, sauf toutefois les restrictions qu'édicterait un règlement d'administration publique, afin d'assurer la protection de l'agriculture et de la production agricole et la conservation des animaux utiles. La sanction de toute contravention à la loi et aux règlements consisterait dans l'affichage de ladite infraction au mur du domicile de celui qui s'en serait rendu coupable, ainsi qu'à la mairie des communes de ce domicile et du lieu où se serait produite la contravention. En cas d'infraction d'une gravité exceptionnelle, la publicité serait faite par la voie de la presse ou par voie de proclamation publique. (V. le texte de ce projet au *Journal officiel, Annexes de la Ch. des déput., session extraord. de 1898*, annexe n° 290, p. 98.)

Un tel projet doit être condamné sans hésitation. C'est à juste titre, en effet, nous l'avons vu, que la loi de 1844 considère le droit de chasse comme un attribut du droit de propriété : ainsi qu'on l'a fort bien dit, la chasse n'est pas un simple plaisir réservé à des oisifs qu'il vaudrait mieux plaindre qu'envier, mais un véritable droit, et souvent une source précieuse de revenus pour celui qui le possède. Or, proclamer la liberté absolue de la chasse serait méconnaître ce principe incontestable. « La division de la propriété en France, écrivait Leblond en 1877, prouve que tous peuvent acquérir et

« acquièrent en effet ; or, la chasse n'étant plus  
« un privilège, mais bien un attribut nécessaire  
« de la propriété elle-même, est, comme celle-ci,  
« à la portée de tous : la loi ne peut aller plus  
« loin. Dans ces conditions, confisquer un droit  
« légitimement acquis aux propriétaires pour le  
« donner à tous sans raison, serait consacrer  
« un abus aussi grave que celui qui a été aboli  
« dans la nuit du 4 août, et qui avait extorqué  
« ce droit dans l'intérêt d'un seul. Il importe de  
« ne pas détruire le lendemain ce que l'on a  
« édifié la veille, et il convient de ne pas sacri-  
« fier au caprice et à l'envie un droit dont la  
« destruction porterait atteinte au grand prin-  
« cipe de la propriété ; car tout ce qui peut léser  
« ou seulement ébranler un principe aussi  
« sacré, aussi inviolable que celui-là, doit être  
« énergiquement repoussé au nom de la justice  
« et de la liberté. » (Leblond, *Code de la chasse*,  
*introduction*, page VII.)

Ajoutons que l'adoption d'un tel projet ferait  
renaître tous les abus et tous les désordres qui  
s'étaient produits à la suite des lois de 1790 et  
1791 ; sans parler du danger qui pourrait en  
résulter pour la sécurité publique, elle remet-  
trait en honneur le braconnage, favoriserait le  
saccage des récoltes, et enfin, sous prétexte de  
mettre la chasse à la portée de tous, l'enlèverait  
à tous en amenant, au bout de quelques années

tout au plus, la disparition totale du gibier. Ces résultats seraient d'autant plus certains, que la sanction des contraventions préconisée par les auteurs de la proposition ne produirait aucun effet moral sur la plupart des délinquants: alors qu'actuellement les peines d'amende et de prison sont insuffisantes à réprimer le braconnage, on conçoit combien serait inefficace la simple publicité donnée à l'infraction.

Un autre projet de loi qui modifierait aussi très profondément notre législation actuelle, a pour auteur M. Georges Graux. Par deux fois déjà, le 23 octobre 1894 et le 20 juin 1899, l'honorable député a demandé la communalisation de l'exercice du droit de chasse. (V. *J. off., annexes de la Chambre des députés, session extraordinaire 1894*, p. 1420, ann., n° 918, et *session ordinaire 1899*, p. 435, ann. n° 92.) Voici en quelques mots l'économie de sa proposition :

Le gibier, dit M. Graux, est un des éléments de la richesse nationale ; c'est « un capital que le législateur n'a pas le droit de laisser disparaître, qu'il a le droit d'augmenter, et auquel il doit demander son maximum de production ». Il entend que le produit de ce capital profite à tous les citoyens, et il veut faire de l'abondance du gibier « un moyen d'accroître les ressources des communes et de diminuer les charges qui

pèsent sur les petits propriétaires des campagnes ». Il demande donc que le droit de chasse soit exercé par la commune pour le compte des propriétaires. Celle-ci, constituée en syndicat obligatoire, formerait des lots de terrain de 200 hectares au moins, et mettrait en adjudication la chasse de chacun de ces lots; le produit des locations serait ensuite réparti entre les propriétaires de la commune, proportionnellement à la contenance de leurs terrains. Cependant, les propriétaires auraient la faculté de se réserver la chasse sur leurs terrains clos, ou ayant une superficie de 25 hectares au moins d'un seul tenant, et sur leurs étangs et marais de 5 hectares au minimum.

C'est, paraît-il, le système pratiqué en Allemagne, et il y donne d'excellents résultats. Nous n'en sommes cependant pas plus partisan que de la liberté absolue de la chasse. Chaque pays a ses habitudes, ses mœurs différentes, qui doivent différencier forcément ses institutions. Ici encore, la confiscation du droit de chasse des petits propriétaires au profit de la commune, même moyennant l'indemnité proposée, porterait une atteinte, légère, nous en convenons, mais néanmoins réelle, au droit de propriété. Certes, nous savons que le droit de propriété peut subir des restrictions commandées par l'intérêt général; mais encore faut-il n'y toucher



qu'avec circonspection et pour des motifs d'utilité publique particulièrement graves, que nous n'apercevons pas bien ici.

Les partisans du projet Graux prétendent que cette objection est vaine, parce que, disent-ils, le droit de chasse du petit cultivateur sur ses quelques hectares de terre est bien illusoire. Nous leur ferons observer que quelques hectares de terrain enclavés dans une forêt, ou situés seulement en bordure de celle-ci, constitueront souvent une chasse beaucoup plus giboyeuse qu'une propriété de grande étendue qui n'aurait pas l'avantage de cette situation. De plus, les petits propriétaires amateurs de chasse, et dont les parcelles se joignent, pourraient aisément se syndiquer ensemble, et, en réunissant ainsi leurs terres de leur propre gré, disposer d'une étendue de terrain suffisante pour y chasser utilement en commun. Nous pouvons le dire sans crainte d'exagération, 80 sur 100 des petits propriétaires fonciers de France agiraient ainsi plutôt que d'abandonner leur droit de chasse à la commune. Or, ceux-là ne seraient pas dans l'impossibilité de jouir de leur droit, et les en empêcher serait vexatoire. Ajoutons que, dans le système proposé, pour la majorité des petits cultivateurs, le produit de l'adjudication du droit de chasse serait insignifiant et tout à fait insuffisant pour les dédommager de l'abandon forcé

de leur droit, ils loueraient certainement leur chasse avec beaucoup plus de profit, si, dans ce but encore, ils s'entendaient avec leurs voisins pour réunir leurs terres, ou même s'ils louaient les leurs seules à un grand propriétaire voisin désireux d'agrandir sa réserve, et il ne serait pas juste de les priver de ce bénéfice.

Enfin, outre qu'elle porterait atteinte au droit de propriété sans motif suffisant, et qu'elle lèserait les intérêts des propriétaires, la communalisation de l'exercice du droit de chasse, telle qu'elle est préconisée par M. Graux, ferait de la chasse un véritable privilège au profit des favorisés de la fortune, puisque les propriétaires de 25 hectares au moins pourraient seuls réserver leurs terres, et que les plus riches pourraient aisément évincer les plus pauvres dans les adjudications. Pour ces divers motifs, elle nous paraît devoir être écartée.

Nous souhaitons, quant à nous, que la loi de 1844 ne soit pas l'objet d'une réforme radicale. Il y a quelques années, au cours d'une séance du Sénat consacrée à la discussion d'un projet de réforme qui, comme beaucoup d'autres, n'a pas abouti, le ministre de la Justice de l'époque s'exprimait ainsi : « La loi de 1844 a « la réputation méritée, je crois, d'être la loi la « mieux faite de son époque ; c'est pourquoi « j'estime qu'il convient d'imiter sa prudence et

« sa circonspection. » Et le rapporteur de la proposition de loi, exprimant la même idée, disait : « C'est une loi très bien faite, mais qui « présente des lacunes. » (Sénat, séance du 15 novembre 1886 ; *Journal officiel* du 16 novembre.)

Cette appréciation nous paraît très juste. Certes, notre loi est insuffisante sur bien des points, défectueuse même sur quelques-uns, mais ses principales dispositions nous paraissent en harmonie avec les grands principes et les intérêts généraux dont doit s'inspirer une bonne législation sur la chasse. Loin de la modifier de fond en comble, il convient donc tout simplement d'y apporter quelques améliorations de détail : procéder à quelques légères modifications, combler les lacunes qu'un demi-siècle d'expérimentation a révélées, trancher aussi un certain nombre de questions qui font encore doute en jurisprudence, tout en maintenant l'économie générale de la loi et les grandes lignes de ses dispositions, telle est l'œuvre que doit se proposer le législateur.

Les réformes les plus importantes, et dont la nécessité se fait le plus vivement sentir à l'heure présente, auraient trait aux peines et à la réglementation de la vente, de l'achat, du transport et du colportage du gibier ; mais, en ce qui concerne les dispositions relatives à

l'exercice du droit de chasse que nous avons étudiées, il y aurait lieu aussi d'introduire dans la loi bien des modifications et des innovations de détail. Nous avons déjà indiqué, au cours de cette étude, quelques-unes des améliorations désirables. Nous voudrions notamment :

1° Que la loi donnât aux préfets le pouvoir de refuser la délivrance du permis de chasse aux faibles d'esprit qui, sans être interdits, sont notoirement connus pour leur imbécillité ou leur démence ;

2° Que, d'autre part, en ce qui concerne encore la délivrance du permis de chasse, le pouvoir d'appréciation des préfets, quant à l'opportunité de l'accorder ou de le refuser à l'impétrant, fût limité à certains seulement des cas pour lesquels il existe actuellement ; nous verrions, par exemple, avec plaisir, retrancher de la liste de l'article 6, § 4, les condamnés pour délit d'association illicite, ou pour fabrication, débit, distribution de poudre, armes ou autres munitions de guerre, ou encore pour entraves à la circulation des grains ;

3° Que la privation du droit d'obtenir un permis de chasse pendant une durée de cinq ans, que l'article 18 permet aux tribunaux de prononcer en cas de condamnation pour délits prévus par la loi sur la chasse, fût la conséquence forcée de toute condamnation de cette

sorte, sauf le cas toutefois de délit de chasse sur le terrain d'autrui, et sauf aussi à réduire légèrement la durée de la privation de permis, qu'il nous paraîtrait suffisant de fixer à un délai de trois ans ;

4° Que l'interdiction de chasser en temps de neige fût écrite dans la loi ;

5° Que fût prohibée la chasse à l'aide de chevaux, vaches, etc., de peaux d'animaux, de mannequins, de buissons mobiles, de carrioles, charrettes, charrues ou autres instruments agricoles, qui permettent au chasseur d'approcher plus facilement le gibier en le masquant, et constituent des moyens redoutables de destruction de celui-ci, en même temps qu'indignes d'un véritable chasseur ;

6° Qu'il fût possible aux préfets d'autoriser individuellement les propriétaires ou locataires de chasses à employer certains engins pour capturer le gibier dans des conditions déterminées, afin de le conserver dans un but d'élevage et de repeuplement ;

7° Que les préfets fussent autorisés par la loi à prendre des arrêtés pour empêcher la divagation des chiens dans les campagnes ;

8° Que la protection des oiseaux utiles à l'agriculture fût organisée également par la loi.

Parmi les institutions de la loi du 3 mai 1844, il en est deux qui ont été principalement visées

depuis un certain nombre d'années par les projets de réformes : ce sont le permis de chasse et l'immunité attachée à l'enclos attenant à une habitation.

Le permis de chasse a été l'objet de propositions de lois nombreuses et diverses. Nous n'avons pas la prétention de les énumérer toutes ; nous indiquerons seulement les principales réformes qui ont été proposées à ce sujet.

Et d'abord, on a demandé à diverses reprises la suppression pure et simple du permis ; des projets en ce sens ont été déposés à la Chambre des députés, notamment par M. Dréolle, en 1871, et par M. de Guilloutet, le 21 mars 1881 (V. ce dernier projet au *J. off.*, *Annexes de la Ch. des déput.*, *sess. ord. de 1881*, p. 415, ann. n° 3455. )

D'autre part, le 16 novembre 1899, M. Paulin Daudé, député, déposait un projet de loi tendant au maintien du permis, mais gratuit. (*Journal off.*, *Annexes de la Chambre des députés, session extraord. 1899*, p. 133, ann. n° 1190.)

Dans un autre ordre d'idées, la suppression du permis et son remplacement par une taxe proportionnelle et progressive sur les chasses ont été demandés par M. Jacob dans un projet déposé à la date du 8 juin 1899. M. Jacob établit cette taxe comme il suit : 10 centimes par hectare jusqu'à 50 hectares ; 20 centimes par hec-



tare jusqu'à 100 ; 30 centimes jusqu'à 500 ; 40 centimes jusqu'à 1.000 ; 50 centimes enfin par hectare au-dessus de 1.000 hectares. (*Journ. officiel, Annexes de la Ch. des dép., sess. ordin. 1899*, p. 1868, ann. n° 1004.)

D'autres encore, tout en se déclarant partisans du maintien de l'exigence d'un permis, discutent sur le chiffre de la taxe afférente à sa délivrance, ou bien réclament la création, soit d'un certain nombre de permis à prix réduits, soit de permis valables pour une très courte durée : hebdomadaires, par exemple, ou même journaliers. C'est ainsi qu'on a vu M. Labitte, député, proposer, le 4 novembre 1881, la création d'un permis de chasse de 10 francs, valable pendant un an, mais seulement pour les dimanches et jours fériés, et délivré dans les mêmes conditions que le permis ordinaire. (*J. off., Annexes de la Ch. des dép., session extraord. 1881*, p. 1600, ann. n° 6.) Citons aussi le projet Naquet du 28 novembre 1893 (*J. off., Annexes précitées, session extraord. 1893*, p. 96, ann. n° 63), le projet Gendre, du 7 mai 1894. (*J. off., Annexes précitées, session ord. 1894*, p. 801, ann., n° 606), le projet Pommeraye, du 27 juin 1899. (*J. off., Annexes précitées, session ord. 1899*, p. 1897, ann. n° 1062.) M. Pommeraye, par exemple, voudrait qu'à côté du permis ordinaire, on en instituât deux autres : l'un valable



pour une semaine, qui coûterait 5 fr., et serait délivré dans les mêmes formes que le permis à 28 francs ; l'autre valable pour un dimanche, dans le département et les arrondissements limitrophes seulement, et qui serait délivré, pour la somme de 1 franc, par le percepteur du chef-lieu de canton de la résidence de l'impétrant. L'État et les communes se partageraient le prix de ces permis. Enfin, signalons l'amendement que, tout récemment, M. Lasies et plusieurs de ses collègues ont proposé à la Chambre des députés d'introduire dans la loi de finances de l'exercice 1901 (amendement n° 75 au budget général de cet exercice), et tendant à créer un permis de chasse de 25 centimes, délivré dans tous les bureaux de tabac, et valable pour 1 jour, dimanche ou jour férié.

Nous n'hésitons pas à nous prononcer à l'encontre de ces divers projets, souvent inspirés à leurs auteurs beaucoup plus par des préoccupations électorales et le désir de plaire à une certaine catégorie de leurs électeurs que par le souci des intérêts d'ordre supérieur que doit servir une bonne législation sur la chasse. Nous avons justifié, en abordant l'étude du permis de chasse, et l'exigence de celui-ci, et la taxe au paiement de laquelle est subordonnée sa délivrance ; et nous croyons qu'abaisser cette taxe

ou créer des permis de prix minime ou de validité très brève, ce serait aller contre le double intérêt de la protection des récoltes et de la conservation du gibier, sans compter le tort qui en résulterait en outre pour le fisc. Et quant à la délivrance de permis aux bureaux des percepteurs, ou dans les débits de tabac, où les enfants, les aliénés, les repris de justice et les forçats en rupture de ban pourraient aller se le procurer, avec dix centimes de *carotte* ou de *caporal*, elle est incompatible avec le devoir qui incombe à l'État, nous l'avons vu, d'examiner l'intelligence et la moralité des individus qui se proposent de chasser, et de n'accorder le permis qu'à ceux qui présentent des garanties suffisantes<sup>1</sup>.

Quant à l'immunité consacrée par l'article 2 de notre loi cynégétique, et relative aux enclos attenants à une habitation, elle a été l'objet des

1. Au moment où ce travail est en cours d'impression, M. Beauquier, au nom de la Commission parlementaire chargée d'examiner l'amendement à la loi de finances de l'exercice 1901 proposé par M. Lasies et quelques-uns de ses collègues, vient de déposer un rapport en tous points défavorable à cet amendement. Nous tenons à signaler au lecteur ce rapport, rédigé à la suite d'une discussion consciencieuse entre des hommes fort compétents en cette matière : il contient, très bien développés, les divers arguments qui militent à l'encontre des projets de réforme relatifs au permis de chasse dont nous venons de donner un aperçu. Déposé à la Chambre des députés le 1<sup>er</sup> mars 1901, il vient d'être publié au *Journal officiel* du 15 mars. (*Annexes de la Ch. des Dép., sess. ordin. 1901*, p. 140, ann. n° 2225.)

plus vives attaques en ces derniers temps ; pour notre part, nous ne verrions aucun inconvénient à ce qu'elle disparût complètement de la loi. Ce n'est pas que nous la considérions comme une faveur exorbitante, un privilège odieux, ainsi qu'on l'a souvent dépeinte ; mais nous estimons que le principe de l'inviolabilité du domicile sur lequel elle repose, nous l'avons vu, n'exigeait nullement cette dérogation au droit commun. Le législateur s'est certainement exagéré la portée de ce principe : la répression des délits de droit commun se concilie fort bien avec le respect dû au domicile ; pourquoi en serait-il autrement en matière de délits de chasse ? Que l'enclos attenant à une habitation soit la continuation du domicile de celui qui y réside, c'est bien notre avis, mais qu'est-ce à dire ? Il en résulte seulement que la recherche de la preuve des délits de chasse commis dans un tel enclos ne pourra être faite, comme du reste celle des crimes et délits de droit commun, que sous réserve des précautions nécessaires pour ne pas violer le domicile du citoyen : les officiers de police judiciaire devront, pour y pénétrer, se conformer aux dispositions du Code d'instruction criminelle (art. 16 et 36) et voilà tout ; le respect dû au domicile n'exige rien de plus.

Si la jurisprudence, malgré la tendance contraire qui semble se révéler dans les dernières

décisions rendues, persistait à distinguer entre les moyens et les engins prohibés, refusant au propriétaire le droit de se servir de ces derniers dans son enclos, et lui permettant au contraire d'y utiliser les premiers, tels qu'appeaux, appelants et chanterelles, il serait à souhaiter, dans l'intérêt de la conservation du gibier, que la suppression de l'immunité de l'article 2 soit réalisée au plus tôt.

Telles sont les principales modifications que nous jugeons utile d'introduire dans notre législation cynégétique, relativement aux obligations imposées pour l'exercice du droit de chasse. Un certain nombre d'entre elles ont été votées par le Sénat en 1886, à l'occasion de la discussion d'un projet de loi dû à l'initiative de M. Labitte. Le texte définitif, voté par le Sénat le 23 novembre 1886, fut transmis à la Chambre des députés le 24 novembre 1889; mais, au lieu de consacrer législativement ce projet, qui valait mieux que rien, la Chambre a pensé qu'il convenait d'en étendre les dispositions, et, tout en le remaniant, de le rendre conforme aux prescriptions du futur Code rural.

Elle en a donc prononcé le renvoi devant une Commission composée en majorité d'hommes compétents et animés des meilleures intentions. Le 10 juillet 1893, un rapport très complet fut déposé par M. Morillot, l'un des membres de

la Commission, mais le projet ne put pas venir en discussion en temps utile. Repris par M. Morillot, pour son compte personnel, le 12 juin 1894, il est aujourd'hui encore en suspens, malgré les tentatives faites à diverses reprises par l'honorable député et M. Marcel Habert, pour en amener la discussion.

Souhaitons que de nouvelles tentatives soient plus heureuses, et que la Chambre des députés consacre enfin, prochainement, quelques instants à examiner et compléter les réformes déjà votées par le Sénat : tarder plus longtemps, serait compromettre l'avenir de la chasse en France.

Vu :

*Le Professeur Président de la Thèse,*

R. BIVILLE.

Vu :

*Le Doyen de la Faculté,*

EDMOND VILLEY.

Vu et permis d'imprimer :

*Le Recteur de l'Université de Caen,*

E. ZEVORT.





## TABLE DES MATIÈRES

|                                                                                                             | Pages |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| BIBLIOGRAPHIE . . . . .                                                                                     | 1     |
| INTRODUCTION. . . . .                                                                                       | 5     |
| <b>APERÇU HISTORIQUE DES DIVERSES RÉGLEMENTATIONS DE L'EXERCICE DU DROIT DE CHASSE . . . . .</b>            | 15    |
| § I <sup>er</sup> . — Des origines à la fin du règne de Charlemagne.                                        | 15    |
| § II. — De la mort de Charlemagne (814) à l'avènement de Charles VI (1380). . . . .                         | 24    |
| § III. — De l'avènement de Charles VI à la Révolution de 1789 . . . . .                                     | 31    |
| § IV. — De la Révolution de 1789 jusqu'à nos jours .                                                        | 57    |
| <b>DROIT ACTUEL. . . . .</b>                                                                                | 65    |
| <b>PREMIÈRE PARTIE. — Chasse ordinaire . . . . .</b>                                                        | 71    |
| <b>CHAPITRE I<sup>er</sup>. — OBLIGATION DU PERMIS DE CHASSE . . . . .</b>                                  | 73    |
| § I <sup>er</sup> . — Exigence d'un permis de chasse; motifs et généralité de cette exigence . . . . .      | 73    |
| § II. — Demande et délivrance du permis de chasse.                                                          | 80    |
| § III. — Personnes qui peuvent obtenir un permis et personnes qui en sont privées. . . . .                  | 90    |
| A. — A qui le permis <i>doit</i> être refusé . . . . .                                                      | 92    |
| (a) Pour cause d'incapacité de l'impétrant . .                                                              | 92    |
| (b) Pour cause d'incompatibilité de la fonction de l'impétrant avec l'exercice du droit de chasse . . . . . | 97    |
| (c) Pour cause d'indignité de l'impétrant . .                                                               | 99    |
| B. — A qui le permis <i>peut</i> être refusé. . . . .                                                       | 103   |
| § IV. — Caractères et effets du permis de chasse . .                                                        | 113   |
| § V. — Représentation du permis de chasse . . . .                                                           | 128   |



|                                                                                                                                                           | Pages |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| § VI. — Cas où le permis de chasse accordé ne parvient pas à son destinataire, et cas de sa perte, de sa destruction ou de sa mise hors d'usage . . . . . | 137   |
| § VII. — Cas du permis délivré à tort, ou dont le titulaire devient, dans le courant de l'année, incapable ou indigne . . . . .                           | 140   |
| CHAPITRE II. — OBLIGATION DE SUSPENDRE L'EXERCICE DU DROIT DE CHASSE EN TEMPS DE FERMETURE, LA NUIT ET PAR TEMPS DE NEIGE . . . .                         | 149   |
| SECTION I <sup>re</sup> . — <i>Ouverture et clôture de la chasse</i> . . . .                                                                              | 150   |
| § I <sup>er</sup> . — Qui fixe les dates de l'ouverture et de la fermeture de la chasse? . . . . .                                                        | 151   |
| § II. — Différentes mesures qui peuvent être prises par les préfets dans leurs arrêtés d'ouverture et de clôture de la chasse . . . . .                   | 154   |
| § III. — De la publication des arrêtés d'ouverture et de clôture de la chasse . . . . .                                                                   | 162   |
| § IV. — Modifications qui peuvent être apportées à l'exécution des arrêtés préfectoraux . . .                                                             | 169   |
| SECTION II. — <i>Interdiction de chasser la nuit.</i> . . . .                                                                                             | 172   |
| SECTION III. — <i>Interdiction de chasser en temps de neige.</i> .                                                                                        | 180   |
| CHAPITRE III. — OBLIGATION DE N'EMPLOYER QUE LES MODES ET MOYENS DE CHASSE AUTORISÉS PAR LA LOI . . . . .                                                 | 188   |
| SECTION I <sup>re</sup> . — <i>Modes de chasse autorisés et modes prohibés.</i>                                                                           | 192   |
| § I <sup>er</sup> . — Modes de chasse autorisés . . . . .                                                                                                 | 192   |
| (a) Chasse à tir . . . . .                                                                                                                                | 194   |
| (b) Chasse à courre . . . . .                                                                                                                             | 195   |
| (c) Emploi de furets et de bourses pour la chasse du lapin. . . . .                                                                                       | 199   |
| § II. — Modes de chasse défendus . . . . .                                                                                                                | 199   |
| SECTION II. — <i>Moyens et engins de chasse.</i> . . . .                                                                                                  | 206   |
| § I <sup>er</sup> . — Moyens de chasse autorisés et moyens prohibés . . . . .                                                                             | 208   |
| § II. — Engins de chasse prohibés . . . . .                                                                                                               | 214   |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Pages |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| CHAPITRE IV. — OBLIGATION POUR LE CHASSEUR EN ACTION<br>DE CHASSE DE RESPECTER LES LIMITES DE<br>L'HÉRITAGE D'AUTRUI . . . . .                                                                                                                                                                      | 222   |
| SECTION I <sup>re</sup> . — Règles et considérations générales . . . . .                                                                                                                                                                                                                            | 222   |
| SECTION II. — Des différentes manières de commettre le<br>délit de chasse sur le terrain d'autrui. . . . .                                                                                                                                                                                          | 232   |
| § I <sup>er</sup> . — L'acte délictueux peut être le fait personnel<br>du chasseur; mais le délit peut résulter<br>également du fait de ses auxiliaires, gens<br>ou bêtes, et l'introduction soit du chasseur,<br>soit de ses auxiliaires, sur le terrain d'autrui<br>n'est pas nécessaire. . . . . | 233   |
| § II. — Peu importe l'étendue des terres sur lesquelles<br>a été commis l'acte de chasse; portée de<br>cette règle. . . . .                                                                                                                                                                         | 238   |
| § III. — Simple passage du chasseur, précautions à<br>prendre . . . . .                                                                                                                                                                                                                             | 241   |
| § IV. — Au cas où le gibier poursuivi quitte les terres<br>sur lesquelles les chasseurs ont le droit de<br>chasser et passe sur la propriété voisine<br>réservée, ceux-ci peuvent-ils l'y suivre<br>sans délit ? . . . . .                                                                          | 244   |
| § V. — Peut-on pénétrer sans délit sur le terrain<br>d'autrui pour s'emparer d'un gibier que<br>l'on a mortellement blessé sur son terrain<br>à soi ? . . . . .                                                                                                                                     | 262   |
| § VI. — Tir de chez soi du gibier volant au-dessus du<br>terrain d'autrui et hypothèse inverse . . . . .                                                                                                                                                                                            | 263   |
| § VII. — Le propriétaire d'une terre qui a loué son<br>droit de chasse sur cette terre, commet-il<br>le délit de chasse sur le terrain d'autrui,<br>s'il y a chasse malgré la défense qui lui<br>en est faite par le locataire ? . . . . .                                                          | 276   |
| <b>DEUXIÈME PARTIE. — De certaines chasses spéciales.</b>                                                                                                                                                                                                                                           | 281   |
| CHAPITRE I <sup>er</sup> . — CHASSES DONT LES CONDITIONS SPÉCIALES<br>D'EXERCICE RÉSULTENT DE LA LOI ELLE-MÊME                                                                                                                                                                                      | 283   |
| SECTION I <sup>re</sup> . — Chasse dans un enclos attenant à une<br>habitation. . . . .                                                                                                                                                                                                             | 284   |

|                                                                                                                                                                  | Pages |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| § I <sup>er</sup> . — Motifs qui ont inspiré l'immunité de l'article 2<br>de la loi du 3 mai 1844. . . . .                                                       | 284   |
| § II. — Conditions dont la réunion est nécessaire pour<br>qu'il y ait lieu à l'application de l'immunité<br>de l'article 2 . . . . .                             | 287   |
| § III. — Effets de l'immunité attachée à l'enclos atte-<br>nant à une habitation . . . . .                                                                       | 297   |
| SECTION II. — <i>Destruction par le propriétaire, possesseur<br/>ou fermier d'une terre, des bêtes fauves<br/>qui portent dommage à ses propriétés</i> . . . . . | 303   |
| § I <sup>er</sup> . — Règles spéciales à l'exercice du droit de des-<br>truction des bêtes fauves, et personnes à<br>qui ce droit appartient . . . . .           | 306   |
| § II. — Conditions nécessaires pour qu'il y ait lieu à<br>l'exercice du droit de destruction . . . . .                                                           | 310   |
| SECTION III. — <i>La chasse au bord de la mer est-elle sou-<br/>mise à la loi du 3 mai 1844 ?</i> . . . . .                                                      | 318   |
| CHAPITRE II. — CHASSES POUR LESQUELLES LA LOI OBLIGE LES<br>PRÉFETS OU LES AUTORISE SIMPLEMENT A<br>ÉTABLIR DES RÈGLES SPÉCIALES. . . . .                        | 321   |
| SECTION I <sup>re</sup> . — <i>Chasse des oiseaux de passage.</i> . . . .                                                                                        | 323   |
| SECTION II. — <i>Chasse du gibier d'eau.</i> . . . .                                                                                                             | 325   |
| SECTION III. — <i>Destruction des animaux malfaisants ou nui-<br/>sibles par le propriétaire, possesseur ou<br/>fermier</i> . . . . .                            | 328   |
| SECTION IV. — <i>Chasse des petits oiseaux.</i> . . . .                                                                                                          | 336   |
| CONCLUSION . . . . .                                                                                                                                             | 339   |











